VALVÈDRE

SECONDE PARTIE. [1]

II.

Sans fortune et sans aïeux, Alida avait été choisie par Valvèdre. L'avait-il aimée? L'aimait-il encore? Personne ne le savait; mais personne n'était fondé à croire que l'amour n'eût pas dirigé son choix, puisqu'Alida n'avait d'autre richesse que sa beauté. Pendant les premières années, ce couple avait été inséparable. Il est vrai que peu à peu, depuis cinq ou six ans, Valvèdre avait repris sa vie d'exploration et de voyages, mais sans paraître délaisser sa compagne et sans cesser de l'entourer de soins, de luxe, d'égards et de condescendances. Il était faux, selon Obernay, qu'il la retînt prisonnière dans sa villa, ni que Mlle Juste de Valvèdre, l'aînée de ses belles-sœurs, fût une duègne chargée de l'opprimer. Mlle Juste était au contraire une personne du plus grand mérite, chargée de l'éducation première des enfans et de la gouverne de la maison, soins auxquels Alida elle-même se déclarait impropre. Paule avait été élevée par sa sœur aînée. Toutes trois vivaient donc à leur guise : Paule soumise par goût et par devoir à sa sœur Juste, Alida complétement indépendante de l'une et de l'autre.

Quant aux aventures qu'on lui prêtait, Obernay n'y croyait réellement pas; du moins aucune liaison exclusive n'avait pris une place

(1) Voyez la livraison du 15 mars 1861.

ostensible dans sa vie depuis qu'il la connaissait. — Je la crois coquette, disait-il, mais *par genre* ou par désœuvrement. Je ne la juge ni assez active ni assez énergique pour avoir des passions ou seulement des fantaisies un peu vives. Elle aime les hommages, elle s'ennuie quand elle en manque, et peut-être en manque-t-elle un peu à la campagne. Elle en manque aussi chez nous à Genève, où elle nous fait l'honneur d'accepter de temps en temps l'hospitalité. Notre entourage est un peu sérieux pour elle; mais ne voilà-t-il pas un grand malheur qu'une femme de trente ans soit forcée, par les convenances, de vivre d'une manière raisonnable? Je sais que, pour lui complaire, son mari l'a menée beaucoup dans le monde autrefois; mais il y a temps pour tout. Un savant se doit à la science, une mère de famille à ses enfans. A te dire le vrai, j'ai médiocre opinion d'une cervelle de femme qui s'ennuie au sein de ses devoirs.

— Il paraît cependant qu'elle y est soumise, puisque, libre de se lancer dans le tourbillon, elle vit dans la retraite?

— Il faudrait qu'elle s'y lançât toute seule, et ce n'est pas bien aisé, à moins d'une certaine vitalité audacieuse qu'elle n'a pas. A mon avis, elle ferait mieux d'en avoir le courage, puisqu'elle en a l'aspiration, et mieux vaudrait pour Valvèdre avoir une femme tout à fait légère et dissipée, qui le laisserait parfaitement libre et tranquille, qu'une élégie en jupons qui ne sait prendre aucun parti, et dont l'attitude brisée semble être une protestation contre le bon sens, un reproche à la vie rationnelle.

Tout cela est bien aisé à dire, pensai-je; peut-être cette femme soupire-t-elle après autre chose que les plaisirs frivoles; peut-être a-t-elle grand besoin d'aimer, surtout si son mari lui a fait connaître l'amour avant de la délaisser pour la physique et la chimie. Telle femme commence réellement la vie à trente ans, et la société de deux marmots et de deux belles-sœurs infiniment vertueuses ne me paraît pas un idéal auquel je voulusse me consacrer. Pourquoi exigeons-nous de la beauté, qui est exclusivement faite pour l'amour, ce que nous autres, le *sexe laid*, nous ne serions pas capables d'accepter? M. de Valvèdre, à quarante ans, est tout entier à la passion des sciences. Il a trouvé fort juste de pouvoir planter là les sœurs, les marmots et la femme par-dessus le marché... Il est vrai qu'il lui laisse la liberté... Eh bien! qu'elle en profite, c'est son droit, et c'est la tâche d'une âme ardente et jeune comme la mienne de lui faire vaincre les scrupules qui la retiennent!

Je me gardai bien de faire part de ces réflexions à Obernay. Je feignis au contraire d'acquiescer à tous ses jugemens, et je le quittai sans lui avoir opposé la plus légère contradiction. Je devais revoir Alida, comme la veille, à l'heure du signal de Valvèdre. Fati-

guée de la journée de mulet qu'elle avait faite pour venir de Varallo à Saint-Pierre, elle gardait le lit. Paule travaillait à ranger des plantes qu'elle avait fait cueillir en route par les guides, et qu'elle devait dans la soirée examiner avec son fiancé, qui lui apprenait la botanique. Instruit de ces détails et voyant Obernay partir tranquillement pour la promenade en attendant l'heure d'être admis à faire sa cour, je me dispensai de l'accompagner. J'errai à l'aventure autour de la maison et dans la maison même, observant les allées et venues du domestique et de la femme de chambre d'Alida, essayant de surprendre les paroles qu'ils échangeaient, espionnant en un mot, car il me venait comme des révélations d'expérience, et je me disais avec raison que, pour juger le problème de la conduite d'une femme, il fallait avant tout examiner l'attitude des gens qui la servaient. Ceux-ci me parurent empressés de la satisfaire, car, sonnés à plusieurs reprises, ils parcoururent la galerie, montèrent et redescendirent vingt fois l'escalier sans témoigner d'humeur.

J'avais laissé la porte de ma chambre ouverte; il n'y avait pas d'autres voyageurs que nous, et la belle auberge rustique d'Ambroise était si tranquille que je ne perdais rien de ce qui s'y passait. Tout à coup j'entendis un grand frôlement de jupons au bout du corridor. Je m'élançai, croyant qu'on se décidait à sortir; mais je ne vis passer qu'une belle robe de soie dans les mains de la femme de chambre. Elle venait sans doute de la déballer, car un nouveau mulet chargé de caisses et de cartons était arrivé depuis quelques instans devant l'auberge. Cette circonstance me fit espérer un séjour de plusieurs journées à Saint-Pierre; mais comme celle dont j'attendais la fin me paraissait longue! Serait-elle donc perdue absolument pour mon amour? Que pouvais-je inventer pour la remplir, ou pour faire révoquer l'arrêt des convenances qui me tenait éloigné?

Je me livrai à mille projets plus fous les uns que les autres. Tantôt je voulais me déguiser en marchand d'agates herborisées pour me faire admettre dans ce sanctuaire dont je voyais la porte s'ouvrir à chaque instant; tantôt je voulais courir après quelque montreur d'ours et faire grogner ses bêtes de manière à attirer les voyageuses à leur fenêtre. Il me prit aussi envie de décharger un pistolet pour causer quelque inquiétude dans la maison; on croirait peut-être à un accident, on enverrait peut-être savoir de mes nouvelles, et même si j'étais un peu blessé?...

Cette extravagance me sourit tellement qu'il s'en fallut de bien peu qu'elle ne fût mise à exécution. Enfin je m'arrêtai à un parti moins dramatique qui fut de jouer du hautbois. J'en jouais très bien, au dire de mon père, qui était bon musicien, et que ne contredisaient pas trop, sous ce rapport, les artistes qui fréquentaient

notre maison belge. Ma chambre était assez éloignée de celle de Mme de Valvèdre pour que ma musique ne troublât pas trop son sommeil, si elle dormait, et si elle ne dormait pas, ce qui était plus que probable d'après les fréquentes entrées de sa suivante, elle s'informerait peut-être de l'agréable virtuose; mais quel fut mon dépit, lorsqu'au beau milieu de ma plus belle mélodie le valet de chambre, ayant frappé discrètement à ma porte, me tint d'un air aussi embarrassé que respectueux le discours suivant : — Je demande bien des pardons à monsieur; mais si monsieur ne tient pas absolument à faire ses études dans une auberge, il y a madame qui est très souffrante, et qui demande en grâce à monsieur...

Je lui fis signe que c'était assez d'éloquence, et je remis avec humeur mon instrument dans son étui. Elle voulait donc absolument dormir! Mon dépit devint une sorte de rage, et je fis des vœux pour qu'elle eût de mauvais rêves; mais un quart d'heure ne se passa pas sans que je visse reparaître le domestique. Mme de Valvèdre me remerciait beaucoup, et, ne pouvant dormir malgré mon silence, elle m'autorisait à reprendre mes études musicales; en même temps elle me faisait demander si je n'avais pas un livre quelconque à lui prêter, *pourvu que ce fût un ouvrage littéraire et pas scientifique.* Le valet fit si bien cette commission que je pensai qu'il l'avait cette fois apprise par cœur. J'avais, pour toute bibliothèque de voyage, un ou deux romans nouveaux en petit format, contrefaçon achetée à Genève, et un tout petit bouquin anonyme que j'hésitai un instant à joindre à mon envoi, et que j'y glissai, ou plutôt que j'y jetai tout à coup, avec l'émotion de l'homme qui brûle ses vaisseaux.

Ce mince bouquin était un recueil de vers que j'avais publié à vingt ans sous le voile de l'anonyme, encouragé par un oncle éditeur qui me gâtait, et averti par mon père que je ferais sagement de ne pas compromettre son nom et le mien pour le plaisir de produire cette bagatelle. — Je ne trouve pas tes vers trop mauvais, m'avait dit cet excellent père, il y a même des pièces qui me plaisent; mais, puisque tu te destines aux lettres, contente-toi de lancer ceci comme un ballon d'essai, et ne t'en vante pas, si tu veux savoir ce qu'on en pense. Si tu es discret, cette première expérience te servira. Si tu ne l'es pas, et que ton livre soit raillé, d'une part tu en auras du dépit, de l'autre tu te seras créé un fâcheux précédent qu'il sera difficile de faire oublier.

J'avais religieusement suivi ce bon conseil. Mes petits vers n'avaient pas fait grand bruit, mais ils n'avaient pas déplu, et même quelques passages avaient été remarqués. Ils n'avaient, selon moi, qu'un mérite, ils étaient sincères. Ils exprimaient l'état d'une jeune âme avide d'émotions, qui ne se pique pas d'une fausse expérience, et qui ne se vante pas trop d'être à la hauteur de ses rêves.

C'était certes une grande imprudence que je venais de commettre en les envoyant à Mme de Valvèdre. Si elle devinait l'auteur et qu'elle trouvât les vers ridicules, j'étais perdu. L'amour-propre ne m'aveuglait pas. Mon livre était l'œuvre d'un enfant. Une femme de trente ans s'intéresserait-elle à des élans si naïfs, à une candeur si peu fardée?... Mais pourquoi me devinerait-elle? n'avais-je pas su garder mon secret avec mes meilleurs amis? Et si j'étais plus troublé à l'idée de ses sarcasmes que je ne pouvais l'être de ceux de toute autre personne, n'avais-je pas une chance de guérison dans le dépit que sa dureté me causerait?

Je ne voulais pourtant pas guérir, je ne le sentais que trop, et les heures se traînaient, mortellement lentes, plus cruelles encore depuis que j'avais fait ce coup de tête d'envoyer mon cœur de vingt ans à une femme nerveuse et ennuyée qui ne lui accorderait peut-être pas un regard. Aucune nouvelle communication ne m'arrivant plus, je sortis pour ne pas étouffer. J'accostai le premier passant, et parlai haut sous la fenêtre des voyageuses. Personne ne parut. J'avais envie de rentrer, et je m'éloignai pourtant, ne sachant où j'allais.

Je marchais à l'aventure sur le chemin qui mène à Varallo, lorsque je vis venir à moi un personnage que je crus reconnaître et dont l'approche me fit singulièrement tressaillir. C'était M. Moserwald, je ne me trompais pas. Il montait à pied une côte rapide; son petit char de voyage le suivait avec ses effets. Pourquoi le retour de cet homme me sembla-t-il un événement digne de remarque? Il parut s'étonner de mes questions. Il n'avait pas dit qu'il quittât la vallée définitivement. Il était allé faire une excursion dans les environs, et, comptant en faire d'autres, il revenait à Saint-Pierre comme au seul gîte possible à dix lieues à la ronde. Pour lui, il n'était pas grand marcheur, disait-il; il ne tenait pas à se casser le cou pour regarder de haut : il trouvait les montagnes plus belles, vues à mi-côte. Il admirait fort les chercheurs d'aventures, mais il leur souhaitait bonne chance et prenait ses aises le plus qu'il pouvait. Il ne comprenait pas qu'on parcourût les Alpes à pied et avec économie. Il fallait là plus qu'ailleurs dépenser beaucoup d'argent pour se divertir un peu. Après beaucoup de lieux-communs de ce genre, il me salua et remonta dans son véhicule; puis, arrêtant son conducteur au premier tour de roue, il me rappela en disant : — J'y songe! C'est bientôt l'heure du dîner là-bas, et vous êtes peut-être en retard? Voulez-vous que je vous ramène?

Il me sembla qu'après s'être montré très balourd, à dessein peut-être, il attachait sur moi un regard de perspicacité soudaine. Je ne sais quelle défiance ou quelle curiosité cet homme m'inspirait. Il y avait de l'un et de l'autre. Mon rêve m'avait laissé une superstition. Je pris place à ses côtés.

— Avez-vous quelque voyageur nouveau ici? me dit-il en me montrant le hameau, dont le petit clocher à jour se dessinait en blanc vif sur un fond de verdure sombre.

— Des *voyageurs?* non! répondis-je en me retranchant dans un jésuitisme des plus maladroits. Je me sentais beaucoup moins d'aplomb pour cacher mon trouble à Moserwald, dont la sincérité m'était suspecte, que je n'en éprouvais à tromper effrontément Obernay, le plus droit, le plus sincère des hommes. C'était comme un châtiment de ma duplicité, cette lutte avec un juif qui s'y entendait beaucoup mieux que moi, et j'étais humilié de me trouver engagé dans cet assaut de dissimulation. Il eut un sourire d'astuce niaise en reprenant : — Alors vous n'avez pas vu passer une certaine caravane de femmes, de guides et de mulets?... Moi, je l'ai rencontrée hier soir, à dix lieues d'ici, au village de Varallo, et je croyais bien qu'elle s'arrêterait à Saint-Pierre; mais puisque vous dites qu'il n'est arrivé personne...

Je me sentis rougir, et je me hâtai de répondre avec un sourire forcé que j'avais nié l'arrivée de nouveaux voyageurs, non celle de voyageuses inattendues.

— Ah! bien! vous avez joué sur le mot!... Avec vous, il faut préciser le genre, je vois cela. N'importe, vous avez vu ces belles chercheuses d'aventures; quand je dis ces belles,... vous allez peut-être me reprocher de ne pas faire accorder le nombre plus que le genre,... car il n'y en a qu'une de belle! L'autre,... c'est, je crois, la petite sœur du géologue,... est tout au plus passable. Vous savez que monsieur... comment l'appelez-vous?... votre ami? n'importe, vous savez qui je veux dire : il l'épouse!

— Je n'en sais rien du tout; mais si vous le croyez, si vous l'avez ouï dire, comment avez-vous eu le mauvais goût de faire des plaisanteries l'autre jour sur ses relations avec...

— Avec qui donc? Qu'est-ce que j'ai dit? Vrai! je ne m'en souviens plus! On dit tant de choses dans la conversation! *Verba volant!* N'allez pas croire que je sache le latin! Qu'est-ce que j'ai dit? Voyons! dites donc!

Je ne répondis pas. J'étais plein de dépit. Je m'enferrais de plus en plus; j'avais envie de chercher noise à ce Moserwald, et pourtant il fallait prendre tout en riant ou le laisser lire dans mon cerveau bouleversé. J'eus beau essayer de rompre l'entretien en lui montrant les beaux troupeaux qui passaient près de nous; il y revint avec acharnement, et il me fallut nommer Mme de Valvèdre. Il fut aveugle ou charitable : il ne releva pas l'étrange physionomie que je dus avoir en prononçant ce nom terrible.

— Bon! s'écria-t-il avec sa légèreté naturelle ou affectée : j'ai dit cela, moi, que M. Obernay (voilà son nom qui me revient) avait des

vues sur la femme de son ami! C'est possible!... On a toujours des vues sur la femme de son ami... Je ne savais pas alors qu'il dût épouser la belle-sœur, parole! Je ne l'ai su qu'hier matin en faisant causer le domestique de ces dames. Je vous dirai bien que cela ne me paraît pas une raison sans appel... Je suis sceptique, moi, je vous l'ai dit; mais je ne veux pas vous scandaliser, et je veux bien croire... Mon Dieu, comme vous êtes distrait! A quoi donc pensez-vous?

— A rien, et c'est votre faute! Vous ne dites rien qui vaille. Vous n'avez pas le sens commun, mon cher, avec vos idées de profonde scélératesse. Quel mauvais genre vous avez là! C'est très mal porté, surtout quand on est riche et gras.

Si j'avais su combien il était impossible de fâcher Moserwald, je me serais dispensé de ces duretés gratuites, qui le divertissaient beaucoup. Il aimait qu'on s'occupât de lui, même pour le rudoyer ou le railler. — Oui, oui, vous avez raison! reprit-il, comme transporté de reconnaissance; vous me dites ce que me disent tous mes amis, et je vous en sais gré. Je suis ridicule, et c'est là le plus triste de mon affaire! J'ai le spleen, mon cher, et l'incrédulité des autres sur mon compte vient s'ajouter à celle que j'ai envers tout le monde et envers moi-même. Oui, je devrais être heureux, parce que je suis riche et bien portant, parce que je suis gras! Et cependant je m'ennuie, j'ai mal au foie, je ne crois pas aux hommes, aux femmes encore moins! Ah çà! comment faites-vous pour croire aux femmes par exemple? Vous me direz que vous êtes jeune! Ce n'est pas une raison. Quand on est très instruit et très intelligent, on n'est jamais jeune. Pourtant voilà que vous êtes amoureux...

— Moi! où prenez-vous cela?

— Vous êtes amoureux, je le vois, et aussi naïvement que si vous étiez sûr de réussir à être aimé; mais, mon cher enfant, c'est la chose impossible, cela! On n'est jamais aimé que par intérêt! Moi, je l'ai été parce que j'ai un capital de plusieurs millions; vous, vous le serez parce que vous avez un capital de vingt-trois ou vingt-quatre ans, de cheveux noirs, de regards brûlans, capital qui promet une somme de plaisirs d'un autre ordre et non moins positifs que ceux que mon argent représente, beaucoup plus positifs, devrais-je dire, car l'argent procure des plaisirs élevés, le luxe, les arts, les voyages,... tandis que lorsqu'une femme préfère à tout cela un beau garçon pauvre, on peut être sûr qu'elle fait grand cas de la réalité. Mais ce n'est pas de l'amour comme nous l'entendons, vous et moi. Nous voudrions être aimés pour nous-mêmes, pour notre esprit, pour nos qualités sociales, pour notre mérite personnel enfin. Eh bien! voilà ce que vous achèterez probablement au prix de votre liberté, ce que je paierais volontiers de toute ma fortune, et ce que

nous ne rencontrerons jamais! Les femmes n'ont pas de cœur. Elles se servent du mot vertu pour cacher leur infirmité, et avec cela elles font encore des dupes! Des dupes que j'envie, je vous le déclare...

— Ah çà! m'écriai-je en interrompant ce flux de philosophie nauséabonde, que me chantez-vous là depuis une heure? Vous me dites que vous avez été aimé, que je le serai...

— Ah! mon Dieu! vous croyez que je vous parlais de Mme de Valvèdre? Je n'y pensais pas, mon cher, je parlais en général. D'abord je ne la connais pas; sur l'honneur, je ne lui ai jamais parlé. Quant à vous,... vous ne pouvez pas la connaître encore; vous lui avez peut-être parlé cependant?... A propos, la trouvez-vous jolie?

— Qui? Mme de Valvèdre? Pas du tout, mon cher, elle m'a semblé laide.

Je fis cette réponse avec tant d'assurance, une assurance désespérée (je voulais à tout prix me soustraire aux investigations de Moserwald), que celui-ci en fut dupe, et me laissa voir sa satisfaction. Quand nous descendîmes de voiture, j'avais enfin réussi à lui ôter la lumière qu'il avait cru saisir, qu'il avait saisie un moment, et il retombait dans les ténèbres, tout en me laissant son secret dans les mains. Il était bien évidemment revenu à Saint-Pierre parce qu'il avait rencontré Mme de Valvèdre à Varallo, parce qu'il avait questionné son laquais, parce qu'il était épris d'elle, parce qu'il espérait lui plaire, et il m'avait tâté pour voir s'il ne me trouverait pas en travers de son chemin.

Ayant appris d'Antoine que les dames de Valvèdre ne dîneraient pas en bas, je voulus me soustraire au déplaisir d'un nouveau tête-à-tête avec Moserwald en me faisant servir mystérieusement dans un coin du petit jardin de mon hôte, quand celui-ci m'annonça que je serais seul dans sa grande salle basse avec Obernay, l'Israélite ayant dit qu'il souperait peut-être tard dans la soirée. — Et que fait-il? où est-il maintenant? demandai-je.

— Il est chez Mme de Valvèdre, répondit Antoine, dont la figure prit une expression d'étonnement comique à l'aspect de ma stupeur.

— Ah çà! m'écriai-je, il la connaît donc?

— Je n'en sais rien, monsieur; comment voulez-vous que je sache?...

— C'est juste, cela vous est fort égal, et quant à moi... Mais vous le connaissez, vous, ce monsieur Moserwald?

— Non, monsieur; je l'ai vu avant-hier pour la première fois.

— Il vous avait dit en partant qu'il reviendrait bientôt?

— Non, monsieur, il ne m'avait rien dit du tout.

Je ne sais quelle sourde colère s'était emparée de moi en apprenant que ce juif avait eu l'audace ou l'habileté, à peine débarqué,

de pénétrer auprès d'Alida, qu'il prétendait ne pas connaître. Obernay s'attarda beaucoup, il faisait nuit quand il rentra; je l'avais attendu pour dîner, et sans mérite aucun, je n'avais certes pas faim. Je ne lui parlai pas de Moserwald, craignant de trahir ma jalousie.

— Mets-toi à table, me dit-il, il me faut absolument un quart d'heure pour arranger quelques plantes fontinales extrêmement délicates que je rapporte.—Il me quitta, et Antoine me servit mon repas, disant qu'il connaissait les quarts d'heure d'Obernay déballant son butin de botaniste, et que ce n'était pas une raison pour me faire manger un rôti desséché. J'étais à peine assis que Moserwald parut, s'écria qu'il était charmé de ne pas souper seul, et ordonna à notre hôte de le servir vis-à-vis de moi, ceci sans m'en demander aucunement la permission. Cette familiarité, qui m'eût diverti dans une autre situation d'esprit, me parut intolérable, et j'allais le lui faire entendre quand, la curiosité dominant toutes mes autres angoisses, je résolus de me contenir et de le faire parler. C'était une curiosité douloureuse et indignée; mais je fus stoïque, et d'un air tout à fait dégagé je lui demandai s'il avait réussi à voir Mme de Valvèdre.

— Non, répondit-il en se frottant les mains, mais je la verrai tantôt avec vous, dans une heure.

— Ah! vraiment!

— Cela vous étonne? C'est pourtant bien simple. Ma figure et ma voix étaient déjà connues de la belle-sœur, qui m'avait remarqué à Varallo. Oh! je dis cela sans fatuité, je n'ai pas de prétention de ce côté-là. Je note qu'elle m'avait remarqué avant-hier en passant dans ce village où nous nous croisions. Eh bien! nous nous sommes rencontrés de nouveau tout à l'heure, là-haut, dans la galerie. Elle est toute franche, toute confiante, cette grande fille; elle est venue à moi pour savoir si je n'avais pas recueilli sur mon chemin quelque nouvelle de son frère.

— Dont vous ne saviez rien?

— Pardon! avec de l'argent on sait toujours ce qu'on veut savoir. Voyant ces dames inquiètes, j'avais, dès hier soir, dépêché le plus hardi montagnard de Varallo vers la station présumée de M. de Valvèdre. Ah! dame! cela m'a coûté cher; pendant la nuit et par des sentiers impossibles, il a prétendu que cela valait...

— Faites-moi grâce des écus que vous avez dépensés. Vous avez eu des nouvelles de l'expédition?

— Oui, et de très bonnes. La sœur a failli me sauter au cou. Elle voulait tout de suite me présenter à Mme de Valvèdre; mais celle-ci, qui avait passé la journée dans son lit, était en train de se lever et m'a remis à tantôt. Voilà, mon cher! ce n'est pas plus malin que ça!

Moserwald ne dissimulait plus ses projets; il avait trop besoin de

se vanter de son habileté et de sa libéralité pour être prudent. Ma jalousie essaya de se calmer. Que pouvais-je craindre d'un concurrent si vain et si vulgaire? N'était-ce pas faire injure à une femme exquise comme l'était Alida que de redouter pour elle les séductions d'un Moserwald!

J'allais le questionner davantage quand Obernay vint manger à la hâte et avec préoccupation un reste de volaille, après quoi il regarda sa montre et nous dit qu'il était temps de monter chez ces dames pour voir partir les fusées. — Il paraît, dit-il à Moserwald, que vous êtes invité à prendre le thé là-haut en remercîment des bonnes nouvelles que vous avez données, ce dont, pour ma part, je vous sais gré aussi; mais permettez-moi une question.

— Mille, si vous voulez, *mon très cher*, répondit Moserwald avec aisance.

— Vous avez dépêché un montagnard vers la pointe de l'Ermitage; il s'y est rendu à travers mille périls, et vous l'avez attendu à Varallo jusqu'à ce matin. A-t-il vu M. de Valvèdre? lui a-t-il parlé?

— Il l'a vu de trop loin pour lui parler, mais il l'a vu.

— C'est fort bien; mais s'il vous prenait l'obligeante fantaisie d'envoyer encore des exprès et qu'ils parvinssent jusqu'à lui, veuillez ne pas les charger de lui dire que sa femme et sa sœur sont à sa recherche.

— Pas si sot! s'écria Moserwald avec un rire d'une impertinence ou d'une ingénuité admirable.

— Comment, pas si sot? répliqua Obernay surpris en le regardant entre les deux yeux.

Moserwald fut embarrassé un instant, mais son esprit délié lui suggéra vite une réponse assez ingénieuse. — Je sais fort bien, reprit-il, que votre savant ami serait fort contrarié de l'arrivée et de l'inquiétude de ces dames. Quand on risque ses os dans une pareille campagne et que l'on a dans l'esprit les grands problèmes de science auxquels je déclare ne rien comprendre, mais dont j'admets la passion, vu que je comprends toutes les passions, moi qui vous parle...

Obernay l'interrompit avec impatience en jetant sa serviette. — Enfin, dit-il, vous avez deviné la vérité. M. de Valvèdre a besoin de toute la liberté d'esprit possible en ce moment. Montons, nous n'avons plus le temps de causer.

Alida était mise plus simplement que la veille. Je lui sus un gré infini de ne pas s'être parée pour Moserwald; elle n'en était d'ailleurs que plus belle. Je ne sais pas si sa belle-sœur était moins négligée que le jour précédent; je crois que je ne la vis pas du tout ce soir-là. J'étais si rempli de mon drame intérieur que je m'imaginais presque être en tête-à-tête avec Mme de Valvèdre.

Son premier accueil fut froid et méfiant. Elle parut être impatiente de voir partir la fusée. Je ne la suivis pas sur le balcon. Je ne sais pas si les signaux furent de bon augure, je ne me souviens pas de m'en être enquis. Je sais seulement qu'un quart d'heure après Paule de Valvèdre et son fiancé étaient assis à une grande table, et qu'ils examinaient des plantes, baptisant de noms barbares ou pompeux la bourrache et le chiendent, pendant que Mme de Valvèdre, à demi couchée sur sa chaise longue, avec un guéridon placé entre elle et moi, brodait nonchalamment sur du gros canevas, comme pour se dispenser de rencontrer les regards. Je voyais bien à ses mains distraites qu'elle ne travaillait que pour se renfermer en elle-même. Ses traits expressifs avaient en ce moment une placidité mystérieuse. Il n'y avait, à coup sûr, aucune affinité sympathique entre elle et Moserwald. Je remarquai même avec plaisir qu'au fond des paroles de politesse et de remercîment qu'elle lui adressa dans une forme très laconique, il y avait un léger dédain.

Je me rassurai tout à fait en remarquant aussi que l'Israélite, d'abord plein d'aplomb vis-à-vis d'elle, perdait à chaque minute un peu de sa vitalité. Sans doute il avait compté, comme d'habitude, sur les saillies enjouées et paradoxales de son esprit naturel pour faire passer son manque d'éducation; mais sa faconde l'avait rapidement abandonné. Il ne disait plus que des platitudes, et je l'y aidais cruellement, devinant un imperceptible sourire d'ironie sur les lèvres closes de Mme de Valvèdre.

Pauvre Moserwald! il était pourtant meilleur et plus vrai en ce moment de sa vie qu'il ne l'avait peut-être jamais été. Il était amoureux et très réellement ému. Comme moi, il buvait l'étrange poison de passion irrésistible qui m'avait enivré, et quand je songe à tout ce que par la suite cette passion lui a fait faire de contraire à ses théories, à ses idées et à ses instincts, je me demande avec stupeur s'il y a une école pour le sentiment, et si le sentiment lui-même n'est pas le révélateur par excellence.

A mesure qu'il se troublait, je retrouvais ma lucidité. Bientôt je fus en état de comprendre et de commenter de sang-froid la situation. Il n'avait pas osé se vanter à Mlle de Valvèdre de tout le zèle qu'il avait mis à trouver un prétexte pour s'introduire auprès d'Alida. Il avait même eu le bon goût de ne pas parler de son argent dépensé. Il prétendait avoir seulement été aux informations dans les environs, et avoir réussi à déterrer un chasseur qui descendait de la montagne et qui avait vu de loin le campement du savant et le savant lui-même en lieu sûr et en bonne apparence de santé. On l'avait remercié de son obligeance, Paule disait ingénument « de son bon cœur. » On le connaissait de nom et de réputation; mais on n'avait jamais remarqué sa figure, bien qu'il s'évertuât à vouloir rap-

peler diverses circonstances où il s'était trouvé à la promenade à Genève ou au spectacle à Turin, non loin de *ces dames*. Il insinuait, avec autant de finesse qu'il lui était possible, que Mme de Valvèdre l'avait vivement frappé, que tel jour et en telle rencontre il avait remarqué tous les détails de sa toilette. — On jouait *le Barbier de Séville*. — Oui, je m'en souviens, répondait-elle.

— Vous aviez une robe de soie bleu pâle avec des ornemens blancs, et vos cheveux étaient bouclés, au lieu d'être en bandeaux comme aujourd'hui.

— Je ne m'en souviens pas, répondait Alida d'un ton qui signifiait : « Qu'est-ce que cela vous fait? »

Il y eut un tel *crescendo* de froideur de sa part que le pauvre juif, tout à fait décontenancé, quitta l'angle de la cheminée où il se dandinait depuis un quart d'heure et alla déranger et impatienter les fiancés botanistes en leur faisant de lourdes questions railleuses sur leurs saintes études de la nature. Je m'emparai de cette place que Moserwald avait accaparée : c'était la plus favorable pour voir Alida sans être gêné par la petite lampe dont elle s'était masquée; c'était aussi la plus proche que l'on pût convenablement prendre auprès d'elle. Jusque-là, ne voulant pas m'asseoir plus loin, je n'avais fait que la deviner.

Je pus enfin lui parler. J'eus bien de la peine à lui adresser une question directe. Enfin ma langue se délia par un effort désespéré, et, au risque d'être aussi gauche et aussi bête que Moserwald, je lui demandai si j'étais assez malheureux pour que mon maudit hautbois eût réellement troublé son sommeil...

— Tellement troublé, répondit-elle en souriant tristement, que je n'ai pas pu me rendormir; mais ne prenez pas ce reproche pour une critique. Il m'a semblé que vous jouiez fort bien : c'est précisément parce que j'étais forcée de vous écouter... Mais je ne veux pas non plus vous faire de complimens. A votre âge, cela ne vaut rien.

— A mon âge? Oui, je suis un enfant, c'est vrai, rien qu'un enfant! C'est l'âge où l'on est avide de bonheur. Est-ce un crime d'être heureux d'un rien, d'un mot, d'un regard, fût-ce un regard distrait ou sévère, fût-ce un mot de simple bienveillance ou seulement de généreux pardon sous forme d'éloge?

— Je vois, répondit-elle, que vous avez lu le petit volume que vous m'avez envoyé ce matin, car vous êtes tout rempli de l'orgueil de la première jeunesse, et ce n'est guère obligeant pour ceux ou pour celles qui sont entrés dans la seconde.

— Dans les volumes que, par votre ordre, je vous ai fait remettre ce matin, y en avait-il donc un qui ait eu le malheur de vous déplaire?

Elle sourit avec une ineffable douceur et elle allait répondre.

J'étais suspendu au mouvement de ses lèvres; Moserwald, penché sur la table, ne regardait nullement dans la loupe d'Obernay, qu'il avait prise machinalement et qu'il ternissait de son haleine, au grand déplaisir du botaniste. Il grimaçait derrière cette loupe, mais il avait un œil braqué sur moi, et louchait d'une façon si burlesque que Mme de Valvèdre partit d'un éclat de rire. Ce fut pour moi un instant de cruel triomphe, mais qu'un instant après j'expiai cruellement. En riant, Mme de Valvèdre laissa tomber sa broderie et un petit objet de métal que je pris pour un dé et que je ramassai précipitamment; mais je l'eus à peine dans les mains qu'un cri de surprise et de douleur m'échappa.

— Qu'est-ce donc que cela? m'écriai-je.

— Eh bien? répondit-elle tranquillement; c'est ma bague. Elle est beaucoup trop large pour mon doigt.

— Votre bague!... répétai-je hors de moi en regardant d'un œil hagard le gros saphir entouré de brillans que j'avais vu l'avant-veille au doigt de Moserwald. Et j'ajoutai, en proie à un véritable désespoir : — Mais cette chose-là n'est point à vous, madame!

— Pardonnez-moi : à qui voulez-vous donc qu'elle soit?

— Ah! vous l'avez achetée aujourd'hui?

— Eh bien! qu'est-ce que cela vous fait par exemple? Rendez-la-moi donc!

— Puisque vous l'avez achetée, lui dis-je d'un ton amer en la lui rendant, gardez-la, elle est bien à vous; mais à votre place je ne la porterais pas. Elle est d'un goût affreux!

— Vous trouvez? C'est bien possible. J'ai acheté cela hier vingt-cinq francs à un vilain petit juif qui monte en vermeil, à Varallo, les améthystes et les autres cailloux du pays; mais la grosse pierre est jolie. Je la ferai arranger autrement, et tout le monde croira que c'est un saphir oriental.

J'allais dire à Mme de Valvèdre que le petit juif avait volé cette bague à M. Moserwald, lorsque, la modicité du prix de vente supposant chez un juif bijoutier une ignorance par trop invraisemblable de la valeur de l'objet, je me sentis replongé dans une énigme insoluble. Alida venait de parler avec une sincérité évidente, et pourtant, quelque effort que fît Moserwald pour me cacher sa main gauche, je voyais bien qu'il n'avait plus sa bague. Un soupçon hideux pesait sur moi comme un cauchemar. Je pris le bras de l'Israélite et je l'emmenai sur la galerie, comme pour lui parler d'autre chose. Je flattai sa vanité pour lui arracher la vérité. — Vous êtes un habile homme et un amant magnifique, lui dis-je; vous faites accepter vos dons de la manière la plus ingénieuse!

Il donna dans le piége sans se faire prier. — Eh bien! oui, dit-il, voilà comme je suis! Rien ne me coûte pour procurer un petit plai-

sir à une jolie femme, et je n'ai pas le mauvais goût de lui faire des conditions, moi! C'est à elle de deviner.

— Et certainement on vous devine? Vous êtes coutumier du fait?

— Avec celle-ci... c'est la première fois, et je me demande avec un peu de crainte si elle prend réellement cette gemme de premier choix pour une améthyste de cent sous! Non, ce n'est pas probable. Toutes les femmes se connaissent en gemmes, elles les aiment tant!

— Pourtant, si *elle* n'y connaît rien, elle ne vous devine pas, et vous voilà dans une impasse. Ou il faut vous déclarer, ou il faut risquer de voir la bague passer à la femme de chambre.

— Me déclarer? répondit-il avec un véritable effroi. Oh! non! c'est trop tôt! Je ne suis pas encouragé jusqu'à présent,... à moins que ce ton moqueur ne soit une manière de grande dame!... C'est possible, je n'avais jamais visé si haut, moi!... car elle est comtesse, vous savez? Son mari ne prend pas de titre, mais il est de grande maison...

— Mon cher, repris-je avec une ironie qu'il ne comprit pas, tout madré qu'il était, je ne vois qu'un moyen : c'est qu'un ami généreux l'éclaire sur la valeur de l'objet qu'on lui a fait si adroitement accepter. Voulez-vous que je m'en charge?

— Oui, mais pas aujourd'hui au moins! Vous attendrez que je sois parti.

— Bah! vous voilà bien craintif! N'êtes-vous pas persuadé qu'une femme est toujours flattée d'un riche cadeau?

— Non! cela dépend; elle peut aimer le cadeau et détester la personne qui l'offre. Dans ce cas-là, il faut beaucoup de patience et beaucoup de cadeaux, toujours glissés dans ses mains sans qu'elle songe à les repousser, et ne témoignant jamais d'aucune espérance. Vous voyez que j'ai ma tactique!

— Elle est magnifique, et très flatteuse pour les femmes que vous honorez de vos poursuites!

— Mais... je la crois fort délicate, reprit-il avec conviction, et si vous la critiquez, c'est qu'il vous serait impossible de la suivre!

Je ne lui passai pas ce mouvement d'impertinence et je rentrai au petit salon, bien décidé à l'en punir. Je me sentis dès lors un aplomb extraordinaire, et m'approchant d'Alida : — Savez-vous, madame, lui dis-je, de quoi je m'entretenais avec M. Moserwald au clair de la lune?

— Du clair de lune peut-être?

— Non, nous parlions bijouterie. Monsieur prétend que toutes les femmes se connaissent en pierres précieuses parce qu'elles les aiment passionnément, et j'ai promis de m'en rapporter à votre arbitrage.

— Il y a là deux questions, répondit Mme de Valvèdre. Je ne peux pas résoudre la première, car pour mon compte je n'y entends rien; mais pour la seconde, je suis forcée de donner raison à M. Moserwald. Je crois que toutes les femmes aiment les bijoux.

— Excepté moi pourtant, dit Paule avec gaieté; je ne m'en soucie pas le moins du monde.

— Oh! vous, ma chère, reprit Alida du même ton, vous êtes une femme supérieure! Il n'est question ici que des simples mortelles.

— Moi, dis-je à mon tour avec une amertume extrême, je croyais qu'en fait de femmes il n'y avait que les courtisanes qui eussent la passion des diamans.

Alida me regarda d'un air très étonné.

— Voilà une singulière idée! reprit-elle. Chez les créatures dont vous parlez, cette passion-là n'existe pas du tout. Les diamans ne représentent pour elles que des écus. Chez les femmes honnêtes, c'est quelque chose de plus noble : cela représente les dons sacrés de la famille ou les gages durables des affections sérieuses. Cela est si vrai que, ruinée, une véritable grande dame souffre mille privations plutôt que de vendre son écrin. Elle n'en fait le sacrifice que pour sauver ses enfans ou ses princes.

— Ah! que cela est bien dit et que cela est vrai! s'écria Moserwald enthousiasmé. Entre la femme et le diamant, il y a une attraction surnaturelle! J'en ai vu mille exemples. Le serpent avait, dit une légende, un gros diamant dans la tête; Ève vit ce feu à travers ses yeux et fut fascinée. Elle s'y mira comme dans les glaces d'un palais enchanté...

— Voilà de la poésie, ou je ne m'y connais pas, dis-je en l'interrompant. Et vous vous moquez des poètes, vous!

— Cela vous étonne, mon cher? reprit-il : c'est que je deviens poète aussi, apparemment, avec les personnes qui m'inspirent!

En parlant ainsi, il lança sur Alida un regard enflammé qu'elle rencontra et soutint avec une impassibilité extraordinaire. C'était le comble du dédain ou de l'effronterie, car son grand œil interrogateur était toujours plein de mystères. Je ne pus supporter cette situation douteuse, horrible pour elle, si elle n'était pas la dernière des femmes. Je lui demandai à voir encore sa bague de vingt-cinq francs, et, l'ayant regardée : — Je m'étonne beaucoup, lui dis-je, du peu d'attention que vous avez accordée à une gemme si belle après l'aveu que vous venez de faire de votre goût pour ces sortes de choses. Savez-vous bien, madame, que l'on vous a vendu là une pierre d'un très grand prix?

— Comment? Quoi? Est-ce possible? dit-elle en reprenant la bague et en la regardant. Est-ce que vous avez des connaissances dans cette partie-là?

— J'ai pour toute connaissance M. Moserwald, ici présent, qui, pas plus tard qu'avant-hier, m'a montré une bague toute pareille, avec des brillans comme ceux-ci, et qui me l'a offerte pour douze mille francs, c'est-à-dire pour rien, selon lui, car elle vaut beaucoup plus.

Devant cette interpellation directe, la figure de Moserwald se décomposa, et le rapide coup d'œil d'Alida, allant de lui à moi, acheva de le bouleverser.

Mme de Valvèdre ne se troubla pas. Elle garda quelques instans le silence, comme si elle eût voulu résoudre un problème intérieur; puis, me présentant la bague : — Qu'elle ait ou non de la valeur, dit-elle, je la trouve décidément fort laide. Voulez-vous me faire le plaisir de la jeter par la fenêtre?

— Vraiment? par la fenêtre? s'écria Moserwald, incapable de maîtriser son émotion.

— Vous voyez bien, lui répondit Alida, que c'est une chose qui a été perdue, trouvée par votre coreligionnaire de Varallo, et vendue sans qu'il en ait connu la valeur. Eh bien! il faut rendre cette chose à sa destinée, qui est d'être ramassée dans la boue par les personnes qui ne craignent pas de se salir les mains.

Moserwald, poussé à bout, eut beaucoup de sang-froid et de présence d'esprit. Il me pria de lui donner la bague, et comme je la lui rendais avec l'affectation d'une restitution légitime, il la remit à son doigt en disant : — Puisqu'elle devait être jetée aux ordures, je la ramasse, moi. Je ne sais d'où elle sort, mais je sais qu'elle a été purifiée à tout jamais en passant une journée au doigt de Mme de Valvèdre! Et maintenant, qu'elle vaille vingt-cinq sous ou vingt-cinq mille francs, elle est sans prix pour moi et ne me quittera jamais! Là-dessus, ajouta-t-il en se levant et en me regardant, je pense que ces dames sont fatiguées, et qu'il serait temps...

— M. Obernay et M. Valigny ne se retirent pas encore, répondit Mme de Valvèdre avec une intention désespérante; mais vous êtes libre, d'autant plus que vous partez demain matin, j'imagine! Quant à la bague, vous ne pouvez pas la garder. Elle est à moi. Je l'ai payée et ne vous l'ai pas donnée... Rendez-la-moi!

Les gros yeux de Moserwald brillèrent comme des escarboucles. Il crut son triomphe assuré en dépit d'un congé donné pour la forme, et rendit la bague avec un sourire qui signifiait clairement : « Je savais bien qu'on la garderait! » Mme de Valvèdre la prit, et, la jetant hors de sa chambre sur le palier, par la porte ouverte, elle ajouta : — La ramassera qui voudra! elle ne m'appartient plus; mais celui qui la portera en mémoire de moi pourra se vanter d'avoir là une chose que je méprise profondément.

Moserwald sortit dans un état d'abattement qui me fit peine à

voir. Paule n'avait absolument rien compris à cette scène, à laquelle d'ailleurs elle avait donné peu d'attention. Quant à Obernay, il avait essayé un instant de comprendre, mais il n'en était pas venu à bout, et, attribuant tout ceci à quelque étrange caprice de Mme de Valvèdre, il avait repris tranquillement l'analyse de la *saxifraga retusa*.

III.

J'avais suivi Moserwald sans affectation, pensant bien que, s'il avait du cœur, il me demanderait compte de la manière dont j'avais servi sa cause. Je le vis hésiter à ramasser sa bague, hausser les épaules et la reprendre. Dès qu'il m'aperçut, il m'attira jusque dans sa chambre et me parla avec beaucoup d'amertume, raillant ce qu'il appelait mes préjugés et déclarant mon austérité la chose du monde la plus ridicule. Je le laissai à dessein devenir un peu grossier dans ses reproches, et quand il en fut là : — Vous savez, mon cher monsieur, lui dis-je, que si vous n'êtes pas content, il y a une manière de s'expliquer, et me voici à vos ordres. N'allez pas plus loin en paroles, car je serais forcé de vous demander la réparation que je vous offre.

— Quoi! qu'est-ce à dire? fit-il avec beaucoup de surprise. Vous voulez vous battre? Eh bien! voilà un trait de lumière, un aveu! Vous êtes mon rival, et c'est par jalousie que vous m'avez si brutalement ou si maladroitement trahi! Dites que c'est là votre motif, alors je vous comprends et je vous pardonne.

Je lui déclarai que je n'avais aucun aveu à faire, et que je ne tenais pas à son pardon; mais, comme je ne voulais pas perdre avec lui les précieux instans que je pouvais passer encore auprès de Mme de Valvèdre ce soir-là, je le quittai en l'engageant à faire ses réflexions, et en lui disant que dans une heure je serais chez lui.

La galerie de bois découpé faisant extérieurement le tour de la maison, je revins par là à l'appartement de Mme de Valvèdre; mais je la trouvai sur cette galerie, et venant à ma rencontre.

— J'ai une question à vous adresser, me dit-elle d'un ton froid et irrité. Asseyez-vous-là. Nos amis sont encore plongés dans la botanique. Comme il est au moins inutile de les mettre au courant d'un incident ridicule, nous pouvons échanger ici quelques mots. Vous plaît-il de me dire, monsieur Francis Valigny, quel rôle vous avez joué dans cet incident, et comment vous avez été informé de ce que vous m'avez donné à deviner?

Je lui racontai tout avec la plus entière sincérité. — C'est bien, dit-elle, vous avez eu bonne intention, et vous m'avez réellement rendu service en m'empêchant de donner un instant de plus dans

un piége que je ne veux pas qualifier. Vous auriez pu être moins acerbe dans la forme; mais vous ne me connaissez pas, et si vous me prenez pour une femme perdue, ce n'est pas plus votre faute que la mienne.

— Moi! m'écriai-je, je vous prends!... Moi qui!...

Je me mis à balbutier d'une manière extravagante.

— Laissez, laissez, reprit-elle. Ne vous défendez pas de vos préventions, je les connais. Elles ont percé trop brutalement, lorsqu'à propos de ma théorie tout impersonnelle sur les diamans vous avez dit que c'était un goût de courtisane!

— Mais, au nom du ciel, laissez-moi jurer que je n'ai pas dit cela!

— Vous l'avez pensé, et vous avez dit l'équivalent. Écoutez, je viens de recevoir ici, de la part de ce juif et par contre-coup de la vôtre, une mortelle insulte. Ne croyez pas que le dédain qui me préserve de la colère me garantisse d'une réelle et profonde douleur...

Je vis, aux rayons de la lune, un ruisseau de larmes briller comme un flot de perles sur les joues pâles de cette charmante femme, et sans savoir ce que je faisais, encore moins ce que je disais, je tombai à ses pieds en lui jurant que je la respectais, que je la plaignais, et que j'étais prêt à la venger. Peut-être en ce moment m'arriva-t-il de lui dire que je l'aimais. Troublés tous deux, moi de sa douleur, elle de ma subite émotion, nous fûmes quelques instans sans nous entendre l'un l'autre et sans nous entendre nous-mêmes.

Elle surmonta ce trouble la première, et, répondant à une parole que je lui répétais pour atténuer ma faute : — Oui, je le sais, dit-elle, vous êtes un enfant; mais s'il n'y a rien de généreux comme un enfant qui croit, il n'y a rien de terrible et de cruel comme un enfant qui doute, et vous êtes l'ami, l'*alter ego* d'un autre enfant bien plus sceptique et bien plus brutal que vous... Mais je ne veux me brouiller ni avec l'un ni avec l'autre. Il faut que l'aimable et douce Paule Valvèdre soit heureuse. Vous êtes déjà son ami, puisque vous êtes celui de son fiancé; ou j'aurais tort contre vous trois, ou, en me donnant raison contre vous deux, Paule souffrirait. Permettez donc que je m'explique avec vous, et que je vous dise un peu qui je suis. Ce sera dit en deux mots. Je suis une personne *accablée*, *finie*, inoffensive par conséquent. Henri Obernay m'a présentée à vous, je le sais, comme une plaintive et ennuyeuse créature, mécontente de tout et accusant tout le monde. C'est sa thèse, il l'a soutenue devant moi-même, car, s'il est mal élevé, il est sincère, et je sais bien que je n'ai pas en lui un ennemi perfide. Dites-lui que je ne me plains de personne, et, ceci établi, faites-lui part du motif qui m'amenait ici, vous qui savez et devez taire celui qui va dès demain me faire repartir.

— Demain! vous partez demain?

— Oui, si M. Moserwald reste, et je n'ai aucune autorité sur lui.

— Il partira, je vous en réponds!

— Et moi, je vous défends d'épouser ma querelle! De quel droit, s'il vous plaît, prétendriez-vous me compromettre en vous faisant mon chevalier?

— Mais pourquoi donc voulez-vous partir, mon Dieu? Est-ce que les outrages de cet homme vous atteignent?

— Oui, l'outrage atteint toujours une veuve dont le mari est vivant.

— Ah! madame, vous êtes méconnue et délaissée, je le savais bien, moi! mais...

— Il n'y a pas de *mais*. Les choses sont ainsi. M. de Valvèdre est un homme infiniment respectable, qui sait tout, excepté l'art de faire respecter la femme qui porte son nom; mais cette femme sait heureusement ce qu'elle doit à ses enfans, et, pour se faire respecter elle-même, elle n'a qu'un refuge, la retraite et la solitude. Elle y retournera donc, et puisque vous savez pourquoi elle y rentre, sachez aussi pourquoi elle en était sortie un instant. Il faut que la solitude qu'on lui a choisie soit au moins à elle, et que personne n'ait le droit de l'y troubler. Eh bien! je ne me plains pas; mais cette fois je réclame. Mlle Juste de Valvèdre m'est une société antipathique. Mon mari assure qu'il ne l'a pas placée auprès de moi pour me surveiller, mais pour servir de chaperon à Paule, et ne pas me condamner, disait-il, à un rôle qui n'est pas encore de mon âge. Cependant Mlle Juste de Valvèdre s'est faite oppressive et offensante. J'ai supporté cela cinq ans : je suis au bout de mes forces. Le moment logique et naturel d'en finir est venu, puisque le mariage de Paule avec Obernay est résolu, et devait être célébré au commencement de l'année. M. de Valvèdre semble l'avoir oublié, et Henri, comme tous les savans, a beaucoup de patience en amour. Je venais donc dire à mon mari : « Paule s'ennuie, et moi, je me meurs de lassitude et de dégoût. Mariez Paule et délivrez-moi de Juste, ou si Juste doit rester souveraine dans ma maison, permettez-moi de transporter mes enfans et mes pénates auprès de Paule, à Genève, où elle doit demeurer après son mariage. Et si cela ne convient pas à Obernay, laissez-moi chercher ou fixez-moi une autre retraite, un ermitage dans une thébaïde quelconque, pourvu que je sois délivrée de l'autorité tout à fait illégitime d'une personne que je ne puis aimer. » J'espérais, je croyais trouver M. de Valvèdre ici. Il a pris son vol vers les nuages, où je ne puis l'atteindre. Je ne voulais pas et je ne veux pas écrire : écrire accuse trop les torts des absens. Je ne veux pas non plus m'expliquer directement avec Obernay sur le compte de Mlle Juste : il lui est très attaché et ne manquerait pas de

lui donner raison contre moi. Nous nous froisserions mutuellement, comme cela est arrivé déjà. Puisque je ne puis attendre M. de Valvèdre ici, je vous charge au moins d'expliquer à Henri le motif en apparence si inquiétant et si mystérieux de mon voyage. S'il aime Paule, il fera quelque effort pour hâter son mariage et ma délivrance. J'ai dit. Oubliez-moi et portez-vous bien.

En achevant cette explication sur un ton d'enjouement qui refoulait un profond sanglot intérieur, elle me tendit la main et se leva pour me quitter.

Je la retins. — Je vous jure, m'écriai-je, que vous ne partirez pas, que vous attendrez M. de Valvèdre ici, et que vous mènerez à bien un projet qui n'a rien que de légitime et de raisonnable. Je vous jure que Moserwald, s'il ne part pas, n'osera plus lever les yeux sur vous, car Obernay et moi l'en empêcherons. Nous en avons le droit, puisqu'Obernay va devenir votre beau-frère et que je suis son *alter ego*, vous l'avez dit. Notre devoir est donc de vous défendre et de ne pas même souffrir qu'on vous importune. Je vous jure enfin qu'Henri ne prendra pas obstinément le parti d'une autre personne qui vous déplaît et qui ne peut pas avoir raison contre vous. Henri aime ardemment sa fiancée, je ne crois pas à la patience qu'il affecte; de grâce, madame, croyez en nous, croyez en moi: je comprends l'honneur que vous venez de me faire en me parlant comme à quelqu'un de votre famille, et dès ce jour je vous suis dévoué jusqu'à la mort.

La chaleur de mon zèle ne parut pas effrayer Mme de Valvèdre : elle avait pleuré, elle était brisée; elle sembla se laisser aller instinctivement au besoin de se fier à un ami. Je ne comprenais pas, moi, qu'une femme si ravissante, si fière et si douce en même temps, fût isolée dans la vie à ce point d'avoir besoin de la protection d'un enfant qu'elle voyait pour la première fois. J'en étais surpris, indigné contre son mari et sa famille, mais follement heureux pour mon compte.

En la quittant, je me rendis chez Moserwald. — Eh bien! lui dis-je, où en sommes-nous? Nous battons-nous?

— Ah! vous arrivez en fier-à-bras, répondit-il, parce que vous croyez peut-être que je reculerais? Vous vous trompez, mon cher, je sais me battre et je me bats quand il le faut. J'ai eu trop d'aventures de femmes pour ne pas savoir qu'il faut être brave à l'occasion; mais il n'y a pas ici de motif suffisant, et je ne suis pas en colère. J'ai du chagrin, voilà tout. Consolez-moi, ce sera beaucoup plus humain et plus sage.

— Vous voulez que je vous console?

— Oui, vous le pouvez; dites-moi que vous n'êtes pas son amant, et je garderai l'espérance.

— Son amant? quand je l'ai vue hier pour la première fois! Mais pour quelle femme la prenez-vous donc, esprit corrompu et salissant que vous êtes?

— Vous me dites des injures; vous êtes amoureux d'elle! Oui, oui, c'est clair. Vous vous êtes moqué de moi; vous m'avez dit que vous la trouviez laide, vous m'avez offert de me servir,... et j'ai donné dans le panneau. Ah! comme l'amour rend bête! Vous, cela vous a donné de l'esprit : c'est la preuve que vous aimez moins que moi!

— Vous avez la prétention d'aimer, vous qui ne connaissez que les voies de l'infamie, et qui croyez pouvoir acheter l'amour?

— Voilà vos exagérations, et je m'étonne qu'un garçon aussi intelligent que vous comprenne si mal la réalité. Comment? c'est outrager une femme que de la combler de présens et de richesses, sans lui rien demander?

— Mais on connaît cette manière de ne rien demander, mon cher! Elle est à l'usage de tous les nababs impertinens, elle constate une confiance intérieure, une attente tranquille et perfide dont une femme d'honneur doit s'indigner. C'est une manière de placer un capital sur la certitude d'un plaisir personnel et sur l'inévitable lâcheté de la personne séduite : beau désintéressement en vérité, et si j'étais femme, j'en serais singulièrement touchée!

Moserwald subit mon indignation avec une douceur étonnante. Assis devant une table, la tête dans ses mains, il paraissait réfléchir. Quand il releva la tête, je vis avec la plus grande surprise qu'il pleurait.

— Vous m'avez fait du mal, dit-il, beaucoup de mal; mais je ne vous en veux pas. J'ai mérité tout cela par mon manque d'esprit et d'éducation. Que voulez-vous? je n'ai jamais fait la cour à une femme si haut placée, moi, et ce que j'imagine de plus *artiste* et de plus délicat est précisément ce qui l'offense le plus,... tandis que vous... avec rien, avec des airs et des paroles, vous qui ne la connaissez que d'hier et qui ne l'aimez certainement pas comme je l'aime, moi, depuis deux ans,... car il y a deux ans, oui, deux ans que j'en suis malade, que j'en deviens fou chaque fois que je la rencontre!... J'en perds l'esprit, entendez-vous, mon cher? Et je vous le dis, à vous, mon rival, destiné à me supplanter parce que vous avez pour vous la musique du sentiment, et que les femmes les plus sensées se laissent endormir par cette musique-là... Cela ne les amuse pas toujours, mais cela flatte leur vanité quelquefois plus que les parures et que le bonheur. Eh bien! je le répète, je ne vous en veux pas. C'est votre droit, et si vous m'en voulez de ce que j'ai fait, vous manquez d'esprit. Nous ne nous devons rien l'un à l'autre, n'est-ce pas? nous n'avons donc pas de motifs pour nous haïr. Au

fond, je vous aime, je ne sais pas pourquoi; un instinct, un caprice d'esprit, peut-être une idée romanesque, parce que vous aimez la même femme que moi, et que nous devons nous retrouver plus d'une fois emboîtant le pas derrière elle. Qui sait? nous serons peut-être éconduits tous deux, et peut-être aussi vous d'abord,... moi plus tard... Enfin je n'y renonce pas, vous voyez! Je vous le promettrais que je mentirais, et je suis la franchise même. Je pars demain matin; c'est ce que vous désirez? Je le désire également. Votre Obernay m'ennuie, et cette belle-sœur me gêne. Adieu donc, mon très cher, et au revoir... Ah! attendez! vous êtes pauvre, et vous croyez qu'on peut se passer d'argent en amour. Grave erreur! il vous en faut, ou il vous en faudra bientôt, ne fût-ce que pour payer une chaise de poste au besoin! Voilà mon blanc-seing. Donnez-le n'importe où, à n'importe quel banquier,... on vous comptera la somme que vous jugerez nécessaire. Je m'en rapporte à votre délicatesse et à votre discrétion! Direz-vous à présent que les juifs n'ont rien de bon?

Je lui saisis le bras au moment où il me présentait sa signature, qu'il venait de tracer rapidement avec quelques mots d'argot financier sur une feuille de papier blanc. Je le forçai de remettre cela sur la table sans que mes mains y eussent touché. — Un instant! lui dis-je; avant de nous quitter, je veux savoir, je veux comprendre l'étrangeté de votre conduite. Je ne me paie pas de paroles vagues, et je ne vous crois pas fou. Vous me prenez pour un rival, pour un rival heureux qui plus est, et vous voulez me fournir les moyens qui, selon vous, me sont nécessaires pour assouvir ma passion! Quel est ce calcul? Répondez, répondez, ou je prendrai pour une grave injure l'offre que vous me faites, car je perds patience, je vous en avertis.

Je parlais avec tant de fermeté, que Moserwald se déconcerta. Il resta pensif un instant, puis il répondit, avec un beau et franc sourire qui me le montra sous un jour nouveau, tout à fait inexplicable : — Vous ne le devinez pas, enfant, mon calcul? C'est que vous voulez voir un calcul où il n'y en a pas! C'est un élan et une inspiration tellement naturels...

— Vous voulez acheter ma reconnaissance?

— Précisément, et cela pour que vous ne parliez pas de moi avec aversion et mépris à cette femme que j'aime... Vous refusez mes services? n'importe! vous ne pourrez pas oublier avec quelle courtoisie je vous les ai offerts, et un jour viendra où vous les réclamerez.

— Jamais! m'écriai-je indigné.

— Jamais? reprit-il; Dieu lui-même ne connaît pas ce mot-là; mais pour le moment je m'en empare : c'est un aveu de plus de votre amour!

Je sentis que, quelle que fût mon attitude, légère ou sérieuse, je n'aurais pas le dernier mot avec cet homme bizarre, têtu autant que souple et naïf autant que rusé. Je brûlai devant lui son blanc-seing; mais je ne sais avec quel art il tourna la fin de notre entretien. Il est de fait qu'en le quittant je m'aperçus qu'il m'avait forcé de le remercier, et que, venu là en humeur de le battre, je m'en allais en touchant la main qu'il me tendait.

Il partit au point du jour, laissant notre hôte et tous les gens de la maison et du village enthousiasmés de sa générosité. Il n'eût pas fait bon de le traiter de juif devant eux; je crois qu'on nous eût lapidés.

Je ne saurais dire si je dormis mieux cette nuit-là que les précédentes. Je crois qu'à cette époque j'ai dû passer des semaines entières sans sommeil et sans en sentir le besoin, tant la vie s'était concentrée dans mon imagination. Le lendemain, Paule et Obernay vinrent déjeuner dans la salle basse avec Alida. Ils avaient forcé Mme de Valvèdre à une explication qui, contrairement aux prévisions de celle-ci, n'avait amené aucun orage. Il est bien vrai qu'Henri avait défendu le caractère et les intentions de Mlle Juste; mais Paule avait tout apaisé en déclarant que sa sœur aînée avait outre-passé son mandat, qu'au lieu de se borner à soulager Mme de Valvèdre des soins de la famille et du ménage, elle avait usurpé une autorité qui ne lui appartenait pas, en un mot qu'Alida avait raison de se plaindre, et qu'elle-même avait souffert une certaine persécution très injuste et très fâcheuse pour avoir voulu défendre les droits de la véritable mère de famille.

Obernay n'aimait pas Alida, et il aimait encore moins que sa fiancée prît parti pour elle; mais il craignait avant tout d'être injuste, et en présence de cet intérieur troublé il jugea fort sainement qu'il fallait céder sous peine d'exaspérer. Puis, la question de son prochain mariage se trouvant soulevée par l'incident, il éprouva tout à coup une vive reconnaissance pour Mme de Valvèdre, et passa dans son camp avec armes et bagages. Si botaniste qu'il fût, il était homme et amoureux. Quelques mots de lui, pendant qu'on servait le déjeuner, me mirent au courant de ce qui s'était passé la veille au soir après ma sortie, et de ce qui avait été décidé le matin même après la nouvelle du départ de Moserwald. On devait attendre à Saint-Pierre le retour de Valvèdre, afin de lui soumettre le vœu commun, à savoir le prochain mariage de Paule et l'expulsion à l'amiable de Mlle Juste. Cette dernière mesure, venant de l'initiative apparente du chef de la famille, ne pouvait manquer d'être à la fois absolue et douce dans la forme.

Le séjour d'Alida à Saint-Pierre pouvait donc durer huit jours, quinze jours, peut-être davantage. M. de Valvèdre avait mis dans

ses prévisions qu'il redescendrait peut-être la montagne par le versant qui nous était opposé, et que là, renouvelant ses provisions et ses guides, il recommencerait l'ascension d'un autre côté, si ses premiers efforts n'avaient pas abouti. Quels souhaits je fis dès lors pour l'insuccès de l'exploration scientifique! Alida semblait calmée et presque gaie de ce campement dans la montagne. Elle me parlait avec douceur et abandon, elle me souffrait auprès d'elle. J'étais assis à la même table. Elle projetait une promenade, et ne me défendait pas de l'accompagner. J'étais tout espoir et tout bonheur, en même temps que la douleur de l'avoir offensée un instant restait en moi comme un remords.

Il y a un langage mystérieux entre les âmes qui se cherchent. Ce langage n'a même pas besoin du regard pour persuader; il est complétement inappréciable aux yeux comme aux oreilles des indifférens, mais il traverse le milieu obscur et borné des perceptions physiques, il embrase je ne sais quels fluides, il va d'un cœur à l'autre sans se soumettre aux manifestations extérieures. Alida me l'a dit souvent depuis. Dès cette matinée, où je ne songeai pas à lui exprimer mon repentir et ma passion par un seul mot, elle se sentit adorée, et elle m'aima. Je ne lui fis point de *déclaration*, elle ne me fit point d'*aveux*, et pourtant le soir de ce jour-là nous lisions dans la pensée l'un de l'autre et nous tremblions de la tête aux pieds quand, malgré nous, nos regards se rencontraient.

A la promenade, je ne la quittai pas d'un instant. Elle était médiocrement marcheuse, et, ne se résignant pas à emprisonner ses petits pieds dans de gros souliers, elle s'en allait, adroite, insouciante, mais vite meurtrie et fatiguée, à travers les pierres de la montagne et les galets du torrent, avec ses bottines minces, son ombrelle dans une main, un gros bouquet de fleurs sauvages dans l'autre, et laissant sa robe s'accrocher à tous les obstacles du chemin. Obernay allait devant avec Paule, emportés tous deux par une ardeur d'herborisation effrénée; puis ils faisaient de longues pauses pour comparer, choisir et parer les échantillons qu'ils emportaient. Nous n'avions pas de guides; Henri nous en dispensait. Il me confiait Mme de Valvèdre, heureux de n'avoir pas à se préoccuper d'elle et de pouvoir être tout entier à son intrépide et infatigable élève. — Suivez-nous ou devancez-nous, m'avait-il dit; il suffit que vous ne nous perdiez pas de vue. Je ne vous mènerai pas dans des endroits dangereux. Pourtant surveille un peu Mme de Valvèdre, elle est fort distraite et ne doute de rien.

J'avais eu, moi, l'infâme hypocrisie de lui dire que j'étais la victime de la journée et que j'aimerais bien mieux herboriser à ma manière, c'est-à-dire errer et contempler à ma guise, que d'accompagner cette belle dame nonchalante et fantasque.

— Prends patience pour aujourd'hui, avait répondu Obernay, demain nous arrangerons cela autrement. Nous lui donnerons un mulet et un guide. — Candide Obernay!

Je fis si bien que ces quatre heures de promenade furent un tête-à-tête ininterrompu avec Alida. Quand nos compagnons s'arrêtaient, je la faisais marcher, afin, disais-je, de n'avoir pas à se presser pour les rejoindre quand ils reprendraient les devans, et quand nous avions un peu d'avance, je l'invitais à se reposer jusqu'à ce que nous les vissions se remettre en marche. Je ne lui disais rien. J'étais auprès d'elle ou autour d'elle comme un chien de garde, ou plutôt comme un esclave intelligent occupé à écarter les épines et les cailloux de son chemin. Si elle regardait un brin d'herbe sur le revers du rocher, je m'élançais, au risque de me tuer, pour le lui rapporter en un clin d'œil. Je tenais son ombrelle quand elle était assise, je débarrassais son écharpe des brins de mousse qu'elle avait ramassés en frôlant les sapins, je lui trouvais des fraises là où il n'y en avait pas; je crois que j'aurais fait fleurir des camellias sur le glacier. Et je prenais tous ces soins classiques, je lui rendais tous ces hommages, aujourd'hui passés de mode et dès lors assez rebattus, avec une ivresse de bonheur qui m'empêcha d'être ridicule. Elle essaya bien d'abord de s'en moquer; mais, voyant que je me livrais tout entier à son dédain et à son ironie sans me plaindre et sans me décourager, elle devint sérieuse, et je sentis qu'à chaque instant elle s'attendrissait.

Le soir, dans sa chambre, après le départ des fusées qui nous signalèrent l'expédition dans une région moins élevée que la veille, mais plus éloignée au flanc de la montagne, elle reprit sa broderie, et les fiancés leur étude. Je m'assis auprès d'elle et lui offris de lui faire la lecture à voix basse. — Je veux bien, dit-elle avec douceur en me montrant mon volume de poésies sur son guéridon. J'ai tout lu, mais les vers se laissent relire.

— Non, pas ceux-ci! ils sont médiocres.

— Ils sont jeunes, ce n'est pas la même chose. N'avez-vous pas fait hier le panégyrique de la jeunesse?

— Il y a jeunesse et jeunesse, celle qui attend l'amour et celle qui l'éprouve. La première parle beaucoup pour ne rien dire, la seconde ne dit rien et comprend l'infini.

— Voyons toujours le rêve de la première!

— Soit! On pourra s'en moquer, n'est-ce pas?

— Non! Je prends l'enfant sous ma protection. J'ai lu dans les dix lignes de la préface que l'auteur n'avait que vingt ans. A propos, croyez-vous qu'il les ait encore?

— Le livre est daté de 1832; mais c'est égal, si vous voulez que l'auteur n'ait pas vieilli...

— Quel âge avez-vous donc, vous?

— Je n'en sais rien, j'ai l'âge que votre majesté voudra.

Je retrouvais le courage de plaisanter, parce que je voyais Obernay m'écouter d'une oreille. Quand il crut s'être convaincu que je n'avais que des riens à échanger avec cette femme réputée par lui frivole, il n'écouta plus; mais alors je ne trouvai plus rien à dire, l'émotion me prit à la gorge, et je sentis qu'il me serait impossible de lire une page. Alida s'en aperçut bien, et, reprenant le livre:

— Je vois, dit-elle, que vous méprisez beaucoup mon petit poète; moi, sans l'admirer précisément, je l'aimais. Puisque vous faites si peu de cas de l'ingénuité romanesque, je ne vous le rendrai pas, je vous en avertis. Est-ce que vous le connaissez, ce garçon-là?

— Il est anonyme.

— Ce n'est pas une raison.

— C'est vrai. Je peux parler de lui sans le compromettre et vous dire ce qu'il est devenu. Il est resté anonyme et ne fait plus de vers.

— Ah! mon Dieu! Est-ce qu'il est devenu savant? dit-elle en baissant la voix et comme pénétrée d'effroi.

— Vous détestez donc bien la science? repris-je en baissant la voix aussi. Oh! ne vous gênez pas, je ne sais rien au monde!

— Vous avez bien raison; mais je ne peux rien dire ici. Nous parlerons de cela demain à la promenade.

— Nous parlerons! je ne crois pas!

— Pourquoi? Voyons, dit-elle en s'efforçant de faire envoler en paroles l'émotion qui m'accablait et qu'elle ne voulait plus subir en dépit d'elle-même, pourquoi ne nous sommes-nous rien dit aujourd'hui? Moi, je suis taciturne, mais c'est par timidité. Une ignorante qui a vécu dix ans avec des oracles a dû prendre l'habitude de se taire; mais vous? Allons, puisque vous n'êtes en train ni de lire ni de causer, vous devriez me faire un peu de musique... Non? Je vous en prie!

Mme de Valvèdre, je l'ai su plus tard, était une séduisante enfant qu'il fallait toujours occuper et distraire pour l'arracher à une mélancolie profonde. Elle sentait si bien ce besoin qu'elle allait quêtant les soins et les attentions avec une naïveté désœuvrée qui la faisait paraître tantôt coquette, tantôt voluptueuse. Elle n'était ni l'un ni l'autre. L'ennui et le besoin d'émotions étaient les mobiles de toute sa conduite, dirai-je aussi de ses attachemens?... Je ne sus pas résister à sa prière et j'obtins seulement la permission de faire de la musique à distance. Placé au bout de la galerie, je fis chanter mon hautbois comme une voix de la nuit. Le bruit des cascades de la montagne, la magie du clair de lune aidèrent au prestige; Alida fut vivement émue, les fiancés eux-mêmes m'écoutèrent avec intérêt.

Quand je rentrai, le bon Obernay m'accabla d'éloges; la candide Paule aussi se fit la complice de mon succès. Mme de Valvèdre ne me dit rien; elle dit aux autres à demi-voix, — mais je l'entendis bien, — que j'avais le talent le plus sympathique qu'elle eût encore rencontré.

Que se passa-t-il durant les deux jours qui suivirent? Je n'eus pas la hardiesse de me déclarer et je fus compris; je tremblais d'être repoussé si je parlais. Mon ingénuité était grande : on lisait clairement dans mon cœur, et on se laissait adorer.

Le troisième jour, Obernay me prit à l'écart après le départ des fusées. — Je suis inquiet et je pars, me dit-il; le signal que je viens d'expliquer à ces dames comme n'annonçant rien de fâcheux était presque un signal de détresse. Valvèdre est en péril; il ne peut ni monter ni descendre, et le temps menace. Pour rien au monde, il ne faut inquiéter Paule ni avertir Alida; elles voudraient me suivre, ce qui rendrait tout impossible. Je viens d'inventer une migraine, et je suis censé me retirer pour dormir; mais je me mets en route sur l'heure avec les guides, qui, par mon ordre, sont toujours prêts. Je marcherai toute la nuit, et demain j'espère rejoindre l'expédition dans l'après-midi. Tu le sauras, s'il m'est possible de t'envoyer une fusée dans la soirée. Si tu ne vois rien, il n'y aura rien à dire, rien à faire; tu t'armeras de courage en te disant que ce n'est pas une preuve de désastre, mais que la provision de pièces d'artifice est épuisée ou endommagée, ou bien encore que nous sommes dans un pli de terrain qui ne nous permet pas d'être vus d'ici. Quoi qu'il arrive, reste auprès de ces deux femmes jusqu'à mon retour, ou jusqu'à celui de Valvèdre... ou jusqu'à une nouvelle quelconque...

— Je vois, lui dis-je, que tu n'es pas sûr de revenir! Je veux t'accompagner!

— N'y songe pas, tu ne ferais que me retarder et compliquer mes préoccupations. Tu es nécessaire ici. Au nom de l'amitié, je te demande de me remplacer, de protéger ma fiancée, de soutenir son courage au besoin,... de lui donner patience, si, comme je l'espère, il ne s'agit que de quelques jours d'absence, enfin d'aider Mme de Valvèdre à rejoindre ses enfans, si...

— Allons! ne croyons pas au malheur! Pars vite, c'est ton devoir; je reste, puisque c'est le mien.

Il fut convenu que le lendemain matin j'expliquerais l'absence d'Henri en disant qu'il avait reçu un message de M. de Valvèdre, lequel l'envoyait faire des observations sur une montagne voisine, que pour la suite j'inventerais au besoin d'autres prétextes de son absence en m'inspirant des circonstances qui pourraient se présenter.

J'entrais donc dans le poème de l'amour heureux sous les plus

funèbres auspices. J'avoue que je m'inquiétais médiocrement de M. de Valvèdre. Il suivait sa destinée, qui était de préférer la science à l'amour ou tout au moins au bonheur domestique; il y risquait par conséquent son honneur conjugal et sa vie. Soit! c'était son droit, et je ne voyais pas pourquoi je l'aurais plaint ou épargné; mais Obernay m'était un grave sujet d'effroi et de tristesse. J'eus beaucoup de peine à paraître calme en expliquant son départ. Heureusement mes compagnes furent aisément dupes. Alida était plutôt portée à se plaindre des périlleuses excursions de son mari qu'à s'en tourmenter. Il était facile de voir qu'elle était humiliée d'avoir perdu l'ascendant qui l'avait retenu plusieurs années dans son ménage. Elle ne paraissait plus en souffrir pour son propre compte, mais elle en rougissait devant le monde. Quant à Paule, elle croyait si religieusement à la confiance et à la sincérité d'Obernay, qu'elle combattit bravement un premier mouvement d'inquiétude, en disant : — Non, non! Henri ne m'eût pas trompée. Si mon frère était en danger, il me l'eût dit. Il n'eût pas douté de mon courage, il n'eût laissé à nul autre que moi le soin de soutenir celui de ma belle-sœur.

Le temps était brouillé, on ne sortit pas ce jour-là. Paule travailla dans sa chambre; malgré l'air humide et froid, Alida passa l'après-midi assise sur la galerie, disant qu'elle étouffait dans ces pièces écrasées par un plancher bas. J'étais à ses côtés, et ne pouvais douter qu'elle ne se prêtât au tête-à-tête; j'eusse été enivré la veille de tant de bontés, mais j'étais mortellement triste en songeant à Obernay, et je faisais de vains efforts pour me sentir heureux. Elle s'en aperçut, et, sans songer à deviner la vérité, elle attribua mon abattement à la passion contenue par la crainte. Elle me pressa de questions imprudentes et cruelles, et ce que je n'eusse pas osé lui dire dans l'ivresse de l'espérance, elle me l'arracha dans la fièvre de l'angoisse; mais ce furent des aveux amers et remplis de ces injustes reproches qui trahissent le désir plus que la tendresse. Pourquoi voulait-elle lire dans mon cœur troublé, si le sien, qui paraissait calme, n'avait à m'offrir qu'une pitié stérile?

Elle ne fut pas blessée de mes reproches. — Écoutez, me dit-elle, j'ai provoqué cet abandon de votre part, vous allez savoir pourquoi, et, si vous m'en savez mauvais gré, je croirai que vous n'êtes pas digne de ma confiance. Depuis le premier jour où nous nous sommes vus, vous avez pris vis-à-vis de moi une attitude douloureuse, impossible. On m'a souvent reproché d'être coquette; on s'est bien trompé, puisque la chose que je crains et que je hais le plus, c'est de faire souffrir. J'ai inspiré plusieurs fois, je ne sais pourquoi ni comment, des passions subites, je devrais plutôt dire des fantaisies

ardentes, offensantes même... Il en est pourtant que j'ai dû plaindre, ne pouvant les partager. La vôtre...

— Tenez! m'écriai-je, ne parlez pas de moi : vous me calomniez, ne pouvant me comprendre! Il est possible que vous soyez douce et bonne, mais vous n'avez jamais aimé!

— Si fait, reprit-elle : j'ai aimé... mon mari! mais ne parlons pas d'amour, il n'est pas question de cela. Ce n'est pas de l'amour que vous avez pour moi! Oh! restez là, et laissez-moi tout vous dire. Vous subissez une très vive émotion auprès de moi, je le vois bien. Votre imagination s'est exaltée, et vous me diriez que vous êtes capable de tout pour m'obtenir, que je ne vous contredirais pas. Chez les hommes, ces sortes de vouloirs sont aveugles; mais croyez-vous que la force de votre désir vous crée un mérite quelconque? dites, le croyez-vous? Si vous le croyez, pourquoi refuseriez-vous à M. Moserwald un droit égal à ma bienveillance?

Elle me faisait horriblement souffrir. Elle avait raison dans son dire; mais n'avais-je pas raison, moi aussi, de trouver cette froide sagesse bien tardive après trois jours de confiance perfide et de muet encouragement? Je m'en plaignis avec énergie; j'étais outré et prêt à tout briser, dussé-je me briser moi-même.

Elle ne s'offensa de rien. Elle avait de l'expérience et peut-être l'habitude de scènes semblables. — Tenez, reprit-elle quand j'eus exhalé mon dépit et ma douleur, vous êtes malheureux dans ce moment-ci; mais je suis plus à plaindre que vous, et c'est pour toute la vie... Je sens que je ne guérirai jamais du mal que vous me faites, tandis que vous...

— Expliquez-vous! m'écriai-je en serrant ses mains dans les miennes avec violence. Pourquoi souffririez-vous à cause de moi?

— Parce que j'ai un rêve, un idéal que vous contristez, que vous brisez affreusement! Depuis que j'existe, j'aspire à l'amitié, à l'amour vrai; je peux dire ce mot-là, si celui d'amitié vous révolte. Je cherche une affection à la fois ardente et pure, une préférence absolue, exclusive, de mon âme pour un être qui la comprenne et qui consente à la remplir sans la déchirer. On ne m'a jamais offert qu'une amitié pédante et despotique, ou une passion insensée, pleine d'égoïsme ou d'exigences blessantes. En vous voyant... oh! je peux bien vous le dire, à présent que vous l'avez déjà méprisée et refoulée en moi, j'ai senti pour vous une sympathie étrange,... perfide, à coup sûr! J'ai rêvé, j'ai cru me sentir aimée; mais dès le lendemain vous me haïssiez, vous m'outragiez..... Et puis vous vous repentiez aussitôt, vous demandiez pardon avec des larmes, j'ai recommencé à croire. Vous étiez si jeune et vous paraissiez si naïf! Trois jours se sont passés, et... voyez comme je suis coquette et rusée! je me suis

sentie heureuse et je vous le dis! Il me semblait avoir enfin rencontré mon ami, mon frère,... mon soutien dans une vie dont vous ne pouvez deviner les souffrances et les amertumes!... Je m'endormais tranquille, insensée. Je me disais : c'est peut-être enfin *lui* qui est là! Mais aujourd'hui je vous ai vu sombre et chargé d'ennuis à mes côtés. La peur m'a prise, et j'ai voulu savoir... A présent je sais, et me voilà tranquille, mais morne comme le chagrin sans remède et sans espoir. C'est une dernière illusion qui s'envole, et je rentre dans le calme de la mort.

Je me sentis vaincu, mais aussi j'étais brisé. Je n'avais pas prévu les suites de ma passion, ou du moins je n'avais rêvé qu'une succession de joies ou de douleurs terribles, auxquelles je m'étais vaillamment soumis. Alida me montrait un autre avenir tout à fait inconnu et plus effrayant encore. Elle m'imposait la tâche d'adoucir son existence brisée et de lui donner un peu de repos et de bonheur au prix de tout mon bonheur et de tout mon repos. Si elle voulait sincèrement m'éloigner d'elle, c'était le plus habile expédient possible. Épouvanté, je gardai un cruel silence en baissant la tête.

— Eh bien! reprit-elle avec une douceur qui n'était pas sans mélange de dédain, vous voyez! j'ai bien compris, et j'ai bien fait de vouloir comprendre : vous ne m'aimez pas, et l'idée de remplir envers moi un devoir de cœur vous écrase comme une condamnation à mort! Je trouve cela tout simple et très juste, ajouta-t-elle en me tendant la main avec un doux et froid sourire, et comme vous êtes trop sincère pour essayer de jouer la comédie, je vois que je peux vous estimer encore. Restons amis. Je ne vous crains plus, et vous pouvez cesser de vous craindre vous-même. Vous aurez la vie triomphante et facile des hommes qui ne cherchent que le plaisir. Vous êtes dans le réel et dans le vrai, n'en soyez pas humilié. L'*anonyme* ne fait plus de vers, m'avez-vous dit : il a bien raison, puisque la poésie l'a quitté! Il lui reste une honnête mission à remplir, celle de ne tromper personne.

C'était là une sorte d'appel à mon honneur, et l'idée ne me vint pas que je pusse être indigne même de la froide estime accordée comme un pis aller. Je n'essayai ni de me justifier ni de m'excuser. Je restai muet et sombre. Alida me quitta, et bientôt je l'entendis causer avec Paule sur un ton de tranquillité apparente.

Mon cœur se brisa tout à coup. C'en était donc fait pour toujours de cette vie ardente à laquelle j'étais né depuis si peu de jours, et qui me semblait déjà l'habitude normale, le but, la destinée de tout mon être? Non! cela ne se pouvait pas! Tout ce qu'Alida m'avait dit pour refouler ma passion, pour me faire rougir de mes aspirations violentes, ne servait qu'à en raviver l'intensité. « Égoïste, soit!

me disais-je; l'amour peut-il être autre chose qu'une expansion de personnalité irrésistible? Si elle m'en fait un crime, c'est qu'elle ne partage pas mon trouble. Eh bien! je ne saurais m'en offenser. J'ai manqué d'initiative, j'ai été maladroit : je n'ai su ni parler ni me taire à propos. Cette femme exquise, blasée sur les hommages rendus à sa beauté, m'a pris pour un enfant sans cœur et sans force morale, capable de l'abandonner au lendemain de sa défaite. C'est à moi de lui prouver maintenant que je suis un homme, un homme positif en amour, il est vrai, mais susceptible de dévouement, de reconnaissance et de fidélité. Donnons-lui confiance en acceptant à titre d'épreuve tous les sacrifices qu'il lui plaira de m'imposer. C'est à moi de la persuader peu à peu, de fasciner sa raison, d'attendrir son cœur et de lui faire partager le délire qui me possède. »

Je me jurai de ne pas être hypocrite, de ne me laisser arracher aucune promesse de vertu irréalisable, et de faire simplement accepter ma soumission comme une marque de respectueuse patience. J'écrivis quelques mots au crayon sur une page de carnet : « Vous avez mille fois raison; je n'étais pas digne de vous. Je le deviendrai, si vous ne m'abandonnez pas au désespoir. »

Je rentrai chez elle sous le prétexte de reprendre un livre, je lui glissai le billet presque sous les yeux de Paule, et je retournai sur la galerie, où la réponse ne se fit pas attendre. Elle vint me l'apporter elle-même en me tendant la main avec un regard et un sourire ineffables. « Nous essaierons! » me dit-elle, et elle s'enfuit en rougissant.

J'étais trop jeune pour suspecter la sincérité de cette femme, et en cela j'étais plus clairvoyant que ne l'eût été l'expérience, car cette femme était sincère. Elle avait besoin d'aimer, elle aimait, et elle cherchait le moyen de concilier le sentiment de sa fierté avec les élans de son cœur avide d'émotions. Elle se réfugiait dans un *mezzo termine* où la vertu n'eût pas vu bien clair, mais où la pudeur alarmée pouvait s'endormir quelque temps. Elle m'aidait à la tromper, et nous nous trompions l'un l'autre en nous persuadant que la loyauté la plus stricte présidait à ce contrat perfide et boiteux. Tout cela m'entraînait dans un abîme. Je débutais dans l'amour par une sorte de parjure, car, en me vouant à une vertu de passage dont j'étais avide de me dépouiller, j'étais plus coupable que je ne l'avais été jusque-là en m'abandonnant à une passion sans frein, mais sans arrière-pensée.

Il ne me fut pas permis de m'en apercevoir suffisamment pour m'en préserver. A partir de ce moment, Alida, exaltée par une reconnaissance que j'étais loin de mériter, m'enivra de séductions invincibles. Elle se fit tendre, naïve, confiante jusqu'à la folie,

simple jusqu'à l'enfantillage, pour me dédommager des privations qu'elle m'imposait. Sa grâce et son abandon lui créèrent des périls inouis avec lesquels elle se joua comme si elle pouvait les ignorer. Sans doute il y a un grand charme dans ces souffrances de l'amour contenu qui attend et qui espère. Elle en exaspéra pour moi les délices et les angoisses. Elle fut passionnément coquette avec moi, ne s'en cachant plus et disant que cela était permis à une femme qui aimait éperdument et qui voulait donner à son amant tout le bonheur conciliable avec sa pudeur et ses devoirs : étrange sophisme, où elle puisait effectivement pour son compte tout le bonheur dont elle était susceptible, mais dont les âcres jouissances détérioraient mon âme, annulaient ma conscience et flétrissaient ma foi !

Deux jours se passèrent sans que j'eusse aucun signal de la montagne, aucune nouvelle d'Obernay. Cette mortelle inquiétude me rendit plus âpre au bonheur, et le remords ajoutait encore à l'étourdissement de mes coupables joies. Le soir, seul dans ma chambre, je frissonnais à l'idée qu'en ce moment peut-être Obernay et Valvèdre, ensevelis sous les glaces, exhalaient leur dernier souffle dans une étreinte suprême ! Et moi, j'avais pu oublier mon ami pendant des heures entières auprès d'une femme qui me couvait d'un céleste regard de tendresse et de béatitude, sans pressentir le destin qui pesait sur elle et qui peut-être la faisait veuve en cet instant-là ! Je me sentais alors baigné d'une sueur froide, j'avais envie de m'élancer dans la nuit pour courir à la recherche d'Obernay ; il y avait des momens où, en songeant que je trompais Valvèdre, un agonisant peut-être, un martyr de la science, je me sentais lâche et me faisais l'effet d'un assassin.

Enfin je reçus une lettre d'Obernay. « Tout va bien, me disait-il. Je n'ai pu encore rejoindre Valvèdre, mais je sais qu'il est à B., à six lieues de moi, et qu'il est en bonne santé. Je me repose quelques heures et je cours auprès de lui. J'espère le décider à s'en tenir là et le ramener à Saint-Pierre, car la tourmente a envahi les hautes neiges, et les dangers qu'il a courus pour en sortir seraient aujourd'hui insurmontables. Tu peux maintenant dire la vérité à ces dames et les exhorter à la patience. Dans deux ou trois jours, nous serons tous réunis. »

En apprenant que Valvèdre avait été en grand péril, en devinant, à travers le silence d'Obernay sur son propre compte, que lui-même avait dû courir des dangers sérieux, Paule, à qui je fis part de la lettre, eut un tremblement nerveux assez violent et me serra la main en silence. — Courage, lui dis-je, ils sont sauvés ! La fiancée d'un savant doit être une femme forte et s'habituer à souffrir.

— Vous avez raison, répondit la brave enfant en essuyant de

grosses larmes qui vinrent à propos la soulager ; oui, oui, il faut du courage : j'en aurai! Songeons à ma belle-sœur : que lui dirons-nous? Elle n'est pas forte; depuis quelques jours surtout, elle est très nerveuse et très agitée. Elle ne dort pas. Laissez-moi la lettre, je ne la lui montrerai qu'après l'avoir convenablement avertie.

— Elle est donc bien attachée à son mari? m'écriai-je étourdiment.

— En doutez-vous? reprit Paule, étonnée de mon exclamation.

— Non certes, mais...

— Mais si, vous en doutez! Ah! vous n'avez pas traversé Genève sans entendre quelque calomnie sur le compte de la pauvre Alida! Eh bien! repoussez tout cela de votre pensée. Alida est bonne, elle a du cœur. A beaucoup d'égards, c'est une enfant; mais elle est juste et elle sait apprécier le meilleur des hommes. Il est si bon pour elle! Si vous les aviez vus un instant ensemble, vous sauriez tout de suite à quoi vous en tenir sur leur prétendue désunion. Tant d'égards mutuels, tant de déférences exquises et de délicates attentions ne se retrouvent pas entre gens qui ont des reproches sérieux à se faire. Il y a entre eux des différences de goûts et d'opinions, cela est certain; mais si c'est là un malheur réel dans la vie conjugale, il y a aussi dans les motifs sérieux d'affection réciproque des compensations suffisantes. Ceux qui accusent mon frère de froideur sont injustes et mal informés; ceux qui accusent sa femme d'ingratitude ou de légèreté sont des méchans ou des imbéciles.

Quelle que pût être l'ingénuité optimiste de Paule, ses paroles me firent une vive impression. Je me sentis partagé entre une violente jalousie naissante contre cet époux si parfait, si respecté, et une sorte de blâme amer contre la femme qui cherchait ailleurs attachement et protection. Ce furent les premières atteintes du mal implacable qui devait me torturer plus tard. Quand je revis Alida, sa figure altérée sembla confirmer les assertions de sa belle-sœur; elle avait été bouleversée et semblait attendre avec impatience le retour de son mari. J'en pris une humeur féroce, et comme le temps s'était adouci et que nous nous promenions au bord du torrent, Paule s'éloignant souvent avec le guide pour chercher des plantes et satisfaire son ardeur de locomotion, je pressai Mme de Valvèdre de questions aigres et de réflexions désespérées. Elle se vit alors entraînée et comme forcée à me parler de son mari, de son intérieur, et à me raconter sa vie.

— J'ai passionnément aimé M. de Valvèdre, dit-elle. C'est la seule passion de ma vie. Paule vous a dit qu'il était parfait : eh bien! oui, elle a raison, il est parfait. Il n'a qu'un défaut, il n'aime pas. Il ne peut, ni ne sait, ni ne veut aimer. Il est supérieur aux passions, aux

souffrances, aux orages de la vie. Moi, je suis une femme, une vraie femme, faible, ignorante, sans valeur aucune. Je ne sais qu'aimer. Il fallait me tenir compte de cela et ne pas me demander autre chose. Ne le savait-il pas, lorsqu'il m'épousa, que je n'avais ni connaissances sérieuses, ni talens distingués? Je n'avais pas voulu me farder, et c'eût été bien en vain que je l'eusse tenté avec un homme qui sait tout. Je lui plus, il me trouva belle, il voulut être mon mari afin de pouvoir être mon amant. Voilà tout le mystère de ces grandes affections auxquelles une jeune fille sans expérience est condamnée à se laisser prendre. Certes l'homme qui la trompe ainsi n'est pas coupable de dissimulation. Aveuglé, il se trompe lui-même, et son erreur porte le châtiment avec elle, puisque cet homme s'enchaîne à jamais, sauf à s'en repentir plus tard. Valvèdre s'est repenti à coup sûr : il me l'a caché aussi bien que possible; mais je l'ai deviné, et j'en ai été mortellement humiliée. Après beaucoup de souffrances, l'orgueil froissé a tué l'amour dans mon cœur. Nous n'avons donc été coupables ni l'un ni l'autre. Nous avons subi une fatalité. Nous sommes assez intelligens, assez équitables, pour l'avoir reconnu et pour n'avoir point nourri d'amertume l'un contre l'autre. Nous sommes restés amis, frère et sœur, muets sur le passé, calmes dans le présent et résignés à l'avenir. Voilà toute notre histoire. Quel sujet de colère et de jalousie y trouvez-vous donc?...

J'en trouvais mille, et des soupçons et des inquiétudes sans nombre. Elle l'avait passionnément aimé, elle le proclamait devant moi, sans paraître se douter de la torture attachée pour un cœur tout neuf à ce mot de la femme adorée : « Vous n'êtes pas le premier dans ma vie. » J'aurais voulu qu'elle me trompât, qu'elle me fît croire à un mariage de raison, à un attachement paisible dès le principe, ou qu'elle prît la peine de me répéter ce banal mensonge, naïf souvent chez les femmes à passions vives : « J'ai cru aimer, mais ce que j'éprouve pour vous me détrompe. C'est vous seul qui m'avez appris l'amour. » Et en même temps je me rendais bien compte de l'incrédulité avec laquelle j'eusse accueilli ce mensonge, de la fureur qui m'eût envahi en me sentant trompé dès les premiers mots. J'étais en proie à toutes les contradictions d'un sentiment sauvage et despotique. Par momens je m'essayais à l'amitié, à l'amour pur comme elle l'entendait; mais je reconnaissais avec terreur que ce qu'elle m'avait dit de son mari pourrait bien s'appliquer à moi. Je ne trouvais pas en elle ce fonds de logique, cette maturité de l'esprit, cette conscience de la volonté, qui sont les indispensables bases d'une affection bienfaisante et d'une intimité heureuse. Elle s'était bien confessée, elle était femme jusqu'au bout des ongles, faite seulement pour aimer, disait-elle,... faite, à coup sûr, pour allumer

mille ardeurs sans qu'on pût prévoir si elle était capable de les apaiser et de les convertir un jour en bonheur durable et vrai. Un point d'ailleurs restait voilé dans son bref récit, et ce point terrible, l'infidélité,... les *infidélités* qu'on lui attribuait, je voulais et ne voulais pas l'éclaircir. Je questionnais malgré moi; elle s'en offensa.

— Vous voulez que je vous rende compte de ma conduite? dit-elle avec hauteur. De quel droit? Et pourquoi me faites-vous l'honneur de m'aimer, si d'avance vous ne m'estimez pas? Est-ce que, moi, je vous questionne? Est-ce que je ne vous ai pas accepté tel que vous êtes, sans rien savoir de votre passé?

— Mon passé! m'écriai-je. Est-ce que j'ai un passé, moi? Je suis un enfant dont tout le monde a pu suivre la vie au grand jour, et jamais je n'ai eu de motifs pour cacher la moindre de mes actions. D'ailleurs, je vous l'ai dit et je peux l'attester sur l'honneur, je n'ai jamais aimé. Je n'ai donc rien à confesser, rien à raconter, tandis que vous,... vous qui repoussez la passion aveugle et confiante, et qui exigez un sentiment désintéressé, un amour idéal,... il vous faut imposer l'estime de votre caractère et donner des garanties morales à l'homme dont vous prenez la conscience et la vie.

— Voici la question bien déplacée, répondit-elle en tirant de son sein le billet que je lui avais écrit l'avant-veille. Je croyais que vous me demandiez de vous rendre digne de moi et de ne pas vous abandonner au désespoir. Aujourd'hui c'est autre chose, c'est moi qui apparemment implore votre confiance et vous supplie de me croire digne de vous. Tenez, pauvre enfant! vous avez un caractère violent avec une tête faible, et je ne suis ni assez énergique ni assez habile pour vous apprendre à aimer; je souffrirais trop, et vous deviendriez fou. Nous avons fait un roman. N'en parlons plus...

Elle déchira le billet en menus fragmens qu'elle sema dans l'herbe et dans les buissons, puis elle se leva, sourit, et voulut rejoindre sa belle-sœur. J'aurais dû la laisser faire, nous étions sauvés!... Mais son sourire était déchirant, et il y avait des larmes au bord de ses paupières. Je la retins, je demandai pardon, je m'interdis de jamais l'interroger. Les deux jours qui suivirent, je manquai cent fois de parole; mais elle ne s'expliqua pas davantage, et les pleurs furent toute sa réponse. Je me haïssais de faire souffrir une si douce créature, car, malgré de nombreux accès de dépit et de vives révoltes de fierté, elle ne savait pas rompre : elle ignorait le ressentiment, et son pardon avait une infinie mansuétude.

GEORGE SAND.

(*La troisième partie au prochain n°.*)

LA

CALIFORNIE EN 1860

SES PROGRÈS ET SA TRANSFORMATION

La colonisation des Américains sur le Pacifique s'est accomplie loin des regards distraits de l'Europe, et l'on ne voit encore dans la Californie que le pays si tourmenté de la primitive immigration. Je m'attendais moi-même à retrouver dans l'Eldorado la loi de Lynch en permanence, et ces *squatters* sauvages qui, le *revolver* à la main, vont s'emparer du terrain d'autrui. J'ai vu un état heureux et tranquille, des routes sûres, des voies maritimes et fluviales sillonnées de navires, partout des usines et des mines en activité et un progrès industriel qui eût étonné un Anglais lui-même, partout l'agriculture florissante, et avec elle le commerce et la marine. D'autre part, le mouvement moral et social de cette lointaine contrée dépasse tout ce qu'on pouvait attendre. Avant d'entrer dans les détails de cette prospérité, avant de montrer la situation régulière et florissante qui a succédé à une situation de désordre et d'effervescence aventureuse souvent décrite ici (1), disons tout de suite quelle en est la principale cause : c'est la grande liberté laissée à l'individu, c'est l'élan spontané du citoyen et son initiative personnelle qui ont seuls produit, avec des élémens d'abord douteux, impurs même, les résultats si remarquables de la colonisation du pays de l'or.

I. — LE PAYS ET SES PRODUCTIONS. — LE CLIMAT.

La Californie se présente tout d'abord comme une contrée à surface ondulée et montagneuse, mais on y rencontre aussi des plaines assez étendues.

(1) Notamment par M. Dillon dans la *Revue* du 15 janvier 1850, et par M. Du Hailly (15 janvier et 1er février 1859).

Quelques-unes de ces plaines, comme celles qui environnent Stockton ou Marysville, forment des campagnes plantureuses ou des jardins semés de fleurs; d'autres, comme celle de Folsom aux environs de Sacramento ou celle de Tulare dans le sud, sont couvertes de marécages. Les émanations malsaines de ces lieux humides provoquent quelquefois la fièvre; mais ce cas est exceptionnel, et le climat de la Californie est partout ailleurs d'une salubrité sans exemple. Deux chaînes de montagnes traversent le pays. L'une, parallèle à la ligne du rivage, va du nord-ouest au sud-est; elle porte le nom de *Coast-Range* ou chaîne de la côte; le massif en est granitique et schisteux, des sapins couvrent les cimes les plus élevées. La seconde chaîne, qui suit à peu près la même direction, pénètre plus avant dans les terres; c'est la *Sierra-Nevada,* qui a gardé son nom mexicain; elle est à une distance de près de trois cents lieues des Montagnes-Rocheuses, après lesquelles seulement on rencontre les immenses plaines que les Américains de l'Atlantique appelaient naguère le *far west,* c'est-à-dire l'extrême ouest.

Le massif de la Sierra-Nevada est essentiellement composé de roches granitiques. Les pics y atteignent parfois jusqu'à 2 et 3,000 mètres d'élévation. Il existe des chaînons intermédiaires, parallèles à la chaîne principale, qui s'élèvent à 16 ou 1,800 mètres, ainsi qu'un système de contre-forts secondaires détachés du rameau principal. Toutes ces montagnes découpent des vallées qui sont arrosées par des cours d'eau. Les sables et les terres déposés dans le lit de ces rivières, comme dans le fond des ravins, ainsi qu'aux flancs des vallées elles-mêmes et jusque sur certains plateaux quelquefois très élevés, sont généralement aurifères. Ces dépôts constituent ce qu'on nomme les *placers,* et l'or y a été entraîné avec les alluvions. Il ne faut pas confondre les *placers* avec les mines, où la matière stérile qui accompagne le précieux métal est toujours le quartz ou cristal de roche compacte. Les mines et les *placers* aurifères exploités jusqu'à ces dernières années sont situés sur les montagnes et dans les vallées qui dépendent du versant occidental de la Sierra-Nevada, c'est-à-dire celui qui regarde le Pacifique. Les terrains aurifères s'étendent ainsi en Californie sur une longueur de près de deux cents lieues et une largeur moyenne de vingt-cinq ou trente; mais ils apparaissent de nouveau dans tout l'Oregon et jusque dans la Colombie britannique, où se trouvent les fameux *placers* de Fraser-River. Ces gisemens s'étendent sur une longueur presque double de celle des premiers. Le versant oriental de la Sierra-Nevada est au moins aussi riche que le versant occidental. Ainsi dans le territoire de l'Utah, limitrophe de la Californie, les mines d'or de Walker-River, découvertes en 1858, et celles d'argent de Washoe-Lake, en 1859, ont donné et donnent encore des produits d'une richesse fabuleuse.

L'exploitation des *placers* californiens, très florissante de 1849 à 1852, a commencé depuis lors à décroître; celle des mines, dont l'origine remonte aux années 1851-52, a suivi toujours une période ascendante. L'or se retire

des sables des *placers* par des méthodes de lavage particulières; on l'extrait des minerais quartzeux par un broyage intime et une amalgamation prolongée. Cette dernière opération consiste à dissoudre l'or dans le mercure, qui le restitue ensuite par la distillation. Le nombre des mineurs occupés sur les *placers* et les mines de quartz est estimé aujourd'hui à 80,000; il était de plus de 100,000 aux premiers temps de l'exploitation. La production totale de l'or atteint moyennement le chiffre de 300 millions de francs par année, un peu moins, dit-on, que la production de l'Australie. Les mineurs actuels des *placers* sont surtout des Chinois, des Espagnols et des Français; dans les mines de quartz travaillent beaucoup d'Anglais venus des mines de Cornouaille. Les gisemens aurifères ne sont pas les seuls qu'on puisse utilement exploiter en Californie. On y rencontre aussi des mines de mercure très riches, entre autres celles de New-Almaden, les plus importantes du globe, et de nombreux indices de mines d'argent, de plomb, de cuivre, de fer. Comme substances salines naturelles, on exploite le sel, le salpêtre et le borax. Enfin des sources sulfureuses chaudes et abondantes permettent à la Californie d'avoir ses villes d'eaux, et la ville de Napa est le Baden-Baden du Pacifique. Citons, pour terminer, des carrières de marbre et de pierre à chaux, de granite, d'albâtre, de pierre à plâtre et de pierres meulières, enfin des mines de soufre, d'asphalte et de houille.

Deux grands cours d'eau arrosent la contrée : l'un coule du nord au sud, l'autre du sud au nord. Le premier est le fleuve Sacramento, qui reçoit des affluens importans, comme Feather-River, Yuba, American-River, dont les eaux, roulant des paillettes et des pépites d'or, descendent de la *sierra;* le second est le fleuve San-Joaquin, dont le cours est symétrique à celui du Sacramento, et l'embouchure presque la même. Les rivières Stanislaüs, Tuolumne, Merced, toutes trois aurifères, se jettent dans le San-Joaquin et prennent leurs sources dans la *sierra.* Le Sacramento et le San-Joaquin portent leurs eaux dans la baie de Suisun, ainsi nommée de la tribu indienne qui en peupla longtemps les rives. Cette baie communique avec celle de San-Pablo, et celle-ci avec la baie de San-Francisco. Le San-Joaquin jusqu'au-delà de la ville de Stockton et le Sacramento avec deux de ses affluens, Yuba et Feather-River, sont les seuls cours d'eau navigables. Néanmoins le système hydrographique de la Californie est des plus remarquables, il est en même temps des plus singuliers, car il présente ce fait, jusque-là sans exemple, de deux cours d'eau ayant une embouchure presque commune, et venant de deux points tout à fait opposés, l'un du nord, l'autre du sud.

Stockton sur le San-Joaquin, comme Sacramento sur le fleuve de ce nom, sont deux centres d'entrepôt considérables : Stockton pour les mines du sud, Sacramento pour celles du nord, dont ces deux villes marquent respectivement la limite. Des cours d'eaux poissonneux arrosent le pays où elles s'élèvent. On pêche sur le Sacramento et quelques rivières littorales des saumons en grande quantité; on les sale et on les exporte jusqu'en

Australie et en Chine. En mer, la pêche est aussi très fructueuse, celle de la baleine dans la baie de Monterey, celle du maquereau dans le sud de la Californie. Enfin la pêche aux huîtres, non loin de San-Francisco, et celle des perles, vers la Basse-Californie, sont chacune d'un grand revenu.

Les terrains qui constituent le sol californien sont surtout composés de schistes micacés, talqueux et ardoisiers, que traversent en divers endroits des roches de formation ignée. Ces roches sont principalement, après les granites, les *serpentines*, les *diorites* et les *grünsteins*, toutes trois confondues dans le pays sous le nom générique de *green stones* ou pierres vertes. En quelques points se montrent aussi des roches basaltiques et des coulées de laves, indices de volcans jadis en activité. L'éruption des roches granitiques a donné au sol de la Californie son relief presque définitif, et disjoint les couches feuilletées des schistes, pour y former ces immenses fissures par lesquelles se sont fait jour, du centre de la terre à la surface, les filons ou veines de quartz aurifère. L'affleurement de ces filons, c'est-à-dire la partie qui se montre au dehors, est situé beaucoup au-dessus du niveau des vallées adjacentes, et c'est sans doute à la dénudation de ces affleuremens par les eaux torrentielles qu'il faut attribuer l'existence et le dépôt de l'or dans les *placers*.

Sur les points élevés du sol, les terres, en Californie, ne sont pas encore cultivées. Dans les comtés montagneux, on ne rencontre guère que des jardins potagers et fruitiers à proximité des villes et des mines, et quelques *ranchos* ou fermes, où l'on récolte des céréales. Dans les plaines au contraire, l'agriculture est très développée et perfectionnée. Tout ce que la terre peut donner dans les contrées chaudes et même tropicales apparaît dans le sud; les productions des pays tempérés se montrent dans le centre et dans le nord. L'abondance et le volume des fruits tiennent du merveilleux. Aux abords des principales villes, on rencontre dans les jardins les fleurs les plus rares, les plantes les plus délicates, venues des pays les plus divers. Cependant la végétation naturelle du sol californien est loin de faire soupçonner une pareille fécondité. Dans les parties qui ne sont point encore défrichées, la terre vierge n'est couverte que par des bruyères, des marronniers sauvages, et par les tiges d'un arbuste particulier qu'on nomme le *manzanillo*. Les Indiens utilisent la petite pomme qu'il produit pour en fabriquer, par la fermentation, une sorte de cidre qu'ils boivent à défaut d'eau-de-vie. Cette végétation primitive rappelle, à s'y tromper, surtout par l'abondance des bruyères, les *maquis* de la Corse et de la Toscane. Aux bruyères et aux marronniers nains se mêlent çà et là diverses variétés de pins et de chênes, qu'on emploie, le chêne surtout, comme bois de chauffage. Sur quelques points, principalement sur les landes et les plateaux incultes, croît l'herbe à savon, véritable oignon sauvage, dont les Indiens emploient le bulbe qui fait mousser l'eau. Enfin, au milieu des chênes et sur le flanc des montagnes, apparaît ce dangereux arbuste qui s'appelle la

yedra. Cette plante vénéneuse produit, quand on la touche, des effets singuliers sur l'organisme. La peau rougit, se gonfle et se couvre même de boutons. Portée à la bouche, une feuille de la *yedra* peut empoisonner tout à fait. Le vent répand parfois au loin les émanations de cet arbrisseau malfaisant, et des villes entières se trouvent alors sous le coup d'une épidémie d'un nouveau genre. La flore dont on vient de parler disparaît après une certaine limite, et sur les plus hautes cimes, sur les plateaux élevés, se montrent les mélèzes, les cèdres et les sapins rouge et blanc. Ceux-ci sont utilisés comme bois de charpente, de construction et de mâture. Au milieu d'eux ont poussé ces cyprès gigantesques que leurs dimensions colossales rendent contemporains de la création, et dont on peut voir un spécimen au palais de cristal de Sydenham.

La faune californienne n'est guère plus intéressante que la flore, au moins pour le naturaliste. Le règne animal, à ne considérer que les espèces indigènes, est principalement représenté par des êtres inoffensifs, dont la chasse offre au mineur une de ses plus agréables distractions. Ce sont les lièvres, dont le *jack-ass* aux oreilles d'âne forme le type le plus curieux, les lapins sauvages, les écureuils de bois et de terre, le putois à l'odeur pénétrante, les perdrix grises et huppées, les coqs de bruyère, les faisans dorés, les oiseaux-mouches, les charpentiers. Ces deux oiseaux méritent une mention particulière. A une certaine époque de l'année, le charpentier fouille de son bec, comme avec une tarière, l'écorce tendre des pins, et c'est ce qui lui vaut son nom. Dans chacun des trous de forme conique ainsi creusés, il dépose un gland qu'il va cueillir sur un chêne, préparant ainsi sa provision pour l'hiver. Il n'est pas rare de rencontrer des troncs entiers de pins tapissés de la sorte; mais souvent il arrive que l'Indien dévalise, pour son usage personnel, les magasins du charpentier. Il enlève les glands et les mange. Quant à l'oiseau-mouche, il se montre souvent dans les jardins de San-Francisco, surtout le matin et au déclin du jour. Il becquette les fleurs, mais s'enfuit au plus léger bruit, à l'arrivée même d'un autre oiseau-mouche. Suspendu au calice des roses, il s'enivre d'ambroisie, faisant entendre le battement rapide de ses ailes. On dirait le bourdonnement d'une mouche, et c'est peut-être autant de ce fait que de son extrême petitesse que cet oiseau tire son nom. Les seuls animaux dangereux qu'on rencontre en Californie sont quelques tarentules, des ours dont l'attaque est parfois terrible, enfin certains crotales ou serpens à sonnettes. Le nombre des vertèbres de l'appendice osseux qui termine la queue des crotales marque leur âge, et leur morsure est d'autant plus à craindre qu'ils sont plus âgés. Roulés l'été dans la poussière des chemins, ou cachés sous des feuilles mortes, ils ne sont visibles que lorsqu'on marche dessus. Aussi n'est-il pas prudent de s'aventurer à pied dans les bois, et même sur les routes, sans porter des bottes. Le bruit que le serpent à sonnettes fait entendre quand il se meut rappelle celui du parchemin froissé, et il est

assez fort pour avertir le passant. Dans le sud de la Californie, on trouve non-seulement des serpens à sonnettes, mais encore des tarentules dont la piqûre est presque aussi dangereuse que la morsure des crotales. Quant aux ours, aux renards argentés, autrefois très nombreux dans le pays, ils ont presque partout disparu à l'approche de l'homme, et se sont dirigés vers la *sierra*, où l'on retrouve aussi les cerfs, les antilopes, et quelques buffalos.

Le climat de la Californie est l'un des plus beaux du monde. Pendant plus de six mois de l'année, de la fin d'avril à la fin d'octobre, on jouit d'un ciel toujours pur, qu'aucun nuage ne vient obscurcir. La transparence de l'air est des plus grandes, et les nuits sont d'une sérénité remarquable. A San-Francisco néanmoins, depuis dix heures du matin jusqu'à cinq heures du soir, la brise de mer amène un vent assez vif, et le terrain sablonneux des dunes qui bordent le rivage est soulevé au loin. Cette brise périodique et la disposition particulière de la baie sur laquelle est située la ville, peut-être aussi des courans sous-marins qui descendent des mers polaires, occasionnent un froid continu, et il n'y a pas, à proprement parler, de saison d'été à San-Francisco. L'hiver, ou si l'on veut l'automne, y est même l'époque de l'année la plus agréable, parce que c'est celle où le vent se fait le moins sentir. On a su profiter à San-Francisco de cette brise qui souffle si régulièrement tous les jours pour ériger une foule de moulins à vent, de construction très élégante, qui servent à élever l'eau dans les maisons et les jardins.

Si la saison chaude est inconnue à San-Francisco, il n'en est pas de même pour l'intérieur de la Californie, où durant trois ou quatre mois, de juin à septembre, il n'est pas rare de voir le thermomètre à l'ombre monter, surtout de midi à trois heures, jusqu'à 48 degrés centigrades. C'est une des plus hautes températures observées sur notre globe. Cette atmosphère brûlante est rafraîchie par les brises du matin et du soir, et la nuit le thermomètre baisse souvent jusqu'à 25 et même 22 degrés. Ces variations se font lentement, en quelque sorte comme les oscillations horaires du baromètre dans les contrées équatoriales, et le corps n'en souffre guère; mais la chaleur est intolérable pendant le jour, surtout dans le sud du pays, et les effets s'en font sentir de toute façon. Les meubles craquent et se fendent, la couverture des livres se racornit comme si on l'avait exposée au feu. Le plus léger vêtement devient insupportable. L'eau acquiert dans les vases une température voisine du point d'ébullition; les chandelles et les bougies fondent; les objets en fer dans les appartemens, les pierres de couleur exposées au soleil, brûlent littéralement les mains par le simple contact. En retour, pendant la nuit, la sérénité du ciel n'est troublée par aucune formation de vapeurs, aucun dépôt de rosée, et tout l'été les mineurs dorment sans danger au grand air.

Au commencement ou vers le milieu de novembre viennent les pluies périodiques, et l'année se trouve ainsi divisée en deux saisons bien distinctes,

la saison sèche et la saison pluvieuse, qui durent chacune à peu près six mois. Les pluies tombent de novembre jusqu'à la fin d'avril; elles ne présentent pas l'intensité ni la continuité de celles des tropiques, et après une ondée de plusieurs jours, souvent torrentielle, il n'est pas rare de voir revenir le beau temps, avec un ciel aussi pur qu'en été et une température très douce. Les champs, dénudés par les fortes chaleurs, commencent alors à se couvrir de verdure. Mars et avril sont l'époque des fleurs, et ces prairies naturelles, où l'herbe s'élève presque à hauteur d'homme, parfument l'air et réjouissent l'œil. C'est alors la plus belle saison de l'année pour la Californie, car vers la fin de mai les tapis de verdure disparaissent tout à coup avec les premières chaleurs.

II. — DIVISIONS ET LIMITES DE L'ÉTAT. — POPULATION. — VILLES PRINCIPALES. — CENTRES MINIERS.

La Californie, comme tous les états de l'Union, est divisée en comtés et en communes. Chaque comté correspond à peu près à nos arrondissemens de France; chaque commune représente assez bien l'un de nos chefs-lieux de canton. La population d'une commune dans les États-Unis est en moyenne d'au moins 2,000 habitans; les communes californiennes n'atteignent pas toutes ce chiffre. Quant au district, c'est une division purement judiciaire et politique. Le district comprend un nombre fixe de comtés. On nomme certains juges et les sénateurs par districts; mais au point de vue administratif et géographique, la division par comtés et communes est la seule qu'il convienne d'admettre. La Californie comprend aujourd'hui quarante-cinq comtés. La plupart de ces comtés rappellent, par leur nom espagnol, l'ancienne domination mexicaine, bien que sous ce régime la Californie fût encore à l'état purement sauvage, sauf les établissemens religieux ou missions que l'Espagne y avait établis. Quelques comtés portent des noms indiens : Yolo, Klamath, Shasta, Siskiyou, Yuba, Tehama. Un comté est dédié à Humboldt, un autre au capitaine Sutter. Un seul comté a reçu une dénomination à peu près anglaise, c'est celui de Trinity. Parmi les comtés à noms espagnols, ceux de Placer et d'Eldorado, dont l'appellation est significative, marquent les premiers points de l'exploitation de l'or. Il en est d'autres, en grand nombre, dédiés à des saints ou à des saintes. San-Diego, San-Bernardino, San-Joaquin, Santa-Barbara, Santa-Cruz, Santa-Clara, sont autant de souvenirs d'anciennes missions que les jésuites, et après eux les franciscains, avaient établies en Californie. Quelques comtés enfin portent de ces noms gracieux et cadencés dont la langue castillane est prodigue : Buenavista, Mariposa, Alameda, Nevada. Beaucoup de villes, surtout dans le sud de la Californie, à commencer par San-Francisco, ont gardé leurs noms mexicains : Benicia, San-José, Monterey, San-Luis Obispo, Los Angeles. La plupart ont en même temps conservé leur extérieur espagnol. Les villes du

nord, de construction récente, sont généralement américaines : Jackson, Placerville, Marysville, Grass-Valley, Crescent-City. Sacramento, la plus grande ville de la Californie, la plus belle sans contredit, a tiré son nom du fleuve qui la baigne. Quelques villes portent celui de leur fondateur, comme Jamestown, Coulterville, ou d'hommes connus, comme Stockton (1). D'autres localités, surtout dans les mines, attestent la nationalité de leurs premiers occupans. C'est *French-Bar*, *American-River*, *Chinese-Camp*, *Indian-Diggings*, *Mormons'-Settlement*. Sonora rappelle le camp des Sonoriens, et la nationalité d'autres mineurs, premiers colons, chiliens, allemands, espagnols, se trouve également mentionnée dans des appellations caractéristiques. Ailleurs on peut remarquer des noms de pure fantaisie, comme *Alpha*, *Oméga*, *Poverty-Bar*, *Humbug-Hill*, ou bien qui remettent en mémoire un fait fameux, comme Sébastopol. Beaucoup de localités enfin attestent l'exploitation de l'or et les rêves souvent satisfaits du mineur. C'est Ophir, dont les trésors ont sans doute égalé ceux des Phéniciens d'autrefois; c'est *Rich-Bar*, *Oroville*, *Quartzburgh*, *Gold-Hill*, *Eureka*.

L'état de Californie est borné au nord par celui de l'Oregon et au sud par la péninsule californienne, connue aussi sous les noms de Basse ou Vieille-Californie, et qui appartient encore aux Mexicains. Il a pour limites à l'est la chaîne de la Sierra-Nevada et la rivière Colorado, à l'ouest les rives mêmes du Pacifique. L'étendue de terrain comprise dans ce périmètre est presque égale à la superficie de la France. Les différentes races qui habitent ce territoire sont encore les mêmes qu'aux premiers temps de l'exploitation des *placers*. Ce sont d'abord, en commençant par la race la plus nombreuse, les Américains, établis en maîtres sur le sol qu'ils ont conquis. Ils sont au nombre d'au moins 380,000, et ils ont apporté sur les bords du Pacifique leur fébrile activité de colons, leur indomptable énergie de pionniers. Après eux viennent les naturels du pays, les Indiens, race apathique et paresseuse, dont le chiffre n'atteint plus que 60 ou 65,000 dans toute la Californie. Les Indiens ont d'ailleurs perdu sans retour, d'abord sous l'occupation mexicaine, et plus encore sous la dure domination des *Yankees*, le pays où, suivant leur pieuse expression, reposaient les os de leurs pères. Ensuite se montrent les Chinois, au nombre d'environ 40,000, travailleurs patiens, industrieux laveurs d'or, mais maltraités par les Américains, qui les oppriment, comme ils font des Indiens et des nègres, parce qu'ils ne sont pas de race blanche. Les Mexicains, soit indigènes, soit émigrés, y compris les Chiliens et les Péruviens, et quelques autres représentans des colonies hispano-américaines, forment aujourd'hui un contingent de près de 15,000 individus. Ils assistent avec indifférence au grand mouvement qui se poursuit autour d'eux. Les Français, les Anglais, les Irlandais et les Canadiens, les

(1) On sait que le commodore de ce nom contribua en 1848 à la conquête de la Californie par les Américains.

Allemands et les Italiens, apparaissent dans chacun de ces groupes pour un chiffre à peu près égal au précédent. Tous ont conservé dans la nouvelle colonie leur caractère particulier : les émigrés de race saxonne, à tout jamais fixés dans le pays, forment un curieux contraste avec les émigrés de race latine, qui n'aspirent qu'à retourner dans leur patrie. Viennent enfin les nègres et les Kanaks de l'Océanie qui ne dépassent pas, tous ensemble, le nombre de 3 ou 4,000. En réunissant tous ces divers chiffres et en tenant compte de quelques nationalités européennes dont les représentans ont toujours été très clairsemés, tels que les Belges, les Suisses, les Polonais, les Hongrois et les Espagnols, on arrive, pour la population actuelle de la Californie, à un nombre total d'environ 550,000 habitans. Le nombre des femmes est encore très faible, un cinquième ou un quart au plus de la population (1).

Les principales villes de Californie, San-Francisco, Sacramento, Marysville et Stockton, sont non-seulement de grandes et belles cités, mais la position topographique de chacune d'elles est même exceptionnelle. San-Francisco s'élève à l'entrée de la plus vaste baie du monde. Toutes les flottes des États-Unis pourraient s'y donner rendez-vous, et cette baie ne communique avec la mer que par un étroit goulet, poétiquement nommé la Porte-d'Or ou *Golden-Gate*. Cette ville compte aujourd'hui près de 80,000 habitans, et c'est bien la *Reine du Pacifique*, comme l'appellent les Américains avec un juste orgueil. En dix ans, elle a conquis sur Lima, la capitale du Pérou, Valparaiso et Santiago du Chili, la même supériorité qu'ont su acquérir les villes de l'Union américaine, Boston, New-York, Baltimore, Philadelphie, sur les cités beaucoup plus anciennes de l'Amérique du Sud, telles que Pernambuco, Bahia, Rio-Janeiro, Montevideo, Buenos-Ayres. Partout se retrouve ainsi l'éternelle question du développement vivace, énergique de la race anglo-américaine, comparé à la marche lente et rarement progressive des peuples de race espagnole. Les quais de San-Francisco ne sont pas ce qu'il y a de moins curieux dans cette gloire de la côte occidentale, *the glory of the western coast*, comme les *Yankees* nomment encore leur jeune colonie. Bâtis sur d'énormes pilotis de ce beau sapin rouge de Californie, qu'on recouvre de dalles en planches formant un immense parquet, les quais présentent un développement de plusieurs kilomètres. Chaque navire a sa place marquée. Ici sont les immenses *clippers* à quatre mâts, à la coupe élancée, venus de New-York ou de Boston, à côté d'autres *clippers* plus modestes qui visitent l'Australie, la Chine, les Philippines, les îles de la Sonde, l'empire britannique. Là sont amarrés les vapeurs gigantesques du Pacifique, véritables villes flottantes, plus loin les navires étrangers, et l'on

(1) Comme la population mâle est naturellement vigoureuse et d'un âge qui varie, par le fait même de l'immigration californienne, entre vingt-huit et quarante-cinq ans, la rareté excessive des femmes amène des résultats pathologiques déplorables, sans parler des inconvéniens moraux qui en résultent, tels que le manque de foyer domestique et de famille.

peut dire que tous les pavillons du monde y apparaissent tour à tour. Les baleiniers du Pacifique et de la mer d'Okhotsk s'y montrent aussi par momens, et commencent à ne plus redouter aujourd'hui l'abord, autrefois si chanceux, des rives de l'Eldorado, qui faisaient tourner la tête à leurs matelots déserteurs. Puis viennent les *steamers* qui font le service des différens ports de la baie ou des fleuves et rivières de l'intérieur, ensuite de petits navires à voiles qui exécutent le même trajet, les voyages de la côte mexicaine et ceux de Taïti ou des Sandwich. Ici se montrent de nouveaux *steamers* qui naviguent vers les différens ports du nord de la Californie, de l'Oregon, et vont jusqu'à Vancouver; à côté, d'autres vapeurs desservant la côte californienne dans le sud, d'escale en escale, jusqu'au port-limite de San-Diego. Au milieu de la baie sont parfois ancrés des navires de guerre. A l'horizon, une ligne peu élevée de montagnes verdoyantes ferme la perspective. Les blanches maisons d'Oakland apparaissent au pied de ces collines, baignées dans un voile transparent de vapeurs, qui s'élèvent du sein des eaux.

Sur les quais règnent la vie et le mouvement : ici les docks, qui reçoivent dans leurs vastes salles des marchandises venues de tous les coins du monde; là des bazars en plein air où le marin fait ses provisions, ou bien les *grog-shops* où il vient s'abreuver d'eau-de-vie, sans craindre ces trappes, beaucoup trop nombreuses, formées à travers un plancher disjoint, et dont l'édilité san-franciscaine, oubliant un peu ses devoirs, laisse les quais toujours parsemés. Partout on remarque une dévorante activité. L'encombrement des marchandises qu'on débarque ou qu'on charge, les cris des portefaix, le va-et-vient rapide des voitures, le mouvement lourd des charrettes, sur lesquelles se tient debout l'Américain comme le triomphateur antique sur son char, la foule des passans affairés, tout présente un de ces spectacles exceptionnels particuliers aux grandes villes commerçantes. Le Chinois à la longue queue, aux culottes de soie et au chapeau pointu, le Mexicain drapé dans son *sarape*, le Chilien dans son *poncho* aux vives couleurs, le nègre vêtu d'oripeaux, qui passe en chantant et se dandinant, viennent, comme à plaisir, réjouir un tableau des plus animés déjà et des plus pittoresques.

A cinquante lieues environ de San-Francisco, — moitié sur la baie et moitié sur le Sacramento, — se trouve la ville qui porte le nom de ce fleuve, et qui est aujourd'hui la capitale de la Californie. Grande et belle cité, elle renferme près de trente mille habitans. C'est dans son voisinage que furent exploités les premiers *placers;* de là son renom en Europe, où l'on ne connaît guère que cette ville et le port de San-Francisco. Des services réguliers de bateaux à vapeur mettent chaque jour en communication San-Francisco, Sacramento et Marysville, située plus avant dans le nord. Marysville est la plus gracieuse cité du Pacifique. Les environs en sont regardés comme le jardin de la Californie, et les abords parsemés d'élégans *cottages*. Il faut encore citer Stockton, qui occupe sur le fleuve Joaquin une position

analogue à celle de Sacramento sur le fleuve de ce nom. La plaine qu'arrose le San-Joaquin est admirablement cultivée, et Stockton, ville d'entrepôt pour toutes les mines du sud, comme Sacramento et Marysville pour celles du nord, fait un commerce très important. C'est là qu'on embarque une grande partie du blé de la Californie. La population de Stockton est aujourd'hui d'environ 12,000 âmes. Ces villes, et beaucoup d'autres d'un ordre inférieur, sont toutes dotées de larges rues éclairées au gaz, bien alignées, souvent pavées ou macadamisées, et toujours munies de vastes trottoirs en dalles, en briques ou en planches. On y trouve plusieurs théâtres, des salles de concert, des lieux de réunion, des cafés. Dans d'immenses et magnifiques magasins, rappelant ceux de Londres, de New-York et de Paris, sont étalés les plus belles étoffes, les meubles les plus élégans, les bijoux les plus précieux. La monotonie du tracé géométrique des rues est rompue par des *squares* où des arbres répandent leur ombre sur un gazon semé de fleurs. Partout de vastes hôtels sont ouverts au voyageur : il y rencontre tout le comfort désirable, pourvu qu'il ait soin, s'il est étranger, d'abandonner ses habitudes nationales et de se plier aux mœurs du pays.

La plupart des maisons californiennes sont encore construites en bois, mais on remarque à San-Francisco de beaux édifices en pierre, particulièrement l'hôtel de ville, la douane, la poste et l'hôpital de la marine, qui datent de la naissance même de cette curieuse cité. C'est aussi dès les premiers jours de San-Francisco que fut élevé, dans la rue Montgomery, ce magnifique bâtiment, tout de granit, où sont maintenant installés les bureaux de la plus puissante maison de banque de la Californie. Ce granit fut envoyé de Chine, débité et taillé à l'avance, car la main-d'œuvre était alors trop chère dans les villes de l'Eldorado pour qu'on pût songer un instant à extraire et à tailler avec avantage les granits du pays. C'est encore de cette époque que date le fameux *bloc* de Montgomery, assurément l'une des plus vastes maisons qui existent dans les villes modernes, et l'une des mieux ordonnées pour l'architecture extérieure. La Californie se prête malheureusement très peu aux constructions en pierre. Les grès et les calcaires manquent presque partout, principalement dans le voisinage des villes, et la brique, que l'on emploie de préférence, est encore fort coûteuse et d'assez médiocre qualité. On a commencé aussi à bâtir en fer, et l'on a élevé de la sorte une cinquantaine de maisons à San-Francisco. Les constructions mexicaines en *adobe* (lattes et terre) n'ont jamais convenu aux Américains, et les cinq ou six bicoques ainsi construites qui restent à San-Francisco perdues dans un coin de la ville datent du bon temps où la reine du Pacifique s'appelait du nom modeste d'*Yerba-Buena*. Quant aux constructions en granit, les frais de transport et de mise en œuvre en rendent toujours le prix très élevé. Ces matériaux n'ont été jusqu'ici employés que dans des cas spéciaux, pour des fortifications par exemple, des bordages de trottoirs, des pavages de rues, ou bien pour des édifices somptueux, mais non pour la

construction habituelle des maisons. Celles-ci sont encore presque toutes bâties en bois, sauf dans un rayon déterminé, où l'on ne tolère plus comme matériaux de reconstruction, après un cas d'incendie, que la pierre, la brique ou le fer. Les maisons américaines sont toujours d'une très grande élégance, même extérieure, et il est difficile de se faire une idée du luxe et du bon goût que les *Yankees,* grossiers sous tant d'autres rapports, déploient dans l'édification et l'ameublement de leurs demeures.

Si l'on désire connaître comment se groupe la population de l'une des principales villes de Californie, il faut prendre la plus importante, San-Francisco. La population de cette ville était en 1859 d'à peu près 80,000 habitans. La population mâle et de race blanche comprenait environ 50,000 individus, dont la neuvième partie seulement formée d'étrangers : Français, Allemands, Espagnols des colonies, etc. Le chiffre des femmes n'atteignait guère que la moitié de celui des hommes. Le restant de la population se composait d'environ 4,000 Chinois et 1,600 nègres. Sur une population juvénile comptant 7,767 individus de cinq à dix-huit ans, 6,201 fréquentaient les écoles, et ce qu'il y a de curieux, le nombre des garçons, 3,885, était, à deux unités près, égal à celui des filles, 3,883. Un journal du pays s'est réjoui de ce fait en rappelant l'année 1852, où il n'y avait encore à San-Francisco qu'une femme pour sept hommes.

Les chiffres d'après lesquels se groupent les principales professions sont curieux à noter. On a calculé qu'au mois de juillet 1860 il existait à San-Francisco 800 liquoristes. Après eux vient l'honorable corporation des épiciers, dont les membres sont au nombre de 373; puis apparaissent les avocats, qu'on retrouve partout en rangs serrés, 288, et derrière ceux-ci les tailleurs et les marchands d'habits, dont le chiffre est à peu près égal au précédent, ainsi que celui des hôteliers. Les médecins, venus souvent on ne sait d'où, et les courtiers, qui n'encombrent pas la place, bien qu'il n'y ait aucun monopole, atteignent les uns et les autres presque le chiffre de 200. Les bouchers, les débitans de tabac, qui font d'excellentes affaires, les marchands de nouveautés, dont beaucoup sont Français, les charpentiers, enfin les coiffeurs et les barbiers, que l'on retrouve en Amérique jusque sur les bateaux à vapeur, gravitent, dans chaque catégorie, entre les nombres de 100 et 150. Toutes les autres professions, baigneurs, armuriers, imprimeurs, chapeliers, etc., n'égalent pas ensemble le seul chiffre des débitans de liqueurs.

La population des centres miniers californiens, des *camps,* comme on les nomme, est distribuée d'une manière un peu différente. Cette population rappelle encore, bien que de fort loin, les mouvemens orageux de la première immigration. Elle se compose essentiellement de marchands et de boutiquiers faisant le gros et le petit commerce, d'hôteliers, aubergistes et logeurs en garni, de liquoristes et cafetiers, toujours en majorité comme à San-Francisco, de bouchers et de boulangers, etc. Les races se partagent à

peu près ainsi dans les centres miniers : environ un tiers d'Américains tenant hôtels, buvettes, grands magasins et dépôts de marchandises, et exerçant les fonctions administratives communales : celles de juge de paix, de constable, etc.; les Anglais et surtout les Irlandais, occupés à divers métiers; les Italiens, d'ordinaire jardiniers ou marchands; les Français, blanchisseurs, bouchers, maçons ou forgerons; les Mexicains et Chiliens, généralement très peu occupés; des Juifs allemands tenant magasins d'habits confectionnés; enfin des Chinois, jardiniers ou laveurs d'or, ordinairement relégués dans un quartier spécial, et souvent dans un faubourg éloigné, où la haine de l'Américain semble encore vouloir les poursuivre. Quelques nègres, savetiers, barbiers ou baigneurs, et quelques Indiens perdus complètent la population. Dans beaucoup de centres, plusieurs centaines d'Indiens, véritables tribus nomades, campent ou rôdent aux alentours une partie de l'année; ils vivent quelque temps en maraudeurs et se transportent ensuite en d'autres lieux, pour revenir plus tard au même point.

Bien que renfermant parfois 5 ou 600 habitans à peine, les centres miniers ne méritent pas le nom de villages, qne l'on pourrait, à cause de cette infime population, leur donner en d'autres pays. Ce sont de véritables villes, à l'état d'embryon si l'on veut, mais qui n'en méritent pas moins un tel nom par l'intelligente largeur des dispositions et l'ampleur de quelques-uns de leurs édifices. On y trouve en outre toute sorte de magasins convenablement fournis, et toujours un grand hôtel au moins. Aux environs sont les *placers* et les mines avec leur population active et travailleuse. Çà et là s'élèvent de nombreuses cabanes abandonnées. Ces ruines d'une nouvelle espèce, dans un pays si jeune, témoignent d'un passé plus animé encore que le présent. Si l'on s'élève sur une montagne, c'est souvent le vide seul et la solitude que l'on découvre dans le plus lointain horizon, et ce calme étonne et attriste l'âme dans une contrée qui paraît si agitée à la surface.

III. — LES VOIES DE COMMUNICATION.

Les Américains voyageant beaucoup, ils aiment à voyager vite; les distances ne les effraient pas, et nombre de négocians font le trajet de la Californie aux états atlantiques une fois par an. Pour le faire promptement, on a ouvert trois passages interocéaniques, dont celui de l'isthme de Panama est encore le plus suivi, et l'on a rejoint chacune des extrémités de ces passages par des lignes de bateaux à vapeur. Ces lignes sont en relation avec New-York, La Havane, la Nouvelle-Orléans d'une part, Acapulco et San-Francisco de l'autre. De plus, il y a sur chacune des lignes un service subventionné par le gouvernement fédéral et un autre né de la concurrence; ce dernier est souvent préférable malgré les charges énormes qu'il doit seul supporter.

On fait sur ces navires, en vingt ou vingt-deux jours seulement, le trajet

de près de dix-huit cents lieues entre New-York et San-Francisco. D'immenses bateaux à vapeur, très élégans et très bien tenus, peuvent porter jusqu'à quinze et dix-huit cents passagers, et 2,500 tonnes de marchandises. Le prix du voyage est de 1,000 ou 1,200 fr. pour les cabines de première classe, et le mouvement des passagers est toujours très grand. Quelques *steamers* de la compagnie *Pacific Mail* sont de véritables villes flottantes, et qui n'a pas vu le *Golden Gate* par exemple ne peut se figurer à quel degré d'importance est arrivée sur le Pacifique la marine à vapeur des États-Unis.

Muni d'un léger bagage, qui souvent tient sans encombre dans sa cabine, l'Américain s'embarque, un sac de nuit à la main. Les voyageurs étrangers affichent au contraire un luxe et un déploiement de malles, de coffres, de caisses de tout genre; le *Yankee* les admire et s'étonne; il se demande quelle devrait être la grandeur des navires si chaque passager emportait autant de bagages avec lui. Le déjeuner et le dîner sont servis à l'américaine. Ils se composent essentiellement, en premier lieu, d'une série de mets rudimentaires étalés sur la table dans de petites assiettes de forme spéciale. Ce sont des légumes bouillis, isolés chacun sur un plat : ici un oignon, là un navet ou une carotte, à côté l'épi de maïs blanc, mets national, plus bas une pomme de terre ou une patate. On dirait autant d'échantillons. Ils sont la proie du premier qui s'en empare d'un coup de fourchette victorieux. Chaque table est présidée par l'un des officiers du bord, découpant les pièces de résistance pour ses cinq ou six voisins. Une série de nègres, transformés en officiers tranchans, divisent sur une table, au milieu du salon, les mêmes pièces pour les autres passagers; c'est invariablement le beefsteack ou le roastbeef traditionnels, tous les deux aux pommes de terre et précédés d'un poisson frit. Il va sans dire qu'à tous les repas on change les assiettes le moins possible, car les *Yankees* mangent tout dans le même plat, jusqu'aux confitures. L'usage de la serviette est aussi complétement inconnu. Les délicats en portent une attachée à leur bagage, ou se servent de leur mouchoir. Souvent aussi le bout de nappe qui pend devant chaque convive est mis à contribution. Avant la fin du repas, chacun s'accoude sur la table, et ce sans-gêne primitif vient compléter à souhait le peu de luxe du festin. Sur plusieurs des *steamers* du Pacifique, le service du dîner se fait militairement. Les nègres arrivent sur deux files, marchant au pas. Ils tiennent un plat de chaque main et le déposent sur la table en trois temps et trois mouvemens, indiqués par trois coups de sonnette du chef *steward,* ou munitionnaire du bord. Cet exercice est fort curieux et plaît beaucoup aux étrangers.

Les amusemens sur le *steamer* ressemblent aux distractions de tout voyage maritime. La bibliothèque du bord n'est guère composée que de quelques bibles, dont l'aspect graisseux et la date ancienne feraient croire qu'elles ont beaucoup servi, bien que personne n'y touche. Chaque passager, avant de s'embarquer, s'est muni d'un livre, et pour l'ordinaire d'un roman. C'est

naturellement le roman américain qui trône en maître sur le navire. Divisé sur deux colonnes imprimées en caractères serrés, il fatigue tellement la vue que plus d'un voyageur, depuis le jour néfaste du départ jusqu'au jour si heureux de l'arrivée, n'a jamais fixé ses regards que sur une seule et même page. Sur le pont, l'Américain pensif mâche du tabac en silence. On a eu soin de disposer à son usage d'immenses et nombreux appareils d'une forme particulière, rappelant des moules à pâtés gigantesques, et qui permettent aux *Yankees* de se livrer à leur goût singulier sans souiller la netteté du parquet.

Le dimanche, on célèbre le service divin. La ferveur est quelquefois si grande, ou, si l'on veut, le besoin de satisfaire à l'habitude est si impérieux, qu'on a vu sur le *Golden-Gate,* en l'absence du ministre protestant, une partie des passagers demander à un prêtre catholique de faire un sermon religieux. Celui-ci prêcha en espagnol, qu'il parlait mieux que l'anglais, et tout l'équipage vint l'entendre. Tous, passagers, marins et officiers du bord, l'écoutèrent attentivement. Les trois quarts d'entre eux cependant ne comprenaient rien à ce discours. C'est surtout à bord de ces vapeurs que l'on peut apprécier de quel degré de patience et de résignation est capable l'Américain. Dans un des voyages du *Sonora,* de Panama à San-Francisco, en 1859, comme il y avait beaucoup plus de personnes embarquées que ne le permettaient les aménagemens du navire, un grand nombre de passagers se virent condamnés à coucher sur les tables et les canapés du salon. Pas un ne songeait à se plaindre. Ils attendaient tranquillement dix heures du soir pour commencer un sommeil souvent troublé par les mouvemens du navire, et le matin, dès quatre heures, ils quittaient leur lit improvisé pour permettre aux gens de service de nettoyer la salle. Le passage fut assez long et pénible, car la tempête s'en mêla. Tous ces dignes *Yankees* n'en signèrent pas moins un acte public de remercîment que les passagers adressèrent au capitaine pour la bonne direction du navire pendant la bourrasque. Ce calme stoïque des Américains contraste singulièrement avec la mauvaise humeur des passagers étrangers. Ceux-ci, au nombre de quatre ou cinq, font quelquefois plus de bruit par leurs plaintes, leurs cris ou leurs disputes, que tous les Américains du bord réunis. C'est le vin qui est mauvais, l'eau trouble ou point assez fraîche; c'est la glace qui manque, c'est le service qui se fait mal partout. L'Américain au contraire ne réclame rien, et pense que, si l'on ne fait pas mieux, c'est probablement parce qu'on ne peut mieux faire.

On va de San-Francisco à Panama en douze ou quatorze jours, et cette distance est de 3,250 milles marins, soit 1,080 lieues. Les escales ne sont ni nombreuses ni longues. On s'arrête quelquefois sur la côte du Mexique, à Manzanillo, pour prendre des lingots d'argent, et toujours à Acapulco, où l'on embarque du charbon et des vivres frais, où l'on prend aussi des passagers. Ces derniers sont souvent des fugitifs de l'un ou l'autre camp des troupes mexicaines. On sait que les révolutions intestines sont passées à l'état chro-

nique au Mexique depuis 1822. La ville d'Acapulco est située dans une délicieuse position, mais la guerre de l'indépendance l'a ruinée, et la fièvre décime la population. C'était, sous la domination espagnole, un port assez commerçant. Aujourd'hui, quand le vapeur jette l'ancre devant Acapulco, des négrillons montés sur des pirogues et des Indiens à moitié nus apparaissent comme par enchantement. Ils offrent au passager des ananas, des oranges, des régimes entiers de bananes, des colliers et des paniers faits de coquillages, enfin toutes les séductions des tropiques. Les voyageurs peuvent du reste descendre à terre et visiter la ville, en bravant, il est vrai, un coup de soleil. Les maisons sont basses et sans étages, pour résister aux tremblemens de terre. Par une fenêtre ou une porte entr'ouverte, on aperçoit souvent, mollement balancée sur son hamac, une brune Mexicaine aux belles épaules, se livrant aux douceurs de la sieste. La ville semble parée pour ce jour-là, et dans la rue principale, comme sur le bord du rivage, des marchands en plein vent établis sur une longue file cherchent à attirer le passager débarqué pour quelques heures. Le bruit du canon annonce le départ comme l'arrivée. Pas de douane, pas de police, aucune visite d'officier mexicain. L'Américain est là comme chez lui; on dirait que le Mexique lui appartient déjà et qu'il n'y souffre que par complaisance la race espagnole. Lorsqu'on arrive à Panama, c'est mieux encore. A peine le vapeur est-il signalé que la locomotive chauffe, et qu'un train express se prépare. Les Américains ont leur quai où ils abordent, et au coup de sifflet de la locomotive Panama disparaît, à peine aperçu par le voyageur. En moins de quatre heures, on arrive à Aspinwall, que les Américains persistent à ne pas appeler Colon. Le nom espagnol du grand navigateur qui le premier a touché ces parages a dû faire place au nom du banquier *yankee* qui a créé la ville moderne, et il n'y a plus que les Néo-Grenadins, auxquels appartient encore la ville, qui veulent bien l'appeler de son nom officiel de Colon. A Aspinwall, le chemin de fer arrive jusqu'au quai, où malles et voyageurs s'embarquent à nouveau. Le navire, que le télégraphe a prévenu de Panama, est sous vapeur, et l'on repart sans délai, recueillant quelques nouveaux voyageurs venus des Antilles ou de l'Amérique du Sud. On ne s'arrête plus qu'à La Havane, et l'on fait en huit ou dix jours les 2,200 milles qui séparent Aspinwall de New-York. Comme sur le Pacifique, les *steamers* sont splendides de luxe et de décors, et les dimensions en sont gigantesques, surtout dans les vapeurs de la compagnie Vanderbilt.

Sur tous les *steamers* américains, et quoi qu'on ait pu écrire en France à ce sujet, les appareils à vapeur sont toujours dans de bonnes conditions d'installation et d'entretien; ils doivent avoir été préalablement éprouvés et autorisés. Néanmoins l'un des vapeurs qui faisait en 1859 le service de San-Francisco à Stockton, le *Bragdon*, jouissait d'une réputation si mauvaise pour l'état de ses chaudières, que peu de passagers s'y embarquaient. Le hasard ayant fait que ce vapeur m'était toujours échu, je pris des informa-

tions, et j'appris des officiers du bord que les chaudières avaient été entièrement changées depuis un an. Ce *steamer,* il faut le dire, avait sauté une première fois avec sa cargaison de voyageurs. Il vivait donc sur sa mauvaise réputation, et sans doute, bien qu'avec des chaudières neuves, il ne s'est pas encore lavé à cette heure, aux yeux du public san-franciscain, de ses méfaits des temps passés. — Le *Bragdon* a-t-il enfin sauté? demandent toujours bien des voyageurs californiens, qui semblent attendre cette épreuve définitive pour reprendre place à bord de ce vapeur.

Le voyage de San-Francisco à Stockton ou à Sacramento est le plus agréable qu'on puisse faire en Californie. En quittant les *wharves* ou quais, on passe devant l'étroit goulet par où pénètrent les eaux du Pacifique, puis on entre dans la baie de San-Pablo, qui fait suite à celle de San-Francisco. On rencontre, sur des îlots arides, une nuée d'innombrables pélicans, cormorans et autres oiseaux marins. Gorgés de poissons, ils préludent avec un religieux recueillement à leur digestion d'abord, puis à la confection du moderne guano. Quand on les voit là par milliers, couvrant le rocher sur lequel ils se posent de manière à ne laisser aucune place vide, on comprend aisément que tant d'opérateurs à la fois finissent à la longue par déposer une couche appréciable de leurs excrémens si précieux. La baie de San-Pablo est assez éloignée de la pleine mer pour être toujours calme, et l'on se croirait dans un lac de la Suisse. Les petits navires aux blanches voiles que l'on croise à chaque pas, le mont du Diable, que l'on aperçoit à droite, élevant, dans le fond bleu du ciel, son piton isolé jusqu'à près de quatre mille pieds, tout concourt à compléter l'illusion. En quittant la baie de San-Pablo pour entrer dans la troisième baie, celle de Suisun, on touche d'abord à Mare-Island, arsenal et station navale de la marine fédérale dans le Pacifique, ensuite à Benicia, où sont établis d'abord les ateliers de la puissante compagnie maritime *Pacific Mail,* ensuite le quartier-général de l'armée fédérale en Californie. Benicia, la Venise américaine, et Martinez, cité agricole située en face, gardent comme deux sentinelles l'entrée étroite de la baie de Suisun. C'est dans cette dernière que débouchent, à quarante-cinq milles de San-Francisco, le San-Joaquin aux rives basses et marécageuses, semées d'ajoncs, et le Sacramento aux bords verdoyans et fertiles, qui rappellent ceux de la Saône. Stockton sur le San-Joaquin, Sacramento sur le fleuve dont elle a pris le nom, se trouvent chacune à cent trente milles environ de San-Francisco.

A Stockton s'arrête la navigation à vapeur et à voile sur le San-Joaquin; mais on remonte le Sacramento jusqu'à Colusa et *Red-Bluffs,* tout à fait dans le nord, sur plus de cent soixante milles de longueur. On entre aussi dans la rivière Yuba jusqu'à Marysville, à près de cinquante-cinq milles de Sacramento. C'est, on le voit, un assez grand développement de navigation fluviale, si l'on part surtout de l'embouchure des fleuves Sacramento et San-Joaquin. Ce qui doit le plus étonner toutefois, c'est la hardiesse même de

cette navigation, qui devient surprenante, pour ne pas dire plus, quand on a dépassé la ville de Sacramento. J'ai descendu en 1859 aux premiers jours d'octobre, c'est-à-dire à l'époque des plus basses eaux en Californie, le Feather-River et le Sacramento, en partant de Marysville. On mettait six ou sept heures pour faire les cinquante-cinq milles qui par eau séparent Marysville de Sacramento. Le vapeur était un bateau plat et léger. Il jaugeait tout juste assez d'eau pour ne pas toucher le fond de la rivière, dont, en certains parages, un pied à peine le séparait. En d'autres points, des bancs de sable mis à découvert forçaient le navire à se tenir soigneusement dans le chenal. L'eau était sale et boueuse, et le fond s'exhaussait tous les jours par la décharge de tous les canaux des *placers*. Une déviation de quelques mètres du fil de l'eau, ligne mathématique dans ce cas, aurait suffi pour faire échouer le navire; mais les Américains ont, en fait de navigation, le coup d'œil le plus sûr et le sang-froid le plus étonnant qu'on puisse voir. Monté dans cette cahute élevée, qui domine l'avant du navire, le timonier, impassible à la barre, mesurait de l'œil le sillage à tracer: le vapeur approchait quelquefois du bord des rives jusqu'à les toucher; mais aucun accident n'arriva.

On ne saurait passer sous silence, quand on s'occupe de la navigation en Californie, les merveilles que les *clippers* américains ont réalisées sur le Pacifique. Ces immenses navires, aux formes élégantes et sveltes, portant plusieurs milliers de tonneaux, font souvent en moins de cent jours la traversée de San-Francisco à New-York et à Boston. Comme on compte environ 20,000 milles marins de route par le cap Horn, c'est pour cent jours une marche moyenne de 200 milles en vingt-quatre heures; or l'on sait que le mille marin est égal à 1,862 mètres et que deux de ces milles font à peu près une lieue terrestre. Beaucoup de bons bateaux à vapeur ne vont pas plus vite que les clippers. Il est vrai que les vents alizés et les courans sous-marins interviennent ici d'une manière favorable, car les *clippers* suivent tous la marche qui leur a été indiquée par le commandant Maury, directeur de l'observatoire de Washington. On connaît les belles études de cet illustre marin sur les courans de l'atmosphère et de la mer. Auparavant il fallait six mois pour aller des États-Unis à San-Francisco par le cap Horn; aujourd'hui, grâce au commandant Maury, la route peut être raccourcie de moitié, et l'on se demande pourquoi nos navires marchands, partis du Havre, de Nantes, de Bordeaux ou de Marseille, mettent encore cent quatre-vingts jours et plus pour atteindre San-Francisco. Des navigateurs des colonies espagnoles sur le Pacifique m'ont assuré que, dans leur course au cabotage, ils avaient vu souvent apparaître et disparaître en quelques heures à l'horizon plusieurs de ces *clippers* américains naviguant à toutes voiles. Il résulte des livres de loch que certains de ces bâtimens atteignent parfois la marche miraculeuse de seize ou dix-huit milles à l'heure, qu'aucun *steamer* n'a encore dépassée. Le développement de voilure est incroyable sur le *clipper*, et il n'est pas de

plus beau spectacle en mer que celui d'un de ces immenses navires, les quatre mâts blanchis par les voiles, fendant les flots avec une rapidité qui atteint quelquefois jusqu'à 32 kilomètres à l'heure, vitesse moyenne d'un train de marchandises sur les voies ferrées. Les deux plus beaux voyages de *clippers* américains qu'on ait cités dans cette course sur les deux Océans sont ceux du *Great Republic* et du *Flying Cloud* en 1851. Partis de New-York, ils arrivèrent à San-Francisco, le premier en quatre-vingt-sept jours, le second en quatre-vingt-neuf, après avoir fait des journées de 375 milles, soit en moyenne 16 milles à l'heure.

Les voies de communication par terre n'ont pas été plus négligées en Californie que les voies navigables, et la jeune colonie américaine compte déjà plus d'un chemin de fer. Le plus fréquenté est celui de Sacramento à Folsom, côtoyant la rivière américaine. De Folsom partent toutes les diligences pour le nord de la Californie. On a calculé que près de cent mille passagers sont chaque année transportés sur le chemin de fer de Folsom. Parmi les voies ferrées qui sont en construction se présente au premier rang la grande ligne transcontinentale entre le Mississipi ou l'un de ses affluens et l'Océan Pacifique. Sept projets ont été étudiés sous la surveillance du département de la guerre à Washington. La distance moyenne est au moins de 2,000 milles américains ou 800 lieues. Sur le tiers ou le quart de cette distance existent des terres arables. Le coût total de l'établissement de la voie, d'après les devis, varierait, suivant les cas, entre 600 et 850 millions de francs. Ces sommes n'ont rien d'exagéré, et il faut même la simplicité, la promptitude et l'économie que les Américains apportent dans tous leurs grands travaux pour ne pas atteindre un total beaucoup plus élevé. Le parcours est en effet non-seulement très étendu, mais parfois très difficile; le bois et l'eau manquent à la fois sur beaucoup de points. La rivalité et l'opposition jalouse des états du sud ont peut-être seules empêché jusqu'à ce jour l'établissement de cette immense route ferrée, qui sera sans contredit l'une des plus grandes merveilles de ce siècle.

On voyage sur les chemins de fer californiens dans les mêmes conditions de comfortable qu'on retrouve sur tous les *rail-ways* de l'Union (1). Aussi

(1) Voici quelques-unes de ces dispositions propres aux chemins de fer américains, et qui méritent d'être signalées comme parfaitement applicables en Europe. D'immenses wagons, qui peuvent contenir chacun cinquante voyageurs, communiquent l'un avec l'autre. Chaque banquette, en osier et à claire-voie, occupe deux siéges, et l'on peut aller en avant ou en arrière, à volonté, en faisant basculer le dossier, mobile autour d'une charnière horizontale. Au milieu du véhicule règne un passage qui sert de promenade. Un homme le parcourt sans cesse, vendant des livres, des journaux et des fruits. Un poêle en hiver chauffe la voiture; en été, un bidon rempli d'eau et un verre permettent aux voyageurs de se désaltérer sans descendre. Faut-il ajouter qu'on n'a pas même oublié... le *water-closet?* — Le conducteur parcourt sans cesse les wagons, et peut, au moyen d'un cordon qui règne sur toute la longueur du train, prévenir le mécanicien qui conduit la locomotive. Pour n'être point dérangé, chaque voyageur met son billet en évidence en le fixant autour de son chapeau.

fait-on presque sans fatigue de très longs voyages, d'une durée quelquefois de plusieurs jours. Seuls, les nègres et les Chinois sont sacrifiés sur les *railways* comme ailleurs; on leur assigne en Californie, suivant la coutume américaine, un caisson à part où, alignés sur des bancs de bois, ils jouissent du seul droit qu'on leur concède, d'attendre que le voyage soit au plus tôt terminé.

Les routes de terre en Californie sont loin d'être aussi commodes que les chemins de fer. A peine tracées, elles ne sont nivelées que sur les points où la nature a laissé à l'homme tout seul le soin de se ménager un passage, comme dans la traversée des montagnes ou le passage des rivières. Il en résulte que ces routes condamnent le voyageur à l'une des plus rudes épreuves auxquelles il puisse être soumis. Ce n'est pas que la voiture ne soit bonne. Fait comme ces énormes véhicules, style Louis XIV ou Louis XV, que l'on voit représentés sur nos anciennes gravures, le *stage*, — ainsi l'appellent les Américains, — est suspendu avec soin sur des ressorts en acier malléable. Neuf places occupent l'intérieur, toutes égales pour le prix: trois en avant, trois en arrière, trois au milieu. Les places d'avant sont généralement réservées aux dames. Les places du milieu sont peut-être les meilleures, bien qu'on n'y soit soutenu sur son siége que par une bretelle de cuir qui va transversalement d'une portière à l'autre, et qui prend le voyageur par le dos. Inutile de dire que les mœurs démocratiques des États-Unis ne permettent pas l'usage du coupé ni de la rotonde. Quelques siéges, pour ceux qui ne craignent pas les coups de soleil, sont réservés sur l'impériale de la voiture, à côté du conducteur. Là se placent, avec une partie des colis, les voyageurs curieux d'observer le paysage. Les Chinois occupent aussi ce poste, car on ne les souffrirait guère dans l'intérieur.

Le véhicule est parfaitement rembourré. Sur les panneaux de l'intérieur est déployé un luxe de peintures dont l'étranger demeure surpris. Le plafond et les portières sont tapissés de tableaux aux couleurs vives, représentant de belles campagnes ou des nymphes très décolletées. Le postillon est l'automédon le plus habile que les deux mondes puissent offrir. Imperturbablement fixé sur son siége, il conduit à grandes guides les quatre ou les six bucéphales confiés à sa main assurée. A chaque poste on relaie, et les voyageurs descendent un instant pour échapper à la poussière intolérable de la route, à la chaleur plus insupportable encore de l'intérieur. On fait de cette façon de 12 à 14 kilomètres à l'heure, soit plus de trois lieues. Les voyageurs ne se ressentent que trop de la manière rapide dont on avance. Les cahots les plus violens lancent les infortunés novices au plafond du véhicule, et ils retombent ensuite lourdement sur leur siége. Dans les pays montagneux, le coche est remplacé par ce qu'on appelle un *wagon*. C'est une vraie charrette non suspendue, et sur les côtés de laquelle tombent des portières de cuir noirci, pour garantir l'intérieur de la poussière et du soleil. Le voyageur est moulu, il est brisé après une ou deux heures. Les

femmes ne pourraient sans danger aborder ces véhicules. Quant au postillon californien, que ce soit en coche ou en wagon, il ne sent rien, il va toujours du même train. A chaque relai, il descend prestement ouvrir la portière aux voyageurs, leur criant le lieu de l'arrivée ou le changement de voiture. Il remue, charge et décharge les malles, attelle et dételle les chevaux, car il n'y a aucun conducteur avec lui; il s'arrête le moins possible et repart du même train. Ne lui donnez aucune bonne-main, aucun pourboire en argent, il se fâcherait : il est votre égal; offrez-lui seulement un verre de *brandy*, il acceptera toujours et de bon cœur, et il boira à votre santé avec tout le respect et les formes qu'apportent les Américains dans cet acte important.

Mais on arrive à une station principale, on va descendre pour dîner. Pendant que les dames se dirigent vers un élégant salon de repos qui leur est réservé, tous les hommes se rendent, avant d'aller à table, à un cabinet de toilette où quelques lavabos en fer-blanc se prélassent sur un évier. Une glace modeste est pendue au mur. Un peigne, retenu par une ficelle, pour que tous s'en servent sans que personne ne l'emporte, lui tient compagnie. On assure que, dans certaines stations, une brosse à dents commune complète ce mobilier. Un peu plus loin tourne autour d'un rouleau une serviette sans fin où chacun vient s'essuyer le visage. Sur une chaise sont des brosses pour les habits et les souliers. Quand l'Américain a de son mieux réparé les désordres du voyage, il passe à la buvette. Il s'y met en complet appétit par un verre d'absinthe ou de *sherry*, en attendant que le son de la cloche appelle les convives à table. Là, comme dans le coche, aucune distinction n'existe, aucune place n'est réservée. Tous, pourvu qu'ils aient la peau blanche, touristes, ingénieurs, mineurs, charretiers, rouliers, marchands, fonctionnaires publics, fussent-ils du plus haut comme du plus infime grade, prennent une même place comme une même part à ce festin; mais si l'égalité la plus complète y règne, le silence le plus profond, la décence la plus respectueuse s'y font aussi remarquer. Qui que vous soyez, placez-vous sans difficulté à table; asseyez-vous sans regret auprès de ces hommes en apparence si grossiers : vous n'aurez pas à vous en repentir. Ils mettront peut-être les coudes sur la nappe, et mangeront tout sans serviette et dans le même plat, en moins de dix minutes; mais vous n'entendrez aucune parole incongrue, aucune dispute inconvenante. Le dîner fini, ils passeront sans bruit à la buvette pour payer leur écot, ingurgiter quelque spiritueux et allumer leur cigare en silence, en attendant le nouveau départ du coche, promptement attelé.

Les routes qui sillonnent la Californie ont été ouvertes sans beaucoup de frais; aucun cantonnier n'y est chargé d'un entretien régulier, et tous les travaux d'art qu'on y observe, ponts ou viaducs, tranchées ou murs de soutènement, ont été faits le plus simplement et le plus vite possible, suivant la coutume des ingénieurs américains. Quelques routes, construites par les

particuliers eux-mêmes, sont munies de barrières où l'on acquitte un péage, comme en Angleterre. Ceux qui les ont établies peuvent de la sorte se rembourser de leurs frais, et c'est ainsi que la Californie a pu jouir en peu d'années d'un véritable réseau de routes. Les parcours journaliers s'accomplissent régulièrement jusqu'aux distances les plus reculées, et, quels que soient le temps, la saison et la longueur du trajet, les diligences partent et arrivent à l'heure.

Ce n'est pas là ce qu'il faut encore le plus admirer. Une route de terre, à travers la Sierra-Nevada et les Montagnes-Rocheuses, réunit San-Francisco à Saint-Louis et à Memphis sur le Mississipi, et de là, par cet immense développement de chemins de fer que les Américains seuls possèdent, à toutes les villes de l'Union, à tous les ports sur l'Atlantique. Deux fois par semaine, des diligences partent de San-Francisco pour Saint-Louis ou Memphis, et en arrivent. Elles ne mettent en moyenne que vingt-deux jours (terme légal vingt-cinq jours) pour accomplir ce long voyage de près de neuf cents lieues. C'est la plus longue distance peut-être qu'une voiture ait jamais parcourue; dans tous les cas, c'était dans le principe la plus difficile et la plus périlleuse, puisque la route venait d'être simplement explorée. Le premier de ces voyages, regardé en Californie et dans toute l'Union comme un événement, fut officiellement accueilli à San-Francisco par un salut de cent un coups de canon, et la joie populaire, ne connaissant plus de limites, acclama comme un véritable triomphateur l'heureux postillon qui le premier avait franchi ce trajet. Six chevaux frais furent attelés à la diligence, et elle dut parcourir, tantôt au pas, tantôt au trot ou au galop, les diverses rues de la ville. Ceci, ne l'oublions pas, se passait en 1857, c'est-à-dire huit ans à peine après la découverte de l'or.

Le service dont on vient de parler est celui de la *Great overland Mail*, ou grande malle de terre. C'est par là que la plupart des négocians de San-Francisco envoient à New-York ou en Europe le double de leur correspondance, prévoyant le cas où l'original se perdrait avec la malle maritime. La grande malle de terre emporte ainsi à chaque départ plusieurs milliers de lettres. Tout récemment, pour maintenir ce service, la poste lui a même confié le transport exclusif de ses paquets. Les lettres ont alors atteint jusqu'au nombre de quinze ou dix-huit mille, et se sont maintenues dans une moyenne de huit ou dix mille à chaque départ, répété deux fois par semaine. C'est encore par la malle *overland* que beaucoup de lettres et de journaux des États-Unis et d'Europe arrivent en Californie et devancent la malle maritime, qui en 1859 ne partait que deux fois par mois. Le télégraphe signale les principales nouvelles apportées par la malle de terre dès son entrée en Californie, au moins trente-six heures avant qu'elle n'arrive à San-Francisco. En quittant le Mississipi, la malle a également reçu les dépêches pendant les trois premiers jours qui suivent son départ, et il n'est pas rare de cette façon qu'un événement qui s'est passé à Londres ou à Paris soit connu à San-Francisco moins d'un mois après. — Beaucoup de

voyageurs préfèrent la malle de terre à la voie de mer, malgré les incommodités de la voiture et les attaques imminentes des Indiens du désert. Le voyage est des plus fatigans; on marche jour et nuit, et l'on ne s'arrête dans les stations échelonnées sur la route que le temps strictement nécessaire. L'eau manque sur une certaine longueur du parcours, et il faut l'emporter avec soi, ainsi que la nourriture des chevaux.

La *Great overland Mail* n'est pas la seule entreprise de ce genre : en 1859, on comptait aussi la *Central overland Mail,* qui, chaque semaine, partait de Placerville, au pied de la *sierra,* dans le comté d'Eldorado. Elle se dirigeait d'abord vers le Lac-Salé, où les mormons polygames, ces curieux et étranges sectaires, ont établi leur campement, et de là vers Saint-Joseph, au bord du Missouri. Cette voie semble dès aujourd'hui destinée à devenir la principale, c'est celle que les émigrans qui arrivent par terre suivent maintenant de préférence, celle aussi vers laquelle se porte la population. Les mormons d'abord, ensuite les mineurs de Washoe, se sont naturellement trouvés sur le parcours qu'elle suit. Un entrepreneur a offert récemment au gouvernement fédéral de n'employer pas plus de vingt jours sur cette voie pour le transport des lettres et des voyageurs, de Placerville à Saint-Joseph ou à Saint-Louis.

Parmi les services de terre, il faut encore nommer le *San-Antonio and San-Diego Mail,* qui part tous les quinze jours du sud de la Californie pour la Nouvelle-Orléans. Cette dernière route est très dangereuse, et les attaques sauvages des Indiens Apaches ont souvent mis les voyageurs en péril. Un quatrième service a dû être organisé en 1860, celui de *Independence and Santa-Fe Mail,* qui va de Stockton à Santa-Fe (Nouveau-Mexique), et de là par l'Arkansas à Independence, sur le Missouri.

Il n'y a sans doute aucun pays au monde, pas même la Russie, qui puisse présenter un état aussi imposant de messageries de terre, et cependant les Américains sont loin de s'en tenir là. Un journal de Californie annonçait, au mois d'août 1860, qu'un service quotidien entre San-Francisco et Portland, dans l'Oregon, venait d'être établi par terre. La distance n'est pas moindre de 800 milles; mais ce qui dépasse toute imagination c'est le service du *poney,* organisé vers cette même époque. Le *poney* est une estafette à cheval chargée d'apporter les lettres à travers les immenses solitudes qui séparent encore le Mississipi du Pacifique. En temps régulier, le trajet se fait en dix ou douze jours de Saint-Louis à San-Francisco. Une fois le pauvre poney est arrivé sans selle et sans cavalier. Les Indiens avaient massacré l'estafette, lacéré les dépêches et s'étaient emparés de la selle. « Il n'importe, dirent les *Yankees, never mind,* il ne faut pas s'arrêter en si bonne voie, » et quelques braves volontaires de Californie coururent châtier les Indiens. Quelques jours après, de courageux postillons reprenaient la route du Mississipi, bravant les hordes sauvages des peaux rouges. Le *go ahead* des Américains a-t-il jamais reçu une plus saisissante application?

On a calculé que, par le service du poney, on pouvait franchir en cinq

jours la distance entre l'extrême limite télégraphique actuelle des états de l'est et la même limite télégraphique de la Californie. Ces limites sont à cette heure pour les états de l'est Fort-Kearny et du côté du Pacifique Fort-Churchill, dans l'Utah, au-delà de la limite est de la Californie. La distance entre les deux stations extrêmes est de seize cents milles ou six cent cinquante lieues. C'est cette distance que le poney franchit d'ordinaire en dix jours, faisant en moyenne 10 kilomètres à l'heure. Cheval et cavalier, comme bien on pense, se renouvellent à chaque station. C'est cette même distance que le poney, doublant sa vitesse et trottant jour et nuit, galopant au besoin, peut franchir en cinq jours. Une dépêche pourrait donc être reçue en six jours de New-York à San-Francisco, et un télégramme de deux cents mots, lancé à travers les déserts, arriver de l'Atlantique sur le Pacifique au prix de 5 dollars ou 25 francs. Toutes ces merveilles, que l'esprit a peine à comprendre, sont aujourd'hui réalisées. Non-seulement le poney est arrivé le 12 novembre 1860 à San-Francisco, apportant des nouvelles d'Europe du 21 octobre, c'est-à-dire vieilles à peine de vingt et un jours, mais encore, à la suite de la grande élection présidentielle du 6 novembre, le poney a franchi en six jours l'espace qui sépare les deux limites télégraphiques extrêmes des États-Unis entre les deux Océans. L'état de Californie, éloigné de Washington de plus de douze cents lieues par terre, a pu connaître ainsi le nom de l'heureux élu, M. Lincoln, six jours seulement après le dépouillement des votes.

Les émigrans pauvres viennent encore à pied des derniers états de l'ouest en Californie. Ils partent avec d'énormes wagons, où ils chargent leurs vivres et leurs bagages, et suivent à peu près la même route que la malle de terre. La caravane se réunit à Independence ou à Saint-Joseph, centres de population avancés de l'état de Missouri. Des familles entières se groupent autour des wagons de voyage, qui vont les entraîner dans le *far west*. Là s'étendent ces immenses prairies, ces plaines sans fin, au milieu desquelles s'élèvent quelques forêts vierges impénétrables. La hache inflexible du pionnier, qui abat les arbres pour défricher le sol, est le seul bruit qui trouble le calme profond de ces asiles. Quelquefois des déserts arides succèdent aux prairies et aux bois. Le courageux colon américain, toujours en avant, quelques hardis trappeurs canadiens, enfin des hordes nomades d'Indiens armés de flèches, sont les seuls êtres humains que l'on rencontre çà et là. Des troupeaux d'antilopes et de bisons viennent aussi par momens interrompre la monotonie du paysage. Les émigrans mettent souvent plus de deux mois pour rejoindre le pied des Montagnes-Rocheuses, et de là encore deux mois au moins pour arriver en Californie (1). Souvent des maladies contagieuses déciment la caravane en marche, quelquefois l'herbe

(1) La distance totale que les immigrans ont à parcourir par la voie des Montagnes-Rocheuses est d'environ huit cent cinquante lieues.

manque pour le bétail, et le flanc des Montagnes-Rocheuses se transforme en un immense ossuaire (1). Si les froids sont précoces, les tourmentes et les neiges peuvent aussi surprendre dans les montagnes les courageux marcheurs, et les ensevelir à jamais dans ces Alpes qui n'ont pas leur Saint-Bernard. La famine elle-même étend parfois ses ravages au milieu du convoi, qui court un autre péril, celui de succomber dans quelque rencontre aux fréquentes attaques des Indiens. Malgré tant de dangers, le nombre des immigrans qui arrivent chaque année en Californie à pied, par les plaines, a toujours été très considérable. En 1854, ce nombre était de plus de 60,000; en 1857, il était encore de 12,500. Aujourd'hui il ne dépasse pas 8 ou 10,000; mais on comprend que l'immigration californienne a dû diminuer chaque année, à mesure que les premiers accès de la fièvre de l'or se sont calmés pour faire place à une situation normale.

Les wagons, ces immenses voitures qu'emploient les immigrans, servent aussi en Californie à porter les marchandises sur toutes les routes carrossables. Véritables arches de Noé, on les rencontre sur les grands chemins en files souvent nombreuses, et traînés par six ou huit paires de mules. Ces énormes magasins roulans portent jusqu'à 6 et 8,000 kilogrammes de marchandises, et vont sur les principaux centres de population des mines déposer dans les *stores* une partie des richesses que le commerce du monde entier apporte à San-Francisco. Ce sont des vins, du riz, de la poudre, des vêtemens, des outils, en un mot tout ce qui intéresse la consommation du mineur.

On compte aujourd'hui en Californie au moins 5,000 kilomètres de routes de terre. Plus de trois cent cinquante bureaux de poste sont établis sur ce parcours; mais le transport des dépêches est libre, pourvu que l'on paie préalablement à l'état le port de la lettre. Des services de postes particuliers, connus sous le nom d'*express*, se sont formés pour porter jusqu'à domicile les lettres, valeurs et paquets. La poste de l'état oblige au contraire les destinataires à venir les réclamer et les prendre chez elle. Deux de ces services d'*express*, dirigés par les puissantes maisons de banque Wells, — Fargo et Freeman, — font d'immenses affaires, et c'est en définitive une poste fonctionnant à côté de l'administration elle-même. Ces maisons ont des agens dans toute la Californie, l'Oregon, sur la côte du Mexique, dans l'isthme de Panama, tous les États-Unis, et même à Londres et à Paris. Un employé spécial accompagne, à chaque départ de diligence et de *steamer*, les dépêches et les valeurs confiées à sa maison. Les frais que prélèvent les compagnies d'*express* sont assez élevés, à cause de la responsabilité qu'elles assument, et elles vendent pour la Californie, au prix de 10 sous, les enve-

(1) En 1851, sur 80,000 émigrans arrivant à pied en Californie, près de 50,000 restèrent sur le versant oriental des Montagnes-Rocheuses, tués par la famine et la fièvre typhoïde. L'absence de pâturages fut seule cause de cet épouvantable désastre.

loppes de lettres officielles, où le timbre-poste imprimé porte, autour de la vénérable tête de Washington, ces mots en grosses lettres : *three cents*, trois sous. Le service des postes n'est pas un des moins curieux établissemens de la Californie. C'est lui qui, favorisant la propagation des idées, emporte dans toutes les directions, et au plus bas prix, des montagnes de brochures et de journaux destinés aux *steamers* qui se rendent en Europe ou sur divers points de l'Amérique. Les sacs de cuir contenant lettres et paquets occupent souvent plus de place que tous les bagages de huit ou neuf cents passagers. A la poste de San-Francisco, il y a des agens spéciaux pour les lettres françaises, allemandes, espagnoles et chinoises. Dans l'intérieur de la Californie, le même bureau de poste fait quelquefois les trois services, le service public de l'état et le service privé des deux principales compagnies d'*express*. On met littéralement les lettres au pillage à leur arrivée. Elles sont étalées sur une table, et passent, avec les journaux, sous les yeux et dans les mains de tous les oisifs que la venue du courrier amène chaque fois. Les Chinois, avec leurs signes hiéroglyphiques, doivent indiquer aussi, pour l'intérieur, la suscription en lettres connues, c'est-à-dire en anglais, au moins pour le nom du bureau de poste. Immobiles dans leurs vieilles habitudes, ils emploient toujours leur papier de riz, et tracent leurs lettres avec un pinceau. Cependant ils plient leurs missives, et consentent même à les mettre sous enveloppe. Dans le pillage qui accueille les lettres à leur distribution, ils se retrouvent comme ils peuvent. Le directeur bénévole laisse à la bonne foi souvent douteuse de *John* le soin de respecter les lettres adressées à ses compatriotes.

A ses routes, ses chemins de fer, sa navigation à vapeur et à voiles, son service postal, la Californie ne pouvait manquer d'ajouter la télégraphie électrique. Ce service est des mieux établis. Il y a trois lignes qui desservent une longueur totale de plus de 1,000 milles, soit 1,609 kilomètres, y compris les embranchemens. Les trois compagnies qui exploitent ces lignes sont : la *Compagnie de l'État*, organisée dès 1852, et qui met en communication San-Francisco avec les principales villes de l'intérieur ; la *Compagnie Alta*, qui réunit San-Francisco avec la plupart des villes du centre et même des camps de mineurs ; enfin la *Compagnie du Nord*, qui unit Marysville avec tous les centres du nord de l'état jusqu'à la limite de la Californie. Deux autres compagnies ont été organisées en 1858. La première, la *Compagnie Humbold*, doit joindre Placerville avec le Lac-Salé par Carson-Valley, et du Lac-Salé elle se propose de s'étendre jusqu'à Saint-Louis, où elle se soudera à toutes les lignes télégraphiques de l'Union dans les états de l'est. La seconde, la *Compagnie Pacifique et Atlantique*, se propose de mettre d'abord San-Francisco en relation avec San-Antonio dans le Texas, en passant par Los Angeles ; elle doit prendre ensuite la route de la grande malle de terre, et aura comme elle Memphis pour dernière station. Les travaux de cette ligne, activement poussés en 1859-60, permettent déjà de recevoir

trente-six heures au moins à l'avance les nouvelles apportées par la malle *overland*. Les fils du télégraphe dépassent maintenant Los Angeles, et franchiront bientôt la limite orientale de la Californie. D'autre part, le télégraphe détaché de Saint-Louis, jusqu'à plus de cent lieues de la rive droite du Mississipi, envoie les dépêches à la malle *overland* pendant les trois premiers jours qui suivent son départ. On calcule que, dans douze ou quinze mois au plus, la communication télégraphique sera complète entre les états de l'est et la Californie. Cette communication, depuis longtemps désirée, améliorera singulièrement la situation commerciale de la place de San-Francisco, en ce moment trop isolée de toutes les autres places des États-Unis. Espérons que la jonction de cette grande ligne télégraphique ne précédera que de peu de temps l'établissement du chemin de fer inter-océanique. Cette immense voie ferrée ouvrira pour le nouvel état américain une ère de prospérité encore plus remarquable que celle qu'il traverse, et formera comme un trait d'union entre les deux Océans où se fait tout le commerce du monde.

IV. — LES PROGRÈS MATÉRIELS ET LE MOUVEMENT MORAL.

Quand on recherche les causes des progrès de tout genre accomplis en si peu de temps en Californie, on est porté à les attribuer tout d'abord à ce courage et à cette mâle vigueur dont les citoyens des États-Unis font preuve en toute circonstance; mais on ne saurait nier que ce développement de civilisation, cet essor rapide vers le bien-être, ne soient dus aussi au régime d'initiative individuelle adopté par la démocratie américaine. Nulle part mieux que dans le travail des mines on n'a une preuve plus évidente des progrès auxquels peut atteindre la force personnelle et libre du citoyen, et il sera curieux d'opposer ce qu'une organisation des plus libérales a permis d'obtenir en Californie à ce qui existe en d'autres pays mieux réglementés.

On nomme *claim* la portion d'un gîte métallifère dont tout mineur californien a droit de s'emparer, si elle est libre ou inexploitée. C'est la concession que l'état accorde au mineur, et le *claim* devient, par le simple fait de la prise de possession, une véritable propriété. Cette propriété est transmissible par location ou vente comme tous les biens immeubles, et l'obtention n'en est sujette à aucune demande, à aucune formalité administrative. Le premier venu, pourvu qu'il ne soit pas de couleur, c'est-à-dire qu'aucune goutte de sang indien, nègre ou chinois ne coule dans ses veines, a le droit de s'emparer d'une portion de *placer* qui n'a pas encore été travaillée, ou qui ne l'est point depuis un délai fixé. Il a droit à une certaine étendue, mesurée en pieds, sur la longueur du dépôt aurifère, et il occupe de plus toute la largeur du gisement sur cette étendue. La longueur accordée par la loi varie suivant les comtés, car l'état reconnaît aux corporations de mineurs le droit de faire des règlemens qui ont force de

loi dans leur comté. Dans le comté de Mariposa, un mineur peut occuper, sur un dépôt d'alluvion, cent cinquante pieds, soit 45 mètres; c'est par conséquent trois cents pieds, ou 90 mètres, pour deux mineurs travaillant ensemble. Comme aucun agent du comté n'est là pour vérifier les mesures, il va sans dire que, dans la plupart des cas, les mineurs, pour fixer les limites de leurs *claims*, se servent de pieds facultatifs dont seuls ils possèdent l'étalon. Ce que l'on vient de dire pour les *placers* s'applique aussi aux mines proprement dites. La propriété s'en obtient de la même façon et sans plus de formalités; seulement, pour une veine aurifère, la longueur concédée est le double de celle accordée sur les *placers*. Ainsi on donne, dans le comté de Mariposa, sur un filon à exploiter, une longueur de trois cents pieds par mineur, et cette longueur est mesurée sur la direction du filon. Le double, ou six cents pieds, est accordé à l'*inventeur*, c'est-à-dire à celui qui le premier a découvert la mine.

Les formalités à remplir pour entrer en possession d'un gîte aurifère quelconque sont des plus simples. On fixe sur un arbre ou sur un piquet en terre une sorte d'affiche, où l'on annonce au public qu'à partir de ce point jusqu'à un point correspondant, à 150 ou 300 pieds du premier, suivant qu'il s'agit d'un *placer* ou d'un filon, et à autant de fois 150 ou 300 pieds qu'il y a de signataires, tels et tels se proposent d'entreprendre une exploitation. On attend deux ou trois jours, et, si aucune réclamation ne se produit, le travail commence immédiatement. Cette exploitation doit dès lors marcher sans interruption sous peine de déchéance. Le seul délai de chômage accordé par la loi est, dans le comté de Mariposa, d'un mois pour les mines et de cinq jours pour les *placers*. On prévient d'ordinaire ce délai si court en laissant des outils dans les chantiers, comme une pelle ou un pic; mais souvent des chercheurs de mines ou de *placers*, flairant les occasions, viennent, sous le nom de *jumpers* (sauteurs), s'installer sur les travaux abandonnés.

C'est la simplicité de ces formalités qui a créé la grande exploitation californienne et amené le travail des *placers* et des mines à un degré de prospérité inconnu à la vieille Europe. En France et dans presque tous les pays de l'ancien continent qui ont adopté notre code des mines, il n'est pas rare de voir une demande en concession n'aboutir qu'après un délai de plusieurs années, quelquefois de huit ou dix ans. Dans l'intervalle, le demandeur dépense souvent beaucoup d'argent et perd un temps considérable en démarches sans nombre, depuis les visites aux ingénieurs des mines et au préfet de son département jusqu'à celles qu'il lui faut faire à Paris, s'il veut réussir, aux divers membres du conseil des mines, du conseil d'état, au ministre des travaux publics. Encore n'est-il pas sûr de l'emporter, et jusqu'au dernier jour, avec la publicité que donne le gouvernement à ces sortes d'affaires, avec la concurrence qu'il semble appeler à tout prix, un rival plus heureux que le premier demandeur, et qui souvent aura

attendu la dernière heure, peut obtenir la concession. De là le dégoût et l'inaction de beaucoup de nos industriels, le juste effroi qui s'empare d'eux à l'idée d'une demande en concession de mines. De là l'exploitation restreinte aux seules mines déjà concédées et le peu d'empressement que l'on témoigne en France pour les recherches sérieuses de mines. Aussi en bien des points, de l'aveu même des hommes les plus expérimentés, nos richesses minérales sont-elles à peine connues, et des mines qui ont été, il y a des siècles, attaquées avec beaucoup d'ardeur, restent complétement abandonnées. On voit aussi des concessionnaires ne point exploiter leurs mines pour une raison ou pour une autre, et l'état, fermant les yeux, ne peut les déposséder. Le public est ainsi privé d'une richesse qui lui appartient. De pareils faits ne sauraient se produire en Californie, sous l'empire des principes d'équité naturelle qui ont inspiré la loi des mines.

Veut-on continuer ce parallèle entre le régime industriel libre des états américains et notre régime coercitif ou tout au moins centralisateur : la Californie nous offrira d'autres contrastes. Le premier mineur venu a le droit d'établir une machine à vapeur, une roue hydraulique : ni demande ni autorisation préalables ne sont nécessaires, excepté dans les villes, où les conseils municipaux ont établi des règlemens contre les ateliers insalubres, dangereux ou incommodes; mais ces règlemens mêmes n'équivalent pas, comme dans certains cas en France, à une véritable prohibition, et grâce à la liberté avec laquelle les divers mécanismes, ces grands moteurs de l'industrie, peuvent être installés en Californie, il y a dans cet état autant de roues hydrauliques que dans bon nombre de nos départemens de France réunis, et, dans tous les cas, beaucoup plus de machines à vapeur dans les seuls moulins à quartz (pour l'amalgamation du minerai d'or), moulins à blé et scieries de bois, qu'il n'y en a dans plusieurs de nos départemens les plus industriels, si l'on en excepte deux, tout à fait privilégiés, le Nord et la Seine : encore le pouvoir en chevaux est-il supérieur en Californie (1). Les machines n'y sont pas visitées par les ingé-

(1) Une liste authentique dressée le 1er novembre 1858 indique qu'il y avait déjà à cette époque en Californie :

Moulins à quartz.....	272,	dont	153	mus par l'eau et	119	par la vapeur.
Moulins à blé.....	135,	—	73	—	62	—
Scieries de bois.....	388,	—	210	—	178	—
Nombre d'établissemens..	795,	dont	436	mus par l'eau et	359	par la vapeur.

Comme quelques-uns des établissemens mus par la vapeur emploient plus d'une machine, on admettra avec nous que c'est au moins 400 machines à vapeur qu'il faut compter. En estimant à 25 chevaux seulement la force moyenne par machine, c'est une force totale de 10,000 chevaux. En 1852, époque où s'arrêtent les renseignemens officiels que l'administration donnait au public sur la statistique de notre industrie minérale, cette même force n'était pour le département de la Seine que de 6,000 chevaux, et pour celui du Nord de 15,600; on dépasserait ce nombre, si l'on comptait en Californie la force en chevaux des machines fixes de toutes les fabriques, usines et manufactures.

nieurs du gouvernement, et elles sont cependant aussi bien installées, aussi bien tenues qu'en tout autre pays. Les cas d'explosion, quoi qu'on en ait dit, ne sont pas plus fréquens qu'ailleurs, et sont même peut-être plus rares à cause de l'habileté plus grande des chauffeurs et des mécaniciens. Les chaudières sont éprouvées aux États-Unis, comme en France, avant d'être mises en marche, et il serait bien difficile de citer un cas d'explosion dans les usines ou les mines de Californie. Pour les bouilleurs des bateaux à vapeur, s'il faut excepter les deux *steamers* de la navigation fluviale qui, en 1852, sautèrent, au moment de leur départ, dans la baie de San-Francisco, on peut répondre aussi que la Compagnie maritime, qui entretient toute une flotte de bateaux à vapeur sur le Pacifique, n'a eu, depuis 1849 jusqu'à ce jour, aucun accident à regretter, non-seulement par explosion, mais même par collisions ou rencontres. Quelques-uns de ses navires ont fait cependant plus de deux cents voyages.

Ce que l'on a dit des machines à vapeur s'applique aussi aux roues hydrauliques. Établies sur des rivières d'un débit souvent limité, elles fonctionnent de la façon la plus convenable, sans l'assistance d'aucun corps des ponts et chaussées. Enfin les canaux, qui occupent en Californie une étendue de plus de 12,000 kilomètres, des ponts, des aqueducs, tout un vaste ensemble de travaux publics, se sont établis sans le concours de ce qu'on appelle en France l'administration. Le travail libre et indépendant des seuls citoyens a tout créé, et certes le naissant état, avec un gouvernement centralisateur, n'aurait pas atteint un tel degré de prospérité.

Il en est de même pour l'exploitation des forêts. Les bois, dans toute la Californie, sauf les parties concédées ou vendues à des particuliers, appartiennent encore à l'état. Chacun a le droit de les exploiter librement. Il en résulte une activité surprenante, un mouvement inusité. Sur les plateaux boisés même les plus élevés, au milieu des cèdres, des mélèzes et des sapins, on trouve des scieries en marche dont les produits se répandent ensuite par tout le Pacifique comme bois de construction, de charpente et de mâture. Les sapins rouges de Californie jouissent surtout d'une réputation bien méritée, et on les expédie jusqu'en Australie, en Chine et dans les Indes. La consommation locale est du reste considérable. Sur les points les plus éloignés, le mineur californien est assuré de rencontrer des bois tout débités d'avance pour construire les appareils ou mécanismes nécessaires au travail du quartz. D'ailleurs tout individu en Californie peut établir ces différentes constructions où bon lui semble, et sans aucune autorisation préalable. C'est donc la grande liberté laissée à l'industrie privée qui a fait la Californie ce qu'elle est; mais en outre tout citoyen américain, tout étranger naturalisé, ou ayant seulement déclaré son intention de l'être, a droit à l'occupation d'un certain nombre d'acres de terres fixé par la loi. Aussi le défrichement du sol a-t-il pris presque partout un degré d'activité surprenant. Des comtés entiers ne vivent que des produits de la terre, produits

des plus remarquables grâce au climat, à la fécondité du sol, grâce aussi à l'intelligente énergie des colons. Le pays fournit déjà plus de blé et plus de vin qu'il n'en saurait consommer. On estime que la récolte en blé de la Californie a été en 1860 de 2,300,000 hectolitres, ou 360,000 hectolitres de plus qu'en 1859. Comme la consommation locale ne dépasse pas un million d'hectolitres, l'excédant de la récolte donne lieu à une immense exportation, qui est l'un des principaux élémens du commerce extérieur de San-Francisco. Ensuite viennent l'orge et l'avoine, l'orge surtout, dont la récolte pour la seule Californie en 1858 égalait déjà la production totale des États-Unis en 1850, soit 2 millions d'hectolitres. Les bois de construction, le mercure, la laine, le suif, les peaux et les cuirs, les pommes de terre, les oignons, le saumon salé, se présentent en troisième ligne avec d'autres articles secondaires. Au-dessus de tout est le précieux métal, l'or, dont l'exportation, à chaque départ du courrier maritime inter-océanique, qui a lieu trois fois par mois, atteint encore aujourd'hui l'énorme valeur de 5 ou 6 millions de francs.

Tant de richesses ont été pour ainsi dire l'objet d'une perpétuelle conquête. Sur les mines, par exemple, il y a eu dans les premiers jours des luttes sanglantes. Des partis ennemis se sont tour à tour disputé, les armes à la main, l'exploitation de certains *placers*. La propriété des terrains et des champs a dû être aussi défendue par les possesseurs légitimes contre les attaques brutales des *squatters* ou envahisseurs. Et cependant, si l'on jette aujourd'hui les yeux sur la Californie, dont les enfantemens ont été à la fois si tourmentés et si féconds, dont l'incendie a plusieurs fois dévoré entièrement les villes à mesure qu'elles se formaient, dont l'action des tribunaux réguliers a dû être un moment remplacée par la loi de Lynch et les comités de vigilance, on n'y trouve plus qu'une contrée paisible et prospère, partout peuplée, et d'où l'Indien sauvage a presque entièrement disparu. La Californie, avec ses émigrés de toute origine, animés de la fièvre de l'or, souvent de passions plus mauvaises, et séparés par une distance incommensurable de tout pays civilisé, est devenue en peu d'années, et malgré tant de conditions défavorables, une contrée tranquille, jouissant d'une constitution des plus démocratiques, qu'elle s'est elle-même donnée dès la première année de sa naissance. La liberté d'action presque illimitée dont on jouit dans le pays, mais surtout le travail, le travail largement rémunérateur, ont été pour les émigrés comme deux planches de salut où tous leurs fâcheux instincts sont venus échouer. Chacun s'est senti relevé à ses propres yeux en devenant citoyen d'une nouvelle patrie qui ouvrait si largement ses portes. Dans l'ordre social, un pareil phénomène ne sera pas un des faits les moins curieux de notre siècle, et le philosophe, dans la naissance et la formation de ce nouvel état, peut étudier comment grandissent les nations, et quels bienfaits la liberté amène avec elle.

On accuse volontiers les Américains de ne songer qu'à leurs intérêts ma-

tériels et de négliger toute culture intellectuelle et morale. Jamais reproche ne fut moins fondé, même pour la Californie. Partout, dans les comtés les plus éloignés, dans les centres les plus déserts et les moins populeux, existent des écoles publiques. Elles sont soutenues par les citoyens avec un soin qu'on peut traiter de paternel, et tous les enfans les fréquentent. A San-Francisco seulement, il existe plus de trente écoles publiques, indépendamment d'un grand nombre de pensionnats particuliers. On a déjà dit que sur une population juvénile comptant 7,767 individus de cinq à dix-huit ans, 6,201 fréquentaient les écoles. Sur les 1,566 qui manquent à l'appel, quelques-uns sans doute ont déjà achevé leur éducation, d'autres peut-être ne l'ont pas même commencée; mais ces derniers ne sont pas très certainement des enfans de parens américains, car tout le monde aux États-Unis sait lire, écrire et calculer. Cette éducation primaire se complète par la connaissance de l'histoire, de la géographie et des élémens des sciences. La religion est en général bannie de l'enseignement, et on laisse à la famille le soin de diriger l'enfant dans cette voie.

Les mesures les plus libérales ont été adoptées pour l'éducation de la jeunesse californienne. Les 500,000 acres (1) de terres publiques donnés en cadeau à chaque état, lors de son admission dans l'Union, pour l'aider dans les progrès intérieurs, ont été sagement destinés par la constitution californienne au soutien des écoles communales. Le congrès de Washington a de son côté donné à la Californie près de 50,000 acres de terres pour l'établissement et l'entretien d'une université de l'état. Enfin près de six millions d'acres, c'est-à-dire une étendue supérieure à celle de plusieurs de nos départemens réunis, ont été également concédés à l'état de Californie par le gouvernement fédéral pour le maintien des écoles publiques. La législature de l'état a décidé que la vente de ces terres ne pourrait être effectuée à moins de 2 dollars, ou un peu plus de 10 fr. par acre.

Le comté de Santa-Clara est surtout réputé en Californie pour ses établissemens d'instruction publique. Il renferme deux colléges régulièrement institués, reconnus par l'état, *incorporés*, pour employer l'expression anglaise en usage. Ces colléges confèrent les degrés et titres académiques, et jouissent des mêmes droits que les institutions analogues dans les états atlantiques. Le premier de ces établissemens est le *Collége de Santa-Clara*, établi dès 1851 par les pères jésuites et reconnu en 1854 par un acte de la législature. Un président, ayant dix-huit professeurs sous ses ordres, est à la tête de cette institution. La bibliothèque est l'une des plus riches de la Californie et renferme près de 6,000 volumes. Il y a aussi un laboratoire de chimie très bien monté. Le nombre d'étudians qui fréquentent l'établissement est de près de 200 chaque année. L'*Université du Pacifique*, établie à Santa-Clara comme le précédent collége, a été fondée aussi en 1851, et par l'église méthodiste

(1) L'acre est égale à 40 ares 47 centiares.

épiscopale; elle reçoit des élèves des deux sexes. On peut dire que la ville de Santa-Clara deviendra bientôt sur le Pacifique la rivale de Boston sur l'Atlantique, Boston nommée à si juste titre l'Athènes des États-Unis.

Des sociétés savantes s'occupant chacune d'une spécialité industrielle sont établies dans les principaux centres. Elles y tiennent des séances régulières et y ouvrent même des expositions. La principale de ces sociétés est la *Société d'agriculture de l'État*, reconnue et subventionnée par l'état lui-même. Autour d'elle gravitent des comices agricoles dans chaque comté. Les expositions ouvertes par ces comices, mais surtout la *foire* de la Société d'Agriculture, qui se tient chaque année à Sacramento, sont des plus remarquables. Toutes ces sociétés, établies pour la plupart dès la naissance de l'état californien, ont des cabinets, des musées, des bibliothèques. Le nombre des bibliothèques publiques est aussi fort élevé. On en compte plus de trente-deux dans l'état, et elles contiennent toutes ensemble près de 70,000 volumes. Les mieux pourvues sont la bibliothèque de l'état et la bibliothèque du commerce (*Mercantile Library*), à San-Francisco, possédant chacune près de 12,000 volumes, puis celles des *Old Fellows*, du collége de Santa-Clara, de Sacramento, qui contiennent chacune de 5 à 6,000 volumes.

La diffusion des lumières, le mouvement intellectuel s'opèrent surtout par les journaux. Il y avait en 1859, à San-Francisco seulement, trente-cinq journaux et écrits périodiques imprimés dans toutes les langues (1). Est-il besoin d'ajouter que, si la liberté de la presse et la liberté de la parole sont respectées aux États-Unis, la liberté de conscience a été également admise de la façon la plus large dans un pays qui n'a jamais compris qu'il y eût une religion d'état? De cette nouvelle liberté est résulté en Californie un mouvement religieux très prononcé, et non moins intéressant à étudier que le mouvement intellectuel. La liberté de conscience, accordée à tous indistinctement, a provoqué l'érection d'une foule d'églises de toutes les sectes connues. Les unitaires, les baptistes, les congrégationalistes, les épiscopaux, les méthodistes, les presbytériens, pour n'en pas citer d'autres, ont de nombreuses églises en Californie, et San-Francisco, pour son compte, en possède plus de quarante. Les luthériens allemands ont en outre leurs temples, les catholiques leurs chapelles et églises, les Juifs leurs synagogues, enfin les Chinois ont leurs pagodes. Ils y adorent à leur aise Bouddha et Confucius. Dans la pagode de San-Francisco, comme dans celles du Céleste-Empire, les monstres les plus hideux, les plus grotesques caricatures semblent s'être donné rendez-vous. Les mormons n'ont pas manqué à l'appel dans ce mélange bizarre de toutes les religions. Seulement, peu amis des Américains, c'est vers le comté de San-Bernardino, dans le sud, qu'ils sont

(1) Quinze quotidiens, seize hebdomadaires, trois mensuels, un trimestriel. Quelques journaux quotidiens publient en outre une édition hebdomadaire spéciale pour les mines, et des éditions bi-mensuelles pour le départ des *steamers*. Le nombre de tous les journaux de l'état dépasse le chiffre de cent.

allés s'établir de préférence. Les *saints du dernier jour* n'ont nulle autre part un temple de leur culte en Californie. Les catholiques romains comptent près de soixante-dix églises en Californie, et un nombre égal de desservans. La population catholique de l'état est estimée à plus de 100,000 habitans, et la valeur des propriétés que possèdent les églises catholiques à plus de 5 millions de francs. Dans ce chiffre n'est pas comprise la valeur attribuée aux *missions* des anciens religieux espagnols. On compte aussi en Californie près de vingt-cinq séminaires catholiques. Un évêque, nommé par le pape, réside à San-Francisco.

Les Américains, déistes en général, s'inquiètent peu du culte qu'on professe; mais il faut en professer un, il faut surtout en observer les pratiques extérieures, et on les voit ainsi, à défaut d'un ministre protestant, entendre sans façon le sermon d'un prêtre catholique. Ils se montrent sur l'observation du dimanche d'une sévérité toute puritaine. A San-Francisco surtout, la *loi du sabbat* est presque aussi rigide que dans les États-Unis de l'Atlantique ou en Angleterre. Il a bien fallu se relâcher quelque peu de la sévérité des premières mesures devant une population récalcitrante, par cela même qu'elle était très mêlée et de religions très diverses. Cependant la plupart des boutiques doivent encore être fermées le dimanche après dix heures du matin sous peine d'une forte amende. Les théâtres, les amusemens bruyans, sont aussi défendus ce jour-là, et le théâtre français est le seul qui ait pu obtenir, à force de sollicitations, d'enfreindre l'ordonnance. Le dimanche est donc loin d'être un jour de gaieté et de récréations à San-Francisco. Les promenades et les rues sont désertes; on ne rencontre dans les hôtels que des voyageurs désœuvrés qui bâillent; on ne voit dans les maisons, à travers les fenêtres entr'ouvertes, que des visages ennuyés. Il serait temps que le protestantisme anglo-américain comprît l'excessive sévérité de cette loi du dimanche, qui n'est plus en rapport avec nos mœurs. Ne pourrait-on ce jour-là ouvrir pour la foule oisive les musées, les théâtres, les promenades, tous les lieux publics en un mot, et non point seulement les églises avec les tabagies et les tavernes, quand le service divin est fini?

Si la liberté d'enfreindre l'observation du dimanche n'existe pas en Californie, la liberté d'association y est complète. Tous les citoyens peuvent se réunir pour un but quelconque. L'état n'a rien à y voir, pourvu que la paix publique ne soit pas troublée. Aussi des sociétés diverses existent-elles en très grand nombre. En premier lieu se présentent les sociétés maçonniques, et à leur tête la *grande loge* de Californie, dont les membres dépassent aujourd'hui le nombre de six mille. Plus de cent cinquante loges sont établies sous la juridiction de la loge principale dans les différentes villes du pays. Ensuite vient l'ordre indépendant des *Old Fellows,* organisé dès 1849. La société des *Old Fellows,* qui font remonter la date de leur première organisation au règne de Néron, où cet ordre aurait pris naissance dans les légions romaines, est répandue dans tous les États-Unis, et y compte 220,000 mem-

bres. Ses entrées annuelles sont de plus de 6 millions de francs, dont la moitié est distribuée en secours. Cette société est également très puissante en Angleterre. A côté des *Old Fellows*, il faut citer les *Fils de la Tempérance*, qui ont de nombreux représentans en Californie. On sait qu'ils s'engagent à observer à l'égard des boissons alcooliques une abstention complète. Ils sont aussi quelque peu légumistes. Ils se sont établis en Californie dès 1850; leur siége général est à Sacramento. Ils ont dans le pays environ dix succursales, et même quelques hôtels, où les membres vont mettre en pratique les règles sévères de l'ordre. Une autre société formée pour combattre l'ivrognerie est celle des *Dashaways*. Cette société est très populaire en Californie et compte au moins 4,000 membres. Cela n'empêche pas San-Francisco de posséder huit cents débits de liqueurs, qui font tous les meilleures affaires et ne désemplissent pas depuis le matin jusqu'au soir.

Une société qui mérite encore qu'on la mentionne pour son caractère particulier est celle des *pionniers de Californie*, organisée en 1850. L'objet de cette société, d'après les termes mêmes de l'acte de fondation, est de recueillir et de conserver tous les documens qui concernent l'ancienne colonisation et la conquête du pays. La société se propose en outre de perpétuer la mémoire de ceux que leur sang-froid, leur énergie et leur esprit d'entreprise ont poussés les premiers dans une contrée naguère sauvage pour y fonder un nouvel état. Elle se compose de deux classes : la première comprend tous ceux qui résidaient dans le pays avant le 1er janvier 1849, et leurs descendans mâles sont de droit membres de la société. La deuxième classe comprend tous les pionniers qui, avant le 1er janvier 1850, sont venus s'établir en Californie. Leurs descendans mâles jouissent des mêmes droits que les précédens. Enfin des membres honoraires peuvent être admis au nombre des *pionniers californiens*. On les recrute parmi ceux qui ont rendu quelque important service à la société, à l'état de Californie ou aux États-Unis. Le nombre de ces membres honoraires ne dépasse point encore le chiffre 10. On voit que le titre de pionnier californien constitue une véritable noblesse. Le nombre des membres eux-mêmes de première et de seconde classe n'atteint pas 1,000. Le capitaine Sutter et le colonel Frémont sont au nombre des pionniers, et c'est justice.

Toutes ces diverses sociétés, ainsi que des clubs bien organisés, ont rendu les plus grands services à la colonie américaine. Il n'y a point d'Américain malheureux en Californie; si quelque mendiant honteux vous arrête à San-Francisco, au coin d'une rue, osant à peine vous tendre la main, c'est à coup sûr un étranger. Pour prévenir la misère de nos compatriotes dans un pays où des infortunes de tout genre sont venues si souvent mettre à une cruelle épreuve leur imprévoyance et leur manque de courage moral, les citoyens français de San-Francisco ont fondé deux sociétés d'assistance, l'une dite *Société de bienfaisance mutuelle*, l'autre *Société de secours*. Il existe encore à San-Francisco des sociétés de bienfaisance allemandes, irlan-

daises, suisses, espagnoles et italiennes. Enfin les sourds-muets et les marins du commerce (les marins de la flotte fédérale ont leur hôpital) possèdent aussi leurs propres sociétés de bienfaisance. Seuls, les Américains n'ont encore institué aucune société de ce genre. Il est vrai de dire que l'état dépense une somme de près d'un million de francs chaque année soit pour le service de ses hôpitaux, soit pour le secours des pauvres et des nécessiteux. Les dames de San-Francisco, constituées en *association de dames patronesses,* secourent aussi, sans distinction de religion ni de nationalité, toutes les familles malheureuses. Les dames de Stockton, de Sacramento et de Marysville ne sont point restées en arrière. Si les Américains n'ont pas été obligés, comme les étrangers, de recourir en Californie à des institutions de prévoyance, c'est qu'ils se sont trouvés suffisamment protégés par leurs sociétés maçonniques et de tempérance, plus encore par cette énergie, par ce courage indomptable qui fait le fonds de leur caractère. Les chances de réussite dans le nouvel état sont du reste loin d'être aussi favorables aux étrangers qu'aux Américains, et ceux-là peuvent souvent, par un concours de circonstances fatales, tomber dans la plus grande misère. Il était donc tout naturel de songer à leur venir en aide, et sous ce rapport la colonie française de Californie s'est toujours fait remarquer au premier rang.

Telle est dans ses traits principaux la situation présente de la Californie. Quant à son avenir, on est en droit d'affirmer qu'il sera de plus en plus prospère. Si l'immigration californienne touche aujourd'hui à peu près à sa fin pour l'Europe, elle se poursuit toujours pour les États-Unis, et d'une façon très notable. On peut estimer à quinze mille individus environ le nombre des Américains qui s'établissent chaque année dans la Californie, et ce chiffre marquait en 1859 la différence entre l'immigration et l'émigration. La Californie joue pour les *Yankees* le rôle d'une véritable terre promise. Où retrouver ce climat exceptionnel, ces mines inépuisables, ces terres fécondes et plantureuses? Des salaires encore privilégiés et même une fortune rapide y attendent l'immigrant sérieux. De faciles relations commerciales y sont ouvertes avec le monde entier, et si d'une part la Californie donne la main à l'Australie, aux Indes anglaises et néerlandaises, à la Chine, au Japon, à tout l'archipel océanien, à toutes les colonies espagnoles du Pacifique, de l'autre elle est en communication journalière avec tous les états de l'Atlantique, du nouveau comme de l'ancien continent. Quelle situation géographique plus heureuse fut accordée à un état naissant? quelle colonie rivale pourrait-on opposer à la jeune reine du Pacifique? Et lorsque les progrès industriels que nous avons signalés dans le cours de cette étude seront en tout point accomplis, quand des lignes télégraphiques et ferrées relieront les deux Océans, y aura-t-il une contrée sur le globe appelée à un plus brillant avenir que l'état de Californie, cet état qui n'était hier encore qu'un pays d'aventuriers, peuplé de l'écume des autres nations?

C'est son inébranlable attachement au gouvernement fédéral de Washing-

ton qui a valu en partie à cet état de l'Union américaine ses merveilleux développemens. La Californie a su comprendre sa situation. La constitution si libérale qu'elle s'est donnée dès les premiers jours a franchement repoussé l'esclavage, et tout récemment encore la Californie apportait la majorité de ses votes au candidat républicain et abolitioniste Lincoln. Dans la période malheureuse que l'Union traverse à cette heure, au milieu des déchiremens qui semblent devoir séparer les états du nord des états du sud, la Californie reste fidèle à la bannière fédérale. Elle se montre également sourde aux avances des états à esclaves, qui espèrent vainement l'entraîner dans leur scission, et aux suggestions de quelques esprits rêveurs qui font rayonner à ses yeux le mirage trompeur d'une confédération du Pacifique, dont elle serait l'auguste souveraine. Le bon sens et l'esprit pratique des Californiens ont eu raison de tous ces rêves. Par quelle voie la Californie, séparée de l'Union, dirigerait-elle ses correspondances? Qui subventionnerait sa grande ligne de *steamers*, sa malle *overland*, son service miraculeux du *poney?* Qui paierait les frais et les études du chemin de fer inter-océanique? qui en dirigerait et en surveillerait le tracé? A qui la Californie demanderait-elle une armée disciplinée pour la défendre, des fortifications pour garder ses côtes, des phares pour les éclairer? Un état isolé pourrait-il supporter tant de dépenses réunies, et sa position même ne le mettrait-elle pas en lutte ouverte avec les états limitrophes?

Ce n'est pas d'ailleurs lorsque l'Union a retrouvé sur le Pacifique la même étendue de rivages qu'elle occupait sur l'Atlantique, qu'elle peut sérieusement songer à se dissoudre. Dût la Californie se porter elle-même comme médiatrice, il faut que l'œuvre de colonisation se continue dans l'Amérique du Nord. Voyez les résultats obtenus en si peu de temps : le mystérieux *far west* a disparu devant les *Yankees*, ils l'ont reporté jusqu'aux limites de l'Océan; le *go ahead* américain a retenti de l'Atlantique au Pacifique, la civilisation a traversé le désert, et le moment n'est pas éloigné où les plaines sauvages de l'Amérique du Nord, que tant de romanciers ont décrites, n'existeront plus que dans leurs livres. Voyez la grande route inter-océanique qui s'anime et devient de jour en jour plus facile et plus rapide : c'est la route la plus directe de Paris à Canton. La Chine, ce berceau du globe vers lequel le monde européen semble tendre depuis les premiers jours de l'histoire, la Chine s'ouvre à son tour. Devant tant d'élémens si favorablement combinés, qui douterait de la brillante destinée qui attend San-Francisco, et ne peut-on dès ce jour, soulevant le voile, assurer à la *reine du Pacifique* le titre de *reine du monde commercial?*

L. SIMONIN.

EXPÉDITION
DES DEUX-SICILES

SOUVENIRS ET IMPRESSIONS PERSONNELLES.

II.
LES CALABRES.

I.

Dans la matinée du 24 août 1860, je reçus l'avis d'avoir à me tenir prêt à passer en Calabre; j'avoue que ce me fut un vif plaisir et un soulagement réel, car on commençait à trop s'ennuyer à Messine (1). J'eus bientôt terminé mes préparatifs : nous envoyâmes nos ordonnances et nos chevaux au Phare, où ils devaient s'embarquer sur les pontons; puis, ayant fait dans la ville les rares visites que j'avais à faire, j'attendis.

La division du général Türr avait déjà franchi le détroit (2), à l'exception de la brigade Eber, qui, avec l'état-major, attendait au Phare des bateaux à vapeur pour être transportée en terre ferme. Deux d'entre nous devaient seuls partir avec le général Türr, dont la santé débile, si gravement éprouvée par les premières fatigues de la campagne, était pour ses amis un sujet d'incessantes inquiétudes. Depuis trois jours, il n'avait pu quitter son lit; accablé par une fièvre

(1) Voyez la livraison du 15 mars.

(2) Les brigades Bixio et Eberhard, qui s'étaient distinguées à la prise de Reggio, faisaient partie de la division Türr.

ardente, affaibli par des crachemens de sang que rien ne pouvait diminuer, il soulevait son pauvre corps malade, donnait des ordres, veillait à l'organisation de tous les services, dictait des lettres, retombait épuisé pour se relever aussitôt, et quand nous lui disions, avec une insistance qu'autorisait l'amitié : « Mais, général, attendez un peu pour partir, » il nous répondait : « Nous nous embarquons aujourd'hui à quatre heures. » Jamais énergie mieux forgée n'anima un corps aussi frêle, et j'ai pu me convaincre, en vivant près de lui, qu'aucune souffrance n'est capable de l'arrêter. Le sentiment du devoir, élevé à sa plus haute puissance, lui permet de vaincre une affection renaissante et terrible; il lui apprend à porter ses souffrances avec la sérénité que d'autres mettraient à porter leur joie, à risquer impitoyablement sa vie chaque jour dans les secrets combats de lui-même contre son propre mal. Ceux qui l'aperçoivent s'étonnent de sa délicatesse, que démentent tant d'actions vigoureuses; ceux qui vivent près de lui l'aiment et l'admirent, car il est rare de rencontrer une telle douceur unie à un si grand courage. Cette taille haute et svelte, ce jeune visage pâli par la souffrance, d'une élégance chevaleresque, où brillent des yeux profonds, humides et rêveurs, inspirent une sympathie à laquelle on s'abandonne invinciblement. Ainsi que le cheval arabe, dont il a la grâce et l'ardeur, il semble né pour entendre « frapper la poudre. » Sa bonté, son courage, ses actions d'éclat l'ont rendu extrêmement populaire, les soldats l'idolâtrent, et quand il passe, ils le suivent encore des yeux que déjà on ne le voit plus. Malgré sa jeunesse (1), il a conquis, à force de valeur et de sacrifices, une position enviable; les armées de l'indépendance des peuples savent qu'elles ont en lui un général qui a fait ses preuves et sur lequel on peut compter; la Hongrie lui doit une reconnaissance sans bornes, car il a élevé haut en Europe le renom des hommes de sa race : plus que tout autre, il a cimenté l'alliance italienne et hongroise; par lui, les deux nations ont communié dans le sang versé pour la même cause. Demandez aux Italiens ce que c'est que la Hongrie, ils répondront : C'est Türr; — demandez aux Hongrois ce que c'est que l'Italie, ils répondront : C'est Garibaldi. Ces deux noms paraissent désormais inséparablement liés.

Depuis 1848, le général Türr n'a combattu que pour la liberté des nations. Lors de la guerre de Crimée, il avait été chargé de je ne sais quelle mission sur les bords du Danube pour le compte de l'Angleterre, au service de laquelle il était entré en qualité de co-

(1) Türr Istevan (Étienne) est né le 10 août 1824, à Baja, dans le comitat de Bács-Bodrog.

lonel. On se souvient encore que l'Autriche le fit saisir et emprisonner, le réclamant comme un ancien officier déserteur de ses armées impériales. En de telles questions, l'Angleterre n'entend point raillerie, et sur ses observations, qui furent vives, pour ne pas dire plus, le colonel Türr fut relâché. Un esprit aussi pénétrant que le sien, toujours tendu vers les moyens de délivrer sa patrie, ne pouvait se méprendre aux signes qui annoncèrent la guerre de 1859. Türr accourut en Italie, et fit avec Garibaldi cette étrange campagne dont Como et Varese furent les victoires. Dans un combat près de Brescia, il tomba frappé d'une balle autrichienne. Une blessure au bras gauche, dont l'humérus était fracassé en trois morceaux, le retint des semaines et des mois immobile sur un lit d'où il ne devait se relever qu'estropié. Aujourd'hui ce bras inerte et sans force pend le long de son corps, et c'est à peine si sa main affaiblie peut lui rendre quelques services.

Était-il rétabli quand l'expédition de Sicile fut décidée? Tout au plus. Il ne s'embarqua pas moins le 6 mai, emmenant avec lui son ami Tückóry, qui le premier devait baigner de son sang la terre enfin libérée et offrir sa vie en holocauste aux dieux jaloux des peuples qui cherchent leur indépendance. A Marsala, Türr débarqua le premier; il était à Calatafimi, il était à Palerme, où il fut blessé; toujours près de Garibaldi, veillant avec lui quand les autres dormaient, étudiant les positions, cherchant les routes, préparant les combats prochains, il donnait à tous un exemple que tous suivaient. Après la capitulation de Palerme, prenant sa route par l'intérieur du pays, il partit pour Catane; mais sa santé ne put lutter contre le climat brûlant et réellement meurtrier de la Sicile pendant le mois de juin : malgré ses efforts et son énergie habituelle, il tomba sérieusement malade. Garibaldi s'en inquiéta : il comprit que ce jeune homme, qui donnait sa vie avec tant d'abnégation, aurait plus tard d'impérieux devoirs à remplir envers la Hongrie, et il l'envoya sur le continent prendre un mois de repos. Le général Türr se rendit aux eaux d'Aix en Savoie afin de retrouver assez de forces pour achever la campagne, et, s'embarquant à Gênes, comme je l'ai dit, dans les premiers jours du mois d'août 1860, il vint reprendre le commandement de ses troupes, qui l'acclamèrent en le revoyant. A Messine, de nouvelles fatigues l'attendaient, que l'activité forcée de sa vie ne lui permettait point de réparer. Depuis le départ de Garibaldi, toutes les charges écrasantes du commandement en chef à l'heure d'un débarquement étaient retombées sur lui, et il succombait littéralement sous le poids des lassitudes qui avaient ravivé son mal, lorsque, pour lui aussi, arriva le moment de partir.

Rien ne l'arrêta cependant, et à quatre heures et demie nous al-

lâmes en voiture jusqu'au port, où nous attendait une *lancia*. Au fond de l'embarcation, sur un matelas, le général s'étendit, grelottant la fièvre et de sa main débile cachant ses yeux, que la lumière offusquait. Nous prîmes place sur les bancs à l'abri d'un tendelet, nos dix rameurs saisirent les avirons, quelques gens debout sur les quais nous crièrent adieu, et nous partîmes. Nous longions la côte de près pour éviter les courans, qui sont rapides, et le vent, qui fraîchissait; nous allions ainsi vers le Phare, où nous devions nous arrêter pendant quelques minutes pour que le général pût donner et renouveler des ordres. Le soleil était déjà couché et le crépuscule tombé lorsque nous y arrivâmes; la nuit venait, on allumait des feux sur le rivage, plein de tumulte et de rumeurs; les barques pressées se heurtaient, poussées par le courant. Trois *steamers* laissaient échapper leur vapeur avec ces sifflemens aigus qu'on prendrait pour les cris d'un aigle gigantesque; les officiers couraient après leurs soldats, qui étaient partis à la recherche de quelque cantine où l'on pût boire un verre de *sambucco*. Les chevaux qu'on traînait sur le sable humide, vers les pontons atterris, hennissaient, se cabraient, se mordaient entre eux et parfois s'échappaient avec quelques belles ruades. Des tambours battaient le rappel, les trompettes sonnaient l'*assemblée*, les capitaines s'égosillaient à appeler leurs hommes, les lieutenans en faisaient autant, et les fourriers, et les sergens, et les caporaux aussi; ceux qui ne parlaient pas criaient, ceux qui ne criaient pas chantaient, et tout le monde jurait. Dès que nous eûmes terminé ce que nous avions à faire, nous nous éloignâmes vite de cette Babel, et, coupant à travers le détroit, nous nous dirigeâmes vers la Calabre. Nos rameurs étaient fatigués, le vent soufflait contre nous, et ils maniaient sans énergie leurs pesans avirons. Parfois le général leur jetait un encouragement : « Allons, voguons, mes enfans! » Les matelots le répétaient, s'excitaient par une ou deux paroles, donnaient quelques vigoureux coups de rame et retombaient dans leur mollesse. Nous étions immobiles et silencieux, enveloppés de nos manteaux, appuyés contre les plats-bords et lassés de la lenteur de nos mariniers, car celui que nous accompagnions souffrait, et nous sentions qu'il aspirait vers un lit avec l'impatience nerveuse de ceux que le mal travaille. Tout à coup l'un de nous, se retournant, s'écria : « Tiens! voilà une frégate napolitaine qui nous donne la chasse! » La plaisanterie eut un succès prodigieux : les marins se penchèrent sur leurs rames, et avec des *han!* profonds les poussèrent dans les flots; debout, courbés en avant, n'osant pas tourner la tête, ils imprimaient à la barque une vitesse sans égale. Jamais marsouin poursuivi par un squale ne fit de bonds pareils à ceux de notre *lancia*; elle sautait sur la mer, faisant jaillir autour d'elle des

gerbes étincelantes. Un matelot demanda : « Voyez-vous encore la frégate? » On lui répondit : « Elle gagne sur nous, ramez vite. » Nous approchions du rivage, et avec une telle impulsion que la barque s'élança sur le sable, l'avant tout entier hors de l'eau. « Mais où est donc la frégate? — Bath! elle aura eu peur de vous, mes braves, et elle aura pris le large. » Les mariniers comprirent et n'en furent pas plus satisfaits, mais nous étions arrivés.

Trente maisons, une petite église, quelques jardins en amphithéâtre soutenus par des murs en pierres sèches, c'est Canitello, bourgade située entre Punta del Pezzo et Scylla. Des officiers nous attendaient, et sous leur conduite nous nous rendîmes au presbytère, qui avait été préparé pour le général Türr et son état-major. L'épouvante était dans la maison; on eût dit l'arrivée du diable. Le curé et son frère, qui était syndic (1), tremblaient, balbutiaient, s'inclinaient, et nous appelaient tous, depuis Türr jusqu'au dernier palefrenier, « son excellence monseigneur le général en chef! » Les pauvres gens faisaient pitié à voir : blêmis par la peur, ils nous précédaient, montrant des vêtemens sordides, troués aux genoux et aux coudes, retrouvés dans de vieilles défroques jetées au rebut et endossés pour la circonstance afin de nous bien prouver que leurs propriétaires étaient pauvres, et qu'en essayant de les dépouiller, nous ferions une mauvaise affaire. On nous prenait pour des bandits de la pire espèce. Le curé, horrible petit vieillard anguleux et ridé, grimaçait avec contrainte des sourires qui décomposaient son visage, où deux yeux roux troués à la vrille vacillaient d'émotion. Il avait une voix criarde que la terreur rendait plus aiguë encore; un de nos jeunes officiers, l'entendant parler, s'écria : « C'est plus qu'une voix de tête, c'est une voix de chapeau! » Tous nous nous mîmes à rire; le curé rit aussi, mais cet effort dépassait son courage : il tomba assis et essuya son front mouillé de sueur. Son frère le syndic, gros et solide gaillard, levait les épaules, joignait les mains, et à tout ce que nous lui demandions répétait : « Que sa seigneurie nous excuse! nous ne sommes que de pauvres gens. » Le cœur nous manquait à ce spectacle. Sous quelle oppression terrible ces gens ont-ils donc vécu pour être ainsi? Les domestiques collés aux murailles écarquillaient les yeux et nous regardaient aller et venir; quand on frappait à la porte, ils n'osaient pas descendre pour ouvrir, et nous étions obligés de les accompagner afin de les rassurer. Pendant ce temps, dans les autres maisons du village on chantait à tue-tête ou l'on criait *vive Garibaldi!*

Les pontons avaient amené nos chevaux, les bateaux à vapeur

(1) Les fonctions de *sindaco* (syndic) correspondent à celles de nos maires.

partis du Phare débarquaient sans cesse de nouvelles troupes, tous les officiers de l'état-major arrivaient. A chaque nouvelle figure qui entrait dans la maison, nos hôtes étaient repris de frayeur, et la voix du curé montait encore de trois ou quatre tons. Vers onze heures du soir, on nous proposa de souper; nous acceptâmes, et bientôt nous entendîmes le râle sanglant d'un malheureux coq qu'on égorgeait à notre intention. Une heure après, nous étions servis, et nous prenions place devant des assiettes en terre de pipe, écornées pour la plupart, près desquelles étaient rangés des couverts en fer battu. Le curé et le syndic, parlant à la fois, nous expliquèrent qu'ils avaient envoyé leur argenterie à Naples pour la faire arranger à la mode nouvelle. Par un hasard qu'ils regrettaient, ils n'avaient à leur disposition que des couverts indignes de nos seigneuries, mais dont cependant nos excellences seraient assez bonnes pour se contenter. Nous ne répondions rien, car le métal des couverts nous importait peu; mais un de nous, tirant de dessous sa casaque rouge une ceinture qui contenait environ 6,000 fr. en or, la remit au curé en lui disant : « Cette ceinture me gêne, veuillez me la garder jusqu'à demain matin. » Le curé devint écarlate et s'assit consterné, comprenant vaguement qu'on lui donnait une leçon, et ne sachant plus quelle contenance se faire.

Alors le colonel Spangaro, — un des cœurs les plus généreux que je connaisse, — appropriant son langage à ces tristes intelligences, raconta ce que nous voulions faire, et en vertu de quel droit nous agissions. Passant bien vite à un argument *ad hominem* très frappant pour un prêtre calabrais, Spangaro lui nomma et pour ainsi dire lui *expliqua* tous les officiers qui dînaient; le hasard avait voulu que ceux qui étaient réunis là, sous l'uniforme rouge, eussent quitté des positions indépendantes ou agréables pour venir servir, avec un désintéressement profond, la cause de la liberté. En entendant des titres auxquels il ne s'attendait guère, le pauvre curé ouvrait de grands yeux, et comprenait de moins en moins. « Mais alors, dit-il, ce général qui dort maintenant et que vous entourez de tant de respect doit être au moins quelque fils de roi? — Non, lui répondit-on; il est très intelligent et très brave, c'est à cause de cela qu'il est notre chef. » Le curé prit un air fin et secoua la tête pour nous bien prouver qu'il n'était point dupe de notre mensonge, mais qu'il respecterait l'anonyme dont le général Türr paraissait vouloir s'entourer. « Avez-vous une école ici? » lui demandai-je. Il leva les bras au ciel avec effroi et me répondit : « Ah! Dieu merci, non! » Dans presque tous les villages du royaume de Naples que j'ai traversés, j'ai fait la même question, et j'ai obtenu la même réponse. Souvent et avec tristesse je me suis répété la phrase d'un

voyageur français, Richard de Saint-Non (1) : « Il semble que par une fatalité attachée à cette contrée, elle ait dû constamment être tenue sous l'empire et le voile de la barbarie. »

Le curé nous trouvait de bonne composition, et s'était graduellement rassuré : nous en eûmes bientôt la preuve, car, lorsqu'on nous servit le café, une petite cuillère d'argent brillait dans chaque soucoupe. On en fit la remarque en riant, et aussitôt le syndic se remit à braire et à s'écrier : « Que vos seigneuries nous excusent! nous ne sommes que de pauvres gens. » Avant d'aller nous jeter sur les matelas qu'on avait répandus çà et là dans les chambres à notre intention, nous restâmes à causer dans une longue salle d'où nous pouvions suivre du regard les débarquemens d'hommes et de chevaux qui continuaient incessamment au milieu des cris de toute sorte, pendant qu'une brigade couchée sur le sable tachait de larges ombres noires la grève éclairée par la lune. Tout à coup le curé entra avec un air de mystère, fermant soigneusement la porte derrière lui et cachant une lettre dans sa main. A travers mille circonlocutions fort embarrassées, il nous dit qu'il voyait avec peine tant d'illustres seigneuries marcher vers une mort certaine, et qu'il croyait faire son devoir de chrétien en nous communiquant un avis de haute importance qu'il avait reçu récemment. Il nous remit alors la lettre qu'il tenait; c'était une espèce de circulaire demi-officielle qui avait été sans doute expédiée à tous les prêtres des provinces napolitaines, et par laquelle on les prévenait que, malgré les événemens douloureux qui se produisaient, ils ne devaient pas cesser de prier pour le salut du roi, car saint Janvier lui-même avait daigné apparaître à François II, et lui promettre qu'avant la fin du mois l'armée des suppôts de Satan serait anéantie par la toute-puissance de Dieu. Nous promîmes au curé de ne jamais trahir le secret de sa communication, nous le remerciâmes, et nous allâmes nous coucher.

Le lendemain, au point du jour, j'entrai chez le général Türr pour savoir comment il avait passé la nuit; il était debout et s'équipait. Comme les moyens de transport nous manquaient encore, et que le pays n'offrait aucune ressource, les ordonnances prirent une barque, y chargèrent notre bagage, et partirent en avant pour aller nous attendre ou nous rejoindre à Palmi. Les soldats, suivant la route qui longe la côte, devaient faire étape jusqu'à Bagnara, et nous, montant à cheval, nous allions les précéder. Tout était confusion dans le village; les paysans couraient après leurs poules et les vendaient au plus offrant; de belles filles, passant leurs têtes à la fenêtre à tra-

(1) Richard de Saint-Non, *Voyage pittoresque à Naples et en Sicile*, t. III, p. 162.

vers les pampres, souriaient à nos soldats, qui leur envoyaient des baisers; la cloche de l'église sonna pour appeler à la première messe, et je vis notre affreux petit curé, vêtu d'habits sacerdotaux, traverser la foule, qui s'écarta respectueusement devant lui.

A sept heures, le général Türr était en selle, suivi de quelques hommes de l'escadron des guides. L'azur infini du ciel s'étendait sans nuages au-dessus de nos têtes; les larges figuiers verdoyans jetaient leur ombre autour d'eux, et la brise de la mer tempérait les ardeurs du soleil. Notre chemin, raviné par des torrens, côtoyait la montagne et parfois descendait sur la grève; la route était déserte: seuls, nous y soulevions la poussière. Avec son indomptable énergie, le général Türr avait forcé son mal au silence, et marchait en hâte là où le devoir l'appelait. Nous étions sortis enfin de la pesante inaction de Messine; aspirant à toute poitrine les effluves salées qui passaient sur nous, riant, causant, nous étions dans un de ces rares momens où, l'acte et le milieu concordant juste avec la pensée, on se sent heureux de vivre.

Nous passâmes près du fortin de Torre-Cavallo, dont les portes ouvertes semblaient nous convier à entrer. Apre, dure, appuyée à des collines de roche feuilletée, la route monte et descend. Quelques soldats venus de Reggio, arrêtés par la fatigue au milieu de leur étape, dormaient couchés sur la bordure d'ombre que la montagne projette à ses pieds. Nous arrivâmes bientôt à une petite ville agitée et remuante bâtie dans un entonnoir dont elle occupe le fond et les contours; sur un piton isolé, relié à la terre ferme par une sorte de grand viaduc, au-dessus d'une anse sablée d'un beau gravier blond, en face de la mer qu'elle surveille et menace, s'élève une forteresse formidable, qui est Scylla. Les gens du pays, nos soldats, les femmes, les enfans, y entrent par le pont-levis abaissé; on s'y promène, on touche les canons, on ouvre les casemates, on fouille les magasins, et l'on y compte avec joie les piles de jambons que les royaux ont abandonnées. La ville est en fête et danse de joie. Quelques grandes filles cependant, sérieuses et sombres, regardent du côté de la citadelle; les beaux grenadiers de François II ont peut-être emporté bien des jeunes cœurs dans leur fuite. Les voyageurs ont ainsi la rage de tout expliquer, et mal m'en prit d'avoir fait comme eux. « Eh! la belle, dis-je à l'une de ces femmes dont l'œil presque menaçant indiquait la tristesse irritée, si ton amoureux est parti, sac au dos, pour retourner à Naples, console-toi, tu es faite pour en trouver d'autres; les garibaldiens vont venir en garnison ici, et les chemises rouges valent bien les vestes bleues! — Vous parlez comme une girouette, me répondit-elle; mon amoureux est un bon marinier qui travaille dur et qui passe ses nuits à la mer; ce n'était pas un de ces soldats

fainéans rongé par les poux de sa caserne. Je suis en colère parce qu'on a laissé partir ces gens-là impunément : on aurait dû les saigner au cou, tous, comme des cochons gras! » Assez découragé, je me tournai vers une autre en lui disant : « Et toi, pourquoi as-tu l'air si farouche? » Elle s'écria avec violence : « Parce qu'il y avait là un gueux de capitaine qui s'est sauvé sans me payer la façon de trois gilets que j'ai faits pour lui. Par le grand chien de la Madone! si jamais je le retrouve, je lui crève les yeux avec mes ciseaux. »

Incidit in Scyllam qui vult vitare Charybdim.

A Scylla et en pareille circonstance, la citation est de rigueur. J'allai rejoindre mes compagnons qui se reposaient dans un café et déjeunaient de bon appétit avec un morceau de pain de munition et de l'eau à la neige. Toute petite qu'elle est, la ville est riche : elle fait, dit-on, un fructueux commerce de soie et vend cher ses vins, qui sont recherchés parmi ceux de la Calabre; mais il faut un autre palais que le mien pour apprécier de gros vins violets, capiteux, à la fois âpres et sucrés, que je ne pouvais boire sans grimacer. Aussi pendant toute notre pénible marche jusqu'à Naples j'avais vite repris mes habitudes d'Orient; dans un verre d'eau fraîche, je mettais la moitié d'une tasse de café noir, et je ne saurais trop recommander cette admirable boisson à ceux qui, en voyage, ont à lutter contre la chaleur, la fatigue et la soif.

Nous reprenons notre route, qui suit en corniche les bords de la mer. La végétation est splendide. La côte, coupée de ravins qui doivent être terribles en hiver, et qui maintenant ne sont que des ruisseaux, descend jusqu'au chemin sous une forêt d'orangers, de citronniers, d'azeroliers, de figuiers; l'eau coule à leurs racines, le soleil dore leurs sommets, une herbe drue et forte les entoure. La nature nous monte à la tête et nous grise un peu; l'un de nous cite le Tasse et parle des jardins d'Armide. Des hommes de Scylla marchent devant nous et se hâtent pour rejoindre Garibaldi, qu'on dit à Bagnara. Ils sont vigoureux, bruns de face et larges des épaules; chaussés d'espadrilles, coiffés d'un haut bonnet de laine bleue à la marinière, les cuisses serrées dans une culotte presque collante retenue par une large ceinture où brille le manche d'un couteau, ils vont d'un pas régulier et ferme, portant sur l'épaule un long fusil qui, sauf la crosse, pareille aux vieilles crosses françaises, ressemble aux fusils albanais. Ils nous saluent d'un beau regard clair quand nous passons près d'eux, et crient : *Viva la Talia una!* « Où vas-tu? demandai-je à l'un d'eux. — A Venise! » me répondit-il. — Un grand navire à vapeur longe la côte; il est chargé de troupes; sur la dunette, sur les bastingages, sur les tambours, sur la passerelle, sur

les haubans, nous ne voyons que des soldats; ils reconnaissent le général Türr, facilement remarquable de loin par le grand manteau blanc qu'il portait; ils agitent leurs képis avec des cris de joie: leur musique entonne une marche dont les notes guerrières nous sont apportées par la brise. Au petit village de Favazzina, le bateau stope et fait mine de vouloir débarquer les troupes; le général envoie l'ordre de continuer jusqu'à Bagnara : c'est à qui se hâtera et arrivera le premier, car le bruit court que les royaux nous attendent dans la plaine de Monteleone. La route que nous suivions, et que parcoururent aussi nos troupes venant de Reggio, longe la mer, une mer profonde qui permet aux plus forts navires de s'approcher des côtes. Une seule frégate ennemie naviguant sous vapeur aurait facilement pu escorter nos colonnes et nous anéantir : ce ne sont pas les inoffensifs coups de fusil par lesquels nous aurions riposté qui l'eussent arrêtée; mais nul ne pensait à ce péril, et l'on s'en allait insoucieusement, ne redoutant d'autres dangers que d'avoir trop chaud sous le soleil d'août.

Auprès de Bagnara, le paysage prend une tournure tropicale très accentuée; les aloès et les nopals se mêlent aux palmiers : il manque à la ville le minaret et le chant du muezzin pour être une cité de l'Orient; telle qu'elle est, irrégulière et en amphithéâtre accidenté, elle est charmante, elle descend de la côte jusqu'au rivage : on dirait que jadis quelque géante portant des maisons dans son tablier les a jetées du haut de la montagne; elles se sont arrêtées au hasard, sur les pentes, s'accrochant aux rochers, glissant jusqu'à la grève, et forment un coup d'œil plein d'imprévu. La plage est large, les barques y dorment tirées à sec sur le sable; on y construit beaucoup de bateaux, car des forêts n'en sont pas éloignées : c'est là que le roi Joseph voulait établir les chantiers de construction pour la flottille destinée à conduire ses troupes en Sicile, grand projet toujours rêvé par Napoléon et qui lui tenait fort à cœur.

« Vins de Scylla, safran de Cosenza, femmes de Bagnara, » dit le proverbe calabrais; il n'a pas tort, les femmes de Bagnara sont d'une beauté merveilleuse, non pas de cette beauté grecque froide, imposante, sérieuse et faite pour trôner dans l'Olympe à côté des dieux, mais d'une beauté farouche, basanée, inquiète, et où s'est mêlé je ne sais quoi de sarrazin qui lui donne un charme de plus, l'étrangeté. Les plus belles parmi ces femmes pourraient être les filles du sphinx égyptien et de la Minerve d'Athènes. Assis à l'ombre, dans la grande rue, devant la maison de notre hôte, qui tenait *negozzio di cera e di vino pino*, je les ai vues passer en grand nombre, chargées de lourds paniers qu'elles soutenaient sur leur tête à l'aide de leurs bras relevés. Elles portaient les rations pour nos troupes à la petite citadelle qui domine la ville; elles semblaient

une théorie de canéphores antiques : certes celles de Scopas tant vantées par Pline, celles de Polyclète que Cicéron réclamait à Verrès, n'étaient point aussi belles. Les femmes de Bagnara qui, devant moi, défilaient sous le soleil allaient d'un pas grave, avec la démarche ondulée et légèrement renversée en arrière; leur visage immobile regardait fixement, car elles se sentaient admirées et suivies par nos yeux; l'une derrière l'autre, elles passèrent ainsi, laissant après elles ce trouble invincible qu'inspire la contemplation de la beauté. Dans ces pays maritimes, la femme est réduite aux besognes les plus dures : les hommes sont à la mer, la femme fait le métier de portefaix, conduit les bestiaux aux champs, fait la cueillette des olives, laboure la terre, et aux fardeaux qu'elle porte sur sa tête ajoute souvent celui de son enfant qu'elle porte sur le dos. Dans les rares momens de repos que lui laissent tant de soins, elle file en chantant quelque mélopée plaintive qui endort le petit dans son berceau.

On préparait les illuminations pour le soir. Qui saura jamais ce que l'expédition de Garibaldi a coûté de lampions à l'ancien royaume des Deux-Siciles? On pendait des lanternes et des verres de couleur autour du portail de l'église, aux chapelles votives élevées au coin des rues, aux fontaines, aux arcs de verdure, aux mâts des barques, aux corniches des maisons, aux fenêtres, aux portes, sur les toits, partout. Heureusement l'huile abonde dans ce pays où le soleil mûrit vite les olives, car cette fête de lumignons, qui selon l'usage italien devait durer trois jours, menaçait de brûler la récolte d'une année.

Garibaldi n'était déjà plus à Bagnara, qu'il avait quitté quelques heures avant notre arrivée; mais nous y trouvâmes le colonel Frapolli, celui-là même avec qui nous étions partis de Gênes. Député au parlement de Turin, ancien ministre de la guerre à Modène après la campagne de 1859, organisateur habile, voyageur bien connu de toutes les sociétés savantes, il avait abandonné ses études pour venir consacrer à la cause italienne son expérience et son courage. Il est peu de questions d'histoire, de sciences, de philosophie ou de morale auxquelles son esprit vaste et rapide n'ait touché, et j'ai béni ma bonne fortune toutes les fois qu'elle m'a permis de causer longuement avec lui. Après s'être entretenu le matin même avec Garibaldi, il se préparait à retourner en Sicile pour activer l'envoi des troupes et les diriger par mer, non plus sur Reggio et sur Scylla, mais beaucoup plus au nord, en prévision d'une résistance déterminée, pour les jeter derrière Cosenza de façon à couper la retraite aux Napolitains, et sur Sapri, pour opérer un mouvement menaçant vers Salerne. C'était le moyen, fort bien imaginé par Frapolli lui-même, d'isoler les uns des autres et de réduire à néant les différens corps de royaux qui occupaient encore en forces la route

de Naples, et qui pouvaient nous disputer très sérieusement le passage dans l'occurrence peu probable où le pays entier ne se soulèverait pas à notre approche.

Frapolli partit seul sur sa petite barque pour regagner le Phare, et nous, pour aller rejoindre Garibaldi, nous montâmes en voiture; mais quelle voiture! Trop élevée sur des essieux trop longs qui rejetaient les roues trop loin d'une caisse peinte d'un bleu cru où le soleil, la lune, les étoiles et le crucifiement de Jésus éclataient en couleur jaune, elle remuait et s'agitait toute seule sur ses courroies détendues; tapissée à l'intérieur d'une vieille toile de Perse qui laissait échapper l'étoupe, elle offrait à nos têtes le dur oreiller des compas rouillés et des clous en saillie. On y montait par un marchepied à six étages; trois chevaux attelés de front traînaient ce berlingot difforme, qui bondissait à chaque cahot, et dont la capote en cuir était sillonnée de larges gerçures par où le soleil nous envoyait ses flèches d'or. Les deux pieds sur une botte de foin, le cocher avait les genoux à la hauteur du menton; il fouetta ses chevaux, et nous partîmes comme un ouragan de grelots et de vieille ferraille; jamais charivari donné à des noces ridicules ne fit un pareil tintamarre. En nous l'amenant lui-même, le syndic nous avait dit avec satisfaction : « C'est le plus beau carrosse du pays! »

La route monte, monte; elle se coupe à angle aigu, elle fait coudes sur coudes et zigzags sur zigzags pour atteindre sans trop de fatigues le sommet de la montagne. Nous avons déjà fait beaucoup de chemin, nous croyons être loin de Bagnara, et tout à coup, comme au fond d'un précipice, la ville apparaît juste au-dessous de nous avec ses maisons à toits plats. Nous montons toujours au pas; les chevaux sont haletans, et la sueur qui les inonde troue la poussière. A mesure que nous gravissons la montagne, la nature méridionale s'efface : aux myrtes des haies, les ronces ont succédé; les paysages de France apparaissent. Voici les châtaigniers, les fougères, les bruyères violettes comme un deuil royal, quelques tilleuls et des chênes. Sans ces beaux troupeaux de bœufs gris qui, couchés parmi les chaumes, ruminent mélancoliquement, on se croirait dans quelque pays de Bretagne, vers Ploërmel ou Quimperlé. De grandes fermes se montrent çà et là, entourées de murailles et précédées d'une porte où se lit le nom du propriétaire : *tenuta di Paolo Faliscarpa, tenuta di Giovanni Sanpolito.* Des femmes curieuses se mettent aux fenêtres quand nous passons; les hommes occupés aux travaux des champs, — ici nous sommes loin de la mer, — lèvent leur bonnet, l'agitent et reprennent leur besogne. Tout est calme, rassis, sans inquiétude. On ne croirait pas qu'une révolution vient de se faire; nous ne sommes point une armée, nous sommes des amis qu'on attendait depuis longtemps : *salute, fratelli,* nous disent ces bonnes

gens. Dans un village, vers Seminara, ils chantent une chanson en patois que je comprends difficilement; j'y distingue quelques lambeaux de phrases : « Vive Garibaldi! — Vivent les chemises rouges! — Le rouge est la plus belle couleur, — c'est celle du sang versé pour la liberté. — Il met le pied dans la Calabre noire, le héros de Varese, — et voilà que le Bourbon ne règne plus! »

La route a fait comme Mme de Marlborough, elle a monté *si haut qu'elle peut monter;* il faut bien qu'elle finisse par descendre, et comme elle nous descendons au grand trot de nos chevaux, que notre voiture presse de tout son poids. A mesure que les terrains s'abaissent, la végétation méridionale reprend le dessus et règne seule. Avant d'arriver à Palmi, nous entrons dans une forêt d'oliviers tels que je n'en ai jamais vu. Certes les oliviers de la plaine de Smyrne, énormes, larges, contournés de vieillesse, sont beaux, et l'on peut saluer en eux les patriarches de la végétation; les oliviers de l'Attique, j'entends ceux qu'a laissés debout le vandalisme des Turcs, qui, pendant la guerre de l'indépendance grecque, comblaient les puits, tuaient les bestiaux et coupaient les arbres fruitiers à ras du sol, sont splendides, ombreux, et agitent gracieusement leur tête argentée aux brises venues du golfe d'Égine; les oliviers du jardin fameux à Jérusalem, malgré les blessures que le temps leur a faites, ont un aspect sévère et attristé qui émeut quand on pense au drame terrible dont ils furent les témoins. Ni les uns ni les autres cependant ne peuvent être comparés aux oliviers de Palmi. L'olivier est toujours bas, gagnant en grosseur ce qu'il perd en élévation, se tordant sur lui-même, économisant son maigre ombrage; au lieu de s'élancer vers le ciel, il semble chercher la terre, comme pour lui donner plus facilement ses fruits. Ici l'olivier n'est plus un olivier, c'est un arbre feuillu comme nos hêtres d'Auvergne, haut comme nos tilleuls, projetant vers les nuages ses branches vigoureuses, et répandant autour de lui une ombre saine où croissent les fougères. Je les regardais avec admiration, avec envie, et involontairement je me disais ce que j'ai déjà dit si souvent : Ah! je voudrais vivre là! Vœu impie, car dans nos époques de lutte et d'agitation la destinée de l'homme est de ne s'arrêter jamais. Le repos n'est pas dans les milieux, il est en soi-même, et je plains de toute mon âme les pauvres Juifs errans qui ne l'ont pas trouvé. Est-il dans la tombe même? J'en doute; la mort ne doit être qu'un relais.

Derrière ces oliviers merveilleux, à travers leur feuillage découpé qui m'apparaissait noir, le soleil se couchait,

Large et couleur de feu comme un manteau de guerre.

L'horizon, plein de fauves ardeurs, semblait une nappe vermeille sur laquelle la forêt appliquait sa gigantesque silhouette; les fais-

ceaux de nos soldats, campés sous les arbres, reluisaient aux dernières lueurs du jour pendant que les hommes, arrachant les fougères par brassées, se préparaient un gîte pour la nuit. La route fait un coude, se jette brusquement à gauche, et nous entrons dans une sorte de faubourg qui nous mène à Palmi.

II.

Nous n'y restâmes pas longtemps, car la nouvelle se confirmait que nous étions attendus à Monteleone, où l'ennemi, appuyé d'un petit château fort, profitant de la plaine pour développer sa cavalerie et son artillerie, dont nous manquions absolument, pourrait nous attendre à l'issue des montagnes et nous rejeter dans le pays que nous venions de parcourir. La prudence la plus élémentaire invitait donc à prendre des précautions, et nous dûmes, le colonel Téléki et moi, repartir pour Bagnara, afin d'activer la marche de la brigade Eber; quant au général Türr, il demeurait naturellement près de Garibaldi. Vers dix heures du soir, après un copieux dîner qui nous fut offert par un des riches négocians de la ville, — à la guerre, les repas se suivent et ne se ressemblent pas, — nous descendîmes vers la *marine*. Quelle route! en pente rapide, autrefois dallée de larges pierres plates qui se sont usées ou soulevées et contre lesquelles le pied butte à chaque pas, sombre, sous des arbres qui ne laissent même pas arriver jusqu'à elle cette obscure clarté qui tombe des étoiles et dont le Cid a parlé, faisant mille détours qui, dans les ténèbres, nous jetaient tout à coup contre un talus ou contre une haie armée d'épines! On croyait mettre le pied sur une ombre projetée, on le mettait dans un trou; notre fatigue se doublait de la nuit, qui nous faisait aveugles. Au bout de trois quarts d'heure de ce supplice, nos fronts ruisselans et nos pieds meurtris témoignaient que nous ne l'aurions pas supporté encore bien longtemps. Nous nous assîmes sur le rivage, près d'une masure, et pendant une demi-heure nous attendîmes la barque qu'on avait donné ordre de préparer pour nous; elle arriva enfin, et je m'y couchai à moitié, enveloppé dans une grosse capote de matelot, car j'avais sottement oublié mon burnous à Bagnara. Nos quatre rameurs, debout, poussèrent leurs avirons, et nous partîmes.

Nous longions les hautes falaises de la côte, au pied desquelles les flots semblaient aboyer contre nous comme des chiens embusqués derrière les récifs. Au loin nous entendions, sans le voir, un pêcheur qui chantait en jetant ses lignes. L'air était frais et doux à la fois; Sandor Téléki et moi, nous causions : de la guerre? de Garibaldi? des batailles possibles? de Messine? de Naples?... Non pas, mais de Paris, de ce que nous avions laissé, de nos amis, de ceux qui

pensaient à nous et qui, dans cette minute même, inquiets et troublés, se disaient peut-être : « Où sont-ils ? » Puis, la pente de la causerie nous entraînant, nous remontâmes plus haut dans le temps, vers l'époque où la Hongrie combattit si admirablement pour cette liberté que je ne sais plus quel poète a appelée la grande ingrate ! J'écoutais mon compagnon; il me racontait la vie de sa jeunesse quand il était libre, grand chasseur et grand seigneur en Transylvanie, puis la guerre de l'indépendance durant laquelle il fut chef de l'état-major du général Bem, l'un des hommes de guerre de ce siècle, puis la capitulation de Görgey, trahison honteuse d'un Magyar vaniteux qui avait en horreur les tendances égalitaires de la révolution, puis l'emprisonnement dans la forteresse d'Arad, la condamnation à mort, l'évasion, la fuite, l'arrivée en Turquie en haillons, pieds nus, l'hospitalité des pachas pour ces glorieux fugitifs que deux grands empires et la trahison seuls avaient pu vaincre; enfin la vie de l'exil, vie errante, inquiète, pleine de trouble, de défaillances et d'espoirs tenaces qui si souvent sont démentis par la réalité. — Pendant qu'il parlait, les heures fuyaient et la route aussi, car je me trouvai tout à coup, au moment où sonnait une heure du matin, près d'une belle grève derrière laquelle brillaient quelques lumières : c'était Bagnara.

Nous passâmes par-dessus les soldats couchés et endormis sur le sable, nous communiquâmes au brigadier Eber les ordres dont nous étions porteurs, et à quatre heures, au petit point du jour, la brigade se mettait en marche. Nous refîmes donc à cheval et au soleil levant la route que la veille nous avions parcourue en voiture et aux dernières heures du jour; elle s'éclairait de lumières blanches au lieu de refléter des lueurs rouges, mais elle était tout aussi belle. Quel paradis perdu que ces Calabres! quelles ressources, quelle richesse, quelle forte race! Rien n'y manque, ni l'eau, ni la terre, ni le soleil, ni les hommes. Par quel gouvernement malsain ce pays a-t-il donc toujours été systématiquement écrasé pour qu'il soit si pauvre et si dénué? La route, route carrossable et large, que nous foulons aux pieds, et qui va de Naples à Reggio, n'existe que depuis quarante ans à peine; auparavant on allait comme on pouvait, à travers champs, à travers des torrens, des sentiers, des gués, des montagnes et des plages, à dos de mulet. Des villes, on ne connaissait que celles du littoral, où l'on abordait facilement en bateau; quant à celles de l'intérieur, nul ne se hasardait à les visiter: elles étaient reléguées dans leur isolement comme des pestiférés en quarantaine. « Je n'ai trouvé dans le pays aucune imprimerie, il n'y en a point dans les Calabres, » écrivait Masséna au roi Joseph (1);

(1) *Mémoires et Correspondance politique et militaire du roi Joseph*, t. III, p. 157.

je crains bien qu'on ne puisse écrire encore la même chose aujourd'hui. Quelque préparés que nous fussions aux spectacles qui nous attendaient, nous restions parfois comme anéantis devant les exemples d'ignorance traditionnelle qui nous frappaient chez des hommes jeunes, vigoureux et pleins de bon vouloir. A Bagnara, j'eus à écrire; on demanda une plume dont j'avais besoin dans plus de dix maisons avant de pouvoir la trouver. « L'Etna est l'arsenal où Dieu avait réuni ses tonnerres pour anéantir les Sarrasins, » me disait un habitant de Messine. Moi, ne voyant naïvement dans cette phrase qu'une métaphore, je lui demandai : « Est-ce un poète sicilien qui a dit cela? — Ce n'est pas un poète, me répondit-il avec vivacité, c'est le curé dernièrement au prêche, et il a ajouté que, si nous n'allions pas régulièrement à confesse et si nous ne donnions pas de l'argent pour faire rebâtir le campanile de l'église, Dieu se servirait de ces foudres contre nous. — Et vous avez donné? — Certainement! je n'ai pas envie d'être foudroyé; ceux qui le sont vont directement en enfer à cause de l'odeur du soufre qui attire le diable, comme chacun sait. » Tout le système de l'ancien gouvernement napolitain est dans ce fait : maintenir les hommes dans l'ignorance, se servir de l'ignorance pour les effrayer, se servir de la frayeur pour leur extorquer plus facilement de l'argent.

Arrivés près de Palmi, nous nous y rendîmes, et la brigade continua son chemin pour aller prendre son campement. Nous descendîmes chez le général Türr, qui avait son quartier dans une grande maison où des appartemens nous avaient été réservés par ses soins. Là comme à Canitello, comme à Bagnara, comme partout dans ce royaume de Naples où les Grecs ont laissé une si profonde empreinte de leur génie, chaque chambre est peinte à fresque; ces fresques sont médiocres, j'en conviens, mais elles accusent un certain goût, distraient l'œil, et sont cent fois préférables à nos papiers de tenture malgré les velours et les ors dont ils sont ornés. Tous les sujets sont empruntés à la mythologie; ceux qui décoraient les murailles de notre salon représentaient l'enlèvement de Déjanire et Orphée emmenant Eurydice. Entre ces deux grands tableaux se carrait, dans sa lourde bordure dorée, le portrait du père de nos hôtes, de sa main étendue montrant une lettre de change tirée sur Trieste et paraphée par lui. Un de nous fit cette mauvaise plaisanterie d'écrire en travers, au crayon : *Acceptée pour la somme de,...* et signa. En face, dans un cadre semblable, trônait le portrait de la femme du négociant; ce n'est pas un billet à ordre qu'elle tenait à la main, c'était bel et bien son contrat de mariage, dont il était facile de lire la première page. Ces puérilités provinciales peuvent sembler ridicules, mais elles ont un fonds de bonhomie naïve qui m'a toujours touché.

Nos soldats remplissaient la ville, qui leur faisait fête de son

mieux. Elle est assez grande, irrégulière, comme toutes les villes des Calabres, et fort commerçante; elle doit même faire un négoce suivi avec nos ports de la Méditerranée, car en furetant au hasard je découvris un vice-consulat de France qui étalait orgueilleusement, au-dessus de sa porte, son écusson d'azur avec une aigle d'or. Le premier travail de la municipalité avait été de changer le nom des rues, et sur de larges pancartes, en grosses lettres tracées à la main, on pouvait lire : *rue Garibaldi*, *rue Victor-Emmanuel*, *place de l'Indépendance*. Vers l'heure où le soleil se couche, j'allai sur une sorte de petite place qui domine la ville basse et la mer. Je pus alors me rendre compte de la situation de Palmi, qui est merveilleuse. Entre deux falaises hautes comme nos falaises de Normandie, non point chenues et désolées comme elles, mais boisées et toutes frissonnantes d'une verdure profonde, la ville s'assoit sur une colline qui s'abaisse presque subitement en glacis, et se prolonge dans la mer par une langue de terre longue, effilée, empanachée d'arbres touffus, où s'agitent quelques palmiers échevelés; c'est un cap aigu, chargé de jardins et jeté au milieu des flots, qu'il divise en deux petits havres arrondis, où les bateaux trouvent un bon mouillage. Tout est végétation, végétation solide, violente, presque noire; là, comme sur les côtes de la Phénicie, les lauriers-roses laissent volontiers glisser leurs racines jusqu'au-dessus des vagues, qui les mouillent en s'élançant. Tout le pays qui entoure Palmi a une vitalité que rien ne paraît pouvoir atteindre : par ses sources, il a trop d'humidité pour être jamais brûlé du soleil; par son soleil, il amasse trop de chaleur pour être jamais terni à l'âpre souffle des nuits d'hiver; en outre les brises vivifiantes de la Méditerranée lui apportent chaque jour une santé nouvelle.

En face de nous, à l'ouest, noyées déjà dans les brumes empourprées du soleil couchant, les îles d'Éole s'élèvent au-dessus des flots, précédées par la solfatare de Stromboli, qui incline dans le vent son panache d'éternelle fumée; plus loin, du côté de l'Afrique, la Sicile échancre ses côtes, que domine la masse énorme de son volcan. L'Etna d'autrefois s'appelle aujourd'hui Mongibello, c'est un souvenir de la domination sarrazine. Voyant la hauteur de l'Etna, les Arabes l'ont appelé *Djebel*, c'est-à-dire la montagne, la montagne par excellence; les Siciliens ont pris cette dénomination pour un nom; ils ont italianisé le mot et en ont fait Gibello, Monte-Gibello, puis par corruption Mongibello; le patois de Sicile renchérit et prononce *Muncibeddu*. La géographie des peuples souvent conquis est pleine de semblables pléonasmes, que l'usage consacre faute de réflexion.

Garibaldi était déjà loin de Palmi; il en partait à l'heure où nous avions quitté Bagnara. Avant le jour, il s'était mis en route au ga-

lop, s'inquiétant peu de savoir s'il était seul ou escorté, courant là où on l'attendait, contraignant à force d'activité les destinées à s'activer elles-mêmes, ne s'arrêtant guère que pour recueillir un renseignement, pour donner un ordre, pour écrire un billet, et repartant à toute vitesse vers sa destination, que lui seul connaissait. Ses officiers d'état-major couraient à perdre haleine, crevaient leurs chevaux pour le rattraper, et quand enfin ils l'avaient rejoint à son gîte de la nuit et qu'ils croyaient pouvoir se reposer pendant quelques instans, ils apprenaient qu'il venait de repartir, et que déjà il était loin. On n'a compris que plus tard le motif de cette inconcevable rapidité : soulevant l'insurrection partout où il apparaissait, Garibaldi voulait arriver à Naples sans avoir fait verser une goutte de ce sang italien qui lui est si cher, et il y a réussi.

La nuit durait encore lorsqu'à travers les ténèbres nous reprîmes notre route, escortés par un guide. Près de nous, dans la double obscurité des arbres et de la nuit, des fantômes blancs passent silencieusement : ce sont les femmes de Palmi qui vont porter des vivres aux campemens militaires établis autour de la ville; elles vont comme des ombres, sans bruit, se glissant le long des talus pour fuir les guides qui nous escortent, et leur jettent parfois quelques mots d'une galanterie trop épicée. Le jour se lève verdâtre et encore mal triomphant des derniers voiles de la nuit, quand nous arrivons à une large plaine nue, où se hérissent les tiges des maïs coupés. Trois ou quatre feux y flambent, hauts et clairs, mais impuissans à chasser la brume grise qui s'élève lentement des marais voisins. Ces soldats, rangés en cercle, grelottent pendant l'appel, car la nuit a été froide et d'une humidité pénétrante qui a glacé leur chair. Les fanfares résonnent, on se sent plus joyeux, les yeux demi-clos encore s'ouvrent tout à fait: l'avant-garde file à son poste au pas de course, nous prenons la tête de la colonne auprès du brigadier Eber; les clairons jettent dans l'espace des notes rauques qui signifient : marche! et nous partons.

Plus de montagnes, la plaine partout et à notre gauche la mer, qui s'arrondit dans le golfe de Gioja et se replie à l'horizon au cap Vaticano. A notre droite, derrière les haies plantureuses qui bordent la route, la plaine s'étend à perte de vue, humide, malsaine, tourbeuse et hantée sans doute à l'automne par les pâles fées de la *mal' aria*. Un pont traverse un cours d'eau à moitié bu par l'été, et qu'on appelle emphatiquement dans le pays le fleuve Marro : la Normandie n'en voudrait pas pour rigole. Tel qu'il est cependant, laissant égoutter ses minces filets limpides à travers les cailloux, il nous donne un peu à boire et nous montre de jolies rives où tremblent des tamarix. Nous marchons résolûment sous le soleil, qui brûle nos visages et mord nos mains. De temps en temps on fait

battre les tambours ou sonner les trompettes pour redonner un peu d'élan aux hommes que la chaleur accable. Les Siciliens chantent, et avec leur blouse en cotonnade rouge bravent sans façon ce ciel ardent qui énerve leurs compagnons de l'Italie du nord. Au bout de la plaine, deux belles collines vertes et ombreuses surgissent tout à coup; elles sont comme les vedettes de la petite ville de Rosarno, que nous laissons à notre droite pour aller faire notre grand'halte sous des oliviers presque aussi beaux que ceux de Palmi. La nourriture n'était point abondante, et je déjeunai de trois tomates crues. Ah! le malplaisant déjeuner! eût dit Gargantua dans sa jeunesse.

Quelques soldats s'étaient répandus dans le bois, marchant sur la pointe du pied, regardant aux branches, et tirant à balle sur d'innocens moineaux qui s'enfuyaient à tire-d'aile. Cette sorte de chasse, fort peu meurtrière, était expressément défendue; mais il n'est point facile d'empêcher un soldat volontaire de tirer des coups de fusil. J'étais étendu à l'ombre d'un vaste figuier, couché sur un bon lit de tiges de maïs, en compagnie des officiers de la légion hongroise, lorsqu'un Hongrois, tenant par l'oreille un cochon de lait qui semblait bien avoir été récemment assassiné, s'approche d'un air piteux du chef de la petite troupe magyare, le major Mogyoródy (1), et lui dit : « Mon commandant, est-ce que je peux accepter ce joli petit cochon qu'un paysan vient de me donner? — On ne te l'a pas donné, tu mens; c'est toi qui viens de le tuer, et tu sais cependant que c'est défendu. — Non, mon commandant, je ne l'ai pas tué; c'est le paysan qui m'a prié très poliment de l'accepter, et la preuve, c'est qu'il m'a demandé des nouvelles de M. Kossuth. — Comment as-tu pu savoir qu'il te parlait de Kossuth, puisque tu ne comprends pas l'italien? — Je l'ai deviné à son air gracieux. » La raison était péremptoire, elle fut acceptée, et le petit cochon, enfilé sur une baguette de fusil, fut mis à rôtir, après qu'on lui eut préalablement enlevé la tête, qu'une balle avait fracassée.

Près de nous, derrière un champ de maïs verdoyant, bruissait un ruisseau tout fleuri de baumes et de menthes; des fougères hautes comme des arbustes croissaient sous les oliviers; la colline montait en pente douce, couronnée de sa belle verdure; au loin, les montagnes de l'horizon apparaissaient bleues, semblables à une découpure du ciel. Je serais resté là volontiers tout le jour, sans parler, rêvassant et laissant mon esprit s'en aller dans le grand souffle de la nature; mais un devoir impérieux m'appelait plus loin, à Mileto, et, abandonnant la brigade, qui devait faire sa halte sous ces om-

(1) Depuis lieutenant-colonel après la bataille du Vulturne, où il se distingua spécialement.

brages profonds jusqu'à l'heure où le soleil perd un peu de sa force, je partis seul, à cheval, suivi d'un cavalier-guide.

Il est midi, le soleil de feu tombe d'aplomb sur moi; la poignée de mon sabre me brûle comme un fer rouge quand j'y porte la main; nos chevaux fatigués ne vont qu'avec peine, comme en rechignant, sur le chemin plat, gris d'une poussière tamisée qui s'élève en tourbillons sous nos pas et nous enveloppe. Le paysage est dur à force de lumière; quelques miroitemens carboniques semblent faire onduler les prairies; les arbres se détachent noirs et secs sur l'azur implacable. La solitude partout: à peine çà et là une vache haletante montre la tête au-dessus des herbes; pas d'oiseaux, pas même de sautillantes bergeronnettes le long des fossés humides. Tout se tait sous la chaleur, la nature paraît silencieusement affaissée, nous en sommes le seul bruit. A travers la poussière de la route, j'aperçois des hommes qui se hâtent et marchent de mon côté. Ce sont des paysans d'un village qu'on voit au loin accroché à la montagne, et qui doit être Laureana; ils sont armés, un prêtre les conduit, grand garçon de trente ans, large, apoplectique, roulant de gros yeux, en bas de soie, en culottes courtes, avec un large chapeau à ganse d'or, décoré d'un flot de rubans rouges, verts et blancs. Arrivés près de moi, les hommes me présentent les armes, et le prêtre, s'arrêtant devant mon cheval, se campant le poing sur la hanche avec des airs de matamore, s'écrie, sans reprendre haleine : « Vive Garibaldi! — Vive notre roi Victor-Emmanuel! — Vive l'Italie! — Vive l'unité! — Vive la casaque rouge! — A bas les Bourbons! — A bas les Autrichiens! — A bas les évêques! — A bas les impôts! » Le pauvre homme faisait de si visibles efforts pour paraître convaincu de ce qu'il criait, qu'il ne me convainquit pas du tout et me fut même assez déplaisant. Je ne répondis donc pas à ses acclamations, et je me contentai de lui dire : « Combien comptez-vous de milles d'ici à Mileto? » Il reprit à tous poumons : « Vive Garibaldi! — Vive notre roi!... » Je donnai un coup d'éperon à mon cheval et je partis au trot, laissant la manifestation, qui resta quelques instans à se consulter et reprit rapidement sa route vers le campement de la brigade.

J'arrive à une rivière presque sans eau, qui est le fleuve Messima (1). En 1783, pendant le tremblement de terre, il disparut, englouti dans une convulsion, et reparut tout à coup. Un grand pont le traverse, pont de bois dont les balustrades vermoulues tombent de vieillesse, disjointes et pourries. Les lambourdes qui composent le tablier sont séparées les unes des autres, et d'un tel écartement,

(1) Nommé en patois calabrais indifféremment *Metramo* et *Metauro;* les anciens l'appelaient *Metaurus*.

malgré le sable qu'on y a jeté, que les chevaux hésitent à passer. Je n'avais vu semblable incurie qu'en Orient, dans les plus mauvaises provinces de l'empire turc, celles qu'on a pour ainsi dire abandonnées aux Turcomans nomades. Les voyageurs qui, parcourant l'Asie-Mineure, se sont rendus d'Aia-Soulouk, où sont les ruines d'Éphèse, jusqu'à Sardes, en passant par Tyra et Birké, doivent se rappeler une assez large rivière qu'on appelle le faux Méandre, et qui est enjambée par un pont de bois plus dangereux et plus semé de trahisons que les courans les plus rapides. Les poutrelles transversales sont tellement éloignées les unes des autres qu'on descend de cheval et qu'on saute de poutre en poutre, comme si le tablier n'avait pas encore été posé. Les chevaux, pris de terreur à ces éclairs de lumière humide qui du lit du fleuve montent vers eux, se cabrent, refusent d'avancer, et l'on est souvent obligé de les conduire le long de la rive pour chercher un gué, afin d'éviter les périls de ce que l'administration de la Sublime-Porte nomme un pont. Le pont du fleuve Messima ressemble à celui qui s'élève sur la route de Tyra à Birké, et il y a longtemps qu'il est dans cet état de périlleux délabrement, car un opuscule publié en 1783 (1) donne à ce sujet des détails qui semblent écrits d'hier. La plaine qui s'étend près du pont est comme mouvante, moitié sable et moitié fange; l'herbe rare semble n'y pousser qu'à regret, pourrie au pied par la stagnante humidité, brûlée à la tige par le soleil. Tout dans cet endroit a un air de désolation malsaine; une ou deux basses collines de gravier tristes et mornes servent de retraites à des lézards qui se sauvent au moindre bruit. Les arbres ici ont disparu, et avec eux la verdure des prairies; ce sont des champs en friche ou moissonnés, on se croirait dans la Beauce; des corneilles à mantelet courent gauchement parmi les chaumes; au loin, on entend le crécellement aigu des cigales. Auprès d'une meule de paille, des soldats royaux, déserteurs des brigades qui furent cernées à Villa-San-Giovanni, se reposent et font paisiblement la sieste; ils portent le pantalon et la veste en cotonnade bleue, uniforme de la troupe napolitaine pendant l'été. Je les appelle, j'interroge un sergent qui paraît les guider : « Où allez-vous? — A la maison; nous avons quitté le service. — Où sont vos camarades? — Envolés comme des oiseaux, chacun vers sa ville ou son village. — A quelle brigade apparteniez-vous? — A la brigade Briganti. — Où est le général Briganti? » A cette question, ces hommes, ils étaient neuf, parurent hésiter et tout à coup, tournant les talons, ils se sauvèrent. Mon cavalier-guide voulait courir après eux; je le rappelai et continuai ma route. Pourquoi

(1) *Lettre du chevalier Hamilton au président de la Société royale de Londres* (sur les tremblemens de terre arrivés dans les royaumes de Naples et de Sicile depuis les premiers jours de février jusqu'en mai 1783).

cette fuite précipitée? Je ne devais pas tarder à en avoir l'effroyable explication.

Les horizons sont beaux parce qu'ils sont étendus et noyés dans la lumière rouge du soleil; mais le paysage ne se relève pas, il reste laid et aride; la chaleur est terrible. A toutes les maisons devant lesquelles nous passons, mon guide demande de l'eau malgré mes conseils. « C'est plus fort que moi, » me dit-il, et plus il boit, plus il a soif. « Mais comment faites-vous donc pour ne jamais boire? » me demanda-t-il. Je lui montre un tout petit morceau de pierre à fusil que j'ai dans la bouche. « Ah! reprend-il en soupirant, cela ne vaut pas un verre de vin d'Asti, comme on en boit dans mon bon pays de Montferrat. »

En haut d'une âpre côte que nous avions gravie dans la poussière, je rencontrai une troupe de soldats appartenant, je crois, à la division Medici, et qu'à leur costume gris foncé je reconnus pour des Toscans. Réunis à l'ombre douteuse de trois ou quatre arbres maigrelets, ils jouaient ensemble, chacun faisant le moulinet avec son fusil, le portant debout en équilibre sur un doigt, le lançant en l'air pour le rattraper au vol. En passant près d'eux, je leur jetai un avertissement sur ces jeux pleins de périls. On me répondit par la phrase commune : « Il n'y a pas de danger! » Je n'avais pas fait vingt pas que j'entendis une détonation : je me retournai et j'aperçus un de ces jeunes hommes qui s'affaissait, il se roulait sur la terre et se débattait en criant. Nous détachâmes sa blouse; la balle avait pénétré dans la région intermédiaire du diaphragme, et elle était ressortie par le dos. Le pauvre enfant pâlissait, ses yeux cernés de tons livides flottaient sous les paupières déjà trop pesantes. Nous l'appuyâmes contre un arbre. « Laissez-moi dormir, disait-il, j'ai la tête lourde. » Une voiture passa, je la fis requérir, on y coucha le blessé sur les coussins réunis; une demi-heure après, il était mort.

III.

J'étais, on le comprendra facilement, sous une triste impression en arrivant à Mileto. La ville me parut affreuse, carrée, petite, rebâtie à neuf avec de vieux matériaux et composée de trois rues parallèles si larges qu'elles ressemblent à des places. Elle s'agitait, courait, faisait plus de bruit que de besogne et criait à rendre sourd. Garibaldi s'y trouvait. A l'aide de tentures de soie et de coton, de draps et de tapis, on avait improvisé, sous un arbre, dans un champ, une tente où le dictateur se tenait. Il était à demi couché, ayant près de lui des cartes déployées; deux prêtres debout le regardaient avec une sorte de curiosité farouche, pendant qu'il écoutait

une députation des habitans de Monteleone qui le priaient d'accourir au plus vite pour empêcher la garnison napolitaine de se porter à des excès redoutables. Les troupes royales du reste faisaient, dit-on, leurs préparatifs de départ, et au lieu de nous livrer bataille dans les plaines de Monteleone, ainsi que nous l'avions pensé d'abord, elles se retiraient sous les ordres du général Ghio pour aller nous disputer le passage des défilés qui mènent à Cosenza; mais on craignait qu'en se retirant de Monteleone, elles ne rançonnassent la ville. « J'y vais tout de suite, » répondit Garibaldi, et il sauta dans une voiture qui partit grand train; chacun, à pied, à cheval, s'élança pour le suivre. Le général Türr, que je venais de retrouver, partit comme les autres pour rejoindre ce chef d'armée qui ne marchait qu'au galop. Ils arrivèrent à Monteleone; à leur aspect, la ville entière se souleva, et la garnison s'éloigna sans retourner la tête.

« A Reggio les pêcheurs d'espadons, à Catanzaro les tisseurs de soie, à Mileto les brigands et les prêtres! » c'est encore un proverbe des Calabres, et il est aussi vrai que le premier. Relativement Mileto est une ville neuve : le tremblement de terre de 1783 l'a littéralement engloutie; le sol s'est ouvert et refermé, gardant la ville dans ses entrailles, et l'on n'a pas encore fini de la reconstruire : des chaumières, quelques hangars, un vaste séminaire, le palais de l'évêque et une moitié d'église coiffée d'un affreux dôme en zinc, voilà Mileto. C'était la ville chérie et favorisée des princes normands : ils la dotaient, faisaient des pèlerinages à sa chapelle, lui donnaient des fiefs et lui soumettaient les colonies du bas-empire, dont l'origine grecque est attestée encore aujourd'hui par le nom des villages voisins : Ierocarno, Potame, Dafina, Policastro. C'est aujourd'hui un misérable bourg d'aspect sinistre, et qui compte à peine deux mille habitans. De ses splendeurs passées il ne lui reste rien qu'un évêché d'où l'évêque s'est enfui à notre approche. Des prêtres noirs le parcourent timidement et curieusement; ils nous regardent avec anxiété quand ils pensent n'être pas remarqués, et s'étonnent de ne point voir à notre front les cornes du diable et à nos pieds ses ongles fourchus. Lorsqu'ils passent près de nous, ils nous saluent de cet air humble et quémandeur qui indique la crainte prête à toutes les concessions; il n'y a de franchise ni dans le regard, ni dans le geste, ni dans la voix. Là, dans une bourgade des Calabres, dans ce pays perdu dont le nom n'est venu qu'à bien peu d'oreilles, la providence des événemens a réuni pour quelques heures face à face les deux frères ennemis, les deux lutteurs irréconciliables, les robes noires et les casaques rouges, l'autorité quand même, la liberté quand même. La guerre entre ces questions semble près de s'engager dans le monde entier : à qui restera la victoire?

Dans les murailles de l'église nouvelle, froide et suant l'humidité,

on a encastré des bas-reliefs recueillis parmi les débris échappés à l'engouffrement d'autrefois : ils représentent des princes normands, des Humfroy, des Robert Guiscard, vêtus de la chemise de mailles, agenouillés et mains jointes; à côté, je vois deux sculptures peu chrétiennes figurant je ne sais quels Amours, trouvés sans doute dans les ruines de quelques villes du vieux Brutium, ou arrachés à Hipponium, dans le temple de Proserpine, dont le comte Roger donna les colonnes à l'abbaye de Mileto. Les a-t-on mis là comme un simple ornement, ou pour prouver que la religion romaine, en donnant asile aux restes de toutes les croyances sur lesquelles elle s'est fondée, mérite bien son nom de catholique? Je ne sais.

Nous étions au 27 août, et deux jours auparavant cette odieuse ville de Mileto avait été le théâtre d'une tragédie terrible. Le 15e régiment de ligne napolitain, revenant de Villa-San-Giovanni, avait campé sur la place et dans les rues; ses officiers le conduisaient, mais les troupes indisciplinées murmuraient, voyant avec terreur s'allonger devant elles les fatigantes étapes, dont la dernière ne devait être que Naples, et, répudiant le métier de soldat, demandaient sourdement à être renvoyées libres, en congé illimité. Les officiers découragés ne répondaient rien, ou répondaient qu'ils étaient eux-mêmes contraints d'obéir à des ordres supérieurs. Le général Briganti arriva sur ces entrefaites, à cheval, suivi d'un seul domestique. Les soldats, en le reconnaissant, crièrent : « A mort! à mort! chez nous! chez nous! » Briganti passa outre, sans s'arrêter à ces clameurs. Il avait déjà franchi le village et se trouvait sur la route de Monteleone, quand il tourna bride et revint sur ses pas. Qui le ramenait? La volonté de faire tête à l'orage et de calmer une sédition militaire qui pouvait, en éclatant, amener le pillage de la ville? ou plutôt cette invisible et invincible main qui pousse les hommes vers les destinées qu'ils doivent accomplir? Je ne sais, mais il revint. Dès qu'il parut, les cris recommencèrent, et les menaces aussi, plus violentes encore. Il était sur la place, devant un grand hangar qui sert d'écurie à la poste. Il s'arrêta et voulut parler; deux coups de feu abattirent son cheval, qui roula dans la poussière. Le domestique épouvanté prit la fuite. Les officiers impassibles n'essayaient même pas de calmer leurs hommes. Le général Briganti se releva et alla droit aux mutins, avec courage et une grande sérénité. Il parla de son âge, leur rappela les soins paternels qu'il avait toujours eus pour eux; il invoqua la discipline, sans laquelle les soldats ne sont plus que des bandits armés. La révolte hésitait et semblait près de s'apaiser, lorsqu'un sous-officier, s'approchant du général, lui dit : « Mes souliers sont usés, et je vais presque pieds nus; toi, tu as de trop belles bottes! » et il lui tira un coup de fusil à bout portant. Plus de cinquante balles lui furent encore envoyées.

à
,
,
a
e
à
r
e
n
e

e
-
it
,
r
e
-
f-
nt
al
s-
t!
es
te
le
i-
e?
es
e-
si,
ar
ps
s-
nt
va
Il
u-
nts
ait
é-
s;
à
es.

Le sous-officier l'avait déchaussé, et toute la troupe enivrée du meurtre se jeta à coups de baïonnette sur son ancien général et le mit en pièces. On ne put qu'à grand'peine arracher à ces sauvages le corps mutilé pour le cacher dans l'église. Ils défoncèrent alors quatre ou cinq boutiques où l'on vendait des cigares, du vin et du café, et les pillèrent. Je ne sais quel cannibalisme les avait saisis et affolés. Ils retournèrent vers l'église, en forcèrent la porte, et, tirant par ses pieds nus le pauvre cadavre, ils l'accablèrent d'outrages sans nom, lui arrachant les cheveux et les moustaches, enfonçant dans les orbites des capsules auxquelles ils mettaient le feu, lui traversant le nez avec des épinglettes. Ce fut un cauchemar. Quand ils furent las, ils se réunirent de nouveau sur la place, et, laissant leurs armes, ils partirent débandés, chacun tirant vers son propre pays. Les officiers muets laissèrent faire et burent leur honte jusqu'à la lie. Les habitans de Mileto étaient terrifiés. On prit quelques-uns de ces misérables et on les interrogea : « Pourquoi l'avez-vous massacré? — Parce que c'était un bourbonien, dirent les uns. — Parce que c'était un libéral, » dirent les autres. Un seul approcha de la vérité : « Nous l'avons tué parce que c'était notre général! »

Certes j'ai lu et entendu bien d'ineptes calomnies sur cette loyale et franche armée que commandait Garibaldi; ceux qui avaient le plus puissant intérêt à mentir pour jeter sur elle toute sorte de défiances n'ont cependant jamais osé inventer le crime dont une armée régulière, destinée, disait-on, à combattre le désordre, venait de donner l'irrécusable exemple. Je sais tous les mensonges qu'on a accumulés contre l'armée de Garibaldi; mais je n'ai même pas à les réfuter, car ils sont morts d'eux-mêmes, ce qui est la destinée des mensonges. Je dirai seulement que pendant quatre mois, jour et nuit, j'ai vécu avec cette armée, et que jamais je n'y ai vu un fait d'insubordination. On commandait sans peine et sans peine on obéissait, car tous, officiers et soldats, étaient animés du même esprit et marchaient d'un commun accord vers un but connu d'avance, l'affranchissement de l'Italie. Pendant les lentes étapes, sur la poussière et sous le soleil, dans les froides nuits brumeuses aux avant-postes du Vulturne, dans les pénibles attentes des rations en retard, dans l'encombrement fatigant des bateaux à vapeur, dans les marches forcées, après des heures sans sommeil, jamais je n'ai entendu ni une plainte ni une imprécation. Une seule fois j'ai vu un officier s'oublier à ce point qu'il frappa un de ses soldats au visage; le soldat, très pâle et faisant manifestement un effort pour se contenir, lui dit : « Je suis un homme libre; vous n'avez pas le droit de me frapper, quoique je vous reconnaisse pour mon supérieur; vous-même vous avez des supérieurs, et ce sont eux qui me feront rendre

justice.» Le soldat fit en effet sa plainte au chef direct de l'officier, qui fut mis aux arrêts et courut grand risque d'être cassé. Nous avons traversé bien des villages et des villes : pas un vol n'y fut commis; on maraudait peu, même devant les jardins et par les heures de la plus vive soif. Si de mauvais exemples furent parfois donnés, ce n'est ni par des Italiens, ni par des soldats, c'est par des étrangers qui portaient au képi plus de galons qu'on n'aurait dû leur en accorder. Du reste, dès qu'un coupable était connu, on en faisait rapide justice en l'expulsant.

Il y avait à Mileto un homme qui ne pensait guère à Briganti ni à ses soldats débandés : c'était le syndic. Le pauvre homme faisait pitié à voir et ne savait auquel entendre, car on lui faisait des demandes que les insuffisantes ressources du pays le mettaient dans l'impossibilité de satisfaire. Comme il n'y a qu'une route de Reggio à Naples, toutes nos troupes y passaient forcément et devaient traverser Mileto, à qui son évêché donnait une importance malheureusement plus fictive que réelle ; d'heure en heure, des officiers d'ordonnance expédiés par les brigades restées en arrière apportaient au syndic l'ordre de faire préparer pour le soir, le lendemain, le surlendemain, tant de milliers de rations de pain, de riz, de viande et de vin. Le syndic accumulait les ordres devant lui, sur une table, les regardait d'un air consterné, mettait la tête entre ses mains et se désespérait. Quand on le pressait un peu trop, il poussait des cris et appelait tous les saints à son secours; mais les saints ne l'entendaient guère, et les rations n'arrivaient pas. Je contemplais la scène avec une curiosité insouciante, car je savais que notre brigade avait reçu le matin même ses rations à Rosarno. Un vieil officier, qui philosophiquement s'obstinait à pousser sous les yeux du syndic un ordre que celui-ci s'obstinait à ne point lire, lui dit avec une extrême douceur : « Monsieur le syndic, en Espagne, pendant la guerre révolutionnaire que j'ai faite, quand les syndics ne fournissaient pas les rations requises, on les faisait pendre. » Le syndic fit un bond, arracha sa cravate, sauta sur un paquet de cordes accroché à la muraille, et le jetant aux pieds de l'officier : « Eh bien! pendez-moi, s'écria-t-il, et je vous baiserai les mains. Des rations! des rations! Est-ce que j'en ai des rations, moi? J'aime mieux être pendu! Voulez-vous me pendre? Non! Eh bien! bonsoir; je vais retrouver ma femme! » Et le malheureux se sauva en agitant les bras au-dessus de sa tête. On prit un parti plus simple, on envoya à Monteleone un aide-de-camp qui revint, quelques heures après, suivi de charrettes chargées de vivres. Quant au syndic, on courut après lui pendant toute la nuit sans pouvoir le rejoindre : il était parti pour sa campagne.

Les étoiles brillaient depuis quelque temps déjà lorsque la brigade Eber arriva; elle venait prendre son campement dans la ville à la place des troupes du général Cosenz, qui partaient pour Monteleone. Nous étions accoudés au balcon de l'évêché, où nous avions notre logement, respirant à pleins poumons la bonne brise du soir, lorsque l'on vint nous donner une sérénade. Une guitare et quatre trombones composaient l'orchestre, qui, à défaut de chant national ou patriotique, nous joua l'air napolitain si connu sous le nom de *Piedigrotta*; la pauvre guitare bourdonnait et frétillait de toute la force de ses cordes pour faire entendre un peu sa petite voix plaintive au milieu des *tron tron* cuivrés des trombones qui jouaient faux à faire grincer des dents. Nous subîmes sans nous plaindre cette terrible aubade, car il faut savoir souffrir pour la bonne cause; mais nos soldats étaient las, ils avaient besoin de dormir, et ils ne tardèrent pas à reconnaître que cette musique endiablée ne portait pas précisément au sommeil : ils prirent donc délicatement les musiciens par le bras et les conduisirent chez eux avec force complimens, en les engageant à se taire d'abord et ensuite à se coucher.

Les approches de Monteleone, où nous arrivâmes le lendemain dans la matinée, sont d'une beauté grasse et plantureuse, qui me charma d'autant plus que j'avais encore dans les yeux le souvenir des tristes paysages traversés la veille. Ces campagnes fleuries étaient célèbres dans l'antiquité. Proserpine, échappée de Sicile, vint récolter des fleurs dans les champs d'Hipponium, qui fut ensuite Vibona-Valentia et plus tard Monteleone. En souvenir de la fille de Cérès, les femmes du pays cueillaient elles-mêmes les fleurs dont elles tressaient leurs couronnes pendant les jours de fêtes sacrées. A gauche, vers l'ouest, la Méditerranée échancre les côtes par un beau golfe adouci qui ressemble au galbe d'un vase antique; à droite, les champs verdoyans, plantés de mûriers, où se mêlent quelques pins-parasols, s'étendent, comme une nappe d'émeraude, jusqu'aux montagnes qui ferment l'horizon. Au bord d'une route ombragée par les trembles et les peupliers de Virgile, Monteleone se dresse en amphithéâtre, dominé par un vieux château à tourelles qui, du haut de la montagne, semble se pencher au-dessus d'un abîme. La ville m'apparaissait, sous un ciel ardent, baignée par des lueurs si perpendiculaires qu'elle me semblait noire, car la lumière ne dessinait plus d'ombres sur les murs. Cet effet étrange d'un soleil d'aplomb m'a souvent frappé dans les pays méridionaux, surtout dans le désert de Quosseyr, sur les bords de la Mer-Rouge, où, vers l'heure implacable de midi, la nature revêt une teinte morne, farouche, et d'une lumière si intense qu'elle en paraît obscure. Arrivant, partant, nos troupes se croisaient, se heurtaient dans la ville avec une telle ru-

meur que les pauvres hirondelles, épouvantées, ne savaient où chercher un refuge. Presque toutes, ahuries et tremblantes, se pressant les unes contre les autres, s'interrogeant avec mille petits cris, elles s'étaient rassemblées sur la corniche d'une méchante église élevée au *Largo Santa-Maria*. Les plus hardies reprenaient parfois leur vol, attirées sans doute par quelque bupreste doré qui passait en bourdonnant; mais bien vite, se trouvant mal à l'aise et comme dépaysées dans cet air ébranlé par les clameurs confuses, elles retournaient s'abriter près de leur nid pour y trouver un asile et peut-être pour le défendre.

Monteleone offrit à nos soldats une bonne fortune dont ils profitèrent amplement; on y trouva une caserne précédemment occupée par les gendarmes royaux, et dans la caserne un magasin complet de bottes et de sabres: c'étaient des bottes à l'écuyère, bottes fortes, montant au-dessus du genou et dures comme du bois; il y en avait quelques centaines de paires, provision de gala et de grande tenue. Une folie de bottes monta à la tête de tous nos hommes; ils en demandaient en suppliant; ils venaient à nous, les mains jointes: « Ah! mon officier, faites-moi donner des bottes! » On en distribua aux cavaliers; les fantassins réclamèrent, et on leur en accorda quelques-unes. L'orgueil de ceux qui avaient pu chausser ces incommodes et lourdes machines ne peut se concevoir; ils allaient par la ville

Plus fiers qu'un capitan sur la barque amirale,

faisant résonner leurs talons ferrés, s'embarrassant dans leurs éperons, qui souvent les jetaient le nez contre le pavé. Les plus sages quittèrent le lendemain même ces instrumens de supplice; mais quelques-uns tinrent bon, et je me rappelle avoir rencontré six semaines après, au quartier de Santa-Maria, des soldats qui marchaient encore triomphalement dans ces pesans entonnoirs de cuir; la gloire avait couronné leur effort, ils étaient célèbres dans leur brigade : on les appelait les *bottés de Monteleone*. On ne saurait croire l'attrait invincible que les chaussures, et spécialement les bottes, exercent sur les soldats; disons le mot franchement, c'est une fascination. Paul de Flotte tombé remuait encore, que déjà on lui avait volé ses bottes; sans un sous-officier qui eut envie de celles de Briganti, ce malheureux n'aurait peut-être pas été massacré.

Ce fut au bruit de notre musique sonnant ses plus belles marches que le soir nous quittâmes Monteleone. Déjà le crépuscule avait éteint les dernières lueurs du soleil couchant; les fenêtres de la ville s'allumaient peu à peu, et la nuit planait sur nous lorsque nous dépassâmes les dernières maisons. Le long de la mer, qu'elle domine,

la route est ouverte aux flancs d'une montagne dont elle suit les rampes irrégulières. Aux pâles clartés de la lune, qui jette devant nous les ombres bizarres des arbres et des rochers, le pays paraît très beau; il me semble que les oliviers et les mûriers y abondent, entrelacés avec des vignes. Vers onze heures nous passons au-dessus d'un gros amas de maisons couchées sur le rivage, et d'où sortent des clartés vacillantes; c'est Pizzo, où nous descendons, pendant que la brigade continue sa route.

Pizzo me semble une ville en cascade, tant la pente de ses rues est raide et coupée d'angles subits; sur les dalles luisantes, nos chevaux glissent et font des écarts tels que nous prenons le parti de les conduire à la main : rues étroites, maisons hautes, place biscornue où coule une fontaine autour de laquelle les chevaux se battent à qui boira le premier et le plus longtemps. A grand'peine, dans la nuit et à travers un dédale de ruelles, nous découvrons la demeure du syndic; il faut insister beaucoup et même menacer un peu pour obtenir le sac d'avoine dont nous avons besoin, avant toute chose, pour réconforter nos chevaux harassés. On nous promit de nous l'envoyer dans une heure, plus tôt même, à notre campement; mais nous n'en voulûmes démordre, et bon gré, mal gré, nous eûmes notre sac, que Sandor Téléki chargea virilement sur ses arçons. Je soupçonne la ville de Pizzo de n'être point de complexion fort libérale; cela peut s'excuser lorsqu'on pense aux immunités considérables que les Bourbons de Naples lui ont accordées et maintenues depuis leur restauration. La capture accidentelle de Murat, « le beau roi, » amena sur la ville une nuée de grâces royales que notre expédition devait égalitairement faire évanouir. J'aurais aimé, si j'en avais eu le loisir, à visiter les lieux où s'accomplit la sinistre aventure du 13 octobre 1815. Certes Murat n'était point fort intéressant, mais ses côtés chevaleresques et essentiellement gaulois lui méritent une grande indulgence. Un de ses derniers mots m'a toujours touché profondément, car j'y retrouve l'homme tout entier : « Tirez à la poitrine, et respectez le visage! » Sa tentative fut ridicule, comme toutes les hardiesses avortées. Un autre, qui trouva pour une meilleure cause une mort horrible sur les côtes de l'Italie méridionale, savait bien, avant de se jeter dans son expédition folle à force de générosité, que pour être absous il faut réussir. Pisacane, qui fut un grand cœur, et qui, blessé, désarmé, après s'être loyalement rendu, fut assommé à coups de bâton et déchiré à coups de fourche comme un loup enragé, écrivant son testament avant de partir, disait (1) : « Je suis persuadé

(1) Voyez le testament de Carlo Pisacane, daté de Gênes, 24 juin 1857, et publié dans le *Journal des Débats* du samedi 25 juillet 1857.

que si l'entreprise réussit, j'obtiendrai les applaudissemens universels; si je succombe, le public me blâmera, on m'appellera fou, ambitieux, turbulent, et ceux qui, ne faisant jamais rien, passent leur vie à critiquer les autres examineront l'œuvre minutieusement, mettront à découvert mes erreurs, et m'accuseront d'avoir échoué faute d'esprit, de cœur et d'énergie. » Pauvre Pisacane! quels regrets toujours saignans il a laissés dans le cœur de ceux qui l'ont connu! Sans cesse j'ai entendu parler de lui par les hommes les plus éminens de l'Italie nouvelle; un de nos généraux, mettant pied à terre à Sapri avec ses troupes, s'évanouit en prononçant le nom de Pisacane, car c'est là qu'il avait débarqué en appelant le peuple aux armes. Dans son testament, il résumait toutes ses théories politiques par deux mots : *liberté*, *association*. Quelle est la grande idée religieuse, politique ou morale qui n'a pas eu ses martyrs? Pourquoi trop les regretter? N'est-ce pas leur sang versé et le souvenir de leur abnégation qui ont fait la route moins difficile à ceux qui viennent après eux pour continuer et achever leur œuvre? On oublie les intérêts momentanément compromis par ceux qu'on appelle des fous et des utopistes pour ne plus se rappeler que les souffrances expiatoires qu'ils ont endurées; la captivité légendaire de Sainte-Hélène a été pour beaucoup dans l'éclosion du second empire, et la défaite de Novare est la mère de la victoire de Solferino. C'est peut-être le long supplice de Venise qui sauvera définitivement l'Italie.

Quand, vers une heure du matin, nous arrivâmes au campement, situé à droite de la route, dans un bois d'oliviers appuyé contre une petite colline, les hommes dormaient; les chariots de bagages, rangés sur une seule ligne, s'étendaient sur la lisière d'un champ que côtoyait un sentier bordé de haies vives. La lune avait quitté l'horizon, et le ciel fleuri d'étoiles semblait sombre dans ses profondeurs. Tout était calme; on n'entendait d'autre bruit que celui des chevaux broyant leur avoine et des bœufs mangeant des tiges vertes de maïs, puis çà et là la plainte confuse de quelque soldat qui parlait en rêvant. Je me couchai sur la terre nue, la tête sur ma selle, emporté bien loin du temps présent par mes souvenirs vers l'époque heureuse où, jeune, ayant fait de ma vie une expansion d'indépendance, je dormais en plein air sur les sables encore tièdes de la chaleur du jour, pendant que les dromadaires ruminaient non loin de moi, et que les chameliers veillaient en attisant le feu pour éloigner les animaux féroces qui hantent les déserts. Il y a dans cette existence, malgré les fatigues qu'elle comporte, je ne sais quoi de sain et de fortifiant, de hardi et d'imprévu, qui charme et complète notre être. L'homme est ainsi fait que souvent le moment présent lui

suffit; il se fait vite illusion, et il pense qu'il est délivré dès que les exigences de la civilisation, disparues pour quelques heures, ne sont plus là prêtes à l'étreindre. Que de fois, en me réveillant dans mes nuits de voyage et en voyant le ciel briller au-dessus de ma tête, je me suis cru libre, et j'ai joui des joies puissantes de la liberté! Ce sentiment était si profond que je bénissais les hasards bruyans qui, en m'arrachant au sommeil, me faisaient ouvrir les yeux vers les étoiles, et me donnaient ainsi conscience de dormir seul et comme perdu sous l'immensité.

Cette indépendance, je la sentais en moi à cette heure dont je parle, mêlé par le fait seul de mon vouloir à une action de liberté, couché sous le ciel sans limite et suivant des yeux les constellations qui gravitaient dans leur lumineuse harmonie. Longtemps je rêvai sans dormir, puis peu à peu le sommeil détendit mes membres et ferma mes paupières. Un son de clairon me réveilla. L'étoile de Vénus, éblouissante, large comme un jeune soleil, apparaissait au-dessus des arbres obscurs. Debout sur une éminence, le trompette sonnait la diane, air triste, langoureux et comme imprégné encore des mélancolies de la nuit. Semblables à des morts qui se lèveraient de leurs tombes, nos soldats se dressaient un à un, étendant les bras et secouant leur dernier sommeil. Un feu s'alluma, puis un autre; des cris de commandement retentirent; les bœufs mugissans furent attelés aux chariots; le clairon jetait toujours aux quatre coins de l'horizon ses notes émouvantes et sérieuses. — Trompette, que sonnes-tu là au-dessus de ces jeunes hommes qui se lèvent? — Le réveil d'une nation! la diane de l'indépendance!

Largement rassasiés d'avoine, nos chevaux avaient bonne vigueur. Je pris les devans avec Sandor Téléki. Quand le jour apparut, nous vîmes des montagnes à notre droite, et à notre gauche des marécages herbus qui précédaient la mer. Le golfe de Sainte-Euphémie s'arrondissait, bleu et calme, près de nous sur le rivage plein des tristes souvenirs de 1806. C'est là en effet, entre la petite rivière d'Angitola et le fleuve Lamato, que le général Reynier fut battu, le 4 juillet, par le général anglais Stuart, qui commandait les Napolitains amenés de Sicile. Les suites de cette défaite furent désastreuses; nous perdîmes momentanément la Basse-Calabre, Reynier put à grand'peine aller chercher un refuge jusqu'à Catanzaro, et le pays entier se souleva contre nous avec de si cruelles atrocités que le général anglais lui-même, voulant y mettre un terme, promit dix ducats par soldat et quinze ducats par officier français qu'on amènerait sain et sauf à son quartier-général. Les grands propriétaires du pays, soupçonnés de n'avoir pas désapprouvé l'ordre de choses nouveau, furent rançonnés et mis à mort. Joseph

écrivait à Napoléon (1) : « Dans la ville de Nicastro, le commandant des gardes d'honneur a été crucifié après avoir eu les yeux crevés ; c'était un prince qui m'avait reçu chez lui. » Harcelés, massacrés, brûlés dès qu'ils se montraient hors des portes, nos soldats étaient comme perdus et voués aux supplices dans ces montagnes où chaque habitant était un ennemi. Cette situation terrible pour nous, mais légale pour les Calabrais, qui, malgré leur odieuse cruauté, se soulevaient avec raison contre une domination étrangère, dura jusqu'après la capitulation de Gaëte (18 juillet 1806); les troupes employées au siége de la ville purent alors, sous les ordres de Masséna, venir en Calabre délivrer Verdier à Cosenza, Reynier à Cassano, et pacifier le pays par des moyens qui ne furent guère moins blâmables que les atrocités commises et qu'on voulait réprimer. Et cependant à cette époque déjà, on pouvait écrire cette phrase si vraie encore aujourd'hui : « Il est impossible qu'un gouvernement inspire moins d'intérêt que la maison de Naples n'en inspire à ses peuples (2). » On se soulevait en criant : Vive le roi! cela est incontestable ; mais en réalité on se soulevait beaucoup moins pour le roi que contre l'invasion. Quant aux cruautés inutiles qu'on a tant reprochées aux Calabrais dans cette circonstance, comment ne pas les excuser quelque peu lorsqu'on pense que ces montagnards, naturellement farouches, ne jouissant même pas d'une civilisation embryonnaire, catholiques fervens, étaient guidés par leurs prêtres, qui prêchaient du haut de la chaire que Jésus avait été jadis crucifié à Jérusalem par des Français déguisés en Juifs? On ne peut croire jusqu'où va l'excès de crédulité de ces pauvres cervelles que nulle instruction n'a jamais éclairées. En 1851, dans la Pouille, un cultivateur aisé m'a demandé s'il était vrai que Napoléon Ier dût son invincibilité à l'habitude qu'il avait de boire chaque matin le sang d'un soldat spécialement égorgé pour lui! Tous les peuples ignorans sont ainsi, on leur fait croire ce que l'on veut. Les Hindous sont persuadés que la compagnie des Indes est une vieille demoiselle qui porte un chapeau de paille et des lunettes vertes; les Turcomans disent que le pape est un vieillard archicentenaire, enfermé dans une boîte dont il soulève parfois le couvercle pour demander si la fin du monde est proche.

Sur la route, abrités çà et là dans les anfractuosités des rochers, les traînards des brigades qui nous précèdent dorment auprès de leurs fusils. Un cavalier s'approche d'eux pour les réveiller et les pousser en avant : c'est Menotti, le fils aîné de Garibaldi, bon et

(1) *Mémoires et Correspondance politique et militaire du roi Joseph*, t. II, p. 391.
(2) Joseph à Napoléon, *ibid.*, p. 204.

joyeux jeune homme, qui prouve sa bravoure en se battant comme on sait, et sa jeunesse en dansant à perdre haleine toutes les fois qu'il en trouve l'occasion. Nous échangeons un bonjour, puis nous arrivons à une belle colline plantée d oliviers, qui descend en pente douce jusqu'à la rivière d'Angitola, que traverse un pont en très bon état, fait notable dans ce pays d'incurie administrative. Des champs s'allongent où foisonnent les mûriers. La terre est vigoureuse, et porte sans fatigue les moissons et les arbres; dans ce pays du soleil, il faut jeter de l'ombre au-dessus des céréales pour qu'elles ne soient pas dévorées par les ardeurs du ciel. On plante des arbres dans tous les champs pour abriter et protéger le blé futur. Il en est de même pour la vigne; réduite aux proportions françaises, c'est-à-dire courte et soutenue par un échalas, elle serait vite desséchée par la double action du soleil et du rayonnement terrestre; on la pique au pied des arbres, elle y grimpe, saute d'une tige à l'autre, et va chercher loin du sol, sous les feuilles des mûriers ou des trembles, l'air et la fraîcheur dont elle a besoin, car ce n'est pas la chaleur qui lui manque jamais. Loin d'être nus comme les nôtres et secs pour les yeux, les champs italiens, avec leurs plantations enguirlandées de pampres, sont toujours animés de verdure et pour ainsi dire vivans. Ceux que nous traversons frissonnent au souffle de la brise, et laissent tomber sur le chemin une ombre profonde que nos chevaux vont chercher d'eux-mêmes, car la poussière est épaisse et le soleil ardent.

Toujours cheminant, nous atteignons une maison effondrée, noircie, et qui fume. Tout auprès, sur la route, des paysans consternés sont réunis. Une vieille femme s'élance au-devant de nous, elle écarte son corsage, et, mettant à nu sa poitrine ridée, elle la frappe à grands coups en criant des phrases que déchirent ses sanglots, et que nous ne comprenons pas. Nous descendons de cheval, nous calmons la pauvre vieille avec quelques pièces de monnaie, irrésistible consolation que je ne sais plus quel ministre espagnol appelait la parole même de Dieu, et nous finissons par démêler, à travers son récit, que la veille les troupes napolitaines, passant sous les ordres du général Ghio, sont entrées dans sa maison. Les soldats ont demandé à boire et ont bu; puis ils ont parcouru les chambres, se sont approprié ce qui leur convenait, ont battu à coups de plat de sabre la vieille, qui se lamentait, ont pris des bottes de maïs sec, les ont répandues dans la maison, les ont allumées, et tout s'est mis à flamber. L'incendie a duré le jour et la nuit; sauf les murailles, il a tout dévoré; parmi les cendres chaudes, on cherche quelques ferrailles qui pourront servir encore. La vieille femme regarde cette ruine et éclate en larmes nouvelles. Les hommes sont silencieux et

taciturnes; ils parcourent les décombres, haussent les épaules, font entendre une imprécation et lèvent le poing vers l'horizon, menace lointaine jetée aux incendiaires. Je me suis assis à l'ombre de ces murailles lézardées que le feu a léchées de ses langues sanglantes, et j'ai senti l'amertume de cette désolation monter dans mon cœur. La vieille femme revient comme invinciblement vers nous, et nous raconte pour la vingtième fois comment « ces fils de chiens » l'ont frappée et ont brûlé la maison. « Où dormir, où manger, comment vivre maintenant? Les bandits ont mis le feu à tout, à tout! Il ne reste plus rien! » En la contemplant, en écoutant ses plaintes, je pensais involontairement à la magnifique comparaison d'Alfred de Musset dans sa *Lettre à Lamartine*, et je me répétais :

> Il s'assoit à l'écart, les yeux sur l'horizon,
> Et regardant s'enfuir sa maison consumée,
> Dans les noirs tourbillons de l'épaisse fumée
> L'ivresse du malheur emporte sa raison!

Nos peu nombreux cavaliers passent sous les ordres de Caselli, puis deux brigades, celle de Sacchi et celle de Bixio. La vieille femme se jette sur la route et recommence ses lamentations; les chefs laissent tomber quelques piastres dans ses mains tendues. A un moment, elle semble devenue folle : elle ramasse des cendres brûlantes et les lance dans la direction du nord, en criant des malédictions contre les Napolitains : « Tueurs de femmes, fuyards devant votre ombre, assassins d'enfans, que votre face soit noire! que vos mains soient rouges quand vous irez dans vos suaires au jugement dernier! »

IV.

Après une heure de repos, nous repartîmes. Il me faut remonter jusqu'au mois d'août 1850, pendant mon voyage sur les bords de la Mer-Morte, pour trouver le souvenir d'une chaleur aussi aiguë. Nous traversons deux lits de rivières qui sortent du fleuve Lamato, mais d'eau il n'y a point vestige : des cailloux, des cailloux, et quelques pâles bouquets de tamarix. Près d'un de ces ruisseaux de pierres s'étend un petit plateau où hier les royaux ont eu un engagement avec les Calabrais. Les cadavres déjà gonflés de deux ou trois mules indiquent l'emplacement; une nuée de corbeaux se gorgent de cette chair immonde que les mouches leur disputent. A notre approche, ils s'enfuient en croassant, tournent en vaste cercle au-dessus de leur proie, et se rabattent à la curée dès que nous sommes éloignés.

Nous quittons la grande route qui conduit à Nicastro, et nous nous jetons sur la droite, par un large chemin, vers Maïda, qui, en haut de la montagne, nous apparaît sombre, aplatie comme une immense carapace de tortue. La pente qui y mène est difficile; elle est abrupte et grimpe entre deux précipices qui semblent des torrens de verdure, tant les arbres y ont poussé drus et serrés. L'aspect de Maïda est farouche; on sent que là doit vivre une race forte, demi-sauvage, pleine de rancunes terribles, n'oubliant point les injures et chérissant la vengeance. S'il est vrai, comme l'ont dit les poètes, que les lieux participent de l'âme des hommes qui les habitent, Maïda doit être implacable et hospitalière, douce avec ceux qu'elle aime, sans pitié ni merci dans ses haines. Quand nous y entrâmes, elle était en pleine ardeur comme une ruche de frelons révoltés. Chacun courait aux armes; des enfans de quinze ans et des vieillards courbés par l'âge se hâtaient de se rassembler sur la place, portant de longs fusils, des cartouchières bourrées de munitions et le fort couteau national passé dans la ceinture de cuir. Un signal avait été donné, et tous ils allaient partir pour rejoindre le baron Stocco, patriote célèbre, exilé depuis 1848, et qui, revenu depuis peu, s'était jeté dans son cher pays des Calabres en l'appelant à la bataille. Chacun s'était levé pour répondre au chef montagnard, et Maïda accourait tout entière. Comme la plupart de ceux qui habitent sur les hauteurs, près du ciel et dans une pure atmosphère, ces hommes me parurent hardis, agiles, bien découplés, musculeux sous leur maigreur; un front bas, ombragé de cheveux noirs bouclés, des yeux rapprochés d'un nez très accentué donnent à leur physionomie quelque chose d'âpre et de sérieux qui rappelle la tête de l'aigle. Nous étions les deux premières chemises rouges qu'on voyait dans la ville; aussi nous y fûmes reçus comme on peut penser. Une heure après, Menotti arrivait, prenait le commandement des Calabrais et s'éloignait avec eux.

Ce fut le syndic qui tint à nous héberger lui-même, et nous acceptâmes ses offres avec empressement. Il nous conduisit à son palais; c'en était un ou quelque chose d'approchant, délabré, il est vrai, habité aux angles des plafonds par les araignées, brisé aux marches des escaliers, écaillé au stuc des murailles, mais de belle construction et d'imposante tournure. Dans une énorme salle peinte à fresque et dallée de marbre, nous fûmes reçus par la mère de notre hôte : c'était une femme âgée, maigre, hautaine, dont les yeux bordés de rouge et sans cils regardaient d'une manière indécise; sa peau avait cette profonde pâleur de cire qui indique les maladies incurables; des cheveux bruns cachaient à demi son front ridé; elle était tout en noir et debout. Jamais je n'oublierai ce moment. Dès que nous eûmes franchi le seuil, elle marcha vers nous, se proster-

nant plutôt qu'elle ne salua, et d'une voix creuse, donnant à ses paroles une intonation traînante qui les faisait ressembler à un chant à peine rhythmé, elle nous dit : « Je suis la mère de quatre fils et de deux filles, beaux parmi les beaux enfans de Maïda; trois de mes garçons partent pour aller rejoindre l'envoyé du Seigneur; le quatrième reste ici pour veiller sur la ville et préparer les armemens; mes filles, mes servantes et moi, nous cousons des casaques rouges, nous effilons la charpie, nous aiguisons les couteaux, nous fondons les balles. Celui que j'ai aimé pendant toute ma vie, que j'ai cousu moi-même dans son linceul, qui fut le père de mes enfans et l'époux que j'avais librement choisi quand j'étais belle, celui-là est au ciel, assis dans la gloire des saints. Toujours il a combattu, souvent il s'est enfui dans la montagne, plus que tout autre il a crié : Vive la liberté! S'il avait vu ce beau jour, dont mon cœur se réjouit maintenant pour lui, il serait mort de joie; mais il le voit du haut du séjour divin qu'il habite, et il vous bénit, vous tous qui portez l'humble livrée de l'indépendance! Vous avez à toujours sanctifié ma maison en y mettant le pied; le blé croît où vous marchez, la vigne devient féconde quand vous la regardez; l'esprit de Dieu circule dans vos veines avec votre sang; vous serez victorieux toujours, toujours! Vous êtes *le droit*, et la défaite ne peut l'atteindre! Il faut que tous se lèvent pour vous suivre : il faut égorger les royaux, les jeter en pâture aux loups de la montagne, brûler leurs palais, éventrer leurs femmes et broyer la tête à leurs enfans! Nous le devons à nos chers morts qui ont souffert par eux et nous ont légué leur vengeance. Que Dieu m'écoute et m'exauce! que les Bourbons périssent honteux et misérables! que leur pain soit de cendres, leur vin de fiel! que l'or leur brûle les doigts comme du feu! que la trahison veille à leurs côtés! que la stérilité frappe leurs entrailles! qu'ils soient maudits dans cette vie et dans la vie de Dieu! » Quelques servantes qui l'écoutaient se signèrent et répondirent : *amen!* Je restais saisi, ayant vainement essayé plusieurs fois d'interrompre ce discours terrible, et qui me choquait outre mesure. Elle était calme, soutenue par une haine qui touchait de près à la folie, et semblait, en prononçant ces effroyables paroles, réciter une leçon déjà souvent répétée; puis, se tournant alternativement vers ses domestiques et vers nous, elle reprit : « A-t-on mené les chevaux à l'écurie? Qu'ils aient un tonneau d'avoine et de la paille jusqu'au ventre, car ils ont porté les libérateurs; qu'on prépare un repas, et le meilleur et le plus copieux! Leurs seigneuries excuseront la pauvreté de ma maison; telle qu'elle est cependant, elle est à vous, brûlez-la si cela vous plaît; notre fortune, nos champs, nos greniers pleins, tout est à vous, prenez, prenez; j'ai maintenant du bonheur pour toute ma vie, puis-

que je ne suis pas morte avant d'avoir vu les Calabres enfin délivrées! » Notre contenance était fort embarrassée, on le comprendra, et après quelques paroles vagues, nous alléguâmes notre fatigue, et nous nous retirâmes dans la chambre qu'on avait préparée pour nous. Nous y dormîmes après avoir fait un excellent déjeuner pendant lequel il nous fut impossible d'empêcher notre hôtesse, qui portait un titre et un nom assez retentissans, de nous servir elle-même.

La ville est bossue, elle est bâtie sur les gibbosités sans nombre de la montagne; ses rues ont des pentes si raides qu'on ne peut y marcher qu'à pied, le cheval y est dangereux et la voiture impossible. Maïda est purement orientale par ses ruelles étroites, ses basses habitations, ses détours infinis, et surtout par son inconcevable saleté. C'est un monceau d'immondices où s'élèvent quelques maisons. Il faut penser aux cités juives de Tabarieh et de Safeth pour retrouver le souvenir d'une si radicale incurie. Dans les rues, qui ressemblent à des escaliers dont les marches seraient descellées et bouleversées, des ordures de toute sorte, restes de la cuisine, restes de l'écurie, s'entassent sous l'incessant bourdonnement des mouches; des chiens fauves, pelés, rogneux, ayant quelque ressemblance avec les chiens errans de Constantinople, s'en vont au hasard, cherchant pâture, et semblent vivre en bonne intelligence avec des bandes de porcs noirs qui fouillent du groin ce lit épais de fumier, s'y vautrent, y dorment, et s'en croient si bien les maîtres qu'ils chargent l'imprudent qui les dérange pour passer. Des enfans nus, vêtus seulement d'une écaille de crasse, courent à travers les chiens, les cochons et ces sanies immondes d'une ville entière. Devant les portes, les femmes, nonchalamment étendues, regardant le ciel, murmurant quelque refrain mélancolique, se font peigner par leurs compagnes, qui ne mettent pas plus de mystère à leur recherche que le jeune mendiant de Murillo.

En voyage, j'ai fait souvent une observation que je livre sans commentaires au lecteur. On peut affirmer qu'entre le degré de propreté d'une ville et la religion professée par ses habitans il y a corrélation intime. Plus une religion est matérialiste, plus ceux qui la pratiquent ont une tendance à l'abandon des soins les plus simples; plus elle est spiritualiste, plus la propreté est en honneur chez ses adhérens. Le type principal de malpropreté est la religion juive, religion presque exclusivement matérialiste, circonscrite dans ses préceptes à la vie mortelle, ainsi que le prouvent les lois du Sinaï. Vient ensuite l'islamisme, qui impose, il est vrai, cinq ablutions par jour aux croyans, mais qui laisse les villes dans un état de telle négligence que sans les chiens, les milans, les percnoptères, qui sont

pour ainsi dire chargés de la voirie, la peste ne tarderait pas à y éclater. L'islamisme en effet n'est qu'un judaïsme déguisé, il ne voit dans la vie future qu'une continuation de l'existence terrestre embellie par une extrême sensualité. La religion grecque, dite orthodoxe, quoiqu'un peu plus propre que le mahométisme, ne marque sur lui qu'un progrès presque insignifiant. Plus le catholicisme est absolu, c'est-à-dire ultramontain, plus ses partisans oublient les lois de la propreté : l'Italie et l'Espagne le prouvent; la France a moins d'incurie, parce qu'elle est gallicane, et aussi, il faut le dire, parce qu'elle subit depuis quelques années l'influence de la protestante Angleterre. Dès que nous entrons dans le protestantisme, la propreté nous apparaît avec toutes ses recherches; dans certaines sectes méthodistes, elle devient une sorte de manie, ainsi qu'on peut le remarquer dans plusieurs villes hollandaises et notamment dans le village de Broeck. Quelle tache immonde le quartier juif ne fait-il pas au milieu d'Amsterdam! Et en Suisse quelle différence subite et saisissante entre les cantons catholiques et les cantons protestans! On pourrait, sans craindre de se tromper, formuler cet axiome : plus les hommes par leur religion se rapprochent du judaïsme, plus ils sont sales; plus ils s'en éloignent, plus ils sont propres. Le paganisme, au moins autant que l'hébraïsme, devait avoir à ce sujet des négligences absolues; il a fleuri de toutes ses forces dans l'Italie méridionale, dans la Grande-Grèce, où tous les cultes ont passé tour à tour, et qui fut une sorte d'Olympe successif. Ses traces n'y sont encore que trop vivantes; les Calabres et Naples elle-même ne sont-elles pas des réceptacles d'immondices? L'idée très naturelle d'approprier les villes n'est venue à aucune des administrations qui ont gouverné le pays, et Maïda sous ce rapport est un échantillon curieux : c'est l'idéal même de la saleté.

Elle est belle cependant, cette ville juchée sur sa montagne isolée, entourée de verdures qui s'élancent vers elle et lui font un touffu piédestal, commandant la plaine qu'elle surveille du haut de sa crête, ainsi qu'une vedette toujours en alerte, et ne laissant à nulle autre le droit de marcher avant elle au combat. La plaine qui s'étend à ses pieds, et que coupent les méandres du fleuve Lamato, semble être formée des plateaux réunis d'un grand nombre de basses collines; elle est fermée vers l'ouest par le golfe Sainte-Euphémie, que je vois briller à l'horizon, au nord par la chaîne des Apennins, qui se dresse, comme une infranchissable muraille, dans une anfractuosité où la petite ville de Nicastro s'étale en amphithéâtre. Vers la fin du jour, à l'heure malsaine où la brume s'amasse lentement au-dessus des marais, de grandes bandes de nuages ternes s'allongent sur les montagnes et les traversent comme un fleuve de couleur

sombre. Quand la nuit est tout à fait descendue sur terre, nous apercevons trois incendies qui flambent : ce sont des fermes que les Napolitains ont allumées dans leur retraite.

Le soleil apparaissait au-dessus des monts, quand le lendemain nous rejoignîmes la brigade, qui déjà était en marche; elle traversait le fleuve Lamato, qui n'est plus qu'un mince filet limpide coulant entre deux larges rives de cailloux. Les rangs de nos soldats sont plus pressés que d'habitude, on marche en meilleur ordre; des guides ont été envoyés en arrière pour ramener les traînards, notre avant-garde est plus nombreuse que les jours précédens. Attentifs au premier signe de leurs chefs, nos hommes semblent joyeux et comme défatigués. Qu'est-ce donc? Une dépêche vient d'être remise à Eber et lui apprend que les Napolitains nous attendent, dit-on, à Tiriolo, dont nous sommes séparés seulement par une douzaine de milles. Nous examinons nos cartes; la position est bien choisie : Tiriolo couronne une montagne plus élevée que celle de Maïda; l'aire d'un aigle ne serait pas plus inaccessible.

On hâte le pas, car on a bon espoir de rejoindre enfin cet invisible ennemi qui se dérobe à notre approche et fond comme la neige au vent du sud. La route nous mène à travers des ravins et des défilés, par-dessus de belles collines plantées d'oliviers, devant des fermes où il n'y a plus que des femmes, parmi des champs où paissent les bestiaux. On arrive ainsi, vers onze heures du matin, à Marcellinara, belle petite ville où s'élève une large maison carrée qui a quelques vagues semblans de poste fortifié, et qui est l'habitation d'un gros personnage du pays, le baron San-Severino. Là, de nouveaux ordres nous parviennent et nous arrêtent; Tiriolo est évacué, rien n'empêche plus de donner aux troupes un repos que leurs marches forcées depuis notre débarquement en Calabre ont rendu nécessaire. Nos hommes sont mal satisfaits, et la joie de se reposer enfin ne diminue pas leur désappointement.

Garibaldi s'attendait si bien à trouver la position de Tiriolo défendue par les Napolitains qui, sous le commandement du général Ghio, avaient abandonné précipitamment Monteleone, qu'il avait adressé l'ordre du jour suivant à ses soldats : « L'Italie depuis quelques mois a mis en vous ses espérances les plus chères. Vous avez souffert beaucoup de privations, et voilà que, pour vous récompenser, je vous demande des privations nouvelles. En vingt-quatre heures, les destinées de notre pays seront décidées. Que cette récompense de vos travaux soit présente à vos yeux! Je ne doute pas d'un dernier effort de mes compagnons d'armes! » Les Napolitains, se sentant à Tiriolo entourés par un pays en complète insurrection, cernés de toutes parts et menacés par les chemises rouges, qui ac-

couraient, quittèrent leur position, se replièrent et s'arrêtèrent aux défilés de Soveria (1), couvrant ainsi l'importante ville de Cosenza et défendant la route qui y mène; mais les mêmes périls qui les avaient chassés de Tiriolo se retrouvèrent plus pressans et plus nombreux encore à Soveria: là aussi toute la contrée en armes était debout. Sur leurs flancs, l'insurrection s'étendait; le baron Stocco, avec ses Calabrais, les avait tournés par une marche rapide, et coupait les communications avec Cosenza. Garibaldi arriva pour livrer bataille. La troupe royale, découragée par des défaites qu'elle ne pouvait ignorer, démoralisée par un esprit d'indiscipline dont nous avions trouvé déjà tant de preuves sur notre route, ne pouvait opposer une résistance bien sérieuse à des hommes ardens qui sentaient la victoire s'agiter dans leur cœur. Les généraux napolitains le comprirent et capitulèrent, abandonnant à Garibaldi deux batteries d'artillerie, les chevaux et les mulets, dont nous avions grand besoin. La capitulation de Soveria laissait sans défense la route de Cosenza et découvrait la ville, où déjà fonctionnait régulièrement un comité national choisi parmi les notables habitans. Le général napolitain Cardarelli, qui y commandait avec une brigade, sentit facilement que sa position était fort compromise; il savait que nos troupes de Sicile débarquaient journellement à Paola et à Sapri pour intercepter toute retraite sur Naples. Avec beaucoup de raison il pensa qu'il était odieux de faire couler un sang inutile, et que l'honneur de ses armes était sauf, puisqu'il se trouvait dans une position inextricable. Il capitula donc entre les mains du comité de Cosenza (2), « comité central de la Calabre citérieure. » Le corps sous ses ordres comprenait un régiment de carabiniers à pied, une compagnie de gendarmes, une batterie d'obusiers de montagne, deux escadrons de lanciers. Qu'aurait pu faire cette petite troupe contre l'insurrection et notre armée? On a accusé les généraux napolitains de lâcheté et même de trahison dans les Calabres; on a eu tort. Ils ont été constamment coupés, isolés les uns des autres et mis dans l'impossibilité d'agir par le général le plus merveilleusement actif qui soit au monde. Il est une preuve de cette activité qui sera surtout convaincante pour les hommes habitués aux choses militaires. Vingt-huit étapes régulières séparent Reggio de Naples; notre brigade les fit en quatorze

(1) Soveria est un gros bourg placé précisément sur l'extrême limite de la Calabre u'térieure deuxième, au fond d'un défilé; il ne faut pas confondre ce bourg avec la petite ville de Soveria, située à l'est de Catanzaro, au haut d'une montagne, derrière le fleuve Simmari.

(2) La minute de la capitulation est signée : « Cav. Giuseppe Cardarelli; — le comité, Francesco Gazolini, Pietro Compagna, Donato Morelli, Carlo Compagna, Domenico Fruginele. »

jours, et encore prit-elle deux jours de repos à Marcellinara et autant à Catanzaro (1). Malgré ces fatigues, l'ardeur des soldats était telle que Sirtori, chef de l'état-major général, fut obligé de la modérer par un ordre du jour (2). Nous pouvons dire sans exagération que nous avons traversé les Calabres et la Basilicate au pas de course.

Quoi qu'il en soit, Cardarelli, par sa capitulation, s'engageait sur son honneur militaire à ne plus prendre les armes contre « la cause de l'unité de l'Italie, du roi Victor-Emmanuel, du dictateur Garibaldi, de ses soldats et des gardes civiques mobilisées de toutes les provinces du continent napolitain et de la Sicile. » Il s'engageait en outre à se rendre et à rester à Salerne; ses étapes étaient prévues et indiquées, avec leurs jours de repos; il partait avec armes et bagages, ne laissant à l'insurrection que trois cents fusils mis en dépôt au quartier de Sainte-Thérèse. Par le fait de cette capitulation, notre expédition des Calabres devenait une simple promenade militaire, fatigante il est vrai, mais sans dangers. La route nous était ouverte, non pas jusqu'à Naples, mais jusqu'à Salerne, car chacun de nous croyait fermement alors que le roi François II viendrait à la tête de son armée, de ses Suisses et de ses Bavarois, sur la fidélité desquels on fondait bruyamment tant d'espérances, nous attendre lui-même dans les plaines de Salerne et nous disputer chaudement l'entrée de sa capitale. Le repos ordonné à nos soldats confirmait encore cette prévision, et nous pensions que Garibaldi rassemblerait toutes ses troupes soit à Cosenza, soit à Lagonegro, pour aller avec de meilleures chances livrer bataille à la monarchie.

Ce fut à Soveria même, après la capitulation, que Garibaldi reçut des mains de M. La Cecilia une lettre écrite par ordre du roi François II et datée du 27 août. Par cette lettre, le roi offrait au dictateur, à la condition qu'il ne chercherait pas à renverser le gouvernement bourbonien, — l'abandon de la Sicile, qui serait appelée à décider elle-même de son sort par le suffrage universel; — le passage libre pour lui et son armée sur les terres napolitaines, mais sans traverser Naples; — 3 millions de ducats comptans; — la coopération

(1) Les *vetturini* mettent dix jours pour aller de Naples à Reggio.

(2) « Le moment de combattre viendra pour tous, et alors ceux qui croyaient rester les derniers se trouveront les premiers au combat. Le désir d'être au premier rang à la bataille est très louable chez le soldat; mais le sentiment du devoir, qui le retient à son poste quoi qu'il arrive, obéissant à quelque ordre que ce soit, est plus honorable encore. Ce n'est point pour vous distinguer que vous êtes ici sous les drapeaux, c'est pour servir la patrie, quelques sacrifices que la patrie réclame. Vous êtes prêts à donner votre sang pour elle : ne pouvez-vous donc pas lui sacrifier les impulsions d'un amour-propre nécessaire? Ce n'est pas là de la vertu. Ce n'est pas l'amour-propre qui accomplit les grandes entreprises. Soldats! souvenez-vous que le sacrifice de l'amour-propre vaut mieux que le sacrifice de la vie! — SIRTORI. »

pendant six mois de cinquante mille hommes de l'armée royale et de la flotte pour aller attaquer l'Autriche dans la Vénétie ou l'armée du pape à Ancône; — le droit de lever des volontaires dans tout le royaume. Le piége était grossier, et de toute façon il s'adressait mal. Garibaldi sait mieux que personne que les adeptes du droit divin, — rois ou prétendans, — admettent à leur usage une morale particulière relative à certains cas de force majeure dont nous avons eu, en Espagne, récemment encore un triste exemple. Il n'oubliait pas en outre que François II était le fils de ce Ferdinand qui, en 1848, avait déclaré à la face du monde « vouloir contribuer, avec les autres princes de l'Italie, à la sainte guerre de l'indépendance italienne par l'envoi d'un large contingent de terre et de mer (1); » ce qui ne l'empêcha pas de mitrailler son peuple le 15 mai, de retirer la constitution jurée, de rappeler les troupes et les navires envoyés au secours de la Vénétie soulevée. Garibaldi savait qu'entre les deux principes qui sont, quels que soient les prétextes dont on les enveloppe, le fond de toutes les guerres qui secouent l'Europe depuis tant de siècles, il n'y a pas de pacte possible. « L'un des deux est de trop dans le monde; » le mot est de Lucien Bonaparte, et il est juste. Il savait encore que si, par faiblesse, il acceptait le marché proposé, il serait joué, bafoué, berné par des hommes dont la politique est basée uniquement sur cet adage, que la fin justifie les moyens; il savait enfin que l'acceptation de ces offres, la loyauté du jeune roi étant admise, conduirait vers une fédération l'Italie, qui ne cherche et ne veut que son unité. Garibaldi refusa donc, verbalement je crois, et sans même répondre à la lettre royale.

MAXIME DU CAMP.

(1) Planat de La Faye, *Documens et pièces authentiques relatifs à Manin*, t. Ier, p. 285. Il faut lire dans le même volume, p. 247, le cri de douleur que cette trahison arrache à Leopardi, envoyé du roi de Naples auprès du roi de Sardaigne : « Le colonel Lahalle s'est tué, le colonel Testa est mort d'apoplexie à force d'angoisses. O éternelle infamie des Bourbons! » Les chefs de corps, avant de quitter Naples, avaient reçu directement du roi la défense de franchir le Pò.

HISTOIRE NATURELLE

DE L'HOMME

UNITÉ DE L'ESPÈCE HUMAINE.

VIII.

LES THÉORIES POLYGÉNISTES.
ACTIONS DE MILIEU, THÉORIE D'AGASSIZ.

Nous avons distingué l'*espèce* de la *race* et de la *variété* dès les premières pages de ce travail (1), comme presque tous les zoologistes, presque tous les botanistes, le font aujourd'hui. Chose assez étrange, on a reproché aux naturalistes d'agir de la sorte. On a dit d'eux que, contrairement aux principes de la méthode naturelle, ils faisaient reposer la distinction des espèces sur un caractère unique choisi arbitrairement, — l'impossibilité ou la difficulté extrême du croisement, — et que dès lors il était tout simple que les groupes reconnus par eux comme espèces ne pussent se fusionner, puisqu'ils avaient été établis en vertu d'une règle formulée à l'avance. On a voulu expliquer ainsi l'accord existant entre les doctrines qui s'appuient sur cette distinction et les faits observés. Cette objection ne repose que sur une erreur historique. Ce n'est pas *à priori* que les naturalistes de *toutes les écoles* ont distingué les êtres vivans en *espèces, races* et *variétés*. L'observation et l'expérience les ont conduits à ce résultat. Ils avaient découvert les *choses* avant de les dé-

(1) Voyez les livraisons du 15 décembre 1860, 1er et 15 janvier, 1er et 15 février, 1er et 15 mars 1861.

signer par des *mots*. Nous tous qui profitons des travaux antérieurs, nous pouvons donc, nous *devons* même, surtout lorsqu'il s'agit d'une discussion roulant en entier sur ces distinctions, dire nettement au début ce que signifient les termes qui vont être employés, et c'est ce que nous avons fait. Les polygénistes au contraire ont eu un double tort, celui d'oublier les choses et celui de prendre les mots les uns pour les autres. De là résulte dans leurs écrits, dans leurs idées, la confusion dont nous avons signalé des exemples dans notre étude précédente, et que nous retrouverons au fond de presque tous leurs argumens.

Il est une autre notion générale qui ne fait guère moins défaut aux adversaires du monogénisme : c'est celle des *actions de milieu*. D'ordinaire les polygénistes cherchent à se rapprocher des naturalistes de l'école philosophique (1) : le nom des Lamarck et des Geoffroy Saint-Hilaire n'est prononcé par eux qu'avec vénération; mais dès qu'il s'agit du *milieu*, ils oublient les théories les plus caractéristiques de cette école, les doctrines le plus hautement professées par ceux qu'ils acclament comme des maîtres. Alors ils passent aux écoles contraires, et vont bien plus loin que les disciples de Cuvier ou de Blainville lui-même. En dépit de leurs théories absolues, ceux-ci reconnaissaient, au moins dans la pratique, la puissance modificatrice des actions extérieures, et voilà comment, au risque de se rencontrer avec les *naturalistes philosophes*, ils se mettaient d'accord avec les faits et retrouvaient la *race* à côté de l'*espèce*. Les polygénistes au contraire nient expressément cette action du monde extérieur ou s'efforcent d'en amoindrir les résultats les plus évidens. Pour eux, le milieu est à peu près sans influence, et en tout cas il ne saurait altérer d'une façon sérieuse la forme primitive, pas même la couleur. Ils sont donc encore ici en contradiction avec *tous les naturalistes*, mais surtout avec les *naturalistes philosophes* (2).

La négation des actions de milieu, des notions confuses et incomplètes sur l'espèce et la race, permettent seules d'expliquer com-

(1) Non pas de tous. Il est digne de remarque que les polygénistes qui exaltent le plus Lamarck et Geoffroy Saint-Hilaire ne prononcent jamais le nom de Buffon. On dirait que pour eux Buffon n'est pas un *naturaliste philosophe*.

(2) Si l'on voulait mettre en doute l'exactitude de nos paroles, on nous permettrait d'invoquer le septième chapitre de la *Philosophie zoologique* de Lamarck. Ce chapitre est intitulé : *De l'influence des circonstances sur les actions et les habitudes des animaux, et de celle des actions et des habitudes de ces corps vivans, comme causes qui modifient leur organisation et leurs parties*. A lui seul, ce titre suffit pour indiquer que Lamarck serait avec nous contre ses singuliers admirateurs. Quant à Geoffroy Saint-Hilaire, il suffit de se rappeler ses discussions avec Cuvier à propos de l'action *du milieu ambiant* pour être convaincu que c'est nous qu'il aurait regardé comme son disciple bien plutôt que les polygénistes. En effet, dans cette discussion, Geoffroy s'est incontestablement montré plus physiologiste que son redoutable adversaire.

ment on peut adresser au monogénisme quelques-unes des objections qu'on lui oppose avec le plus d'assurance. Nott et Gliddon ont consacré un long et fort intéressant chapitre à l'histoire physique des Juifs observés dans diverses parties du monde. Ils cherchent à démontrer que cette population est restée partout la même. Certes, pour prouver le contraire, il n'est pas besoin d'autres témoignages que ceux qu'ils rapportent eux-mêmes. Un de leurs correspondans leur déclare que la couleur des yeux et de la peau varie beaucoup des Juifs du nord à ceux du midi, et que les Juifs septentrionaux diffèrent autant des méridionaux que les familles anglaises restées en Angleterre diffèrent de celles qui ont émigré en Amérique; comme nous, il attribue ces modifications à l'action du climat (1). Un autre, cherchant à distinguer les *Juifs noirs* des *Juifs blancs* de Cochin, représente ces derniers comme étant de couleur très foncée, sans être pourtant absolument noirs. En réalité, à quoi aboutit toute l'argumentation des auteurs américains, si l'on admet sans exception tous les faits avancés par eux? A deux choses très distinctes : d'abord que les Juifs ne se ressemblent pas, qu'ils ont subi l'action des milieux divers auxquels ils ont été soumis, « comme les Caucasiens transportés pendant plusieurs générations dans des climats différens (2), conclusion en désaccord complet avec les doctrines polygénistes; » ensuite que, malgré un séjour de dix siècles sous le ciel de l'Inde, ils ne se sont pas transformés en véritables Hindous, conséquence que nous acceptons sans difficulté. Il est vrai que Nott et Gliddon en tirent un argument en faveur de la multiplicité des espèces; mais cette objection ressemble à celle qu'on nous opposait à nous-même, et qui peut se formuler ainsi : « Depuis trois siècles qu'il y a aux États-Unis des blancs et des nègres soumis aux mêmes actions de milieu, ils ne sont pas devenus pareils; ni les uns ni les autres ne se sont transformés en *peaux-rouges*, et cette transformation n'aura jamais lieu. » Il est aisé de répondre à ces deux objections.

Remarquons d'abord que telle n'est pas, au moins pour le teint, l'opinion de l'auteur d'un travail publié dans ce recueil même,

(1) En lisant cette lettre, on se demande comment il est possible que les auteurs américains la citent à l'appui de leurs opinions. On ne peut expliquer ce fait que par une phrase placée en tête de cet écrit, et dans laquelle l'auteur déclare que tous les Juifs *ont des traits identiques*. Quels sont ces traits si caractéristiques? Bien entendu on ne les précise pas. La chose est en effet fort difficile. Camper, dont l'habileté comme dessinateur est si connue, qui toute sa vie s'est occupé de questions de ce genre, déclare avoir vainement cherché à préciser le caractère de la tête juive. Dans mes divers séjours en Alsace, je n'ai pas été plus heureux que Camper, pas plus heureux que Pickering, qui trouva dans la population juive de Bombay une variété inattendue de *traits*, de teint et de costumes.

(2) Expression d'un des correspondans de Nott et Gliddon.

M. Reclus (1). Dans ce travail, que nous avons déjà cité, le voyageur, traduisant simplement les impressions qu'il éprouve en dehors de toute controverse, s'exprime ainsi : « Si d'autres influences ne balançaient celles du climat, il se pourrait bien qu'après un certain laps de siècles, les Américains eussent tous la couleur des aborigènes, leurs ancêtres fussent-ils venus de l'Irlande, de la France ou du Congo. » En sera-t-il réellement ainsi? Nous ne saurions répondre encore; mais, ne fût-ce que pour la couleur, une transformation qui identifierait le nègre et le blanc nous paraît bien difficile: elle est, selon toute apparence, impossible pour l'ensemble des caractères. Sans croisement et par l'action seule du milieu, le nègre ne deviendra jamais un blanc, le blanc ne se transformera jamais en nègre. Sur ce point, nous sommes entièrement d'accord avec les polygénistes; mais ils tirent de ce fait la conclusion que ces deux hommes sont d'espèce différente, et c'est là ce que nous n'admettons pas. Pour décider qui des deux a raison, revenons-en aux enseignemens tirés des races domestiques.

Lorsque les éleveurs anglais ont cherché à modifier la race de Leicester et la race de la Tees, bien que les procédés employés aient été identiques, souvent mis en œuvre par les mêmes personnes, et toujours dirigés dans le même sens, ont-ils obtenu des résultats semblables? Non. Le leicester s'est transformé en dishley, le teeswater en durham, et jamais un éleveur ne confondra ces deux races. Déjà nous avons fait remarquer la conséquence qui résulte de ce fait et d'autres faits analogues : — une race nouvelle n'est jamais un produit simple; pour employer le langage des mathématiciens, elle est toujours une *résultante* dont les deux *composantes* sont la race primitive d'une part, la nature du milieu de l'autre. Que l'un des élémens change, et le résultat changera aussi, comme change la *résultante* dont l'une des *composantes* est changée. — Par conséquent l'homme de race aryane et l'homme de race sémitique, modifiés tous deux par le climat de l'Inde, ne pourront donner, quelque laps de temps qui s'écoule, un seul et même homme, une seule et même race. Voilà pourquoi, après mille ans, le Juif de Cochin est encore distinct du véritable Hindou; pourquoi, tout en prenant peut-être quelques caractères communs, le nègre et l'Anglo-Saxon se distingueront toujours l'un de l'autre sur la terre d'Amérique. Voilà pourquoi encore le nègre transporté en Europe ne deviendra jamais un vrai Caucasien, quand même son teint blanchirait, et pourquoi l'Européen ne sera jamais un vrai nègre, quand même son teint noircirait. Les races dérivées de troncs différens sous des influences identiques peuvent bien se rapprocher en prenant quelques carac-

(1) Voyez la *Revue* du 1er août 1859.

tères communs, que leur imprime le milieu; mais elles présentent toujours quelques différences appréciables tenant à leur nature première, et qui sont pour chacune d'elles une sorte de certificat d'origine. — Voilà ce qu'on constate chez les animaux, ce que nous avons vu se présenter chez les chiens libres d'Amérique, et ce dont rendent compte d'une manière très simple les principes exposés dans nos études précédentes. Bien loin d'être en contradiction avec les doctrines monogénistes, ces faits, et jusqu'aux hypothèses de même nature qu'on cherche à leur opposer, mettent encore plus en relief l'accord complet de ces doctrines avec les résultats de l'expérience et de l'observation.

Les actions modificatrices profondes, sérieuses, exercées par le milieu, deviennent aujourd'hui tellement impossibles à méconnaître, qu'un certain nombre de polygénistes renoncent à les nier; mais alors ils ne veulent voir en elles que des signes de dégénérescence et de mort; ils refusent au milieu tout autre pouvoir que celui de tuer. Knox surtout a nettement soutenu cette thèse. Plus franc ou plus logique que la plupart des polygénistes, cet auteur, ici comme toujours, a nettement accepté les conséquences de ses doctrines générales. Pour lui comme pour toute l'école américaine, chaque espèce d'hommes est un produit local. Il en conclut qu'elle ne peut vivre en dehors de la terre et du climat qui l'ont vue naître. Toutefois il ne peut nier ni les changemens subis par le *Yankee*, si peu semblable aujourd'hui à ses ancêtres anglo-saxons, ni les modifications presque aussi marquées de la race celtique depuis sa transplantation au Canada (1); mais, loin de reconnaître dans les caractères qui apparaissent chez ces petits-fils de l'Europe les signes de la formation de races nouvelles, il n'y voit que des preuves de décadence physique et morale, des indices d'une destruction prochaine.

En réponse à ces étranges appréciations, bornons-nous à citer quelques faits et quelques chiffres. Ce sont ces hommes *dégénérés, petits de corps et d'idées*, qui fournissent au Canada ces *coureurs des bois*, ces *voyageurs*, qui, tour à tour marins sur les fleuves et les lacs, chasseurs et bûcherons dans les forêts et les déserts, sans cesse en lutte avec la nature ou les hommes, servent presque uniquement d'intermédiaires entre les indigènes et les comptoirs anglais; ce sont eux qui entretiennent à Québec, à Montréal, le goût de la littérature et des arts, et luttent au nom de l'intelligence élevée contre les ten-

(1) « Un long séjour en Amérique a fait perdre au créole canadien les vives couleurs de sa carnation. Son teint a pris une nuance d'un gris foncé; ses cheveux noirs tombent à plat sur ses tempes comme ceux de l'Indien. Nous ne reconnaissons plus en lui le type européen, encore moins le type gaulois. » — Th. Pavie, *Revue des Deux Mondes* du 15 décembre 1850.

dances à peu près exclusivement utilitaires des colons anglais. Enfin, bien que ne se recrutant plus dans la mère-patrie depuis la cession du Canada à l'Angleterre, ces mêmes hommes, ces Celtes transplantés ont longtemps constitué la très grande majorité de la population, ils en forment encore plus du tiers, et se multiplient avec une rapidité bien remarquable. En 1763, à l'époque du fatal traité de Paris, on comptait au Canada 70,000 âmes; en 1814, la population totale était de 335,000 âmes, dont 275,000 Français. Le recensement de 1851 accuse 1,842,265 Canadiens, dont 695,945 Français. Cette race avait donc à bien peu près quadruplé dans l'espace de cinquante et un ans, malgré les luttes qui suivirent la conquête, et presque décuplé en quatre-vingt-huit années. Certes les assertions de Knox ne pouvaient recevoir un démenti plus formel (1).

Sans aborder ici dans son ensemble la question fort complexe de l'acclimatation, il est pourtant impossible de ne pas en dire quelques mots en présence des argumens que les polygénistes ont cru pouvoir tirer de la difficulté qu'ont à prospérer dans certaines contrées les races étrangères au sol. Il est très vrai que le blanc d'Europe, transporté sous la ligne ou dans les régions intertropicales, languit et périt souvent sans laisser de postérité, ou que celle-ci s'éteint au bout d'un petit nombre de générations. Il est très vrai que le nègre d'Afrique émigré en Europe y meurt très souvent de phthisie. Il est encore vrai que, dans notre colonie de l'Algérie, la mortalité des adultes, celle des enfans surtout, est de beaucoup supérieure à celle qu'on observe dans la mère-patrie. A quel point de vue toutefois ces faits peuvent-ils être invoqués en faveur du polygénisme? La race, nous l'avons vu, est avant tout un produit du milieu. Formée sous l'empire de certaines conditions d'existence et rencontrant *brusquement* des conditions d'existence nouvelles, est-il surprenant qu'elle souffre et succombe parfois dans la lutte qui s'établit entre l'organisme et le monde extérieur? Bien au contraire, ce serait l'acclimatation immédiate dans de pareilles conditions qui serait inexplicable, d'après les idées que nous défendons!

Quoi qu'en aient dit Knox et les polygénistes qui, sous des formes plus ou moins adoucies, ont adopté ses idées, l'Européen prospère et se propage dans tout pays où ne se rencontrent pas des conditions en trop grand désaccord avec le sang qu'il a reçu de ses ancê-

(1) Le peuplement de l'Acadie présente un fait peut-être plus frappant encore. La très grande majorité des Acadiens, plus des trois quarts selon M. Rameau, descendent de 47 familles françaises comprenant 400 individus, d'après un recensement fait en 1671. En 1755, ce chiffre s'était élevé à 18,000. On sait qu'à cette époque la population fut dispersée violemment par les Anglais. 6,000 Acadiens furent exportés; 1,500 se retirèrent au Canada; 2,500 disparurent on ne sait où. Il ne devait donc en rester qu'environ 8,000. On en compte aujourd'hui 95,000. Ces chiffres ont été recueillis et communiqués à la Société d'anthropologie par M. Boudin dans un travail encore inédit.

tres. La distance et la différence des races indigènes n'influe en rien sur ce résultat. Ici on peut citer des exemples frappans. Le Cap, la Nouvelle-Hollande, nourrissent les deux races qu'on a toujours été enclin à regarder comme étant les plus éloignées de l'homme européen, celles qu'on a voulu assimiler aux singes; ces deux régions sont d'ailleurs bien loin de nous, et l'une d'elles est à nos antipodes. Eh bien! ce sont précisément deux des points du globe qui semblent le mieux se prêter à la colonisation par les races blanches. Au Cap en particulier, le Français chassé par l'édit de Nantes, le Hollandais, l'Anglais attirés par l'espoir d'un bien-être qu'ils ne pouvaient trouver chez eux, ont également multiplié, et les tableaux recueillis par M. Boudin montrent que l'armée anglaise y fait annuellement des pertes un peu moins nombreuses qu'en Angleterre même et dans les corps les plus privilégiés (1).

Empruntons encore quelques faits aux recherches si curieuses de l'auteur que nous venons de citer. Le blanc, a-t-on dit, ne peut vivre dans les pays chauds. M. Boudin montre que, dans l'hémisphère sud, même au milieu des conditions en apparence les plus défavorables, une chaleur très intense ne produit plus les mêmes effets que dans l'hémisphère nord. Par exemple, dans les îles de la Mer du Sud comme dans l'Amérique et l'Afrique méridionales, le blanc semble pouvoir vivre impunément sous le soleil des tropiques et à côté de marais dont les exhalaisons seraient infailliblement mortelles pour lui dans l'hémisphère nord (2). Le nègre, disait-on encore, se propage et prospère partout où il trouve la température élevée de son pays. M. Boudin prouve par des chiffres que, dans les îles du golfe du Mexique, la race nègre est en décroissance sensible; il répète la prophétie du colonel Tulloch : « avant un siècle, la race nègre aura presque cessé d'exister dans les colonies anglaises des Indes occidentales; » mais en même temps il fait voir qu'à la Barbade cette race ne présente encore aucun signe sensible d'une extinction future. Il montre à la Martinique, chez les nègres, un excédant annuel des naissances sur les décès qui s'élève presque au chiffre de deux mille, tandis qu'à la Guadeloupe le nombre des

(1) Dans une période de sept années, les décès sur un personnel de 1,000 hommes ont été de 14,5 pour la cavalerie *household*, de 15,3 pour les dragons de la garde, de 15,5 pour l'infanterie de la garde et de la ligne. Dans une période de dix-huit ans, la mortalité au Cap n'a été que de 14,1 sur un effectif de 1,000 hommes. — *Traité de Géographie et de Statistique médicales.*

(2) M. Boudin a particulièrement insisté sur ce résultat si inattendu dans les communications qu'il a faites à la Société d'anthropologie. Il attribue cette innocuité de l'hémisphère sud principalement à l'absence presque complète des fièvres paludéennes. Cette absence elle-même est un fait bien étrange, puisque dans certaines localités, à la Nouvelle-Calédonie par exemple, en pleine région intertropicale, toutes les conditions qui les produisent chez nous semblent être réunies.

décès surpasse sensiblement celui des naissances. Ainsi les recherches de M. Boudin, entreprises à un point de vue exclusivement médical et appuyées sur les documens officiels les plus authentiques, réfutent quelques-unes des assertions les plus positives des polygénistes, et confirment tout ce que nous avons dit de ces actions de milieu *locales* qui introduisent dans les questions relatives aux races un élément trop facilement oublié.

Un certain nombre d'écrivains polygénistes ont représenté le nègre comme étant complétement insensible à l'action de certaines effluves mortelles pour le blanc; ils ont cherché dans cette immunité présentée comme absolue un caractère spécifique propre à le distinguer du blanc. Ici encore on a étrangement exagéré la portée et la signification de quelques faits vrais. Les études faites sur place pendant de longues années par le docteur Winterbottom montrent que les indigènes de Sierra-Leone sont atteints de fièvres intermittentes et rémittentes « qui présentent chez eux exactement les mêmes caractères que chez les blancs acclimatés (1). » Les chiffres recueillis par M. Boudin démontrent jusqu'à l'évidence que, bien qu'étant de tous les hommes ceux qui résistent le mieux aux fièvres de marais, les nègres n'en subissent pas moins l'atteinte et en meurent comme les blancs. Entre ces deux extrêmes d'ailleurs, on trouve encore des intermédiaires (2). Quel naturaliste voudrait voir un caractère spécifique distinctif dans une particularité quelconque commune à plusieurs groupes de plantes ou d'animaux, ne se manifestant jamais chez tous les individus qui entrent dans la composition d'un seul de ces groupes, se montrant dans tous avec les mêmes caractères, et seulement plus rare chez les uns, plus fréquente chez les autres?

Au reste, ce qui achève de prouver combien les immunités plus ou moins prononcées dont jouit la race nègre sont loin d'être des *caractères d'espèce*, ce qui leur donne au contraire à un haut degré le cachet des *caractères de race*, c'est qu'elles s'acquièrent et se perdent, c'est qu'elles dépendent du milieu. Lors de l'expédition des Anglais sur le Niger en 1841, presque tous les blancs furent atteints de fièvres graves, presque tous les noirs au contraire échappèrent

(1) Prichard, *Researches into the physical History of Mankind.*

(2) Voici, d'après M. Boudin, la mortalité sur 1,000 hommes occasionnée par les fièvres dans les soldats de cinq provenances différentes que l'Angleterre entretient à l'île de Ceylan :

Nègres	1,1
Indigènes de l'Inde	4,5
Malais	6,7
Indigènes de Ceylan	7,0
Anglais	24,6

On remarquera que les indigènes de Ceylan ne viennent qu'au quatrième rang, et souffrent par conséquent de leur climat natal plus que les populations importées. A lui seul, ce fait suffirait pour réfuter la doctrine de Knox et de ses adhérens.

à ce fléau de l'Afrique tropicale. Or les onze nègres qui seuls furent malades « avaient *tous* habité l'Angleterre pendant plusieurs années, circonstance à laquelle ils étaient peut-être redevables d'avoir perdu une partie de leur immunité (1). » Déjà Winterbottom avait remarqué que les fièvres sont très communes parmi les nègres amenés de la Nouvelle-Écosse à Sierra-Leone, et Prichard, en citant le fait, en avait tiré la même conséquence que M. Boudin. Ainsi la race nègre, transportée hors de l'Afrique, se *désacclimate*, au moins jusqu'à un certain point, de sa patrie originelle. En revanche, en arrivant dans des milieux différens, en s'*acclimatant* ailleurs, elle acquiert des immunités nouvelles. On sait que le noir est bien moins exposé que le blanc aux atteintes de la fièvre jaune. Il transmet au mulâtre cette précieuse faculté, et Nott va jusqu'à déclarer qu'un quart de sang nègre est à ses yeux un préservatif aussi certain contre cette épidémie que la vaccine l'est contre la variolé (2). Eh bien! cette immunité, le nègre ne la possède pas en arrivant d'Afrique. Du moins le docteur Clarke, dans son histoire de l'épidémie qui ravagea la Dominique de 1793 à 1796, assure-t-il que *tous* les nègres récemment importés furent frappés par le fléau, tandis que ceux qui habitaient l'île depuis longtemps lui échappèrent. Après des exemples pareils, est-il encore possible de voir dans les immunités plus ou moins complètes dont nous parlons des *caractères d'espèce?* est-il encore possible de méconnaître l'influence profonde exercée sur les facultés les plus intimes de l'organisme humain par les actions de milieu?

Si la difficulté, pour un homme, de vivre ou de se propager dans une contrée quelconque était la preuve qu'il est d'une autre espèce que les habitans de cette contrée, on n'aurait pas besoin d'aller chercher en Afrique, en Asie, en Amérique, des exemples de la multiplicité des *espèces humaines*. On en trouverait sans sortir de France. La Dombes, ce plateau couvert d'étangs, dont M. de Lavergne a raconté ici même la triste et curieuse histoire (3), est presque aussi meurtrière pour les montagnards du voisinage que le sont pour nos émigrans les bords du Sénégal, beaucoup plus, à coup sûr, que les plaines de Buenos-Ayres ou de Montevideo. La

(1) Cette réflexion de M. Boudin a d'autant plus de poids que l'auteur a fait et continue encore des recherches spéciales sur les immunités médicales propres aux diverses races humaines.

(2) S'il en est réellement ainsi, on peut voir quel avenir cette immunité assure au mulâtre dans les États-Unis du sud et dans toute l'Amérique méridionale. Ici encore la race transportée se trouve supérieure à la race indigène, car les tribus américaines ont souvent été décimées par la fièvre jaune. Humboldt pense que l'espèce de peste qui ravagea l'empire des Aztèques avant l'invasion des Espagnols, et qui est désignée dans leurs annales sous le nom de *matlazahuatl*, n'était autre chose qu'une épidémie de cette nature.

(3) Voyez la livraison du 15 janvier 1860.

Dombes nourrit une population peu nombreuse, affaiblie par les maladies, dont la taille et la vie moyennes sont sensiblement au-dessous de celles des populations voisines (1); mais, lentement façonnée à des conditions d'existence exceptionnelle, cette population les supporte néanmoins, et résiste à leur action délétère mieux que les vigoureux montagnards du Jura et du Bugey. « Souvent, nous écrit M. Hervé-Mangon, des hommes, des femmes, attirés par l'appât d'un mariage avantageux, se fixent dans la Dombes, espérant hériter de leur conjoint et retourner dans leur patrie; mais bien souvent aussi la mort déjoue ces tristes calculs, et l'enfant du pays, débile en apparence, enterre le robuste étranger. Les journaliers appelés du dehors sur cette terre insalubre n'y vivent guère que trois ou quatre ans, et les ouvriers de passage employés aux moissons paraissent éviter de s'exposer deux étés de suite à des influences dont ils ont compris la redoutable action. » Sur une échelle un peu moindre, tout se passe donc dans la Dombes comme au Sénégal ou au Gabon. Doit-on en conclure que le Dombois est d'une autre *espèce* que les montagnards ses voisins? Knox n'hésiterait pas à répondre par l'affirmative, et c'est ici le moment de faire ressortir une des conséquences les plus étranges auxquelles les croyances polygénistes ont conduit leurs adhérens.

Lorsque Virey, qui le premier a donné au polygénisme une forme scientifique, publia sa classification, il ne reconnut que deux espèces d'hommes (2); mais il avait posé le principe, et les conséquences ne pouvaient manquer de se manifester tôt ou tard. Dès que l'on voit dans les groupes humains autre chose que des *races* et qu'on cherche à les classer par *espèces*, on est fatalement entraîné à multiplier celles-ci. Toutefois Bory Saint-Vincent n'admit encore que quinze espèces (3) humaines, et Desmoulins n'en ajouta qu'une seule de plus (4); mais l'élan était donné, on ne pouvait plus s'arrêter. Gerdy admit un *genre* humain partagé en quatre *sous-genres*, dont chacun comprendrait un nombre de variétés dont il ne cite que les principales. Pour lui d'ailleurs, ces variétés résulteraient du mélange d'un nombre non moins indéterminé d'*espèces* qui n'existent plus à

(1) *Rapport à M. le ministre de l'agriculture et du commerce sur l'amélioration sanitaire et agricole de la Dombes*, par M. Hervé-Mangon. Ce triste état de choses ne tient d'ailleurs qu'au mode d'exploitation du sol. M. de Lavergne admet que la Dombes était plus peuplée avant le développement de l'industrie des étangs, et que par suite des améliorations déjà réalisées la vie moyenne se rapproche de plus en plus de ce qu'elle est dans le reste de la France. (Note inédite de M. de Lavergne.)

(2) *Histoire naturelle du genre humain* (1801). Virey distingue ces deux espèces par la différence que présente leur angle facial. Chacune d'elles comprend trois races.

(3) *Dictionnaire classique d'Histoire naturelle* (1825), article *Homme*.

(4) *Histoire naturelle des Races humaines* (1826).

l'état de pureté, et qu'il est par conséquent à peu près impossible de reconnaître (1). On voit que Bory et Desmoulins étaient déjà bien dépassés; mais on voit aussi que le vague s'accroît à mesure qu'on veut multiplier les *espèces d'hommes*. On commence à éprouver l'impossibilité de les caractériser, de les délimiter.

Cette considération n'a pas arrêté l'école américaine : celle-ci a laissé bien loin derrière elle les timides essais des polygénistes d'Europe. Son chef, Morton, divisa les groupes humains en trente-deux *familles* formées elles-mêmes de plusieurs espèces. A son tour, Gliddon porta ce chiffre à cent cinquante *familles* (2), et enfin les polygénistes américains en vinrent à admettre que les hommes avaient été créés *par nations*. Cette fois il est rigoureusement impossible d'aller plus loin, car la moindre peuplade des forêts d'Amérique ou des jungles de l'Inde qui s'écarte tant soit peu de ses voisines par les traits, la couleur ou le langage, est pour les anthropologistes dont il s'agit une *nation*, et constitue dès lors une *espèce distincte*. Les races européennes n'échappent pas à la règle. Knox, qui le premier peut-être dans les temps modernes a professé ouvertement la croyance à la création sur place de tous les groupes humains, met face à face dans son livre la silhouette d'un Grec montagnard et d'un moujik; il oppose ainsi la figure saillante, le nez crochu du premier à la face plate, au nez écrasé du second, et écrit triomphalement au-dessous : « Tous deux sont de race blanche; voyez comme ils se ressemblent! » Le même auteur ajoute : « Le but de cet ouvrage est de montrer que ce qu'on appelle les races européennes diffèrent les unes des autres aussi complétement que le nègre diffère du Boschisman, le Cafre du Hottentot, l'Indien rouge de l'Esquimau, et l'Esquimau du Basque. » Tous ces groupes d'ailleurs constituent pour lui autant d'*espèces*.

Plus d'un lecteur sera sans doute surpris de cette conclusion. Il lui paraîtra étrange qu'entre l'Anglais et l'Écossais, entre l'Irlandais et le Gallois, entre le Français et l'Allemand, entre celui-ci et le Bohême, on admette des différences aussi tranchées, des différences du même ordre que celles qui séparent l'âne du cheval, et ce dernier du zèbre (3). Cette conclusion est néanmoins parfaitement logique. Elle est inévitable pour quiconque, oubliant la distinction de la *race* et de l'*espèce* et niant les *actions de milieu*, c'est-à-dire mettant de côté toutes les *notions de physiologie* applicables à la question actuelle, s'en tient dans l'examen des faits à des considérations

(1) *Physiologie médicale* (1832).

(2) *Commentary upon the principal distinctions observable among the various groups of humanity.* (*Types of Mankind.*)

(3) La genre *cheval* est un des plus naturels de la classe des mammifères, et les trois animaux que je nomme sont autant d'*espèces* de ce *genre*.

tirées exclusivement de la forme. Or c'est au fond la manière de procéder de tous les polygénistes. *Des différences de forme*, voilà en définitive ce qu'ils emploient constamment, soit comme preuves directes de leurs opinions, soit comme objections à la doctrine contraire. Sur ce terrain, les silhouettes de Knox et son exclamation : « Voyez comme ils se ressemblent! » sont en effet une démonstration; mais qui ne connaît quelque famille où l'on démontrerait par les mêmes argumens que deux frères, deux sœurs sont d'*espèce différente?* Et comment, après tout ce que nous avons vu, admettre le principe qui entraîne fatalement de semblables conséquences?

Nous avons exposé du mieux qu'il a été possible, et sans jamais chercher à en atténuer la portée, les argumens opposés au monogénisme qui présentent le plus d'apparence de fondement. Nous croyons les avoir réfutés, et c'est au lecteur à juger de la valeur de nos réponses. Il nous faut aborder maintenant l'examen d'une doctrine spéciale qui s'est produite assez récemment en Amérique, qui tient en quelque sorte le milieu entre le monogénisme et le polygénisme, quelque difficile que la chose puisse paraître, et qui, professée par un naturaliste éminent, par Agassiz, compte aujourd'hui, surtout en Allemagne, d'assez nombreux adhérens. Cette doctrine consiste à regarder les hommes comme appartenant à une seule et même *espèce*, mais à admettre que cette espèce a pris naissance à la fois ou successivement sur plusieurs points du globe, et que les diverses *races* ont apparu toutes formées avec les caractères qui les distinguent encore aujourd'hui. Cette doctrine, on le voit, est en réalité celle de La Peyrère (1). Pour avoir ajouté aux argumens bibliques sur lesquels s'appuyait presque exclusivement le gentilhomme théologien tous ceux qu'elle croit pouvoir emprunter à la science moderne, elle n'a pas changé de nature. Certes ce n'est pas un des résultats les moins curieux des débats anthropologiques qu'après plus de trois cents ans de travaux accomplis dans les sciences naturelles (2), ils aient conduit des hommes d'un incontestable mérite, amoureux de la philosophie et du progrès, à en revenir aux opinions d'un théologien du XVIIe siècle; mais on peut avoir eu raison à toutes les époques, et une opinion quelconque, reprise et soutenue au nom de la science par un naturaliste comme Agassiz, mérite en tout cas un examen sérieux.

Au point de vue exclusivement scientifique où nous sommes placés, la doctrine de La Peyrère peut au premier abord paraître sé-

(1) La Peyrère ne pouvait, il est vrai, employer les mots *race* et *espèce*. La distinction n'a été faite par les naturalistes que longtemps après lui; mais quiconque aura lu son livre reconnaîtra aisément que telle était bien sa pensée.

(2) L'ouvrage de La Peyrère est de 1655.

duisante. Elle explique très naturellement la diversité des groupes humains : elle n'est en contradiction avec aucun des faits que nous avons exposés; elle n'a rien qui répugne à la physiologie générale, notre guide suprême dans toute cette discussion. L'observation, l'expérience, ne nous apprendront rien sur le *fait* de l'existence d'une ou de plusieurs paires primitives. Scientifiquement parlant, l'une et l'autre alternative est donc également possible. En supposant que plusieurs paires aient paru à la fois, elles ont pu être ou rigoureusement semblables, ou présenter seulement les différences que nous observons entre races. Dans cette dernière hypothèse, les caractères distinctifs de la race et de l'espèce, tels qu'ils ressortent de ce travail, ne s'en retrouveraient pas moins dans ces groupes originels. La question reste évidemment la même, soit que l'on suppose ces groupes réunis sur un seul point du globe, soit qu'on admette qu'ils ont pris naissance dans des régions plus ou moins éloignées, plus ou moins multipliées. Les considérations qui nous ont guidé jusqu'ici font donc entièrement défaut, et pour résoudre le problème posé par l'hypothèse de La Peyrère, il est nécessaire d'avoir recours à un tout autre ordre d'idées. C'est ce qu'a fait Agassiz. Reprenant les idées de son prédécesseur, ou plutôt sans doute arrivant aux mêmes croyances par une voie toute différente, c'est sur la *géographie zoologique* qu'il a fondé toute sa doctrine.

Cette doctrine a fait au célèbre naturaliste une position singulière. Agassiz proclame hautement qu'à ses yeux il n'existe qu'une seule espèce d'hommes; il devrait donc, semble-t-il, être le bienvenu chez les partisans de l'unité et fort mal vu de ceux qui croient à la multiplicité des espèces. Eh bien! c'est le contraire qui arrive. Il est prôné avec enthousiasme par les polygénistes, attaqué avec une vivacité extrême par les monogénistes. Ces derniers traitent assez hautement Agassiz de transfuge, et donnent à entendre fort clairement que, pour se faire dans les États-Unis du sud la haute position qu'il y occupe depuis plusieurs années, il n'a pas hésité à modifier les opinions qu'il professait en Europe, que tout au moins il a cherché par une sorte de faux-fuyant à ménager des passions d'autant plus exigeantes qu'elles ont pour base des intérêts très positifs. Nous n'hésitons pas à déclarer que ces imputations sont dénuées de fondement. La vie entière d'Agassiz proteste contre les motifs qu'on lui prête. En Europe, on l'a vu faire à la science des sacrifices matériels que ses amis avaient le droit de trouver exagérés; tout récemment, il a refusé la haute position que le gouvernement français n'eût certainement pas manqué de lui faire, s'il avait consenti à venir habiter le Muséum. Nous sommes donc pleinement convaincu que des calculs d'intérêt n'ont influé en rien sur les opinions professées par un confrère aussi honorable qu'il est justement célèbre. Et d'ailleurs, à

se placer à ce point de vue, qu'eût perdu Agassiz à se faire le soutien du plus pur monogénisme, si telles avaient été ses convictions? Une place de professeur dans les états à esclaves? Mais il en aurait bien vite retrouvé une autre dans quelqu'une des universités des états libres, et certes ceux-ci eussent été heureux d'accueillir et de dédommager le savant qui, par sa parole et ses écrits, a répandu dans tous les États-Unis le goût, la passion, pourrait-on dire, des sciences naturelles.

Il faut bien reconnaître cependant que, pour être accueillie avec transport par les polygénistes et repoussée parfois avec violence par les monogénistes, une doctrine qui reconnaît l'unité de l'espèce humaine doit renfermer au moins des obscurités et des contradictions. On y trouve en effet l'un et l'autre, et pour s'expliquer de semblables défauts dans une conception venant d'un homme d'une aussi grande valeur, il est nécessaire de remonter à ses travaux antérieurs. Là seulement on reconnaît qu'Agassiz ne s'est jamais rendu un compte exact de ce que sont l'*espèce*, la *race*, la *variété*. Ce naturaliste a commencé par où avait fini Cuvier, par la paléontologie, et dans celles de ses œuvres qui ont pour but l'étude des animaux vivans, on retrouve presque toujours quelque chose des premières impressions que lui ont laissées les animaux morts. Là est sans aucun doute la cause première de tout ce qu'on peut reprocher aux écrits anthropologiques d'Agassiz. Quelques mots serviront de preuve à cette observation générale.

En 1840, dans ses *Principes de Zoologie*, Agassiz parle de l'espèce comme étant « le dernier terme de classification auquel s'arrêtent les naturalistes. » Certainement pas un botaniste, pas un zoologiste ayant *pratiqué l'espèce vivante* n'acceptera cette définition. L'auteur prend ici l'effet pour la cause; l'espèce existait avant que les naturalistes se fussent arrêtés à elle. Le classificateur s'arrête quand il la rencontre; il ne la fait pas. Des termes employés par Agassiz il résulterait au contraire que l'espèce n'est qu'une conséquence de la classification, un groupe de convention fondé uniquement sur de légères différences morphologiques. Nous retrouvons ici toutes les idées que nous avait présentées le *Discours* de M. d'Omalius d'Halloy, qui, lui aussi, a conclu en paléontologiste (1). Dans ce même ouvrage, Agassiz regarde l'homme comme appartenant à la même *espèce*; mais il admet en même temps des *races* distinguées les unes des autres par de légères *différences primitives*, se prononçant de plus en plus sous l'influence de la diversité de nourriture, de climat, de coutumes, etc.

(1) Dans d'autres passages de son livre, Agassiz relègue en quelque sorte l'idée d'espèce dans le domaine de la métaphysique, et rattache la constance des caractères transmis par la génération *au principe immatériel dont tout animal est doué*. Nous croyons inutile d'insister sur les objections graves que soulève cette question.

Pour un esprit enclin à ne voir dans l'espèce qu'un groupe à peu près artificiel, reposant sur la forme seule, que pouvaient être ces races, séparées par des différences originelles, sinon des *espèces d'espèces?* Déjà on pourrait dire qu'Agassiz oscille entre la doctrine de l'unité et celle de la multiplicité, et cherche à fondre deux idées qui s'excluent réciproquement.

Cette tendance devient plus évidente dans une *Notice sur la Géographie des Animaux*, publiée en 1845 (1). « Tous les êtres organisés, dit Agassiz, ont une patrie. L'homme seul est répandu sur la surface entière de la terre. » Cela est vrai. « Les animaux aussi bien que les plantes sont comme parqués dans des régions déterminées, » tandis que l'homme habite tous les climats. On a désigné sous les noms de *flores*, de *faunes*, l'ensemble des végétaux ou des animaux qui habitent une de ces régions. Or dès cette époque Agassiz avait cru pouvoir constater une certaine coïncidence entre les limites des faunes et l'aire occupée par certains groupes humains; déjà il attribuait à une cause primordiale identique la répartition de l'animalité en *espèces*, de l'humanité en *races*, sur un territoire donné, et reliait ainsi intimement la diversité des populations humaines à celle des faunes. « Mais, ajoutait-il, cette diversité, qui a la même origine, a-t-elle la même signification chez l'homme que chez les animaux? Évidemment non. Tandis que les animaux sont d'espèces distinctes dans les différentes provinces zoologiques auxquelles ils appartiennent, l'homme, malgré la diversité de ses races, constitue une seule et même espèce sur toute la surface du globe. A cet égard comme à tant d'autres, l'homme apparaît comme un être exceptionnel dans cette création, dont il est à la fois le but et le terme. » Ainsi l'auteur affirme plus clairement que par le passé les deux notions opposées qu'il s'efforce de réunir. Par cela même, la contradiction se prononce davantage, et déjà, pour concilier sa conception avec les faits, il est obligé d'admettre que l'homme est un être *exceptionnel* dans une question toute d'histoire naturelle et de physiologie.

Ce travail, *fait en Europe*, renferme en germe la doctrine entière qu'Agassiz a développée depuis en Amérique, d'abord dans des séances d'académie et des congrès où elle produisit une sensation profonde et fut vivement contestée à divers points de vue (2), ensuite dans un mémoire spécial que nous allons examiner. On peut la résumer en quelques mots. Agassiz admet que toutes les espèces animales n'ont pas pris naissance sur le même point du globe,

(1) *Revue suisse* de Neuchâtel.

(2) *The Unity of the human races proved to be the doctrine of scripture, reason and science*, par Thomas Smith.

que la création animale a eu lieu sur des points différens, et que les espèces rayonnant autour de ces *centres* ont donné à la faune actuelle tous ses traits caractéristiques. — Jusque-là, il ne fait qu'adopter avec tous les zoologistes modernes la doctrine essentiellement française des *centres de création* (1). Ce qui lui appartient en propre, c'est d'avoir fait à l'homme l'application d'une idée réservée jusque-là pour les animaux. En effet, Agassiz déclare toujours qu'il n'existe qu'une seule espèce d'hommes, mais il affirme que les races, avec tous leurs caractères, sont primordiales, qu'elles ont été créées à part, chacune dans sa propre patrie, et que cette patrie coïncide toujours avec une circonscription zoologique. Il rattache ainsi chaque groupe d'hommes à une faune, on pourrait presque dire chaque race humaine à une espèce animale. En effet, Agassiz, entièrement d'accord ici avec Knox, croit que l'homme a été créé *par nations*, et dans les relations qu'il cherche à établir entre lui et les singes surtout, il semble porté à conclure qu'on rencontre toujours ensemble une espèce de singe et une de ces nations comme des manifestations diverses d'une même force locale.

Ramenée à ces termes simples, la théorie du professeur de Charlestown n'aurait rien, nous le répétons, qui fût en désaccord avec les idées que nous avons exposées relativement à la race et à l'espèce. Si, sous tous les autres rapports, elle s'accordait avec les données fournies par l'observation et l'expérience, nous nous bornerions à voir en elle une hypothèse ingénieuse, fort difficile à démontrer sans doute, quoique non moins difficile à démentir. Cependant d'une part cet accord n'existe pas, et les opinions d'Agassiz sont en opposition formelle précisément avec les lois de cette partie de la science sur laquelle il croit s'appuyer, avec les lois de la *géographie zoologique*; d'autre part, la manière dont il présente l'ensemble de ses opinions, les argumens qu'il emploie pour en démontrer l'exactitude, font de cette doctrine un véritable polygénisme, à peine déguisé par la contradiction que déjà nous avons vue poindre, et qui devient ici frappante. Personne ne s'y est trompé en Amérique, et les disciples de Morton moins que personne. Aussi Nott et Gliddon ont-ils accueilli à bras ouverts l'éminent auxiliaire qui leur arrivait. Le mémoire d'Agassiz figure à la place d'honneur, en tête du grand ouvrage que nous avons eu si souvent à citer et à combattre (2). A elle seule,

(1) Cette doctrine, indiquée sans beaucoup de détails par Desmoulins, a été développée et généralisée surtout par M. Milne Edwards, qui en a fait, entre autres à l'histoire des crustacés, une application des plus remarquables.

(2) *Types of Mankind*. Le travail d'Agassiz est intitulé *Sketch of the natural provinces of the animal world and their relation to the different types of man*. Il est accompagné d'une carte figurant les provinces dont il s'agit, et d'un tableau iconographique représentant la race humaine et les principales espèces animales ou végétales qui caractérisent d'après l'auteur chacun de ses huit *royaumes zoologiques*.

cette circonstance explique comment, en dépit de ses déclarations répétées, l'auteur se trouve en guerre avec les monogénistes, comment il se fait que nous ayons à lutter, à notre grand regret, contre un confrère que ses travaux placent au premier rang des naturalistes modernes, et qui nous a laissé comme homme les plus sympathiques souvenirs.

Tout d'abord constatons, dans le travail dont il s'agit, une faute facile à prévoir, l'absence de notions précises sur l'*espèce*, la *race* et la *variété*. L'auteur pose bien la question, et cela de la manière la plus nette, mais ce qui suit est à la fois bien vague et bien peu en harmonie avec la science actuelle. — Agassiz écarte formellement de la définition de l'espèce toute idée de reproduction. Ainsi il dédaigne ou repousse l'idée de *filiation des êtres*, dont tous les grands esprits, depuis Linné et Buffon, ont si bien compris l'importance. — Il ne distingue pas les métis des *hybrides*, et, en parlant de ces derniers, il dit en propres termes : « Il n'importe en rien à la question que les hybrides soient ou non indéfiniment féconds entre eux. » Mais depuis Buffon jusqu'à Müller et à M. Chevreul tous les zoologistes, tous les physiologistes, tous les penseurs qui ont touché à ces questions ont admis, comme un des points les plus fondamentaux, la nécessité de savoir si cette fécondité était ou n'était pas illimitée! — Les notions de temps, de filiation, de degrés de fécondité étant ainsi rayées de l'idée d'espèce, Agassiz renonce à son ancienne définition et adopte celle de Morton, qu'il développe seulement dans les termes suivans : « Les *espèces* sont donc des formes distinctes de la vie organique, dont l'origine se perd dans le premier établissement de l'ordre de choses actuel, et les *variétés* sont des modifications des espèces pouvant retourner à la forme typique sous des influences temporaires. » On le voit, la *forme seule*, la *forme actuelle*, voilà tout ce qui, aux yeux d'Agassiz, constitue l'espèce. Dans toute cette partie de son travail, l'auteur parle comme les polygénistes les plus décidés et encourt exactement les mêmes reproches.

Voici maintenant qui est peut-être plus grave encore. Agassiz a bien posé la question : qu'est-ce que la race? mais il n'y répond pas. Comme tous les polygénistes dont nous avons parlé déjà, il ne définit pas ce mot sur lequel roule toute la discussion, et pourtant il se déclare prêt à prouver que « les différences existant entre les *races* humaines sont de même nature que celles qui séparent les *familles*, *genres* et *espèces* de singes ou autres animaux. » Il développe cette pensée et ajoute : « Le chimpanzé et le gorille ne diffèrent pas plus l'un de l'autre que le Mandingue du nègre de Guinée; l'un et l'autre ne diffèrent pas plus de l'orang que le Malais ou le blanc ne diffèrent du nègre. » Dans la bouche d'un *naturaliste*, et quand ce naturaliste a réduit la notion de l'espèce à une question de formes, ce

langage n'est-il pas aussi explicite que possible? N'est-il pas évident que ces *races humaines* ne sont autre chose que des *espèces*, et qu'il ne reste plus qu'à partager l'humanité en *familles*, en *genres*, comme on l'a fait pour les singes, qui ne diffèrent les uns des autres ni davantage, ni sous d'autres rapports? Eh bien! non. Agassiz déclare encore une fois qu'en dépit de toutes ces différences les hommes n'en sont pas moins de même espèce; mais cette profession de foi, en contradiction absolue avec tout ce qui précède, ne peut évidemment enlever au travail de l'auteur sa signification essentiellement polygéniste. Or on vient de voir qu'envisagé à ce point de vue, le mémoire dont il s'agit n'échappe à aucun des reproches que l'on peut adresser aux autres travaux accomplis dans cette direction. Du moins, en se plaçant sur le terrain choisi par Agassiz, en acceptant pour un moment toutes ses idées, quelque contradictoires qu'elles soient, est-il possible de les faire concorder avec les résultats acquis à la science en dehors de toute préoccupation anthropologique? Pas davantage; c'est là ce que nous essaierons de prouver en abordant la question géographique.

Agassiz, avons-nous vu, a fondé sa théorie sur une application à l'homme de la doctrine des *centres de création*. Nous adoptons cette doctrine comme lui-même. En effet, quiconque se placera en dehors de toute considération étrangère à la science, quiconque s'en tiendra à ce qu'enseignent l'observation et l'expérience, reconnaîtra que les animaux et les plantes n'ont pu prendre naissance en un même point du globe. L'observation nous apprend que chaque grande région a ses espèces, ses genres, ses types particuliers, et l'expérience prouve chaque jour que certaines espèces peuvent être transportées d'une région dans l'autre, y vivre et y prospérer. Les conditions d'existence de leur nouvelle patrie leur conviennent donc, et si l'homme ne les y a pas rencontrées, c'est que jamais elles n'y avaient existé. — Pour expliquer la distribution actuelle des animaux en supposant un *centre de création unique*, il faut choisir entre deux hypothèses également insoutenables scientifiquement. Ou bien il faut admettre la transformation des espèces primitives et la formation d'espèces nouvelles sous l'empire des conditions actuelles, et Darwin lui-même ne va pas à beaucoup près jusque-là, ou bien il faut admettre l'extinction totale d'une multitude d'espèces qui auraient disparu entre le point de départ et le point d'arrivée, et la paléontologie contredit formellement cette idée. — Enfin la physiologie et l'expérience nous enseignent que les espèces polaires ne peuvent avoir vécu même momentanément à côté des espèces équatoriales, à plus forte raison pendant le temps nécessaire pour amener la séparation et le cantonnement de chacune d'elles.

Tout donc concourt à démontrer que les animaux ont apparu à

l'origine des temps actuels sur des points différens, dans des *centres de création multiples*, et nous croyons que les choses se sont passées ainsi; si nous acceptons cette doctrine, c'est qu'elle traduit les résultats recueillis en dehors de toute controverse par les naturalistes qui, sans songer à l'homme, ont posé les principes de la géographie zoologique par des travaux portant sur plusieurs des grandes divisions du règne animal. Ces naturalistes et ces travaux sont nombreux. Au premier rang, nous rencontrons encore Buffon avec ses belles recherches sur les mammifères, étendues et confirmées par celles de Geoffroy Saint-Hilaire, Desmarets, Isidore Geoffroy, etc. Viennent ensuite MM. Duméril et Bibron, le maître et l'élève, qui ont étudié les reptiles au même point de vue; Fabricius et Latreille, ces deux princes de l'entomologie; Maclay, Spence, Kirby, Lacordaire, qui ont également pris les insectes pour objet de leurs investigations; M. Edwards, dont le travail sur la distribution géographique des crustacés est un véritable modèle, et une foule d'autres savans dont les études ont porté sur des groupes moins étendus. De cet ensemble de recherches ressortent un certain nombre de faits généraux ou de lois auxquels doit évidemment satisfaire, si elle est vraie, la conception d'Agassiz. Or, bien loin qu'il en soit ainsi, il est facile de constater un désaccord complet entre ces lois et la théorie proposée.

Et d'abord, Agassiz a compris les centres de création eux-mêmes comme quelque chose de beaucoup trop absolu. Pour lui, l'influence de ces centres est générale; elle s'étend à *tous* les produits d'une région, et établit entre eux des rapports étroits, qu'ils appartiennent à la terre ferme, aux fleuves ou aux rivages. Dans ses idées, hommes, plantes, oiseaux, mammifères, insectes, poissons et crustacés marins ou fluviatiles, etc., sont tous frères, en ce sens qu'ils sont les enfans d'un même sol. Il semble que l'auteur voie dans les formes humaines, animales ou végétales, le produit d'une force locale unique imprimant sur tous les êtres une sorte de cachet qui atteste leur communauté d'origine. Or cette donnée est inexacte. Si elle semble se vérifier sur quelques points du globe et lorsqu'on rapproche seulement un très petit nombre de groupes, elle se trouve en défaut aussitôt qu'on tient compte de *tous*. La Nouvelle-Hollande par exemple, dont les mammifères se séparent si nettement de ce qui se voit partout ailleurs, et qui à ce point de vue forme avec quelques petites îles voisines une région si spéciale, perd ce caractère dès que l'on compare ses insectes avec ceux de la Nouvelle-Zélande et de la Nouvelle-Calédonie. Au point de vue de la mammalogie, elle forme un centre parfaitement distinct et isolé; au point de vue de l'entomologie, elle a été réunie par M. Lacordaire à la grande île, à

l'archipel que nous venons de nommer (1). Les faits deviennent plus frappans encore dès que l'on compare les animaux qui vivent dans l'air avec ceux qui vivent dans l'eau, ou même ces derniers seulement entre eux lorsque deux mers différentes sont séparées par une petite étendue de terre. A l'isthme de Suez, les faunes aériennes sont à peu près identiques sur les côtes de la Mer-Rouge et de la Méditerranée; les faunes marines sont au contraire extrêmement dissemblables sur les rivages opposés : M. Edwards n'a pas trouvé un seul crustacé qui fût commun à l'un et à l'autre. Ainsi jugée par les faits empruntés aux animaux seuls, l'idée fondamentale de la doctrine d'Agassiz est contredite par les résultats de l'observation. Voyons ce qu'elle devient dans ses applications à l'histoire de l'homme.

Parmi les faits généraux le plus universellement admis en géographie zoologique, faits qu'Agassiz lui-même rappelle dans son travail, se trouvent les deux suivans : — tous les grands centres de création sont caractérisés par certains *types*, comprenant un nombre d'espèces, de genres plus ou moins considérable, types qui leur sont propres ou sont à peine représentés ailleurs. Ainsi la Nouvelle-Hollande est essentiellement la patrie des marsupiaux, l'Amérique celle des édentés (2). — Entre deux centres de création vraiment distincts, il n'y a que peu ou point de genres communs, encore moins d'espèces communes, et ces différences caractéristiques s'accusent de plus en plus à mesure que l'on considère des groupes plus élevés. Ainsi, en prenant l'ancien et le nouveau continent tout entiers, on a évidemment les deux régions zoologiques les plus étendues qu'il soit possible de comparer. Or ces deux régions ne possèdent en commun que cinq ou six genres et qu'une seule espèce de chauve-souris; pas un seul genre, à plus forte raison pas une seule espèce de singes ne se rencontre à la fois dans l'une et dans l'autre. La Nouvelle-Hollande forme avec ces deux régions un contraste encore plus tranché.

On n'en trouve pas moins des hommes en Amérique ou en Australie, comme en Asie, en Afrique ou en Europe. Ces hommes, d'après les polygénistes, forment un *genre* composé de plusieurs espèces. Si cette opinion était fondée, il s'ensuivrait que le *genre*, ou mieux le *type* le plus profondément caractérisé, se serait produit dans *tous* les centres de création, au lieu d'en caractériser un seul comme le font les édentés et les marsupiaux. D'après Agassiz, l'homme ne

(1) Ce résultat est d'autant plus significatif que M. Lacordaire multiplie beaucoup plus qu'Agassiz les régions zoologiques.

(2) Les marsupiaux sont des mammifères dont les petits viennent au monde dans un état encore imparfait et sont reçus d'abord dans une poche extérieure placée sous le ventre, où la mère les tient à l'abri jusqu'à ce qu'ils aient achevé de se développer. Les édentés doivent leur nom à l'absence de dents incisives. Ces deux groupes, le premier surtout, sont on ne peut plus caractéristiques.

forme qu'*une espèce*, mais ses *races multipliées* ont pris naissance sur tous les points du globe. Si Agassiz était dans le vrai, cette *espèce*, la plus exceptionnelle de toutes celles que présente la nature organisée, aurait apparu dans les régions zoologiques les plus tranchées : dans l'ancien et le nouveau continent, qui n'ont pas un seul singe commun; dans l'Australie, qui ne possède pas même de singes! Il est impossible d'imaginer un désaccord plus complet avec les lois les plus générales de la géographie zoologique. Le polygénisme *pur* de Desmoulins, Morton, etc., ou *mitigé* par Agassiz, est donc en contradiction avec la géographie zoologique, comme il l'est avec la zoologie proprement dite, comme il l'est avec la physiologie.

Évidemment les idées que nous combattons ont été conçues sous l'impression de certaines coïncidences qui ne pouvaient guère manquer de se produire. Les grands centres de création ont en général des milieux non moins caractéristiques que leurs faunes ou leurs flores. Il n'est pas surprenant qu'ils aient imprimé à la race humaine formée sous l'influence de ce milieu quelque chose de spécial. En ce sens, ce quelque chose est le produit d'une force locale; mais, comme on vient de le voir, il ne préjuge rien quant à l'origine. La coïncidence que présente dans certains cas la circonscription des faunes et des flores avec celle des races humaines s'explique donc tout naturellement par ces actions de milieu que l'on retrouve partout en anthropologie, et qui répugnent si fort aux polygénistes.

Les coïncidences qui ont séduit Agassiz et lui servent d'argument à peu près unique sont bien loin d'ailleurs d'être aussi générales et aussi complètes que l'a cru notre savant confrère. Pour s'en convaincre, il suffit d'examiner *en zoologiste* la carte et le tableau iconographiques qui accompagnent son mémoire. — Agassiz reconnaît huit centres principaux de création qu'il appelle les *royaumes zoologiques*. Ce sont les royaumes arctique, mongol, européen, américain, nègre, hottentot, malais, australien. Cette distribution est certainement arbitraire à certains égards; nous l'acceptons néanmoins telle que l'auteur l'a donnée, nous plaçant ainsi exactement sur le terrain qu'il s'est fait. Or le royaume américain comprend le nouveau continent tout entier, et l'*homme à peau rouge* des États-Unis est pour l'auteur l'homme type de cette région; mais l'Amérique, pour tous les zoologistes, pour tous les botanistes, forme au moins deux grands centres de création parfaitement distincts. Les naturalistes que l'étude des animaux et des plantes a conduits à admettre cette division ne songeaient certainement pas que les résultats de leurs recherches pussent un jour servir d'argumens contre une doctrine qui n'existait pas encore. Voilà donc encore une fois cette doctrine en opposition avec les résultats acquis à la science en dehors de toute controverse.

Il est vrai qu'Agassiz partage ses royaumes en *provinces* zoologi-

ques et subdivise encore celles-ci, comme le font d'ailleurs tous les naturalistes quand il s'agit des grands centres de création. Dans le courant de son travail, et surtout dans les publications qui ont suivi, il reconnaît avec raison que l'*homme américain* présente des modifications nombreuses; chacune de ces modifications caractérise pour lui une de ces *races* qu'il a rendues aussi semblables que possible à des *espèces*. Eh bien! si ces races ont été créées sur place, si elles sont le produit de la même force locale qui a donné naissance aux animaux de la même région, elles doivent, pour rester fidèles aux lois de la géographie zoologique, présenter avec celles des autres centres de création des rapports exactement pareils à ceux qui unissent les espèces animales. Or on constate précisément le contraire, et cela en Amérique même, dans la contrée où la doctrine que nous combattons a pris naissance.

En effet, que nous apprennent encore les zoologistes qui, en dehors de toute autre préoccupation, ont étudié la répartition des animaux? Tous s'accordent à déclarer que, dans l'ancien et le nouveau continent, non-seulement les contrées boréales, mais encore les régions tempérées présentent, quant aux populations zoologiques, des ressemblances frappantes. L'Amérique du Nord possède un grand nombre de genres, plusieurs espèces même, qui lui sont communs avec l'Europe d'une part, avec l'Asie de l'autre; dans l'Amérique du Nord comme dans l'Europe et l'Asie, on rencontre presque toujours les mêmes types, et cela jusque chez les mammifères, c'est-à-dire chez la classe la plus élevée en organisation. L'Amérique méridionale au contraire, comparée soit à l'Asie, soit à l'Afrique, constitue un centre zoologique des plus distincts. Des types caractéristiques se montrent de tous côtés; les genres communs diminuent dans une proportion énorme, et nous ne trouvons que peu ou point d'espèces communes. — Ainsi considérée comme centre de *création animale*, l'Amérique du Nord se confond presque avec l'Europe et l'Asie, tandis que l'Amérique du Sud se sépare complétement de l'une et de l'autre, aussi bien que de l'Afrique.

Lorsque l'on considère ces deux moitiés du Nouveau-Monde comme centres de *création humaine*, c'est le contraire que l'on observe. Bien que l'homme à peau rouge des États-Unis soit beaucoup moins isolé des autres races que ne l'admettent en général les polygénistes, il n'en reste pas moins le type humain le plus caractérisé du nouveau continent, et voilà pourquoi Agassiz l'a figuré comme représentant les populations de son royaume zoologique américain. Eh bien! il habite précisément cette Amérique du Nord (1) où vivent le renard et le

(1) Les peaux-rouges ne peuplent pas d'ailleurs à eux seuls l'Amérique du Nord. Là comme partout, il y a des mélanges de races; nous reviendrons tout à l'heure sur cette question.

castor d'Europe, où se retrouvent presque tous nos principaux genres de carnassiers. Dans l'Amérique méridionale au contraire se rencontrent des hommes à teint jaune, à pommettes saillantes sur les côtés, à yeux bridés et obliques, si semblables aux Asiatiques qu'ils reconnaissent eux-mêmes cette ressemblance et à première vue appellent les Chinois leurs oncles (1). Sur cette même terre vivent d'autres nations qui, sans être aussi blanches qu'un Anglais ou un Allemand, « ont le teint plus clair qu'on ne l'a en général en Espagne et en Italie (2). » — Ainsi considérée comme centre de *création humaine* et non plus comme centre de *création animale*, l'Amérique du Nord s'isole à la fois de l'Asie et de l'Europe, tandis que l'Amérique méridionale se confond presque avec l'Asie et se rapproche même de l'Europe. Les hommes et les animaux du nouveau continent ont donc avec les hommes et les animaux de l'ancien monde des rapports géographiques précisément inverses.

Dans tous ses principes essentiels, la théorie que nous combattons se trouve ainsi en désaccord avec les faits. Nous pourrions nous en tenir là, mais il est bon de la suivre dans une au moins de ses applications, pour en mieux constater la faiblesse. — Nous avons vu qu'Agassiz partage le globe terrestre en huit royaumes zoologiques, et que la première de ces grandes divisions est le *royaume arctique*. Celui-ci comprend tous les déserts (*barren lands*) qui, dans l'ancien et le nouveau continent, sont placés au-delà des limites des forêts. Il est borné au midi par une ligne onduleuse comprise à peu près entre le 60e et le 65e degré de latitude. Certes aucune région ne présente des conditions plus en harmonie avec les vues d'Agassiz; les conditions générales sont à peu près identiques dans cette vaste étendue, et parmi elles il en est une qui domine tout, — le froid. Pourtant, pas plus que les autres, elle ne réalise ce que promet la théorie. Agassiz caractérise ce royaume par la présence de cinq mammifères et d'un oiseau qui sont par conséquent pour lui les *termes zoologiques correspondans* de l'Esquimau, pris comme type de l'homme boréal. — Les Esquimaux et les races qui ont avec eux le plus de ressemblances générales sont en effet relégués à peu près dans les limites indiquées par l'auteur; mais quiconque tiendra compte comme nous de l'action à la fois si uniforme et si puissante que doit exercer sur l'homme ce climat *polaire* comprendra qu'il ne peut en être autrement. Ce climat n'agit pas seulement d'une manière directe par sa température, il impose de plus à toutes les populations des mœurs, des habitudes, un genre de vie, une nourriture presque entièrement semblables. En tout, il identifie pour

(1) Observation du prince de Neuwied.

(2) D'Azara, cité par Prichard. Humboldt parle d'ailleurs d'*hommes blancs à cheveux blonds* qui auraient été vus dans l'Amérique méridionale par les premiers navigateurs.

ainsi dire le milieu. Est-il surprenant que ces populations se ressemblent (1)? Mais résulte-t-il de là qu'elles se rattachent intimement aux animaux qui les entourent? Non.

Parmi les espèces mammalogiques qu'Agassiz a choisies comme étant le plus propres à représenter la faune polaire, deux seulement, l'ours blanc et le morse, appartiennent vraiment, comme type et comme espèce, à ces contrées glaciales. Comme espèce, le phoque du Groënland leur appartient également; mais le genre dont il fait partie est répandu dans toutes les mers d'Europe, et le type se retrouve dans l'univers entier. Le renne et la baleine franche sont bien plus malheureusement choisis encore. Celle-ci fait partie d'un genre qui a des représentans directs à peu près dans toutes les mers, et au moyen âge elle fréquentait les côtes de France. Si on ne la trouve aujourd'hui que dans la zone polaire, c'est qu'elle a été chassée de partout ailleurs. Il en est de même du renne, qui au temps de César habitait les forêts de la Germanie, et qui encore aujourd'hui, là où il n'a pas été détruit, descend à plus de 20 degrés au sud des limites que suppose la théorie que nous combattons (2). Quant à l'eider, signalé comme représentant les oiseaux du pôle, il niche tous les ans en Danemark, à 12 ou 15 degrés au sud du cercle polaire. Ainsi, sur les six espèces animales figurées dans le tableau d'Agassiz, et qui sont censées représenter le plus fidèlement la faune du royaume arctique, trois au moins peuvent être regardées comme appartenant presque également à la région que l'auteur appelle le royaume européen. Cependant Agassiz a certainement choisi les exemples les plus propres à étayer sa doctrine, et nul mieux que lui ne pouvait apporter dans ce choix la science nécessaire. Si un naturaliste aussi éminent n'a pas mieux réussi, c'est que la chose était impossible. En effet, malgré un petit nombre de traits spéciaux, tels qu'on en trouve partout, dans quelque sens qu'on se dirige, la faune des régions polaires n'est évidemment qu'une extension des faunes propres aux grands centres qui, en Europe, en Asie, en Amérique, sont contigus à ces régions (3). En dépit de quelques apparences presque toutes

(1) On verra plus loin que cette ressemblance est d'ailleurs fort loin d'être absolue, et qu'on trouve à côté des Esquimaux des hommes qui en diffèrent presque à tous égards.

(2) Le renne descend, en suivant la ligne des monts Ourals, jusque sur les bords de la Kouma, bien au sud d'Astracan et presque au pied du Caucase. Il ne se passe pas d'hiver que les habitans n'en tuent quelques-uns. (*Dictionnaire universel d'Histoire naturelle.*)

(3) L'étude des insectes conduit exactement aux mêmes résultats que celle des mammifères. Voici comment M. Lacordaire résume les faits de géographie entomologique qu'il vient d'exposer : « La région polaire est ainsi caractérisée moins par la spécialité de ses produits entomologiques que par leur petit nombre. » (*Introduction à l'Entomologie.*) Et cependant M. Lacordaire, en prenant pour limite de cette région le cercle polaire lui-même, en la restreignant par conséquent beaucoup plus qu'Agassiz, en rendait la caractérisation zoologique plus facile.

purement locales, pas plus au pôle qu'à l'équateur, il n'y a de concordance réelle entre la distribution géographique des animaux et celle des races humaines.

Pour soutenir sa théorie, Agassiz ne s'en est pas tenu à de tels argumens : il en a employé d'autres qui reposent, comme les précédens, sur quelques coïncidences de détail, mais qui sont bien plus faciles encore à réfuter. Ici même nous éprouvons un certain embarras. Dans la préface de l'un de ses derniers ouvrages, récemment publié à Londres (1), l'auteur avertit ses *lecteurs européens* que « son livre a été écrit en Amérique, spécialement pour les Américains, et que la population à laquelle il est particulièrement destiné a des besoins très différens de ceux du public qui lit en Europe. Je m'attends, ajoute-t-il, à voir mon livre lu par des gens de peine, par des pêcheurs, par des fermiers, aussi bien que par des étudians ou des savans de profession, et j'ai dû faire mon possible pour être compris de tout le monde. » Nous admettons cette nécessité; mais peut-être, sous l'empire de ces préoccupations, Agassiz s'est-il parfois plus inquiété de frapper fort que de frapper juste; peut-être s'est-il laissé aller à employer des argumens qu'il eût soigneusement évités, s'il s'était adressé à un autre public. Cette espèce d'entraînement expliquerait seule à nos yeux comment un naturaliste d'un aussi incontestable savoir, comment un esprit aussi éclairé a pu chercher à étayer une doctrine quelconque par des raisons comme celles qu'il invoque dans une lettre adressée aux auteurs des *Types of Mankind?*

Imitant en cela presque tous les polygénistes, Agassiz s'appuie d'une part sur les incertitudes qui règnent encore dans la science relativement à la détermination de certaines espèces de singes, d'autre part sur les différences qui séparent les races humaines. Nous avons répondu à ces objections mille fois opposées aux monogénistes, et nous n'y reviendrons pas. De plus, il semble vouloir chercher une preuve en faveur de la communauté d'origine du Malais et de l'orang-outang, du Négritto et de certains gibbons, dans l'identité de couleur que présenteraient, selon lui, la peau de ces races humaines et le pelage de ces quadrumanes. Il insiste peu du reste sur cet argument, et nous ferons comme lui. Le lecteur peut aisément se faire une opinion personnelle à ce sujet en lisant ce que les voyageurs nous apprennent sur les Malais, les Négrittos, et les autres peuples qui vivent dans la zone des quadrumanes, et en allant ensuite parcourir les galeries du Muséum. Il trouvera là des orangs, des gibbons et bien d'autres singes; il décidera par lui-même s'il est possible d'établir le moindre rapport entre le teint des

(1) *An Essay on Classification*, 1859.

uns et la couleur des autres. Au reste, un naturaliste dont le témoignage est bien peu suspect, un polygéniste bien décidé, Desmoulins, a réfuté d'avance la théorie qui semble vouloir se produire ici, et nous nous bornerons à renvoyer au chapitre de son livre intitulé *Rapports zoologiques des hommes et des singes* les personnes qui pourraient être tentées de se laisser séduire par ces rapprochemens inattendus.

Mais voici un argument plus étrange encore peut-être, et sur lequel il est difficile de glisser aussi légèrement, parce qu'il tend à mettre en suspicion toute une science qui, quoique nouvelle, a donné déjà et donne chaque jour des résultats aussi importans que curieux pour l'histoire de l'humanité. Agassiz nie la valeur ou mieux la réalité de la linguistique comparée. En cela, il est logique. En effet la manière dont les philologues modernes comprennent la filiation des langages, les rapports que chaque jour ils découvrent entre les dialectes d'une même langue, entre les langues parlées par les peuples les plus éloignés, les conséquences que, d'un commun accord, ils tirent de ces résultats relativement à la parenté des races, sont en contradiction flagrante avec la théorie d'Agassiz, avec toutes les doctrines de l'école américaine. Dans cette théorie, dans ces doctrines, l'homme est créé par nations; chaque nation naît avec son langage, comme l'animal avec son cri particulier. Aussi Agassiz n'hésite point à assimiler ces deux choses. Ici nous sentons qu'il faut traduire pour ne pas être accusé de travestir les idées de l'auteur.

Dans son premier mémoire, il avait dit déjà : « La preuve tirée de l'affinité des langues de diverses nations en faveur d'une communauté d'origine est sans valeur, car nous savons que, parmi les animaux doués de la voix, chaque espèce a ses intonations particulières, et que les différentes espèces d'une même famille produisent des sons aussi étroitement rapprochés, formant des combinaisons aussi naturelles que peuvent le faire les langues appelées indo-germaniques, lorsqu'on les compare entre elles. Le chant des différentes espèces de grives qui habitent les diverses parties du monde présente la plus grande affinité. Personne ne tirera de ce fait la conséquence que toutes ces espèces d'oiseaux ont une origine commune. Et cependant, lorsqu'il s'agit de l'homme et de ses races, les philologues considèrent les affinités de langage comme présentant la preuve directe d'une pareille communauté! »

Dans sa lettre à Nott et à Gliddon, Agassiz est plus explicite encore. « Ceux qui soutiennent l'unité primitive de l'espèce humaine, dit-il, attachent une grande importance à l'affinité des langues comme prouvant la nécessité d'une parenté directe entre tous les hommes; mais on peut en prouver autant de n'importe quelle famille animale, même de celles qui contiennent un nombre considérable d'espèces

et de genres distincts. Qu'on suive sur une carte la distribution géographique des ours, des chats, des ruminans à cornes creuses, des gallinacés, des canards ou de toute autre famille (1) : on prouvera, avec tout autant d'évidence que peuvent le faire pour les langues humaines n'importe quelles recherches philologiques, que le grondement des ours du Kamtchatka est allié à celui des ours du Thibet, des Indes orientales, des îles de la Sonde, du Népaul, de Syrie, d'Europe, de Sibérie, des États-Unis, des Montagnes-Rocheuses et des Andes. Cependant tous ces ours sont considérés comme des espèces distinctes, n'ayant en aucune façon hérité de la voix les unes des autres. Les différentes races humaines ne l'ont pas fait davantage. On peut en dire autant du rugissement et du miaulement des chats d'Europe, d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique (2), et du mugissement des bœufs, dont les espèces sont si largement dispersées sur presque tout le globe. Tout ce qui précède est encore vrai du caquetage des gallinacés (3), du cancanage des canards, aussi bien que du chant des grives, qui toutes lancent leurs notes harmonieuses et gaies chacune dans son dialecte, lequel n'est ni le dérivé ni l'héritier d'un autre, bien que toutes chantent en *grivien* (4). Que les philologues étudient ces faits, qu'ils apprennent en même temps combien sont indépendans les uns des autres les animaux qui emploient des systèmes d'intonations aussi étroitement alliés, et s'ils ne sont pas absolument aveugles à la signification des analogies dans la nature, ils en arriveront eux-mêmes à douter de la possibilité d'avoir confiance dans les argumens philologiques employés à prouver la dérivation génétique. »

Les linguistes accepteront-ils l'arrêt porté par Agassiz au nom de la doctrine qui déclare les hommes créés par nations? C'est à eux de répondre, et la réponse est facile à prévoir. Il va sans dire que pour notre part nous protestons contre une assimilation semblable. Si, comme nous l'avons fait au début de ce travail, on doit reconnaître que les animaux se servent de leur cri pour traduire des impressions et des sentimens, on ne doit pas oublier pour cela combien sont rudimentaires les procédés mis par la nature à leur disposition. Ces cris peuvent tout au plus se comparer aux interjections que la joie ou la terreur, le plaisir ou le désespoir, l'amour ou la rage arrachent à tous les hommes, et qui se ressemblent à bien peu près chez tous les peuples, aux signaux résultant d'une simple émission de sons et

(1) Tous ces noms sont pris ici dans l'acception générale qu'ils ont en zoologie. Chacun des groupes indiqués par Agassiz renferme un grand nombre de genres et d'espèces.

(2) Le groupe des chats, dont parle Agassiz, comprend les lions, les tigres, les jaguars, etc.

(3) Cet ordre, de la classe des oiseaux, renferme les coqs, les faisans, etc.

(4) Agassiz a souligné lui-même l'expression que j'ai cherché à traduire littéralement. Il avait le premier fait le néologisme que je suis forcé d'imiter.

que comprennent les intéressés. Ils n'ont aucun rapport avec la *voix articulée*, avec la *parole*, qui depuis Aristote est regardée à juste titre comme un des attributs de l'homme. A celle-ci et à l'intelligence supérieure nécessaire pour manier un pareil instrument se rattachent toutes les langues humaines, les plus parfaites comme les plus simples, car toutes ont un vocabulaire et une grammaire. L'argumentation entière d'Agassiz tombe devant ce seul fait. Aussi n'insisterons-nous pas plus longtemps sur cet ordre d'idées. Il suffit d'avoir montré jusqu'où une doctrine qui prend pour point de départ la multiplicité des origines humaines a pu conduire un homme doué d'autant d'esprit et de jugement qu'il possède de science sérieuse.

La zoologie, la physiologie avaient démontré l'unité de l'espèce humaine; la géographie zoologique à son tour, loin de venir en aide au polygénisme, vient de nous apprendre que l'espèce humaine n'a pu prendre naissance dans tous les centres de création, qu'elle appartient essentiellement à l'un d'eux. Par là encore l'homme rentre dans ces lois générales qui dominent tous les êtres vivans. Tous les grands centres, avons-nous vu, sont caractérisés par quelque type spécial. Les provinces zoologiques, les centres secondaires eux-mêmes ont leurs genres, leurs espèces qui leur sont propres. L'homme, ce type à part, cette espèce privilégiée entre toutes, alors même qu'on ne voit en lui que l'être physique, pouvait-il naître à la fois en tout lieu? Non, ou bien il eût constitué une de ces exceptions uniques dont nous ne connaissons pas encore d'exemple. Voilà pourquoi, après avoir dit : « Tous les hommes ne forment qu'une seule espèce, » nous pouvons ajouter : « Cette espèce est originaire d'une seule contrée du globe, et *probablement* cette contrée est proportionnellement assez peu étendue. » Où est placé ce coin de terre d'où est sorti l'être qui devait asservir toutes les autres créatures et contraindre à le servir jusqu'aux forces brutales qui régissent la matière inanimée? Ce n'est pas ici le lieu d'examiner en détail cette question. Bornons-nous à répondre que tout indique l'Asie centrale comme ayant été le premier berceau de l'homme, comme le point d'où, rayonnant en tout sens, les tribus humaines sont parties pour aller peupler les solitudes les plus lointaines.

Cette conclusion, rigoureusement déduite de faits et de lois exclusivement scientifiques, n'en a pas moins été vivement attaquée par les polygénistes. Ils ont nié la possibilité de ces migrations; ils ont parlé des marais et des montagnes, des forêts et des déserts comme ayant dû opposer des obstacles insurmontables à la marche, à l'expansion des premiers hommes. Franchement cette objection nous a toujours surpris. Qu'il marche en troupe ou qu'il soit isolé, tant qu'il est sur la terre ferme, ce n'est pas la nature que l'homme

a surtout à combattre. En réalité, il n'est arrêté que par son semblable. Sans les Touhareks, les caravanes sillonneraient fort bien le désert entre l'Algérie et le Sénégal, et le martyrologe des voyageurs compte autant de victimes tombées directement sous les coups *de l'homme* que d'individus tués par un climat où les retenaient souvent des obstacles soulevés encore *par l'homme*. Avant la présence de celui-ci en certaines latitudes, qui donc eût arrêté les hordes, les familles s'avançant par stations plus ou moins prolongées, s'établissant à leur gré sur des terres que personne ne leur disputait, laissant les générations successives se faire à des conditions d'existence nouvelles, mais qui ne différaient jamais beaucoup des précédentes, et recommençant à leur heure une conquête qui n'entraînait de guerre qu'avec le sol et les bêtes féroces (1)? Quant à nous, loin de trouver difficile la dispersion de l'espèce humaine, nous regardons comme impossible qu'elle n'eût pas lieu dans les conditions dont il s'agit, et la manière dont ont grandi dans les temps modernes toutes les colonies nous est un sûr garant que les choses ont dû se passer ainsi.

On insiste, on nous oppose les mers, l'Océan; on nie surtout la possibilité du peuplement par migrations de la Polynésie et de l'Amérique. Cette objection a pu avoir autrefois une certaine apparence de fondement; en présence des renseignemens recueillis de nos jours, en présence des faits dont on retrouve la trace, ou qui se passent encore, il est étrange qu'on puisse lui attribuer aujourd'hui la moindre valeur. Cependant, comme elle a été reproduite avec insistance à diverses reprises et parfois par des hommes d'un mérite incontestable, comme elle est de nature à frapper les personnes étrangères à cet ordre de recherches, nous y répondrons avec quelque détail.

Nous insisterons peu sur la Polynésie. Il suffit de parcourir les récits des voyageurs, des plus anciens aux plus récens, pour être convaincu que cette vaste étendue de mers, partout semée d'îles et d'archipels, est habitée par la même race. Toutes ces populations ont des caractères physiques à très peu près les mêmes, toutes ne parlent que des dialectes d'une seule langue. On sait avec quelle hardiesse elles se lancent sur l'Océan dans des embarcations dont plusieurs sont parfaitement propres à exécuter des voyages lointains. On sait que, grâce à ces moyens de transport, des guerres sanglantes ont souvent lieu, non pas seulement d'île à île, mais d'archipel à archipel, et que ces mers, comme les continens, ont vu

(1) C'est dans cette marche lente et progressive qu'on trouve l'explication de la présence de l'homme partout, de son adaptation à tous les climats. *L'acclimatation*, telle que nous l'entendons et la pratiquons de nos jours, est presque universellement le contraire de ce qu'elle a dû être à l'origine, de ce qu'elle doit être pour ne pas devenir trop meurtrière et parfois *peut-être* impossible.

des invasions suivies d'émigrations en masse. Personne n'ignore que les habitans de ces îles, en apparence isolées les unes des autres, avaient des notions précises sur la géographie de la Polynésie entière, et que Maï, le Tahitien qui avait suivi Cook, put en dresser une carte d'une remarquable exactitude pour l'ensemble. A côté de ces faits généraux viennent se placer les faits particuliers recueillis par presque tous les grands navigateurs, et qui montrent comment les orages imprévus, les tempêtes venant rompre l'uniformité des vents sur lesquels comptaient des hommes de mer, ont amené d'une terre à l'autre, et parfois à d'immenses distances, un certain nombre d'individus. Maï retrouva à la Nouvelle-Zélande trois de ses compatriotes qu'un accident de cette nature y avait amenés douze années auparavant. Beechey a constaté un fait entièrement analogue. La possibilité du peuplement de la Polynésie par migrations est donc pleinement démontrée. Ce fait est d'ailleurs admis comme incontestable, en Amérique même, par les hommes qui se tiennent en dehors des exagérations polygénistes. M. Hale, le compagnon du capitaine Wilkes, a pu préciser l'époque approximative de plusieurs de ces migrations, et il en a dressé une carte dont l'ensemble au moins présente des garanties réelles de vérité.

L'histoire ethnologique de l'Amérique est bien plus compliquée que celle de l'Océanie. Cette vaste terre n'est plus habitée par une seule race d'hommes; elle en renferme au contraire un très grand nombre. Or la plupart présentent à un haut degré les caractères des *races mixtes* résultant des croisemens des principaux types qu'on observe dans l'ancien continent. En outre les caractères qu'on a regardés comme le plus essentiellement propres aux indigènes d'Amérique ne sont jamais communs à tous; enfin ces mêmes caractères se retrouvent chez certaines populations de l'ancien monde. Le teint rouge ou cuivré, par exemple, est une exception parmi les tribus de l'Amérique méridionale. Humboldt en avait déjà fait la remarque; mais Alcide d'Orbigny surtout a fort bien montré que sur ce vaste territoire le teint des indigènes est généralement ou jaune ou brun olivâtre, et que le mélange de ces deux couleurs rend compte des différences signalées par les voyageurs. En revanche, le teint plus ou moins cuivré se retrouve sur la côte orientale d'Asie, dans la presqu'île de Corée, dans l'Asie méridionale chez diverses populations malaises, en Afrique chez les Abyssins, les Peules, et plusieurs tribus mélangées qui s'étendent à travers le Soudan, de l'Abyssinie jusqu'au Sénégal et à la Guinée supérieure.

L'étude des caractères physiques conduit donc à admettre que l'Amérique a été peuplée par des émigrans partis de l'ancien monde et appartenant de près ou de loin aux trois races principales que présente celui-ci : la blanche, la jaune et la noire. Ces émigrations

sont-elles aussi impossibles que le disent les polygénistes? Pour se convaincre du contraire, il suffit de jeter les yeux sur la carte. Dès le siècle dernier, Buffon avait parfaitement compris combien le passage devait être facile d'Asie en Amérique par le détroit de Behring. La connaissance de plus en plus complète de ces mers et des races qui en peuplent les rivages ont confirmé jusqu'à l'évidence cette opinion, qui put alors paraître hardie. Pickering, l'un des membres de la commission scientifique qui fit partie du voyage d'exploration entrepris aux frais des États-Unis par le capitaine Wilkes, se demande où commencent et où finissent l'Asie et l'Amérique, et en effet le navigateur qui, longeant les îles Aléoutiennes, se rend du Kamtchatka à la presqu'île d'Aliaska doit être bien embarrassé pour déterminer la limite des deux continens. Le peuplement de l'Amérique par le nord-ouest fut donc très aisé. Au nord-est, par l'Islande et le Groënland, les immigrations d'Europe en Amérique n'étaient guère plus difficiles.

Mais ce n'est pas sur ces deux points seulement que le peuplement du Nouveau-Monde a dû s'effectuer. On connaît aujourd'hui, bien mieux qu'il y a quelques années, la marche et la complication des mouvemens de l'atmosphère et des mers. Là où nos prédécesseurs n'avaient vu que le grand courant équatorial, allant uniformément de l'est à l'ouest, nous savons qu'il existe des contre-courans dirigés en sens contraire; nos marins ont découvert de nouveaux *fleuves* coulant au sein des mers, et en particulier ils ont retrouvé dans l'Océan-Pacifique un second *gulf stream* qui, passant au sud du Japon, se dirige vers l'Amérique, comme le premier va de Terre-Neuve aux côtes de l'ancien monde. Le *courant de Tessan* (1) a conduit sur les côtes de la Californie des jonques abandonnées (2), comme le *gulf stream* avait jeté sur la plage des Açores ces fruits, ces poutres travaillées, ces canots chavirés qui, dit-on, portèrent dans le cœur de Colomb la conviction qu'il existait un autre monde. Ce courant, s'il a été connu d'une nation de navigateurs, a pu et dû conduire les flottes d'Asie en Amérique, comme il a pu et dû entraîner en Californie les embarcations imparfaites des peuples moins habiles à lutter contre la mer. Enfin le grand courant équatorial atlantique a fort bien pu amener dans l'Amérique méridionale et dans le golfe du Mexique un certain nombre d'hommes enlevés aux côtes d'Afrique; mais ces derniers faits ont dû être en tout cas assez rares, car la plupart des populations littorales africaines paraissent s'être fort peu livrées à la navigation.

(1) Ce grand courant a reçu à juste titre le nom de *courant de Tessan*, du nom du savant hydrographe qui en a constaté l'existence dans le voyage qui, accompli sous la direction du capitaine Duperrey, a rendu à la science les services les plus signalés.

(2) Hamilton Smith, Morton et Pickering en citent des exemples.

De l'ensemble des considérations que nous ne pouvons qu'indiquer ici (1), il résulte que l'Amérique *a pu* se peupler par des hommes venant du dehors, que ces hommes *ont dû* être surtout des Asiatiques appartenant aux races qui occupaient les côtes de la Chine, du Japon et des terres qui s'étendent jusqu'au détroit de Behring, que des races blanches européennes *ont pu* pénétrer de même en Amérique, mais avec plus de difficulté, et par conséquent en nombre moins considérable, enfin que les populations africaines *ont pu* entrer pour une part, mais une part nécessairement très faible, et sans doute toujours involontairement, dans cette immigration. Les faits s'accordent-ils avec ces *possibilités* qui ressortent de la vue du moindre atlas de géographie, mais surtout de l'étude des belles cartes dues à M. de Kerhallet (2)? C'est ce que nous allons rapidement examiner.

Et d'abord, pour ce qui concerne le détroit de Behring et la chaîne des îles Aléoutiennes, nous avons à citer une preuve frappante de la facilité qu'ils offrent aux communications. Les Tchouktchis, cette population si différente de toutes les races placées si haut vers les pôles, étaient naguère campés à la fois en Asie et en Amérique sur les rivages opposés; ils occupent encore une partie des deux côtes (3). Il faut bien qu'ils aient passé de l'une à l'autre. Parfois ils se visitent réciproquement pour traiter quelques affaires. A lui seul, cet exemple suffirait pour montrer comment l'ancien continent a pu verser dans le nouveau une partie de sa population. Or les races qui habitent les îles et les rivages asiatiques dont il s'agit sont loin d'être homogènes. On y rencontre, à côté des populations mongoles, qui dominent en nombre, d'autres populations dans lesquelles l'élément blanc est pur ou presque pur (4). Ces mêmes régions possèdent la race la plus velue, *la plus barbue* peut-être, du globe entier, celle des Aïnos. Cette race est aussi remarquable par ses qualités

(1) Sur toutes les questions relatives aux lois qui règlent l'ensemble des vents et des courans maritimes, le lecteur consultera avec autant de plaisir que d'utilité l'ouvrage de M. Félix Julien, lieutenant de vaisseau, dans lequel l'auteur résume tout ce que nous ont appris les études si importantes du commandant Maury, des États-Unis, et les recherches les plus récentes sur la physique générale du globe (*Courans et Révolutions de l'atmosphère et de la mer*).

(2) On consultera surtout avec fruit les deux cartes reproduites dans les *Considérations générales sur l'Océan-Pacifique*.

(3) Les Tchouktchis asiatiques se sont depuis avancés vers le nord et occupent aujourd'hui les plages occidentales du détroit de Behring, dont ils ont chassé ou détruit les anciens habitans.

(4) Les hautes castes japonaises, qui représentent les conquérans de ce pays, ont à un haut degré tous les caractères de certaines races blanches. Les Tchouktchis eux-mêmes rappellent d'une manière étrange à la fois les races blanches et les peaux-rouges des États-Unis.

intellectuelles et morales que par ses caractères physiques (1); son culte national, celui de la mer et des astres, rappelle les croyances religieuses de quelques-uns des peuples les plus civilisés de l'Amérique; ils n'ont adopté du bouddhisme que la secte la plus pure et la plus élevée. De ces faits et de bien d'autres encore, il résulte que, sans sortir presque de ces parages, on trouverait peut-être de quoi expliquer tout ce que les traditions américaines racontent sur les origines des principales nations de ce pays, tout ce que nous ont appris les patientes recherches des hommes trop rares qui ont étudié sérieusement la mystérieuse histoire de ces populations.

Nous avons dit que l'Asie *pouvait avoir* communiqué avec l'Amérique par d'autres voies, et nous tenons à montrer qu'il en a été réellement ainsi. La Californie est le seul point dans cette partie de l'Amérique où les indigènes aient le teint presque noir. Cette circonstance, qui naguère pouvait paraître extraordinaire, s'explique tout naturellement par l'existence du courant de Tessan. Celui-ci a pu amener jusque sur ces bords éloignés des canots portant des nègres océaniens, comme nous avons vu qu'il y entraînait les navires abandonnés. En tout cas, c'est lui sans doute qui facilitait entre l'Amérique et l'Asie les communications dont de Guignes et M. de Paravey ont retrouvé les traces dans les ouvrages chinois. Les résultats auxquels sont arrivés sur ce point les savans français ont été vivement combattus; mais il n'est guère permis d'en contester l'exactitude en présence du témoignage si net de Gomara. Ce fidèle compagnon de Cortez, en racontant l'expédition de Vasquez de Coronado, qui remonta jusqu'au-delà du 37e degré de latitude, c'est-à-dire jusqu'à Monterey environ, rapporte que les Espagnols trouvèrent près de la côte des navires *à proues dorées et à vergues argentées* (2), chargés de marchandises. Les gens qui les montaient firent entendre par signe qu'ils étaient en mer depuis trente jours. Les Espagnols en conclurent que ces vaisseaux venaient de la Chine ou du Japon, et nous ferons comme eux.

Il est encore mieux établi que l'élément blanc européen a pénétré directement en Amérique. Sans même parler des prétentions

(1) La Pérouse, après avoir parlé de leur intelligence, de la gravité de leurs manières, de la noblesse de leurs gestes, ajoute : « S'ils étaient pasteurs et avaient de nombreux troupeaux, je ne me formerais pas une autre idée des usages et des mœurs des patriarches. » Malheureusement cette race si curieuse, dont il est fait mention dans les annales chinoises sous le nom de *barbares velus*, est de nos jours en pleine décroissance. C'est une de celles sur lesquelles il faut se hâter de recueillir des renseignemens pendant qu'il en est temps encore.

(2) Ce détail sur les *proues dorées* pourrait bien tenir aux habitudes du temps et être de pure invention; mais il ne détruit pas la valeur du fait lui-même, si simplement raconté par Gomara.

soulevées au nom des Gallois et des Basques, les titres des Scandinaves à la découverte de l'Amérique sont aujourd'hui reconnus comme pleinement authentiques. Les savantes et curieuses recherches de Rafn ont appris que dès avant l'an 1000 de notre ère le Groënland avait été colonisé par les descendans des chefs scandinaves qui avaient fui en Islande la tyrannie d'Harald aux Cheveux-d'Or (1). Les frères de ces Normands qu'attirait si impérieusement le midi de l'Europe ne pouvaient rester confinés dans cette contrée qui, pour avoir mérité à cette époque le nom de *terre verte*, n'en devait pas moins subir des hivers à peu près aussi rigoureux qu'aujourd'hui. Ils descendirent donc au midi, et jusque vers le XIVe siècle il y eut des communications fréquentes entre le Bas-Canada et les premières colonies; mais en 1408 les glaces interceptèrent toute communication entre l'Islande et le Groënland. Qu'est devenue la population de ce dernier pays, population qu'on sait avoir été fort nombreuse (2)? Peut-on supposer qu'elle ait en entier péri sous les coups des Esquimaux, de ces *Skrellingers* qui à diverses reprises ravagèrent les colonies islandaises? N'est-il pas évident que le plus grand nombre de ces hardis marins, se voyant abandonnés par la mère-patrie, a dû remonter sur ses barques, suivre les frères qui les avaient précédés vers le sud, et les dépasser sans doute? Ainsi s'explique la présence de ces hommes aussi blancs, *plus blancs même que les Espagnols*, que rencontrèrent çà et là sur leur route les premiers *conquistadores* environ deux siècles plus tard; mais une partie aussi ne voulut pas quitter la *terre verte*, et leurs petits-fils y vivent encore. Bien qu'ils aient oublié la langue et la religion de leurs ancêtres, ce sont eux certainement que le capitaine Graah a retrouvés en 1829, près des ruines de l'Osterbygd, dans ces hommes à la taille élevée et svelte, au teint blanc, aux cheveux blonds, dont la présence au Groënland est le démenti le plus formel à toutes les théories de l'école américaine (3).

La présence d'élémens africains en Amérique n'est guère plus difficile à reconnaître que lorsqu'il s'agit des élémens asiatiques ou européens. Les caractères physiques constatés par les premiers *découvreurs* suppléent, ce semble, suffisamment au silence de l'his-

(1) Dans son *Histoire des Régions circumpolaires*, M. Frédéric Lacroix cite une bulle du pape Grégoire IV adressée à Ansgarius, datée de 835, et où il est fait mention des missions d'Islande et du Groënland. Le même auteur rappelle que La Peyrère a signalé une autre bulle antérieure à l'an 900, où l'Islande et le Groënland sont également nommés.

(2) Le Groënland formait deux districts séparés par une étendue considérable de terres inhabitables. Celui de l'est (*Osterbygd*) comptait dans son territoire deux villes, Garda et Alba, une cathédrale, onze églises, trois ou quatre monastères, trois maisons royales, etc. Ces colonies, on le sait, étaient devenues très florissantes.

(3) Nous adoptons ici complétement l'opinion émise par M. Lacroix.

toire. Lorsque Christophe Colomb débarqua à San-Salvador, dans les Lucayes, la race qu'il eut d'abord sous les yeux n'avait rien de bien remarquable pour lui. Il la compare aux Espagnols brunis par le soleil et aux habitans des Canaries, de ces îles qu'il avait perdues de vue depuis si peu de temps. Une population également semblable aux Canariens, les *Charazanis*, vit encore aujourd'hui dans le Pérou. Elle se distingue de toutes les autres tribus et races voisines, avec lesquelles elle évite de s'allier. Elle s'est aussi garantie du mélange de sang blanc (1). Tout porte donc à penser que la race blanche africaine a été amenée en Amérique à la suite de quelque accident de mer. Quant à la race noire, nous avons les témoignages de Pierre Martyr (2) et de Gomara, qui tous deux attestent que Vasco Nunès de Balboa, en traversant l'isthme de Darien pour gagner les montagnes d'où il devait apercevoir le premier l'Océan-Pacifique, trouva sur son chemin de véritables nègres (3). Ainsi s'explique la présence dans l'île Saint-Vincent de ces *Caraïbes noirs* qu'on a voulu faire descendre de nègres émancipés par le naufrage du vaisseau qui les portait, mais que les premiers colons avaient déjà trouvés dans cette île aux prises avec les *Caraïbes rouges;* ainsi s'expliquent encore le teint presque noir de ces *Yamassees* de la Floride qui aimèrent mieux périr les armes à la main que se soumettre aux lois des Creeks, et le teint non moins foncé des *Charruas*, à peu près entièrement exterminés aujourd'hui.

La géographie, la physique générale du globe, démontrent donc la *possibilité* des immigrations en Amérique; l'histoire constate la *réalité* d'un certain nombre de faits de ce genre, d'autres sont attestés par les caractères physiques de populations exceptionnelles. Il y a là de quoi répondre surabondamment aux assertions des polygénistes relativement à l'impossibilité du peuplement par le dehors. L'Amérique ne fournit aucun argument à l'appui des théories que nous combattons. En outre celles-ci ne sauraient rendre compte des singuliers phénomènes sociaux que présenta ce continent lorsqu'il s'ouvrit définitivement aux regards de l'Europe. Au contraire, la doctrine monogéniste et le peuplement par migrations expliquent de la manière la plus simple la rareté des populations, leur état social généralement si peu avancé, et l'existence par place de civilisations à peu près étrangères les unes aux autres, ayant chacune son

(1) Je tiens ces détails de M. Angrand, ancien consul-général de France au Pérou.

(2) Cité par Hamilton Smith.

(3) Le langage de Gomara est des plus précis. Il fait remarquer que ce furent les premiers nègres vus aux Indes (*occidentales*), et qu'il ne croit pas qu'on en ait vu d'autres. Comme les Espagnols connaissaient fort bien les nègres, qu'ils devaient introduire quelques années plus tard dans leurs colonies, ce témoignage est aussi décisif que possible.

caractère propre, accusant toutes l'importation de germes venus du dehors, et dont aucune n'offrait une antiquité comparable, même de loin, à celle des vieilles sociétés de l'Asie ou de l'Europe. Ici encore en tout et partout le polygénisme est ou en contradiction avec les faits, ou impuissant à en rendre compte, tandis que le monogénisme concorde entièrement avec eux et les explique sans effort.

Parvenu au terme de notre course, jetons un regard en arrière et rappelons le chemin parcouru. — En procédant à la manière des classificateurs de toutes les écoles, à la manière de Linné et de Lamarck, nous avons distingué l'homme de tous les autres êtres, en particulier des êtres organisés, parce qu'aux phénomènes qui lui sont communs avec eux, il en ajoute d'autres d'un ordre entièrement nouveau. Les *faits* de moralité et de religiosité, la *cause* d'où ils émanent, ont caractérisé pour nous le règne humain et l'ont séparé des animaux, comme les *faits* de vitalité et la *cause* qui les produit caractérisent les végétaux pour tous les naturalistes, et les isolent des minéraux.

Étudiant cet être exceptionnel, nous nous sommes demandé s'il constituait une ou plusieurs espèces. Ici il nous a fallu faire un détour. Ne pouvant résoudre par l'homme lui-même un problème qui touchait à l'homme, nous avons dû nous adresser aux végétaux, aux animaux, chez lesquels tous les naturalistes admettent l'existence des espèces; nous avons dû leur demander ce qu'il fallait entendre par ce *mot*, à quoi on reconnaissait cette *chose*. La botanique, la zoologie, interrogées successivement, ont donné une seule et même réponse. Nous avons constaté que, dans cette question, on pouvait conclure des végétaux aux animaux, et de ce fait nous avons tiré la conséquence qu'on pouvait conclure des uns et des autres à l'homme, car tous sont également des êtres organisés et vivans, par suite également soumis aux lois qui régissent l'organisation et la vie, c'est-à-dire à la physiologie générale. Examiné à ce point de vue, l'homme nous a montré partout les phénomènes qui caractérisent une seule et même espèce. L'investigation directe nous a donc conduit à admettre l'unité de l'espèce humaine.

De là même il résultait nécessairement que les théories fondées sur la multiplicité des espèces humaines ne pouvaient être vraies. Toutefois les partisans de ces théories avaient opposé à cette conclusion des objections de diverses natures. Nous avons pris ces objections une à une, nous les avons soumises au contrôle des faits, des lois reconnues comme existant chez tous les êtres vivans autres

que l'homme : partout nous avons vu qu'elles étaient en contradiction avec ces faits et ces lois. Ce résultat a été une nouvelle preuve, indirecte, mais non moins réelle, de la vérité de notre doctrine.

Dans tout le cours de cette étude, nous croyons n'avoir pas dévié un seul instant de la route indiquée au début. Homme de science, c'est à la science seule que nous avons demandé des argumens en faveur de ce que nous regardons comme la vérité. La botanique, la zoologie, la physiologie, la statistique médicale, la géographie zoologique nous ont fourni les principaux : pour répondre à une dernière objection, nous avons dû avoir recours à la géographie proprement dite, à la physique générale du globe, à l'histoire; mais pas une fois nous n'avons appelé à notre aide les considérations tirées de la morale, de la religion, de la philosophie. Est-ce à dire que nous ne comprenions pas combien la discussion actuelle touche de près à toutes celles que poursuivent ces nobles sœurs des sciences naturelles et physiques? Certes non. Bien des fois, en présence des conséquences de tout ordre qui s'offraient à notre esprit, nous avons eu peine à ne pas les faire ressortir; bien souvent nous avons dû rayer des mots, des phrases involontairement tracées. C'est qu'il était difficile, impossible sans doute, d aborder ces côtés de la question sans réveiller des préjugés, des passions qui l'ont trop souvent obscurcie; c'est que, traitant un sujet qui avant tout est du domaine des sciences naturelles, nous avons voulu rester exclusivement naturaliste, afin d'avoir le droit de parler à tout le monde et d'amener les partisans des doctrines les plus opposées sur un terrain que personne, quels que soient ses instincts ou ses croyances, n'a aujourd'hui le droit de refuser, et sur lequel il nous semble impossible de ne pas tomber d'accord.

Aurons-nous réussi? Aurons-nous porté la conviction qui nous anime dans l'esprit de quelques-uns de nos anciens contradicteurs? Nous le désirons plus que nous n'osons l'espérer; il nous est du moins permis de croire que ceux-là mêmes dont les opinions sont le plus contraires aux nôtres seront forcés de convenir que le monogénisme est une croyance raisonnable ayant des fondemens autres que ceux qu'on trouve en dehors des sciences proprement dites. Il nous est surtout permis de penser que les hommes sans parti-pris, *sans préjugés*, comprendront mieux encore cette vérité et qu'ils n'hésiteront pas à se ranger avec nous sous la bannière qu'ont hautement arborée les Linné, les Buffon, les Cuvier, les Müller, les Humboldt.

A. DE QUATREFAGES.

POLITIQUE COMMERCIALE

I.

TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE DE LA SOCIÉTÉ ANGLAISE.

Il faudrait être bien aveugle pour ne pas voir que nous vivons à une de ces époques de rénovation qui fournissent à l'histoire ses dates mémorables. Deux changemens profonds s'accomplissent simultanément, et ne sont, on le reconnaîtra plus tard, que deux aspects différens d'un même phénomène, deux effets d'une même cause; ils ne tendent à rien moins qu'à transformer les sociétés européennes en modifiant à la fois leur discipline intérieure et le principe de leurs relations. L'un de ces changemens, celui qui concerne le droit public et qu'on appelle en termes vagues le mouvement des nationalités, se révèle, à la manière des volcans, par un travail souterrain qui aboutit à des explosions : il brise les traditions, heurte des mêmes coups intérêts et sentimens, suscite d'ardentes sympathies ou de sombres colères par l'audacieuse grandeur du spectacle qu'il présente. Aussi a-t-il le privilége d'occuper l'attention, et bien que le temps ne soit pas encore venu de l'analyser sans passion, de le définir en pleine connaissance de cause et d'effets, il est à peu près l'unique thème de controverse dans les cercles politiques comme dans les journaux.

De l'autre grand changement social, on daigne à peine parler : c'est qu'il n'est plus une nouveauté pour notre public, au moins comme théorie, que ses effets dans la pratique ne se font pas sentir d'une manière immédiate et directe, et que le nom sous lequel il a été vulgarisé, le libre échange, donne lieu à une interprétation

étroite. On est porté à croire qu'il s'agit uniquement des échanges commerciaux avec l'étranger, d'un simple remaniement de tarifs tendant à restreindre plus ou moins les profits des manufacturiers. Le principe ayant été tranché d'autorité chez nous, une sorte de polémique sur les détails d'exécution se poursuit, mais sourdement, sans cette émotion communicative qui force le public à écouter et à réfléchir. La multitude, observée à ses divers étages, laisse voir une telle inintelligence des innovations récemment introduites, qu'on pourrait la croire désintéressée dans la question. Quelquefois seulement on rencontre des gens qui demandent avec l'air du désenchantement pourquoi l'on ne voit pas baisser plus vite les prix des sucres, du charbon de terre et des lainages, et puis c'est tout.

Le public français ne refuserait certainement pas à la réforme entreprise le degré d'attention qu'elle mérite, s'il en pouvait mesurer la portée sociale et politique. Il y aurait donc à lui montrer que le libre échange n'est pas seulement un problème de législation douanière, mais qu'il implique une refonte du régime commercial, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, et qu'il y conduit nécessairement, que c'est en un mot la restitution faite à l'individu de sa liberté dans l'exercice de son travail et dans l'échange de ses services contre les services d'autrui. Ceci étant admis, il deviendrait facile d'expliquer comment les anciennes conceptions politiques en matière d'administration et de droit international doivent se modifier sous l'influence du principe nouveau; mais, dans une démonstration de ce genre, on aurait tort de procéder par des raisonnemens abstraits: trop de gens affecteraient de ne pas les comprendre pour en dénaturer l'intention.

Une grande expérience entreprise depuis quarante ans chez nos voisins est à peu près terminée : appliquons-nous d'abord à en constater les résultats. Tenons-nous-en pour aujourd'hui à exposer comment, sous l'influence de la réforme économique, il s'est produit une Angleterre tout autre que celle qui existait au commencement du siècle, et bien préférable assurément. Qu'après avoir étudié ce mouvement de transformation, qui est peut-être le plus grand phénomène politique de notre âge, chacun se demande si l'immobilité serait encore possible dans les autres pays, et si la réforme essayée chez nous, au milieu d'un calme semblable à de l'insouciance, ne mériterait pas au contraire une attention passionnée.

I. — PITT.

Deux erreurs de fait, passées à l'état de lieux-communs, forment le principal argument des adversaires de la liberté commerciale. —

L'Angleterre, disent-ils, s'est d'abord fortifiée au moyen du régime prohibitif, et quand elle a eu le sentiment de sa supériorité, elle a entrepris une propagande perfide, tendant à désarmer ses rivaux pour les anéantir dans une lutte inégale. — Ceux qui soutiennent cette thèse ignorent les faits ou ont intérêt à les dénaturer.

Si l'on excepte le petit groupe d'observateurs que l'on commença à désigner par le nom d'*économistes* peu de temps avant la révolution française, les principes de Colbert en matière de commerce faisaient loi dans toute l'Europe : ils entraient dans l'éducation des hommes d'état, et répondaient aux préjugés instinctifs des chefs d'industrie. Le système protecteur existait donc en Angleterre comme partout; mais, au lieu d'enrichir ce pays, il y avait produit son effet inévitable, qui est de ralentir le progrès. L'industrie britannique n'avait pas une vitalité plus grande que la nôtre avant 1799, elle n'a guère que depuis cette époque acquis une supériorité décisive : cette affirmation, contraire à l'opinion commune, va être prouvée. Quant à la réforme des lois commerciales, elle ne résulte pas plus d'une combinaison insidieuse que d'un zèle désintéressé pour le progrès : elle est sortie, comme la plupart des grands changemens politiques, d'un besoin péniblement senti et de l'urgence d'y porter remède. La théorie s'est faite d'elle-même, pour ainsi dire, par l'évidence du succès.

Si on se rappelle que l'Angleterre et l'Écosse comprenaient à peine huit millions d'âmes en 1792, que l'Irlande n'était alors qu'une nation hostile, qu'au sein même de la population britannique l'esprit nouveau commençait à pénétrer les masses, on avouera qu'il y eut de la part de l'aristocratie une excessive audace à provoquer la France révolutionnaire. Pitt trouva moyen d'engager toute la nation en lui persuadant que la guerre où il la poussait était pour elle une affaire de vie ou de mort. Ce qui était un sophisme au début devint plus tard une réalité. La question étant ainsi posée, il n'y avait plus à mesurer l'étendue des sacrifices. De 1792 à 1815, on leva par voie d'emprunts 15 milliards 354 millions de francs, somme qui, en vertu de sa puissance d'achat, valait deux fois plus qu'aujourd'hui. On demanda aux riches une partie de leurs revenus; on augmenta les impôts ordinaires, on frappa de taxes tous les objets qu'on put atteindre, si bien que le budget des recettes, qui était de 450 millions avant la guerre, finit par être à peu près quintuplé.

La suprême habileté de Pitt fut de comprendre que le peuple anglais, malgré son dévouement et son énergie, succomberait à la peine, si on ne développait pas ses ressources en proportion des sacrifices nécessaires. Des occurrences favorables vinrent en aide

au grand ministre : c'était l'évolution commencée dans l'économie rurale, l'invention toute récente des moteurs et des métiers mécaniques, et en même temps les bévues administratives que l'on commettait en France. Les agronomes de l'école de Young et d'Arbuthnott avaient vivement frappé l'opinion publique en préconisant un type de grande exploitation consacrée exclusivement à la production des deux alimens essentiels, le blé et la viande : il y avait tendance à défricher les terres vagues et à les mettre en valeur conformément à cette conception. Voyant l'ordre aristocratique ébranlé par le courant des idées, et préoccupé de lui conserver son antique prépondérance, Pitt imagina de lui confier le monopole de l'alimentation populaire. Les deux cinquièmes du territoire étaient encore à l'état inculte : des espèces de déserts dont le fond appartenait au lord étaient considérés comme les communaux de la paroisse et livrés à la vaine pâture. On avait toléré aux temps des mœurs faciles que de pauvres paysans élevassent çà et là des cabanes dont le rapprochement avait parfois créé des hameaux. Survient la fièvre de 1792 : aussitôt se multiplient les actes de clôture (*inclosure bills*), c'est-à-dire les autorisations d'enclore et de défricher les communaux, et on dirige cette opération de manière à faire disparaître les groupes de petits cultivateurs libres. De propriétaires qu'ils se croyaient dans leur ignorance des subtilités féodales, ces malheureux deviennent fermiers ou journaliers dans les grandes exploitations qui se forment. Les défrichemens sont toujours dispendieux, surtout quand il s'agit de féconder des terres médiocres; mais des centaines de banques viennent en aide à la nouvelle industrie agricole, et elles se montrent d'autant plus libérales dans leurs crédits que la suspension des remboursemens en espèces autorise largement l'usage du papier (1). Pour surexciter parmi les *gentlemen farmers* ce genre de spéculation, dont les plus beaux fruits reviennent aux lords, on prodigue les monopoles. De 1796 à 1815, la législation sur les céréales est remaniée neuf fois, et toujours dans un sens plus restrictif, si bien qu'on arrive à l'équivalent de la prohibition absolue. La plupart des produits agricoles sont écartés par des droits très forts : l'entrée des viandes de boucherie est franchement interdite.

Un tel régime économique, combiné avec la détérioration du papier-monnaie, devait amener un enchérissement excessif des denrées, et je constate en effet que de 1796 à 1820 le blé s'est maintenu en moyenne à 35 francs l'hectolitre, bien qu'il valût moitié

(1) Les banques provinciales remboursaient leurs propres billets avec des billets de la banque d'Angleterre, qui ont perdu pendant cette période de 8 à 25 pour 100.

moins sur le continent. Pour trouver des consommateurs quand on doublait en même temps et le prix et la quantité des produits, il fallait des circonstances exceptionnelles : le miracle eut lieu. L'utilisation de la vapeur comme force motrice, le perfectionnement de la mécanique, surtout dans les filatures et le tissage, déterminèrent un phénomène équivalant à un prodigieux accroissement de la population. Pour les plus importantes spécialités parmi les articles manufacturés, les prix de vente s'abaissent de telle sorte que le fabricant peut mettre le salaire en rapport avec le prix exorbitant des vivres, en se réservant à lui-même un bénéfice inespéré. L'activité des manufactures se propage de proche en proche. Il y a des usines à bâtir, la terre à fouiller pour en tirer les métaux et les combustibles, des canaux à creuser, un matériel immense à combiner et à construire; pour tout cela, la main-d'œuvre est sollicitée, largement payée. Le bien-être des ouvriers provoque leur classe à une multiplication rapide.

Cet agencement artificiel reposait cependant sur un échafaudage assez fragile : il eût suffi pour le renverser d'une concurrence intelligente, car les Anglais, en forçant démesurément leur production, se mettaient dans la nécessité absolue de vivre par le commerce extérieur, et comme il n'y avait rien d'impossible à ce qu'une autre nation s'appropriât les procédés nouveaux sans avoir à payer à une aristocratie nourricière cette prime énorme qui élevait artificiellement le salaire, il aurait pu se faire que les marchés lointains fussent sérieusement disputés aux spéculateurs britanniques; mais alors le seul pays assez avancé pour se poser en concurrent, la France, déchirée intérieurement par les révolutions ou enivrée de gloire militaire, était en outre exposée aux excentricités économiques de ses administrateurs. Il faut le dire aussi, l'état de guerre portait profit à l'Angleterre en autorisant cette politique âpre et spoliatrice qu'on lui a souvent reprochée, et non sans motifs. Dans tout pays allié ou conquis, les agens britanniques s'appliquaient à paralyser la navigation locale, et la police maritime qu'ils y substituaient n'était qu'une savante organisation de la contrebande au profit des manufactures anglaises.

L'Angleterre avait traversé à son honneur une épreuve terrible; elle s'était placée politiquement au premier rang des nations et avait donné aux autres peuples la plus haute idée de son énergie et de sa richesse. Était-elle après 1815 vraiment riche dans la naïve et bonne acception du mot? Sans doute elle avait développé étonnamment ses moyens de production et son revenu collectif, sans doute un capital énorme s'était accumulé dans les trente-deux mille familles propriétaires du sol, parmi les grands entrepreneurs de culture, les

créateurs de canaux, les premiers organisateurs de la grande industrie; néanmoins je ne puis m'accoutumer à considérer comme riche un pays où les deux tiers des habitans meurent de faim. Telle était la situation de la glorieuse Angleterre après la paix qu'elle avait dictée. Son développement rapide résultait pour ainsi dire d'une manœuvre de guerre : il avait quelque chose d'excessif et de monstrueux dont on sentait les vices à mesure qu'on se rapprochait d'un état normal à la faveur de la paix. La prime qu'il fallait payer à l'aristocratie pour chaque bouchée de pain, les taxes levées au profit du trésor sur presque tous les objets d'un usage courant, paralysaient l'activité à l'intérieur, et quant au commerce avec l'étranger, il se heurtait chaque jour à des obstacles nouveaux, soit que les autres nations essayassent de se protéger par le jeu des tarifs, soit qu'elles ouvrissent une concurrence sérieuse. La contrebande n'était plus une ressource. Si on forçait encore la vente, c'était au moyen des bas prix, mais aux dépens des ouvriers, dont on réduisait les salaires. Malgré cela, les exportations de 1820 à 1830 restèrent inférieures à ce qu'elles avaient été pendant les vingt années précédentes, et la misère devint une honte pour le pays, une plaie irritante pour la multitude : plus d'une fois la société fut mise en péril par des conspirations ou des soulèvemens populaires. Les scènes de désordre qui ont attristé cette époque sont à peu près oubliées en Angleterre, de même qu'on oublie la souffrance après la guérison. Il est bon cependant de s'y arrêter, parce que la peur d'une guerre sociale, en disposant le pays à écouter quelques hommes bien inspirés, marque pour ainsi dire le point de départ des réformes économiques.

On commença à voir en 1817 des bandes d'ouvriers affamés improviser des espèces de *meetings* qui dégénéraient trop souvent en émeutes. Un jour que le célèbre Henri Hunt, l'idole de la populace, avait harangué la foule dans un des carrefours de Londres, des bandes se formèrent sous l'impulsion d'un certain Watson; on se procura des armes en pillant le magasin d'un armurier, et on marcha en colonnes serrées sur la banque et la bourse, comme pour assiéger les arsenaux de l'aristocratie. La répression fut prompte et foudroyante : les assaillans furent sabrés par la cavalerie, et la police fit de nombreux prisonniers. Watson parvint à s'échapper à la faveur du tumulte, mais ceux que l'on considérait comme ses lieutenans furent pendus en pleine rue de Londres, devant le magasin où avait eu lieu le pillage des armes. La rigueur de cet exemple empêcha peut-être pendant quelque temps la révolte ouverte, mais elle ne fit qu'envenimer la mystérieuse propagande qui désorganisait les ateliers. Au commencement de l'année 1819, Hunt reparaît à Man-

chester, appelé pour présider un grand *meeting* que les sociétés populaires ont résolu de tenir, bien que les autorisations d'usage leur aient été refusées par les magistrats. A l'attitude des masses, on voit qu'elles ont déjà une discipline et leurs mots d'ordre; on lit sur les drapeaux : « Droits de l'homme, — suffrage universel, — parlement annuel, — égalité ou la mort! (*equal representation or death*), — A bas la loi sur les blés (*no corn-law*)! » Parfois ces devises ont pour accompagnement un bonnet phrygien ou un poignard sanglant. Dans son discours, que quarante mille personnes écoutent en frémissant, Hunt déclare que la classe ouvrière est à bout de souffrances, qu'il ne s'agit plus de s'adresser à un parlement qui a jusqu'ici repoussé du pied (*kicked*) les pétitions du pauvre, mais que « le jour est venu pour le peuple de pousser en avant, comme il convient à des hommes et à des Anglais, et de faire valoir ses droits.»

La foule sur qui tombaient ces paroles enflammées se sépara pourtant sans tumulte, après avoir voté l'envoi d'une espèce d'ultimatum, sous forme de supplique au régent; mais par les causes qui ont été signalées plus haut, l'insuffisance du travail et l'avilissement des salaires allaient toujours en augmentant. La détresse des ouvriers semblait un mal sans espoir, et l'esprit de révolte se répandait comme une contagion dans les centres industriels. On signalait de tous côtés des *meetings* de désœuvrés et d'affamés aussi nombreux, aussi menaçans que celui de Manchester. Toujours des anathèmes contre les vieilles institutions, contre les classes à l'abri de la misère commune, et tout cela entremêlé de systèmes et de projets en faveur du travail. Un des plus tristes symptômes fut la formation dans plusieurs villes des clubs de femmes à l'exemple d'une société mère (*femal Reform Society*) instituée à Blackburn, près de Manchester. Dans les circulaires envoyées aux femmes et aux filles d'ouvriers pour les inviter à multiplier les sociétés sœurs, il était dit que l'affiliation de femmes, mères de famille ou destinées à le devenir, tendait à enraciner profondément dans la tête et dans le cœur des enfans la haine des pouvoirs établis (*a deep-rooted hatred of our tyrannical rulers*). Dans un *meeting* tenu à Blackburn, une députation du club des femmes parut sur la plate-forme et présenta au président une adresse révolutionnaire avec un bonnet de liberté (1). Cette scène fut reproduite dans d'autres assemblées populaires.

La ville de Birmingham, malgré son importance toujours croissante, n'était pas encore représentée au parlement. Ce déni de justice ayant été signalé dans un *meeting* tenu le 12 juillet 1819, l'idée vint au peuple assemblé de nommer immédiatement un député et de

(1) Ces détails sont extraits en grande partie de l'*Annual Register*.

l'envoyer à Londres. Le choix tomba sur un baronet du Staffordshire, sir Charles Wolseley, qui s'était fait connaître par des manifestations démocratiques. L'élu répondit fièrement qu'il acceptait le mandat, et qu'il irait prendre possession de son siége à la chambre des communes. Cette nouveauté mit en ébullition les sociétés populaires; un mot d'ordre courut dans tout le pays pour multiplier les élections de ce genre. Leeds s'empressa de faire la sienne. Hunt fut nommé dans une réunion des plus tumultueuses qui eut lieu le 21 juillet à Smithfield. A Manchester, siége des principaux meneurs, on voulut que le choix des députés eût le caractère d'un acte souverain. Une convocation extraordinaire fut faite pour le 16 août; le *meeting* devait avoir lieu, comme toutes les réunions de ce genre, dans une vaste plaine à proximité de la ville, appelée le Champ Saint-Pierre.

Cependant le gouvernement, qui paraissait avoir accepté jusqu'alors comme une circonstance atténuante l'irritation causée par une extrême misère, était à bout de patience. Il est évident que si ces prétendus représentans du peuple avaient pu être nommés en grand nombre, ils auraient formé tout naturellement une sorte de convention opposée au parlement légal. Ordre fut donné d'arrêter Wolseley et quelques autres agitateurs désignés par les suffrages séditieux. Hunt avait été appelé à présider la grande assemblée de Manchester; il n'eut garde de manquer au rendez-vous. Son passage à travers la ville fut une marche triomphale : il était debout sur une espèce de char, ayant à ses côtés la présidente du club des femmes de Blackburn, qui agitait fièrement une bannière. Les radicaux du comté avec les députations des divers centres industriels formaient une escorte qu'on a évaluée entre quatre-vingt et cent mille personnes. Cette armée marchait en colonnes serrées, affectant une allure martiale; deux clubs féminins s'y trouvaient au grand complet et formaient un bataillon. On arriva ainsi au Champ Saint-Pierre, et la foule se déploya autour de l'estrade, frémissante d'avidité pour la parole de son orateur favori. Hunt avait à peine prononcé quelques mots qu'on vit apparaître un magistrat de police à cheval, suivi d'une quarantaine de cavaliers appartenant à la *yeomanry*, espèce de garde nationale recrutée alors parmi les propriétaires fonciers et les gros fermiers. Pendant que Hunt parlementait avec le magistrat chargé de l'arrêter, les *yeomen*, se sentant pressés dans la foule, enlevèrent leurs chevaux pour se dégager. Ce mouvement occasionna un grand trouble ; plusieurs corps de cavaliers étaient en observation dans le voisinage; soit crainte que leurs camarades ne fussent en péril, soit impatience d'infliger une correction à cette tourbe qui les inquiétait depuis si longtemps, les

yeomen s'élancèrent au galop, sabre au poing : leur fougue entraîna un régiment de hussards. La foule épouvantée se dispersa à travers champs; mais dans le premier feu de la colère les cavaliers donnèrent la chasse aux fuyards, et peu d'instans suffirent pour que trois ou quatre cents personnes fussent foulées aux pieds des chevaux, contusionnées, sabrées ou même frappées à mort.

Il ne faut pas croire que cette rude leçon ait coupé court aux agitations démagogiques. Les hommes sensés du parti conservateur ne furent que plus inquiets : les radicaux allaient inspirer cette sorte d'intérêt qui s'attache aux victimes. En effet, Londres, Liverpool, Nottingham, York, Norwich, Paisley, Bristol, Glasgow et d'autres villes sans doute virent aussitôt des *meetings* où l'on protestait avec colère contre la sanglante exécution de Manchester. L'orateur allait se placer au-dessous du drapeau vert des radicaux voilé d'un crêpe; au *meeting* de Leeds, on voyait, peinte sur une espèce d'enseigne, une femme coupée en deux d'un coup de sabre par un *yeoman*, avec ce seul mot pour devise : « Vengeance! » On ne tarda pas à constater que les ouvriers de tous les grands centres industriels ourdissaient une vaste affiliation, et qu'ils se préparaient à frapper un coup décisif. Toutefois le radicalisme fut mis en échec devant l'opinion par la folle et odieuse conspiration d'Arthur Thistlewood, découverte par la police de Londres en février 1820. On a affecté de présenter cet homme comme un Catilina de bas étage, qui devait, avec une cinquantaine de vauriens, assassiner en une nuit tous les ministres, incendier les quartiers riches, piller la banque, vider les arsenaux pour armer la populace et régner enfin sur la ruine des institutions. Thistlewood a dit devant ses juges qu'il voulait seulement venger les victimes de Manchester, et il est probable en effet que son complot n'a pas été autre chose qu'une éruption hâtive et partielle de la fièvre qui agitait les classes ouvrières.

Il y eut encore par la suite des conjurations et des émeutes; mais elles perdirent peu à peu ces caractères d'animosité et d'audace qui faisaient craindre la guerre civile. Quelle est la cause de cet apaisement? Faut-il croire qu'une attitude plus énergique prise par l'autorité a terrifié les factieux, ou bien qu'une série de récoltes abondantes, à partir de 1820, a ramené l'activité dans les ateliers, tout en facilitant l'acquisition des denrées? Il se peut que ces circonstances aient atténué la crise, mais elles n'ont pas attaqué le mal dans son germe. Rappelons-nous que jusqu'en ces dernières années la détresse des basses classes en Angleterre, le danger d'une révolution sociale en ce pays ont été des lieux-communs exploités dans les publications du continent : on trouve même encore bien des gens qui, sous l'impression de leurs anciennes lectures, sont per-

suadés que les ouvriers anglais sont beaucoup plus à plaindre que ceux des autres pays. On ne remarque pas que la société anglaise, si malade il y a quarante ans, est depuis cette époque sous l'influence d'un traitement qu'elle a suivi avec une merveilleuse persévérance parce qu'elle s'en est bien trouvée, et qu'elle s'est fait pour ainsi dire un tempérament nouveau.

II. — HUSKISSON.

Que la constitution économique de l'Angleterre fût mauvaise, intolérable, qu'il y eût urgence de la changer, cela devenait évident pour tous les yeux. Ce fut sous le poids de cette impérieuse nécessité que surgirent dans certains esprits les idées de réforme. Rien au début ne ressemble à cette prétendue machination des industriels anglais pour propager à l'extérieur un système de liberté favorable au placement de leurs marchandises. A l'époque où partit le souffle qui communiqua la première impulsion, c'était au commencement de 1820, les négocians anglais, comme ceux du reste de l'Europe, honoraient les traditions mercantiles remontant à Colbert. Ils conservaient une foi naïve dans les vertus du régime protecteur : ils étaient d'ailleurs tellement subjugués par l'ascendant du torysme, qu'ils se seraient fait scrupule de solliciter un amendement aux combinaisons émanées du génie de Pitt. Il se trouvait alors par exception à Londres un négociant familiarisé avec les doctrines de l'école économique, Thomas Tooke, homme de mérite à tous égards, et d'autant plus considéré parmi ses confrères que ses habitudes studieuses n'avaient pas été nuisibles à sa fortune (1). Il avait pour spécialité le commerce d'échange avec la Russie, et pratiquait sur une large échelle l'importation des bois. Subissant comme tout le monde la gêne des lois restrictives et d'une fiscalité écrasante, persuadé comme citoyen qu'un pareil régime amènerait une crise dan-

(1) Thomas Tooke, mort en 1858 à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, a fourni une série de publications sur les matières commerciales réunies en six volumes sous ce titre : *History of Prices*, 1792-1856. C'est une espèce d'encyclopédie commerciale expliquant les variations survenues dans les prix des marchandises depuis les dernières années du XVIIIe siècle. Ce livre fait autorité en Angleterre, et c'est assurément celui que j'ai consulté avec le plus de fruit pour le présent travail. La dernière série, entreprise par l'auteur dans son extrême vieillesse, n'a pu être achevée qu'avec la dévouée et judicieuse collaboration de M. William Newmarch. — Thomas Tooke, devenu l'un des négocians considérables de la Cité, et longtemps député-gouverneur de la banque d'Angleterre, a coopéré avec le même zèle à la création des docks et des chemins de fer et à la fondation des établissemens scientifiques consacrés principalement aux études qui intéressent le gouvernement des sociétés. Pour célébrer sa mémoire d'une manière digne de ses services, on a fondé par souscription au *King's College* une chaire d'économie politique à laquelle son nom restera attaché.

gereuse en poussant à bout la classe ouvrière, il entrevit l'unique chance de salut aux lueurs encore douteuses de la science qu'il cultivait : c'était une marche en sens inverse de celle qu'on avait suivie, un retour vers la liberté commerciale. Le moyen qu'il adopta pour mettre le problème à l'ordre du jour fut d'adresser au parlement une pétition sur la souffrance du commerce; mais il fallait pour cela qu'un certain nombre de signatures recommandables ajoutassent au poids de la sienne. Ceux de ses confrères qu'il supposait préparés à le comprendre étaient en bien petit nombre dans la Cité. Ce ne fut pas sans peine qu'il détermina quelques-uns d'entre eux à l'écouter; il fut même convenu qu'on éviterait le retentissement d'un *meeting* public, et que la conférence aurait lieu dans un dîner sous forme de conversation entre amis.

Le 21 janvier 1820, une dizaine de négocians se trouvaient attablés dans une des tavernes adoptées pour les réunions du haut commerce. Thomas Tooke expose ses idées, il est chaleureusement applaudi; mais hélas! après le repas, chacun des convives, le tirant à l'écart pour le féliciter, lui propose, comme amendement au programme, quelque mesure en faveur de son propre négoce, quelque obstacle à l'activité d'autrui. Le promoteur de la réunion fut obligé de s'avouer qu'il n'avait pas même été compris par ceux qu'il avait choisis comme ayant quelque teinture des doctrines d'Adam Smith. Il avait remarqué en outre chez la plupart de ses auditeurs l'appréhension de déplaire au ministère tory en provoquant un mouvement d'idées. Il fallait dissiper ce scrupule ou renoncer au concours de ses confrères. Il prit donc à tâche de sonder les dispositions du pouvoir. L'intensité de la crise commerciale jetait sur l'ensemble de la politique une teinte sinistre. Le chef du cabinet, lord Liverpool, fort inquiet sans doute, accueillit ce projet de pétition, qui allait lui fournir le prétexte d'une enquête parlementaire, moyen assez en usage pour ajourner les difficultés. Dès que les dispositions du premier ministre furent connues, le gouverneur et la plupart des directeurs de la banque d'Angleterre, qui avaient d'abord refusé leur concours, s'empressèrent de signer la pétition; les notables de la Cité vinrent d'eux-mêmes offrir leurs noms, et probablement sans mesurer la portée de l'acte auquel ils adhéraient.

Cette fameuse pétition des marchands de Londres fut présentée à la chambre des communes, le 8 mai 1820, par M. Alexandre Baring (lord Ashburton), et à la chambre haute par lord Lansdowne. Ce n'était qu'un résumé abstrait des axiomes économiques sur les phénomènes de l'échange : on y exposait en termes généraux les inconvéniens du système restrictif, et, sans signaler aucun fait d'application, on concluait en sollicitant une réforme douanière en harmonie

avec les principes. L'impulsion étant donnée, des pétitions analogues, impliquant la demande d'une enquête, furent envoyées de Glasgow, de Manchester et de Bristol. Si l'on est curieux de savoir ce qu'était en 1820 l'opinion du public anglais sur le libre échange, on en trouvera le reflet exact dans les débats provoqués par la pétition des marchands. L'assemblée presque tout entière prend d'abord cette attitude dédaigneuse avec laquelle on repousse les utopies déraisonnables, indignes de discussion. Quelques orateurs à l'esprit aventureux mettent en relief les abus du régime en vigueur, tout en avouant qu'une transformation radicale comme celle qui est suggérée par les pétitionnaires est pleine de difficultés et de périls. Cette thèse est celle que soutient lord Liverpool dans la chambre haute. A coup sûr, selon lui, il serait heureux pour l'humanité que toutes les nations fussent constituées sur les bases de la liberté commerciale; mais il n'en est pas ainsi : chacune d'elles a pourvu à sa propre défense. L'Angleterre pourrait peut-être adoucir les lois protectrices de ses fabriques, mais jamais celles qui défendent son agriculture, tant celles-ci sont identifiées avec ses institutions. Après tout cela, les pétitionnaires ne devaient pas s'attendre à beaucoup de succès. A leur grand étonnement, lord Castlereagh tire à part M. Baring, et lui déclare que si la formation d'un comité d'enquête est demandée, le gouvernement n'y fera pas obstacle (1).

Si l'on veut bien se rappeler que cet incident eut lieu dans un moment d'effroyable misère, au lendemain du jour où l'on venait de pendre à Londres Thistlewood et ses complices, et quand on annonçait de toutes parts que les ouvriers affamés forgeaient des armes, on comprendra qu'une enquête destinée à améliorer l'état économique ait été prise au sérieux par beaucoup d'esprits. Le comité des communes, composé de vingt-deux membres, parmi lesquels on distinguait MM. Frédéric Robinson, Baring, Canning, Huskisson, siégea pendant trois ans, et publia quatre volumineux rapports. Le comité de la chambre des lords restreignit le cadre de ses recherches, et ne publia que deux volumes. Les documens recueillis manquaient de méthode et de proportion : ils éclairaient surabondamment certaines spécialités du commerce extérieur, comme les lois de navigation, le privilége de la compagnie des Indes, les relations avec les colonies, l'importation du bois, et ici on surprend l'influence personnelle du promoteur de l'enquête. Si par hasard les rapporteurs abordaient les généralités et rendaient hommage au principe

(1) Il y aurait une sorte d'ingratitude à ne pas rappeler qu'au même moment lord John Russell introduisait sa fameuse motion qui a déterminé douze ans plus tard la grande réforme électorale, et que lord Brougham faisait prendre en considération un plan tendant à créer l'enseignement populaire.

de la liberté commerciale, c'était avec toute sorte de restrictions et de ménagemens pour les préjugés du public. Ces *évidences* toutes nouvelles, comme disent les Anglais, sur une foule de phénomènes incompris jusqu'alors, ont provoqué la sagacité des observateurs, et c'est à partir de cette époque qu'on a vu poindre cette école des *free traders* qui a conjuré la catastrophe imminente, en provoquant une transformation sociale dont l'histoire parlera avec admiration, quand elle sera complète et qu'on en aura mesuré l'étendue.

Une fois placés à ce point de vue, les bons esprits ne tardèrent pas à découvrir la voie où il fallait entraîner le pays. Augmenter l'essor industriel par la révision des lois et règlemens qui faisaient obstacle au travail, et surtout par la suppression des droits sur les matières premières, donner quelque satisfaction à la multitude en avisant au moyen de réduire les taxes sur les objets de grande consommation, telles étaient les bases d'un programme assez vaguement esquissé à l'origine, et théoriquement personne n'avait d'objections à y faire. Quant à la pratique, c'était autre chose. On allait se heurter à cette innombrable majorité qui applaudit aux réformes, mais à la condition qu'elles ne dérangeront aucune classe dans ses intérêts, aucun praticien dans ses routines. Le trésor avait besoin de toutes ses ressources, et n'entendait pas qu'on les réduisît. L'aristocratie territoriale considérait son monopole comme un talisman auquel l'Angleterre devait sa prépondérance en Europe. Les commerçans, les manufacturiers étaient en plein sous l'illusion du système protecteur. Cette situation des esprits fait comprendre le retentissement qu'eurent à cette époque les délibérations du parlement britannique relativement au commerce des soieries.

C'est pour ainsi dire par le suicide de l'ancien régime que la nouvelle doctrine libérale arrive pour la première fois au pouvoir. Le 12 août 1822, au moment de partir pour le congrès de Vérone, où il s'agissait de cimenter la sainte-alliance, Castlereagh tomba dans un noir désenchantement de ses propres principes et se coupa la gorge. Sentant la nécessité de reformer un cabinet plus en harmonie avec l'opinion, lord Liverpool s'adjoignit Canning à la place de Castlereagh, lord Ripon (M. Robinson) comme chancelier de l'échiquier, et M. Huskisson comme président du bureau de commerce, trois *free traders*. Robert Peel, introduit dans ce même cabinet comme ministre de l'intérieur, et alors imbu de tous les préjugés économiques de son parti, était le plus ardent avocat des monopoles dont la destruction devait plus tard faire sa gloire. Pendant deux ou trois ans, et comme pour se préparer la main, Huskisson s'appliqua à réduire les taxes oppressives en évitant d'amoindrir les ressources du trésor. Des dégrèvemens portant à la fois sur

l'excise et les douanes exonérèrent plus ou moins le tabac, le café, le cacao, les vins et spiritueux, le vinaigre, les épices, les bois, la verrerie et presque toutes les matières premières à l'usage des fabriques. L'impôt sur le sel, qui avait été porté au taux énorme de 15 shillings par *bushel* (18 francs 75 centimes pour 36 litres), fut aboli en deux fois et n'a pas été rétabli depuis cette époque. En même temps, l'habile ministre remaniait une foule de règlemens surannés touchant le commerce et la navigation pour les rapprocher autant que possible du principe de liberté. Dans cet ordre d'expériences, l'assimilation complète de la Grande-Bretagne et de l'Irlande en matière de douanes, l'ouverture des Indes orientales aux vaisseaux, autres que ceux de la compagnie, jaugeant moins de 350 tonneaux, la révision des lois sur l'office des courtiers de marchandises, sur les primes d'exportation et les *drawbacks*, sur les entraves à l'émigration des ouvriers et à la sortie des machines, ont été des services considérables et plus appréciés de jour en jour.

Tant qu'Huskisson procéda par voie de tâtonnemens financiers, conservant l'équilibre des budgets, ménageant les abus érigés en droits, on toléra ses essais, on y applaudit même souvent. Rien n'était fait cependant, puisqu'on n'avait pas encore entamé le régime protecteur. Huskisson choisit pour ouvrir la première brèche l'industrie de la soie, et ce fut de sa part une habileté. La fabrication des soieries, que le pays ne pouvait pas classer au rang de ses industries naturelles et nécessaires, était le plus protégé de tous les métiers et un des plus arriérés. Une prohibition absolue écartait toute concurrence étrangère. Le public payait à des prix excessifs des marchandises médiocres à tous égards, et les producteurs criaient détresse. Puisque cette industrie ne donnait satisfaction à personne, il était à croire qu'on en pourrait modifier les bases sans rencontrer trop de résistance. Il ne s'agissait d'ailleurs que de remplacer la prohibition absolue par un droit protecteur de 30 pour 100. L'alarme se mit néanmoins parmi les classes intéressées au maintien du monopole : on y sentait instinctivement que les novateurs ne s'en tiendraient pas à une seule victoire, et qu'un principe ébranlé par un premier coup décline rapidement jusqu'à sa chute. Le parti conservateur s'organisa aussitôt pour la résistance, et par l'effet de ses évolutions le membre qui avait présenté en 1820 la fameuse pétition des marchands de Londres, M. Baring, prit à cœur d'introduire et de défendre les nombreuses suppliques où les fabricans de soieries affirmaient qu'ils allaient être inévitablement ruinés par la levée des prohibitions.

La réforme proposée resta pendant trois sessions à l'état de controverse parlementaire où éclatèrent plus d'une fois le génie et l'ar-

dente conviction d'Huskisson. En 1826, la prohibition absolue des soieries étrangères fut enfin remplacée par un droit proportionnel de 30 pour 100. A cette époque, les manufactures anglaises mettaient en œuvre 1,260,000 kilogrammes de soie brute; vingt ans plus tard, elles en employaient 3,413,000 : le nombre des métiers était triplé. On découvrit en 1845 que la prime exigée par les contrebandiers pour l'introduction frauduleuse des étoffes de soie n'était que de 15 pour 100, tandis que le droit perçu par la douane était de 30 pour 100. On modifia en conséquence le tarif légal, et la fabrication augmenta encore. Arrive l'exposition universelle de Londres : les merveilles de l'industrie lyonnaise sont mises en regard des produits similaires; les manufacturiers anglais reconnaissent leur infériorité. Vont-ils demander qu'on les garantisse de la concurrence? Bien au contraire. En novembre 1852, vingt-sept manufacturiers de Manchester adressent au chancelier de l'échiquier un mémoire où ils exposent que le reste de protection conservée en leur faveur ne sert qu'à paralyser leur industrie, en propageant cette opinion que les produits anglais sont inférieurs à ceux des fabriques continentales; que si les producteurs arrivaient au contraire à une large exportation, il leur deviendrait possible d'améliorer leur travail au point de soutenir à tous égards la concurrence des étrangers : en conséquence, ils demandent au gouvernement « qu'il lui plaise de les *soulager* en abolissant les droits sur les tissus de soie d'origine étrangère, *non partiellement et graduellement*, *mais totalement et immédiatement.* » Les manufacturiers de Spitalfields et de Coventry ne montrant pas une résolution aussi ferme que ceux de Manchester, le gouvernement hésite. On envoie à Paris pour l'exposition de 1855 des commissaires chargés de comparer les produits de tous les pays : ceux-ci déclarent que si la palme du bon goût et de la fantaisie élégante reste encore aux Français, les fabriques nationales peuvent défier toutes les concurrences en ce qui concerne la solidité du tissu, la teinture et le bon marché. Ces résultats étant acquis, les hommes sensés comprennent qu'il n'y a plus d'inconvénient à renverser les dernières barrières, et que l'introduction d'une certaine quantité d'articles de luxe, loin de compromettre l'existence des fabriques anglaises, ne sera qu'un moyen de compléter leur éducation et de leur faire sentir l'aiguillon de la concurrence. C'est alors qu'à l'occasion du traité de commerce avec la France, on enlève à l'industrie des soieries ses derniers priviléges pour la livrer à toutes les éventualités du libre échange (1). J'ai rapproché ces faits au

(1) On aurait tort d'attribuer d'une manière absolue au récent traité de commerce cette crise passagère que les journaux anglais appelaient, il y a deux ou trois mois, la *grande détresse de Coventry*. Le premier mouvement des manufacturiers de cette ville

risque de rompre la série des dates, parce que l'expérience concernant les soieries, commencée avec éclat par Huskisson, est celle qui a le plus servi à l'éducation commerciale du public anglais.

Depuis la retraite d'Huskisson en 1827 jusqu'à l'avénement de Robert Peel comme premier ministre en septembre 1841, les hommes d'état, presque sans exception, obéirent à l'impulsion donnée. On retrouve dans leurs actes financiers la préoccupation d'égaliser les charges publiques, d'amoindrir les obstacles opposés par la fiscalité à la liberté des transactions, à l'essor des aptitudes individuelles. C'est par des dégrèvemens que les chanceliers de l'échiquier recommandent leurs budgets à l'approbation de l'Angleterre. Le trésor abandonne ainsi 61 millions de francs par des réductions sur les charbons, les huiles, les sucres, les fruits secs, la soie brute, le chanvre et diverses matières à l'usage des ateliers. Le remaniement des taxes de consommation sur la bière, l'alcool, les cuirs, la chandelle, le bois, le savon, l'empois, le papier, les cotonnades imprimées, entraîne un sacrifice de plus de 200 millions, et pour obtenir la réforme postale, on ne s'effraie pas d'une perte sèche de 31 millions qui ne devait être compensée que vingt ans plus tard. Le total des dégrèvemens pour cette période de quatorze années dépasse donc 292 millions de francs. Les ministres n'avaient pas beaucoup de résistance à vaincre : l'opinion les soutenait. La situation du public anglais était celle du malade qui se livre à ses docteurs sans connaître les périls et l'amertume des traitemens à subir. La guérison du mal politique au moyen de la réforme financière et commerciale était le thème de beaucoup d'écrits recherchés alors, oubliés aujourd'hui. Il me semble même que je manquerais à un devoir en ne mentionnant pas un livre d'un grand effet, celui d'Henri Parnell, où le problème à l'ordre du jour a été creusé avec la plus vigoureuse pénétration (1). Ce fut aussi vers la fin de cette période, en 1838, que prit naissance cette fameuse *ligue de Manchester*, à qui il était réservé de livrer les grandes batailles, et de recueillir presque sans partage les honneurs du triomphe.

ayant été de réduire les salaires de leurs ouvriers, ceux-ci se mirent en grève : au moment où ils étaient à bout de ressources, un hiver excessif les surprit, et ils eurent cruellement à souffrir; mais au premier appel fait à la bienfaisance publique les secours arrivèrent abondamment, et il y a déjà plus d'un mois que la municipalité de Coventry a fait savoir par la voie de la presse que la crise tirait à sa fin, et que les subventions envoyées si généreusement n'étaient déjà plus nécessaires.

(1) *On financial Reforme*, volume publié en février 1830 et réimprimé quatre ou cinq fois en peu de temps.

III. — ROBERT PEEL.

Quelque considérable que nous paraisse le chiffre des dégrèvemens, il n'en était résulté que des remaniemens de tarifs, arrêtés juste au point où les intérêts du trésor allaient être compromis, et laissant subsister la plupart des anciens monopoles. Les whigs, comme des opérateurs timides, avaient effleuré la plaie, sans oser porter le fer jusqu'aux profondeurs. Vers 1841, la détresse des classes ouvrières, augmentée accidentellement par l'insuffisance des récoltes, semblait mettre de nouveau la société en péril. L'agitation contre les *corn-laws* empruntait à ces circonstances le caractère d'une grande lutte politique. Le torysme se serait évidemment perdu par une résistance obstinée : les hommes intelligens du parti le comprirent, et, par un vigoureux effort, ils portèrent Robert Peel jusqu'au sommet du pouvoir, afin que le plus capable d'entre eux eût la main haute au milieu des changemens inévitables. Une certaine émotion existait en ce moment à propos d'un comité institué par la chambre des communes avec mission d'analyser la législation douanière en distinguant les droits plus ou moins protecteurs de ceux qui avaient pour unique raison d'être les intérêts du trésor. L'enquête venait de révéler que, sur onze cent cinquante articles mentionnés au tarif et fournissant une recette brute de 574 millions de francs, il y en avait dix-sept dont on tirait 542 millions, vingt-neuf produisant 22 millions, et onze cent onze ne donnant que fort peu de chose ou rien. Quant à l'effet des taxes sur les transactions, on en avait signalé plusieurs comme malfaisantes et d'autres comme ridicules. Les ligueurs de Manchester faisaient grand bruit de ces aveux officiels, et jusqu'au sein du ministère tory on les avait pris en sérieuse considération.

On connaît le premier plan de Robert Peel, qui consistait à pratiquer sur une large échelle la réforme des tarifs commerciaux, sauf à compenser les pertes du trésor par l'établissement d'un impôt sur les gros revenus, et à restreindre autant que possible les concessions demandées à l'aristocratie territoriale par le cri populaire. Je ne rappellerai pas des incidens qui ont pris récemment, sous une plume habile, l'intérêt du drame (1); je dois m'en tenir à enregistrer sommairement les résultats. Les principes adoptés par Robert Peel en matière de douanes se résumaient en quatre points : abolition définitive des prohibitions, franchise absolue pour les matières

(1) Voyez la remarquable étude de M. Louis Reybaud sur *Cobden et l'École de Manchester* dans la *Revue* du 15 mai 1860.

brutes mises en œuvre dans les manufactures, droits très modérés sur les objets à demi travaillés, et, à l'égard des articles achevés, pondération combinée de manière à ce que la concurrence étrangère devienne sérieusement profitable aux consommateurs; enfin suppression des entraves fiscales ou réglementaires nuisibles au travail intérieur ou à l'exportation des produits nationaux. Ces principes, introduits dans cinq budgets consécutifs (1842-46), occasionnèrent de nouveaux dégrèvemens, montant à 191 millions de francs. Les impôts sur les bois, les huiles, le bétail, les sucres, le café, le coton, la soie, la laine brute, se trouvèrent de plus en plus allégés; on effaça du tarif un nombre très considérable d'articles donnant moins de 250,000 francs chacun : le droit d'excise sur les verreries, qui rapportait encore plus de 20 millions, la taxe sur les ventes aux enchères, dont on tirait près de 8 millions, furent définitivement abandonnés.

Une date particulièrement remarquable dans cette œuvre de salut, commencée déjà depuis un quart de siècle, est l'année 1846. Grâce à l'ardent et ingénieux prosélytisme de M. Cobden et de ses amis, l'agitation avait pris une ampleur formidable. Robert Peel lui-même, en dépit de ses engagemens et de ses sympathies, était converti au libre échange au point d'en accepter toutes les conséquences. Sa tactique pour prolonger le monopole, devenu odieux au pays, avait d'ailleurs échoué : il ne lui restait plus qu'à sauver par une honorable retraite les aveugles de son parti qui auraient voulu résister encore, au risque de se perdre. Robert Peel eut donc à lutter contre les plus opiniâtres de ses amis pour faire adopter une loi qui maintenait pendant trois années encore l'échelle mobile, mais avec des tarifs affaiblis, et qui, à partir du 1er février 1849, autorisait la libre importation des céréales avec un simple droit de balance équivalant à 42 centimes par hectolitre. Ce vote a été le fait culminant, la victoire décisive entre tous les combats livrés jusqu'à ce jour pour la transformation économique de la société anglaise : il a consacré un nouvel ordre de choses en sacrifiant un monopole qui était une des bases de l'ancienne constitution politique.

Depuis plusieurs années déjà, on avait touché le point où il n'était plus possible de racheter, par le développement de la consommation, les pertes occasionnées par la réduction des tarifs. On ne pouvait constituer le trésor en état de déficit permanent; il n'y avait plus qu'à choisir entre deux partis extrêmes : suspendre le traitement commencé, et dont on ressentait déjà les bons effets, au risque de retomber dans les convulsions, ou bien faire entrer dans le système fiscal une combinaison déjà expérimentée à titre de sacrifice temporaire, l'*income-tax*. Entre ces deux extrémités, le bon sens

du public n'hésita pas, et ce fut encore le *leader* des classes riches, Robert Peel, qui, vaincu par la nécessité, inscrivit à l'actif du budget l'impôt sur la richesse.

En 1851, les prohibitionistes français ont osé dire à la tribune, par l'organe de leur plus habile avocat, que l'introduction de l'*income-tax* en Angleterre n'avait pas été autre chose qu'un hommage rendu à l'excellence de notre système financier, que nos voisins, sans se préoccuper de liberté commerciale, avaient voulu tout simplement naturaliser chez eux un impôt direct analogue au nôtre. Il a fallu beaucoup de légèreté ou une confiance bien grande dans la crédulité des adversaires pour soutenir une pareille affirmation. Comme conception fiscale et comme portée politique, rien n'est plus dissemblable que les deux systèmes dont il s'agit. L'*income-tax* anglais est un impôt frappé exclusivement sur les gros revenus, quelles qu'en soient l'origine et la nature. Qu'il soit propriétaire du sol ou fermier exploitant, spéculateur ou industriel, rentier ou fonctionnaire, savant ou artiste, le citoyen anglais doit à l'état une partie de la rente, du traitement ou du bénéfice qu'il encaisse, pourvu que son contingent dépasse en valeur effective 2,500 francs par année (1). Le caractère de l'*income-tax* et sa raison d'être ont été de soulager la multitude nécessiteuse au moyen d'une cotisation infligée à ceux qu'on suppose au-dessus du besoin. Oserait-on soutenir que tels sont les caractères de nos quatre contributions directes? Chez nous, l'état s'adjuge une portion de la valeur existante, si mince qu'elle soit, sans s'inquiéter de la situation réelle du détenteur. Il n'y a pas d'exonération stipulée au profit du contribuable obéré, et la moitié de la taxe foncière est fournie par des propriétaires qui ne réalisent certainement pas un revenu net de 2,500 fr. Chacun paie non en raison du produit effectif qu'il réalise, mais suivant un tarif cadastral égal pour le propriétaire opulent qui a pu améliorer son fonds au point d'en décupler la rente et pour le cultivateur ruiné qui ne travaille plus que pour solder ses créanciers hypothécaires. Dans l'ordre industriel, on devient contribuable chez nous par le seul fait qu'on occupe une usine, un atelier, une boutique, et la patente qu'il faut payer n'est pas proportionnelle, comme en Angleterre, à un bénéfice net et effectif au-delà d'une certaine somme; notre patente ressemble encore beaucoup à cet ancien droit de travailler que vendaient autrefois les rois de France : qu'on gagne peu ou beaucoup, il faut la payer suivant un tarif convenu. Nombre de professions lucratives dans les sciences, les arts, les fonctions

(1) Le chiffre de 100 livres ou 2,500 francs a été introduit en 1852. A l'origine du renouvellement de l'*income-tax* par Robert Peel, le minimum imposable était 150 livres ou 3,750 francs.

publiques, les emplois industriels, au lieu d'être taxées dans la mesure des revenus qu'elles donnent, ne sont atteintes chez nous que par rapport aux loyers d'habitation, de telle sorte que le chef d'une famille nombreuse, d'autant plus pauvre qu'il est obligé d'avoir un vaste local, doit payer plus que le riche célibataire qui peut vivre à l'étroit. Je signale ces différences, non pour faire ici la critique de la fiscalité française, ce qui me conduirait fort loin, mais pour montrer combien est fausse l'assimilation qu'on a prétendu faire de l'*income-tax* avec nos impôts directs, et ce sera une légitime occasion de constater, à l'éternel honneur de l'Angleterre, que la réforme de ses institutions économiques a été *libérale* dans le sens le plus intelligent et le plus généreux du mot.

Un phénomène social des plus remarquables me paraît être l'influence qu'a exercée depuis trente ans la réforme économique sur cet ensemble de lois, d'idées, de sentimens, d'habitudes, qu'on appelle vaguement les mœurs d'un pays. A chaque parcelle de liberté tombant dans le domaine commun, on sentait davantage le côté faible des institutions basées, en Angleterre comme partout, sur des monopoles plus ou moins déguisés : on prenait à cœur de mettre autant que possible la législation en harmonie avec le principe nouveau. C'est dans cet esprit qu'on a opéré la conversion de certaines redevances d'origine féodale, la suppression des priviléges commerciaux de la compagnie des Indes, l'abolition de l'esclavage dans les colonies d'Amérique, et surtout la refonte des anciens règlemens sur le paupérisme. A partir de 1834, le chef d'industrie a cessé d'être intéressé à l'extension de la misère, parce qu'il ne lui a plus été possible de faire payer par le bureau des pauvres une partie du salaire de ses ouvriers.

Dès les premiers essais de la grande industrie, on avait pressenti qu'il y aurait chez les entrepreneurs une tendance à exagérer la durée du travail, non pas précisément pour obtenir une réduction indirecte sur le gain légitime de l'ouvrier, mais pour amoindrir la perte résultant du matériel employé. En effet, si un outillage d'un million donne 100,000 francs de bénéfice net avec des journées de douze heures, il est clair qu'on pourrait gagner le double avec un travail incessant. Quatre bills sur cette matière, édictés depuis le commencement du siècle, restèrent à l'état de lettre morte jusqu'au jour où les novateurs commencèrent à former dans les conseils du gouvernement un groupe de quelque consistance. A la suite d'une laborieuse enquête commencée en 1832, l'opinion publique réclama une réglementation efficace dans le régime des manufactures. Par respect pour le principe de la liberté, le parlement s'abstint d'intervenir d'une manière directe au profit des ou-

vriers adultes; mais il considéra les enfans et même les femmes comme des mineurs à qui une protection était due. Par les actes de 1844 et 1847, l'admission des enfans dans les ateliers avant l'âge de huit ans fut défendue. Le travail effectif fut limité à six heures et demie par jour, sans compter deux heures d'école, pour les enfans de huit à treize ans, et à dix heures pour les adolescens mâles de treize à dix-huit ans, comme pour les filles ou femmes de tout âge. Or, comme les hommes ont ordinairement besoin dans les grandes fabriques d'avoir pour auxiliaires des femmes et des enfans, on avait supposé qu'en réduisant le labeur de ceux-ci, les mâles adultes eux-mêmes ne seraient pas employés dans les ateliers plus de dix heures. Défense avait donc été faite de retenir trop longtemps les enfans et les femmes dans une même manufacture; mais on n'avait pas prévu le cas où les créatures faibles seraient occupées en une seule journée dans plusieurs manufactures, et comme la loi est appliquée à la lettre en Angleterre, les maîtres prétendaient ne pas violer la loi en pratiquant le système des *relais*, c'est-à-dire qu'ils échangeaient leurs petits ouvriers, qui, passant d'un atelier à l'autre, faisaient parfois des journées doubles. Un tel abus criait justice ; le bill de 1850 y mit fin en précisant les heures pendant lesquelles femmes et enfans devraient être appliqués au travail. On pourvut à la stricte exécution de la loi au moyen d'inspecteurs qui ont pris leur mandat au sérieux, parce qu'ils sentent que l'autorité les soutient et que le public applaudit à leur zèle. Le but entrevu par les législateurs a été atteint sans préjudice pour les chefs d'industrie. Quoique le nombre des manufactures et usines ait augmenté considérablement depuis vingt-cinq ans, celui des enfans qui y sont employés est réduit de beaucoup (1). Aux enquêtes de 1832 sur le sort des classes salariées remontent les tentatives énergiques et suivies pour constituer un système d'éducation populaire, ainsi que la série des règlemens sanitaires qui ont fait à peu près disparaître ces cloaques insalubres, ces logemens immondes, objets pour les étrangers d'une triste curiosité.

L'aristocratie britannique n'ayant pas pu défendre le monopole qui faisait sa force principale, l'abolition des autres monopoles ne devait plus être qu'une affaire de temps et d'opportunité. Cependant, deux ans après leur déroute, qui semblait définitive, les prohibitionistes étaient ralliés et prêts à livrer bataille à propos du privilége colonial. Avant 1842, le sucre de provenance étrangère était

(1) On en peut juger par un document qui date déjà de dix ans. En 1835, on comptait 115,782 fabriques et 298,917 en 1850. Cependant à la première époque il y avait dans ces grands ateliers 56,093 enfans au-dessous de treize ans et seulement 40,775 en 1850. L'amélioration doit être beaucoup plus marquée actuellement.

prohibé. Celui des colonies britanniques payait environ 62 centimes par kilo. L'importation ne dépassait pas alors 194,000 tonnes, ce qui correspondait au plus à une consommation de 6 kilos de sucre raffiné par tête. Un peu plus tard, en vertu des combinaisons de Robert Peel, on avait réduit le droit de moitié et permis l'introduction des sucres d'origine étrangère, mais avec une surtaxe d'un tiers. En 1848, lord John Russell, en lutte contre les tories, qui avaient les prohibitionistes pour arrière-garde, leur jeta comme un défi la proposition d'abolir définitivement le privilége des planteurs britanniques, en abaissant le droit sur les sucres à 25 centimes par kilogramme, sans aucune distinction d'origine. Par compensation, on restituait aux colons la faculté de chercher les marchés les plus lucratifs pour leurs produits, au lieu de les réserver pour la métropole. Les lamentations sur la ruine inévitable des colonies, les menaces même, retentirent suivant l'usage; il y eut une telle indécision dans le parlement, que le ministère ne put recueillir qu'une majorité de quinze voix. Après dix années d'expérience, en 1858, l'importation s'élevait à 469 millions de kilogrammes, et la consommation par tête était plus que doublée. Ce qui est particulièrement remarquable, c'est qu'en dépit de la concurrence étrangère, les colonies sucrières ont augmenté leur commerce avec la métropole de 50 pour 100, indépendamment du trafic qu'elles ont pu faire avec les étrangers.

L'abandon du système colonial a déterminé le retrait des lois de navigation. Il n'y a pas de meilleure preuve de l'influence acquise par les *free traders* que l'abolition de ce fameux acte de Cromwell, vénéré si longtemps comme le palladium de la puissance britannique. La portée politique de cet acte avait été bien amoindrie par suite des altérations qu'il avait reçues après l'émancipation des États-Unis d'Amérique; il en restait cependant toutes les combinaisons de police qu'on supposait propres à développer l'énergie des marins ou à protéger l'art des constructions navales : traités particuliers, droits différentiels entre les pavillons, défense d'employer les navires construits à l'extérieur, ou même de réparer les navires nationaux dans les ports étrangers, obligation de réserver le transport des produits coloniaux à la marine britannique, obligation d'importer par le cabotage et non par les canaux la plus grande partie des charbons brûlés à Londres. Depuis les temps d'Huskisson, la propagande libérale avait atténué peu à peu ces règlemens dans la pratique; mais le principe et surtout le préjugé restaient debout, et quand le ministère proposa en 1849 de supprimer définitivement l'acte de Cromwell, il ne fut pas difficile aux adversaires de la loi de susciter les passions populaires et de mettre sur pied une véritable

armée de matelots qui alla en phalange serrée porter à Westminster une de ces monstrueuses pétitions où les signatures se comptaient par myriades. La majorité parlementaire ne se laissa pas intimider par cette démonstration, et bien qu'on entende encore parfois les plaintes de quelques armateurs routiniers, la spéculation maritime, ainsi que la construction des navires, est plus active et plus florissante que jamais.

Après tant de mesures prises pour procurer au peuple l'abondance et le bon marché des vivres, on avisa au moyen de multiplier les logemens et d'en abaisser le prix. L'Angleterre fournit peu de bois pour les bâtimens. Avant 1842, cet article était frappé d'un droit moins fiscal que prohibitif : il dépassait 50 pour 100 de la valeur réelle. Il a été successivement abaissé jusqu'à 10 pour 100, et si l'on conserve encore cette taxe, c'est comme une prime d'encouragement tendant à provoquer le reboisement du pays. Les briques, dont l'emploi est très considérable, supportaient un droit d'excise de 7 à 12 fr. 50 cent. par mille, selon la grandeur. En 1850, le trésor abandonna une douzaine de millions qui lui revenaient de ce chef. L'impôt sur les portes et fenêtres, invention de Pitt, que ses adversaires du continent lui ont prise, était ébranlé en Angleterre par de vives critiques : on lui reprochait son défaut de proportionnalité et sa fâcheuse influence sur le plan des constructions civiles; mais il avait le mérite de rapporter 47 millions de francs. On en fit pourtant le sacrifice en établissant un droit fixe sur les locaux habités à raison de 3 fr. 50 cent. pour 100 sur les demeures particulières, et de 2 fr. 40 cent. pour 100 sur les maisons destinées au commerce ou au travail agricole, avec affranchissement complet pour les habitations d'un produit net inférieur à 500 francs. Cette compensation était bien insuffisante, puisqu'elle ne devait rendre au trésor que 15 millions par an. Aussi le parti tory essaya-t-il l'année suivante de faire abaisser à 250 francs la limite de l'exemption, par ces motifs que les maisons louées au-delà de 500 francs ne se trouvent guère que dans les villes ou dans les centres de production, et que, même dans la classe aisée, un grand nombre de familles n'étaient pas atteintes par l'impôt, en raison de la modicité des loyers et de l'instinct qui porte chacun à s'isoler avec les siens dans une maisonnette. Cette critique, quoique assez raisonnable, ne fut pas prise en considération, et on maintint le chiffre qui affranchissait en effet la généralité des citoyens, comme pour mieux montrer qu'il n'y avait pas à marchander pour améliorer le régime de la multitude.

IV. — GLADSTONE.

Vers la fin de 1852, les tories avaient ressaisi le pouvoir, et des élections venaient d'être faites sous leur influence. Les partisans de la réforme économique avaient quelque raison de se défier du nouveau parlement : ils résolurent de sonder ses tendances, et l'un d'eux, M. Villiers, proposa de constater par un ordre du jour que des améliorations évidentes avaient été accomplies grâce au libre échange, et qu'une politique conforme aux principes de la liberté commerciale était le plus sûr moyen de contribuer au bien-être des populations. L'épreuve fut décisive. Dans cette chambre, où le parti conservateur avait concentré ses forces, il se trouva 336 membres contre 256 pour approuver la motion de M. Villiers. Cette manifestation fait époque dans l'histoire du libre échange; elle a mis le principe hors de cause, du moins pour l'Angleterre, et si l'on y dispute encore, c'est à propos des détails d'exécution et non plus sur la valeur intrinsèque du système. La responsabilité des hommes d'état semble allégée, et ils vont au but plus directement. Un plan assez ingénieux de M. Disraeli est repoussé, parce qu'on y soupçonne l'arrière-pensée d'amoindrir les innovations consenties par Robert Peel. Avec M. Gladstone, qui revient à l'échiquier, le public s'émeut, parce qu'on sent tout d'abord que la ferme raison du théoricien va être servie par la passion de l'artiste. Le ministre propose d'abolir l'excise sur le savon, impôt qui rapporte près de 30 millions de francs, mais impôt malfaisant qui condamne le peuple à la malpropreté. Il y a dans la perception des taxes concernant diverses transactions des formalités onéreuses pour les citoyens : il faut les modifier, dût-il en coûter au trésor une quinzaine de millions. Le tarif des douanes comporte encore des simplifications. Treize articles intéressant l'alimentation populaire (beurre, fromage, œufs, cacao, raisins, fruits, etc.) seront réduits de moitié; cent trente-trois articles de détail peuvent être dégrevés, cent vingt-trois autres affranchis tout à fait. Des mesures sont prises en même temps pour atténuer autant que possible les entraves et les ennuis occasionnés par tout régime douanier. Comment compensera-t-on ces nouveaux sacrifices? C'est encore à la classe riche que M. Gladstone s'adresse en lui demandant d'abandonner l'une de ses principales immunités. Forcé d'établir, contrairement à ses principes, une taxe sur les successions, Pitt l'avait du moins limitée à l'héritage des valeurs mobiles. De cette manière il avait laissé intact le privilége des familles opulentes, qui se perpétue surtout par la transmission des propriétés réputées immeubles. M. Gladstone obtint que la taxe dont il s'agit

fût étendue aux immeubles, avec l'espoir que son budget de recettes serait augmenté par là d'une cinquantaine de millions.

A chaque feuillet qu'on arrachait du vieux livre des priviléges, une certaine irritation parmi les hautes classes se faisait sentir. Comme palliatif, le ministre réformateur s'engagea à réduire graduellement l'*income-tax* jusqu'à son entière suppression en 1860. Il était sincère en faisant cette promesse, il avait pu croire qu'un accroissement de commerce et de consommation allait remettre à niveau les recettes et les dépenses; mais bientôt les relations des puissances occidentales avec le tsar s'envenimèrent, et le cabinet britannique dut se préparer à une guerre qui allait s'engager dans des conditions exceptionnelles. Il fallait de l'argent promptement et beaucoup. Sous le poids de ce besoin, comme sous la pression d'un ressort, jaillit encore un problème d'économie sociale, celui des emprunts publics et des dettes permanentes. Dans quelles circonstances et dans quelle mesure convient-il qu'une génération rejette sur les âges futurs la responsabilité de ses propres actes? Sans se rallier à l'utopie des amis de la paix, M. Gladstone croit que la guerre est une chose mauvaise, et qu'elle serait souvent évitée, si les citoyens savaient qu'ils vont être immédiatement appelés à contribuer pour solder tout ou partie des frais. Lorsqu'au contraire on hypothèque le travail des générations à venir pour désintéresser le présent, le mouvement des emprunts, l'effervescence de la spéculation, le bénéfice émietté parmi les classes les plus influentes y font l'effet d'une prime en faveur de la destruction des hommes. M. Gladstone compta assez sur le bon sens de ses concitoyens pour développer à la tribune la thèse que je résume, et il proposa de lever 400 millions de francs par des émissions de billets à court terme, par des accroissemens d'impôts, et surtout par le doublement de cet *income-tax* dont il venait de promettre la suppression. Le parlement, il faut le rappeler à son honneur, se montra digne du ministre. Une cotisation exceptionnelle de 160 millions de francs fut votée par des hommes appartenant tous à la classe qui allait avoir à payer double l'impôt sur le revenu. Malheureusement la guerre se prolongea d'une manière imprévue. La génération actuelle, ayant payé sa dette, ne se fit plus scrupule d'inscrire une partie des frais au compte de l'avenir. On eut recours aux emprunts. Quoi qu'il en soit, le débat soulevé n'aura pas été sans profit pour l'éducation économique de l'Angleterre. L'abus des emprunts n'y est plus guère à craindre : il sera bien difficile d'y avoir recours sans une impérieuse nécessité de salut public.

Les innovations qui peuvent avoir pour effet d'amoindrir momentanément les ressources du trésor furent suspendues pendant la pé-

riode de guerre. On s'appliqua avec d'autant plus de soin aux réformes qui n'intéressent pas d'une manière directe les finances de l'état. Cette tendance, de plus en plus caractérisée, consistait à introduire la liberté dans toutes les transactions, à affranchir les citoyens d'une prétendue tutelle qui, sous prétexte de les garantir contre les fraudes, détruit leur initiative et paralyse leur aptitude. En 1854, on prononça l'abolition des lois contre l'usure, très regrettées sans doute des usuriers, car elles les autorisaient à augmenter le prix de leurs services en proportion des périls du métier. On signalait depuis vingt ans les fâcheux effets de la loi sur les sociétés commerciales. Le code anglais n'avait d'abord admis que des sociétés privées (*private companies*), composées seulement de six personnes, toutes responsables et indéfiniment solidaires les unes des autres. Sous ce régime, les associations de capitaux n'étaient possibles qu'entre gens d'une opulence notoire, assez connus les uns des autres pour qu'on ne reculât pas devant les chances d'une pareille solidarité. On adoucit, vers 1826, les rigueurs de ce système en tolérant des sociétés à fonds réunis (*joint-stock companies*) dont les actionnaires peuvent être en nombre illimité, en restant néanmoins solidaires les uns des autres, de telle sorte que le porteur d'une seule action aurait pu être ruiné pour combler le déficit d'une entreprise, bien qu'il fût resté complétement étranger à la gestion. Il y avait pourtant un moyen d'échapper à cette terrible responsabilité : c'était de se faire autoriser spécialement, en vertu d'une charte royale ou d'un acte du parlement, à constituer une compagnie à peu près semblable à nos sociétés anonymes, où la perte de l'actionnaire ne peut jamais dépasser la valeur de sa mise; mais ce moyen n'était pas à la portée de tout le monde, et l'espèce de procédure préliminaire pour obtenir la patente entraînait des dépenses telles qu'elles ne pouvaient être supportées que par de puissantes associations. Les chartes de ce genre n'étaient presque jamais accordées en matière de banque, afin de ne pas entamer le privilége de la banque d'Angleterre. Insistons encore sur ce détail qu'en Angleterre toutes les contestations entre associés devaient être déférées à un tribunal d'*équité*, c'est-à-dire à la cour de la chancellerie, tribunal où aboutissent une multitude d'affaires de toute sorte, quoique les juges y soient en très petit nombre, si bien que les procès y durent ordinairement plusieurs années, et deviennent si dispendieux qu'il y a folie à les entamer quand l'intérêt n'y est pas considérable.

On n'a pas manqué de vanter comme un acte de haute sagesse ces obstacles opposés à la multiplication des sociétés commerciales : c'était le frein pour brider les emportemens de la spéculation, une garantie nécessaire au public contre les flibustiers de l'industrie.

Que telle ait été l'intention à l'origine, il se peut; quant aux résultats, c'est autre chose. Cette responsabilité sans limites à laquelle on ne pouvait échapper que par une faveur spéciale et toujours achetée au prix d'une avance considérable, cette juridiction laissant au sociétaire lésé si peu de chance de faire valoir son droit, tout cela semblait calculé pour déconcerter l'esprit d'association, et constituait dans la pratique une sorte de privilége au profit des capitalistes influens. L'Angleterre, après tout, n'était pas le seul pays où la loi sur les sociétés commerciales aurait été combinée de manière à empêcher que le groupement des petites économies ne fît concurrence aux gros coffres-forts. Un esprit tout nouveau préside aujourd'hui aux destinées du peuple anglais, et même au sein des classes supérieures on est devenu assez clairvoyant pour ne plus s'effrayer des progrès que pourrait faire la multitude et de la consistance qu'elle pourrait prendre sous le régime d'une franche liberté. Sauf le cas où il s'agirait de constituer un monopole ou d'aliéner quelque parcelle du domaine national, comme dans l'ouverture d'un chemin de fer ou la distribution du gaz, l'établissement d'une société commerciale est considéré comme une transaction ordinaire. Le gouvernement renonce à dicter la forme du contrat et laisse les citoyens à peu près libres de pondérer leurs intérêts comme ils l'entendent. En vertu de plusieurs bills édictés entre 1855 et 1858, la formation des sociétés par actions avec responsabilité limitée, c'est-à-dire analogues à nos sociétés anonymes, est devenue en quelque sorte le droit commun. Au lieu d'effaroucher l'actionnaire en lui imposant des obligations ruineuses, le gouvernement n'intervient plus que pour le rassurer, en prescrivant certaines formalités qui offrent des garanties de publicité et de contrôle, sans entraver la liberté des contractans. Au cas de contestations entre associés, on a augmenté les moyens d'obtenir justice en attribuant à un autre tribunal la compétence réservée jusqu'alors à la cour de chancellerie. Les anciennes compagnies ont été mises en demeure d'opérer leur transformation conformément aux principes de la loi nouvelle, et elles l'ont fait avec empressement. Si les sociétés commerciales ont pu se multiplier en Angleterre au milieu des obstacles et des embûches du régime précédent, il est à croire que le génie d'entreprise va se retremper encore dans une loi intelligente et sincère, et qu'on s'étonnera bientôt au spectacle des forces latentes qui vont surgir.

La réforme des sociétés de commerce n'a été appliquée aux banques que postérieurement et avec quelques restrictions, parce qu'il fallait tenir compte du monopole de la banque d'Angleterre. Si on se place pour le juger au point de vue de la théorie, le régime actuel paraît assez anomal. Toutefois le public ne s'en plaint pas. Les

banques sont, comme on sait, très multipliées dans l'empire britannique et sous les formes les plus diverses. L'entente cordiale de la banque privilégiée avec les grands établissemens privés qui l'entourent, la concurrence que se font toute sorte de comptoirs dans les provinces, où l'émission des billets n'est pas défendue, le système très libéral appliqué en Écosse, la facilité de circulation résultant de l'usage presque général des chèques, tout cela suffit à une ample distribution de crédit, et le public ne désire pas mieux pour le moment. Il arrive bien de temps en temps qu'une crise monétaire jette dans le pays l'alarme et la souffrance. On soupçonne alors que les banques y sont pour quelque chose. Les victimes gémissent, les pouvoirs s'émeuvent. On installe des commissions d'enquête; on fait des plans de réforme. Comme après une bataille, les plaies des blessés se referment; les morts sont vite oubliés. Les sommités du monde financier, n'ayant pas à se plaindre du régime en vigueur, affirment qu'il deviendra parfait avec quelques changemens de détail. C'est ce qu'on a vu en 1857, et il en sera encore ainsi à chaque crise, jusqu'à ce que l'exercice du *free trade* ait mis en évidence les côtés faibles du sytème actuel. Alors une agitation pacifique s'organisera au sujet du crédit, et les banques britanniques seront modifiées conformément aux exigences d'une franche liberté commerciale.

Après une quarantaine d'années de controverses et d'expériences, si l'on prend pour point de départ la pétition des marchands de Londres, les idées s'étaient éclaircies, et les changemens qui paraissaient au début n'intéresser que les ateliers et les comptoirs avaient pris la consistance d'un système politique. Qu'on relise l'admirable discours dans lequel M. Gladstone a développé le plan financier motivé par le traité de commerce avec la France. L'expédition de Chine, les dépenses pour les fortifications et la flotte, les diminutions de revenu que le traité de commerce doit infliger, vont déranger l'équilibre des budgets : le déficit prévu s'élèverait à 235 millions de francs, s'il ne devait pas être atténué par quelques recouvremens exceptionnels. Est-ce une raison pour suspendre les réformes commerciales? Bien au contraire. Le ministre y voit un motif pour persévérer. Si le pays s'est tellement enrichi et fortifié qu'il supporte sans broncher les charges du passé et celles du présent, n'est-ce pas au judicieux affranchissement de l'industrie qu'il doit cela? Le gouvernement français se montre disposé à négocier dans le sens de la liberté commerciale : c'est une rare et précieuse occasion qu'il faut saisir pour simplifier encore les tarifs anglais, pour en effacer, s'il est possible, les dernières traces du régime protecteur. L'exemple de la France fera sensation dans les autres pays, et déterminera un

ébranlement favorable au principe destiné à transformer les relations de peuple à peuple. Il n'y a pas à dire d'ailleurs que l'Angleterre fausse elle-même ce principe en signant un traité de commerce exclusif : elle ne modifie point ses lois en vue d'un intérêt spécial, et si la France paraît avoir obtenu des avantages, toutes les autres nations sont admises à en profiter.

Pour qu'un ministre tienne un pareil langage au milieu d'une assemblée, il faut évidemment que le libre échange soit hors de cause comme doctrine : il n'y a plus de dissidence possible que dans l'application. On sent chez M. Gladstone la généreuse impatience d'achever l'œuvre de Robert Peel. Il propose d'abolir ou de réduire les droits d'entrée non-seulement sur les articles consignés dans le traité avec la France, mais encore sur un certain nombre de produits alimentaires dont il voudrait faciliter l'introduction dans les pauvres ménages. Après cette dernière simplification, le tarif anglais ne comporte plus que vingt-six articles principaux (sans compter quelques subdivisions) inscrits uniquement en vue du revenu qu'ils doivent fournir à l'état, et sans aucun égard pour les intérêts particuliers. Le couronnement de la réforme douanière, selon le ministre, c'est l'abolition du droit d'excise sur le papier. Ce dernier article mérite une mention spéciale.

Avant les réformes décisives, vers 1837, la consommation du papier de toute sorte dépassait à peine 40 millions de kilogrammes, dont le trésor tirait environ 12 millions de francs. En 1859, on a perçu les droits sur 98,675,720 kilos, et le produit net a été de 31,461,600 francs. Ce prodigieux accroissement dans l'emploi du papier est un des plus sûrs indices du progrès social accompli. On y voit d'abord un effet de la multiplication des affaires, car il n'est pas une seule transaction qui ne donne lieu à quelques écritures. Il semble en second lieu que l'activité industrielle, au lieu d'atrophier les esprits, comme on est disposé à le croire, développe au suprême degré le besoin des renseignemens, de l'étude, de la controverse, et même des délassemens intellectuels. Par un phénomène politique très remarquable, si le besoin du papier imprimé s'est accru en Angleterre, c'est pour une clientèle toute nouvelle. Les beaux livres pour les lettrés, les journaux et les recueils adressés aux « classes gouvernantes, » comme disent nos voisins, ne sont peut-être pas beaucoup plus répandus qu'il y a trente ans; mais depuis que la liberté commerciale a rendu l'émulation et l'espoir à tant d'esprits qui se laissaient croupir, il faut une multitude de petits livres à bon marché, de journaux à un penny. Le tirage quotidien de ces feuilles populaires est déjà évalué au double de celui des journaux de la société choisie, y compris le *Times*, qui répand à lui

seul 50,000 exemplaires. La presse hebdomadaire distribue en outre chaque samedi un nombre incalculable de petits cahiers dans les ateliers, les fermes, les plus modestes ménages.

C'est que chacun, sentant instinctivement qu'il a chance de s'affranchir par un meilleur emploi de ses facultés, éprouve le besoin d'acquérir des connaissances, et c'est en lui donnant le nom d'*impôt sur les connaissances* qu'on a rendu antipathique la taxe sur le papier. Il arrive sans doute que des feuilles obscures servent de porte-voix à des récits malveillans, à des doctrines dont partout ailleurs la diffusion serait réputée dangereuse. On a le bon esprit de ne pas s'en effrayer en Angleterre : cela s'y perd dans le remuement général des idées, comme l'imprécation d'un homme en colère au milieu de la foule. L'opinion publique, jusque dans les hautes classes, ne répugne pas à ce franc parler démocratique. En 1858, le torysme, représenté devant les communes par M. Disraeli, alors ministre, est obligé d'adopter cette motion formulée par M. Milner Gibson : « la chambre est d'avis que le maintien du droit sur le papier, comme source de revenu, serait impolitique. » L'année dernière, M. Gladstone fait entrer dans son grand projet l'abolition du droit sur le papier, et même l'affranchissement de l'obligation de timbrer les journaux (1), afin d'en faciliter encore davantage la diffusion. Pour accomplir en faveur du peuple ce sacrifice de 31 millions, sacrifice qui implique une aggravation de l'*income-tax*, il ne craint pas de s'adresser aux riches, sur qui l'*income-tax* pèse particulièrement. Tout le monde n'approuve pas cet excès de générosité. Ceux qui résistent feront-ils ressortir la multiplication anomale des petits journaux, le danger d'une propagande démagogique? Ils s'en garderont bien : l'opinion publique ne leur ferait pas écho. Ils s'en tiennent à une opposition financière : ils font valoir l'inopportunité d'un dégrèvement considérable quand le trésor est menacé d'un déficit. Les conservateurs de la chambe haute sont ainsi excusés de maintenir l'impôt dont l'abolition a été prononcée par la chambre des communes; mais le refus des lords n'est pour ainsi dire qu'une affaire de forme. Ce serait manquer aux précédens du torysme que d'adopter une réforme du premier coup. Nous allons voir, à une des sessions prochaines, M. Gladstone revenir à la charge, et il est probable que l'impôt sur les connaissances ne résistera pas au second choc. Quelle conclusion tirer de tout cela, si ce n'est que la réforme

(1) Dans l'état actuel de la législation anglaise, le timbre des journaux sert, comme chez nous, d'affranchissement postal. Pour épargner aux journaux l'ennui de faire apposer le timbre à l'avance sur les feuilles, M. Gladstone proposait d'appliquer aux publications périodiques qui voudraient se servir de la poste un seul droit de transport au poids, comme pour les livres imprimés.

économique a si bien équilibré les forces sociales et si bien distribué les rôles utiles que les classes, quoique toujours diversifiées, en sont arrivées à ne plus se suspecter, à ne plus se craindre? Heureuse Angleterre, où l'on ne connaît plus cette peur des révolutions, ce vague malaise des pays continentaux, semblable à ce qu'on éprouve au lendemain des grandes catastrophes, en voyant la tourmente du sol et l'affaissement des édifices!

Au point de vue du public consommateur, les changemens introduits par M. Gladstone dans son budget de 1860 ont eu pour effet d'atténuer d'à peu près 80 millions de francs le fardeau des contributions indirectes. Quant aux moyens de compensation, ils sont assez vaguement indiqués. Le ministre sait par expérience que l'équilibre se rétablira infailliblement. La réforme à ses yeux est une œuvre de salut, et il est malséant de trop compter quand on rend un grand service. Une magnifique péroraison nous montre les rois des anciens temps, dans leurs jours de fête et de largesse, faisant jeter sur leur passage l'argent à pleines mains dans la foule. « C'était peut-être un intéressant spectacle, s'écrie l'orateur, mais un spectacle plus beau encore et plus digne de notre siècle est de voir un souverain s'aidant des lumières de son peuple réuni en parlement répandre parmi ses sujets des bienfaits, sous forme de lois sages et prudentes qui ne sapent en aucune façon les fondemens du devoir, mais qui, en affranchissant l'industrie de ses chaînes, vont procurer de nouveaux stimulans et de nouvelles récompenses au travail. »

Un point sur lequel M. Gladstone insiste très judicieusement, c'est que les réformes commerciales auxquelles l'Angleterre doit sa pacification intérieure « n'ont cependant pas été accomplies au profit des masses populaires seulement, mais au profit de toutes les classes, au profit du trône et des institutions du pays. » Enfin le principe souverain auquel l'Angleterre conforme actuellement son économie intérieure, et souvent même sa politique internationale, semble se dégager du tâtonnement empirique et arriver à sa formule rationnelle dans ces derniers mots de M. Gladstone : « Vous allez répandre le bien-être dans le pays et sous la meilleure forme, car vous ne forgez pas pour les hommes des appuis mécaniques qui vous fassent faire à leur place ce qu'ils doivent faire par eux-mêmes; mais vous étendez leurs ressources, vous donnez l'essor à leur aptitude, vous faites appel au sentiment de leur responsabilité, et vous n'affaiblissez pas celui d'une honorable indépendance. »

Je ne considère pas comme achevée la transformation économique de la société anglaise, mais elle a été poussée assez loin, les résul-

tats sont assez satisfaisans, assez appréciés, pour qu'un mouvement rétrograde ne soit plus possible. A la place de l'ancien régime administratif, qui, sans couleur de direction et de protection, semait le champ de l'industrie de priviléges pour les uns, d'entraves pour les autres, s'est introduit avec l'évidence du succès un principe dont la tendance est de rendre à chacun le libre essor de ses aptitudes, la pleine propriété de son énergie industrielle : c'est là un fait tout nouveau, et j'oserai dire une révolution qui fera date dans l'histoire de l'humanité, car il n'est pas plus possible aux autres peuples de se refuser à la rénovation de leur système économique que de repousser l'usage des machines et des moteurs perfectionnés. De cet unisson économique, dont la génération actuelle verra, selon toute probabilité, l'établissement, résulteront des changemens d'une telle importance dans le régime intérieur des sociétés comme dans les relations de pays à pays, qu'il faut réserver ces gros problèmes pour des études spéciales. J'insisterai seulement aujourd'hui sur quelques points.

Les faits ont suffisamment justifié, ce me semble, ce qui a été dit plus haut, que la réforme anglaise ne procède pas d'un système nettement arrêté dès le point de départ. L'excès du péril est devenu, comme il arrive souvent en politique, le salut de la société anglaise. Menacés par la misère des classes industrielles et à bout d'expédiens, les continuateurs de Pitt accueillent l'idée d'une enquête : ce sera non pas une audience où chaque privilégié vient plaider pour l'abus dont il profite, mais une analyse approfondie du régime dont on se trouve mal. Cette investigation excite dans le public une curiosité sérieuse. A l'enquête officielle succède pendant des années une série d'études particulières. L'évidence de certaines idées forme une école, et l'école, après vingt ans, se trouve être un parti politique, un parti assez fort pour changer le vieux ressort du gouvernement en brisant le monopole des propriétaires du sol. A chaque changement, il y a soulagement parmi les pauvres, sécurité plus grande parmi les riches. Bref, on peut dire de la réforme économique qu'elle est une œuvre collective, commencée en tâtonnant, presque au hasard, par un petit groupe de citoyens, mais qui, pendant quarante ans d'une merveilleuse persévérance, a vu augmenter le nombre de ses collaborateurs à tel point que le peuple anglais s'y est associé tout entier. Pour lui, le principe qui s'est dégagé à la longue, celui de la plus grande liberté possible dans les transactions de toute espèce, intérieures et extérieures, tend à devenir comme un article de foi politique.

Voici une phrase que je lis dans un livre publié récemment à Londres pour expliquer le mécanisme des institutions anglaises : « Avant

la réforme électorale de 1832, l'esprit de parti était enflammé à un degré que nous avons peine à concevoir, et que le bon sens public ne tolérerait pas actuellement. Dans beaucoup de villes, un whig et un tory ne se seraient pas assis à la même table, et dans les relations privées les femmes, les enfans, les parens d'un chef de famille attachés à l'un des deux grands partis refusaient aux familles d'un sentiment opposé les témoignages de la politesse la plus vulgaire. » Au contraire, le trait caractéristique du moment (les organes de la publicité britannique en font l'aveu), c'est l'effacement des anciennes couleurs, l'indolence du public anglais à l'endroit des réformes purement politiques. Cet apaisement, qui deviendrait un mal s'il devait aller jusqu'à l'indifférence chronique, quelle en est la cause? Se figure-t-on qu'il n'y ait là qu'un phénomène de pondération constitutionnelle, que whigs et tories se soient calmés par la seule raison qu'un parti a ravi à l'autre son influence? — Dans le système des relations extérieures, le changement du caractère britannique n'est pas moins remarquable. Cet âpre désir d'acquisition et d'agrandissement, qui a chez tout Anglais la force d'un instinct, ne s'est pas amoindri; mais les influences nouvelles qui dominent à l'intérieur ont modifié à l'égard des étrangers les points de vue et les moyens d'action, et l'anathème sur la perfide Albion, qui a eu sa raison d'être pour nos pères, n'est plus aujourd'hui qu'une manière de plaisanterie.

Un autre contraste est plus frappant encore. Nous avons vu quelles étaient les dispositions des classes populaires après la paix de 1815 : la peur se mit parmi les classes riches, peur assez légitime lorsqu'on voyait les ouvriers dresser les cadres d'une innombrable armée, acheter des fusils et forger des piques. On pressait alors le gouvernement d'aviser aux mesures répressives : suspension de la liberté de la presse, du droit de réunion, du droit de posséder des armes. Mécontens de ce qu'ils appelaient l'inertie du pouvoir, les nobles et les *gentlemen* des comtés du nord et de l'Écosse avaient pris l'initiative d'une confédération défensive, espèce de milice armée. Supposez que le gouvernement, d'accord avec les classes supérieures, s'en fût tenu à un système de résistance; il en eût été de la crise comme de la plaie trop fortement comprimée qui s'enflamme. De ce qui n'était qu'une émeute de gens affamés serait sorti un vrai parti politique avec ses chefs et son programme. L'antagonisme des classes, quand il menace de dégénérer en guerre civile, jette dans les sociétés tant d'alarmes et de misères qu'on y fait bon marché de la loi pour en finir au plus tôt. Il se serait formé sous un nom quelconque une espèce de dictature, et qui sait ce que serait devenue cette libre constitution dont tout Anglais fait son plus noble amour? Les choses

sont bien différentes aujourd'hui. Au lieu de s'effrayer de la presse, les hautes classes sont disposées, comme on vient de le voir, à favoriser tout ce qui est publicité et mouvement d'idées pour le peuple (1). Les fils de ces *gentlemen* qui s'organisaient militairement, il y a quarante ans, pour tenir tête aux ouvriers, en sont à proposer des souscriptions pour fournir des armes aux ouvriers. Vers la fin de l'année dernière, un membre important du parlement, M. Lindsay, avait jeté les bases d'une association nationale dont les membres se seraient engagés à verser chaque semaine une cotisation variant de 80 centimes à 2 francs 50 centimes. Les sommes ainsi recueillies auraient servi à donner au citoyen pauvre un équipement de volontaire, une carabine rayée qui serait devenue sa propriété, et de plus un secours hebdomadaire en cas de maladie, une petite pension de retraite à l'âge de soixante ans, et même un capital de 2,500 fr. pour le plus proche héritier du volontaire décédé. L'obstacle à ce projet n'est pas venu des hautes classes. Le gouvernement a fait sentir avec raison qu'il ne convenait pas d'introduire des catégories dans la milice patriotique en formant des légions stipendiées, et que tout citoyen était égal devant le péril de la patrie. Les ouvriers eux-mêmes ont manifesté une certaine répugnance à recevoir leur équipement de la générosité publique. Ceux qui le désirent et le peuvent achètent leurs carabines, et ils sont bien accueillis quand ils se présentent, surtout peut-être dans les corps où les influences aristocratiques dominent.

La conclusion à tirer de là est que la crainte des révolutions intérieures est complétement dissipée en Angleterre. C'est là un phénomène spécial, unique peut-être dans l'histoire, à peine croyable, je le sens bien, pour les gens qui n'ont pas l'habitude de l'analyse économique. Aux yeux de ceux qui sont aptes à discerner les effets des lois sur le travail, source de toute prospérité, il n'y a plus aucun sujet d'étonnement : les faits confirment la théorie. Il nous reste au surplus un bon moyen de faire comprendre à tous comment l'Angleterre est parvenue à une sécurité intérieure et à un merveilleux enrichissement sous l'influence de la liberté économique : c'est de mettre en contraste un autre grand pays qui a suivi dans son économie administrative des tendances presque toujours opposées. Ce pays, c'est la France.

ANDRÉ COCHUT.

(1) Il résulte d'une statistique récemment publiée en Angleterre, *New's papers Press Directory for 1861*, que le nombre des journaux et recueils dans le royaume britannique était de 2 37 en 1821, et qu'il est actuellement de 1102, dont 819 pour l'Angleterre et le pays de Galles. Encore en 1850 on en comptait moitié moins qu'en 1861.

LES SOUFFRANCES

D'UN PENSEUR ITALIEN

LEOPARDI ET SA CORRESPONDANCE.

Epistolario di Giacomo Leopardi, 2 vol., Firenze.

Parce que l'Italie est livrée aujourd'hui à toutes les ardeurs de la lutte, parce qu'elle est plongée tout entière dans cette fournaise d'où ses membres, depuis si longtemps dispersés et mutilés, doivent sortir unis et vivant d'une vie nouvelle, parce qu'enfin l'action tourbillonnante éclipse la pensée dans cette résurrection d'une nationalité que bien des personnes aimaient tant qu'elles croyaient pouvoir s'y attacher sans péril comme à une chimère généreuse, et qu'on n'aime plus depuis qu'elle devient une réalité qui s'impose, ce n'est pas une raison de croire que la force et l'habileté soient les improvisatrices d'un si merveilleux mouvement. Le jour de l'action s'est levé pour la péninsule; l'intelligence, elle aussi, a eu son heure, et pendant que la politique était morte ou dormait des Alpes au Phare, il y avait à Florence comme à Milan, à Naples comme à Turin, des poètes, des écrivains, des historiens, des philosophes, qui, à travers ce réseau de compression si habilement tissé, travaillaient à la même œuvre de rajeunissement par la méditation solitaire, par la sérieuse et forte activité de l'esprit. C'était le temps où se formait ce qu'on pourrait appeler la pensée italienne moderne. Ceux qui ont personnifié cette pensée à un moment de ce siècle n'allaient point sans

doute directement au but qui se dérobait devant eux, ou qu'ils ne pouvaient laisser entrevoir que sous le voile des fictions. Ils faisaient mieux. Cette Italie, que de frivoles et myopes calculs croyaient avoir réduite à n'être plus pour jamais qu'une expression géographique, ils la faisaient revivre de la vie intellectuelle et morale; ils la faisaient reparaître dans l'unité de son génie, dans l'indivisibilité de son âme, au milieu des divisions artificiellement tracées par la politique.

Lorsque le Milanais Manzoni écrivait ses drames et son roman des *Promessi sposi*, lorsque Silvio Pellico, l'échappé du Spielberg, écrivait ce livre des *Prisons*, qui a fait peut-être plus de mal à l'Autriche que la plus amère invective, en démontrant l'impossibilité de la domination étrangère par la candeur et l'innocence de la victime; lorsque Niccolini et Giusti à Florence lançaient, l'un ses tragédies, l'autre ses mordantes satires et son *Brindisi de don Girella*; lorsque le digne comte Balbo à Turin et Carlo Troya à Naples, ces deux guelfes du temps présent, cherchaient à éclaircir les problèmes de l'histoire; lorsque enfin Leopardi, un petit noble perdu dans une montagne de la Marche d'Ancône, s'élevait jusqu'à l'une des plus pathétiques expressions de la douleur humaine, ni les uns ni les autres ne s'inspiraient de leur petite nationalité originelle. Ils n'étaient ni Lombards, ni Piémontais, ni Toscans, ni citoyens de l'état de l'église : ils étaient Italiens, et ils parlaient pour l'Italie. C'étaient tous de grands et dangereux conspirateurs de l'ordre spirituel. On ne les surveilla pas assez. Par l'esprit, par l'imagination, ils conspiraient pour la résurrection nationale, même pour l'unité, et quand au lendemain de l'affranchissement de Milan les hommes d'action, maîtres de la scène à leur tour, allaient chercher dans sa retraite le vieux Manzoni pour lui donner une place dans le sénat italien, ils ne faisaient que reconnaître en lui un de ces précurseurs de la pensée dont les œuvres ont fait briller l'image idéale de la patrie commune avant que l'Italie politique fût une réalité.

C'est de cette légion de citoyens d'une Italie idéale que fut un jour Leopardi, avec sa figure de philologue inventif, de moraliste inexorable et de poète passionnément triste (1). Dans cette littérature qui est le lien moral de la péninsule avec le monde moderne, et qui disparaît aujourd'hui à l'horizon derrière tant d'événemens accumulés d'où sort une nation nouvelle, dans cette littérature, dis-je, il y a certes plus d'une physionomie expressive; nulle n'est peut-être d'une plus saisissante originalité que celle de cet infortuné de génie, si

(1) Voyez l'étude sur le poète Leopardi, par M. Sainte-Beuve, dans la *Revue* du 15 septembre 1844.

jeune par les années, si rompu à toutes les luttes de l'esprit, si éprouvé dans son âme, et devenu, à l'âge où tout sourit, un de ces amans irrités de la douleur, un de ces êtres visités par la déception, qui ont écrit pour des générations encore vivantes le poème de la mélancolie et du deuil intérieur. Le temps est passé, je le sais bien, où ce poème émouvant parlait à tous les cœurs. Il y a des saisons dans l'ordre moral comme dans l'ordre physique, et ce n'est plus maintenant la saison de la mélancolie. Notre siècle s'est guéri de ce mal; il ne s'ennuie plus, il ne se perd plus dans les nuages de la rêverie ou dans les subtiles inquiétudes de la passion. Il est devenu positif, et ce n'est pas lui qui se laisserait bercer à l'éternelle histoire des tourmens intérieurs. Si le brave Werther était encore de ce monde, il ne serait pas dévoré par ce ver rongeur qui le rendit impropre à la vie, il ne se tuerait pas, ou s'il se tuait et si ses aventures nous étaient contées, on le tiendrait pour un lamentable et pointilleux insensé qui ne sait pas prendre l'existence et qui est fort morose dans ses discours. René ne se complairait plus à dépeindre les orages désirés qui devaient l'emporter. Ce sont des personnages de l'autre monde, et cependant ils ont vécu, et pour bien des hommes de leur génération ils ont été des frères. Il y eut un jour où ce poème tout pénétré de la tristesse moderne, et dont les héros s'appellent René, Werther, Child-Harold, Obermann, Ortis, faisait frissonner tous les cœurs. Ce n'était pas la conception chimérique et maladive de quelques imaginations jetées en dehors de toute réalité. C'était l'expression vivante et fidèle de ce qui se passait au plus profond de l'être moderne remué par l'effroyable tempête des événemens humains. C'est là, à vrai dire, la littérature, la poésie de la révolution française, vue, non en quelques dates précises et en quelques faits, mais dans son ensemble moral et dans ses mystérieux retentissemens. Le jeune héros de Goethe est comme le pressentiment vivant de cette révolution, il l'aspire avant qu'elle n'éclate; Child-Harold la reflète dans son violent scepticisme, et Rolla lui-même, Rolla que nous avons connu, avec ses imprécations étincelantes et passionnées, n'est que le dernier enfant de cette race.

Ce que Goethe fut à un moment de sa carrière en Allemagne par ce petit livre de *Werther*, ce que Byron fut en Angleterre, ce que furent bien d'autres personnages de l'esprit portant en eux-mêmes ce sentiment invincible de la tristesse des choses, Leopardi l'a été en Italie; il a été le poète, le théoricien enflammé, dirai-je, du désespoir et du doute. Et quel homme fut réellement plus prédisposé par le malheur d'une destinée exceptionnelle, par les souffrances d'une nature individuelle violemment comprimée, à devenir un de ces types douloureux de la pensée moderne? Quel homme eut à se

mesurer plus obstinément et plus obscurément avec toutes les contradictions et tous les insupportables ennuis de la vie? Né noble et dans une aisance relative, il vécut le plus souvent dans une sorte de dénûment, réduit à calculer avec ses amis à quel prix on pouvait strictement ne pas mourir de misère, obligé de travailler pour des libraires, de faire des éditions de Pétrarque et de Cicéron. Avec un cœur fier, il rencontra plus d'une fois ces humiliations inévitables qui s'attachent à une condition précaire. Nourrissant un amour élevé et presque superbe de la gloire, il se voyait enchaîné dans un petit village des Marches, ayant pour tout horizon le Monte-Morello, et se débattant pour prendre son vol. Il embrassait l'Italie dans sa pensée, et pour ceux qui l'entouraient l'Italie tout entière était enfermée à Recanati. Agité de tous les instincts d'activité, il était prématurément condamné à une mortelle inaction par une maladie organique qui envahissait tout son corps. Sentant en lui la puissance d'aimer, il ne pouvait ni aimer, ni être aimé, ou, si son cœur s'agitait, c'était pour lui infliger le supplice des aspirations inassouvies. C'est là le drame dont les *canzoni* de Leopardi sont la flamme ardente et sombre, dont ses *œuvres morales* résument, sous une forme souvent ironique, la philosophie amère, et que ses *lettres* révèlent dans les détails navrans d'une vie qui se brise à chaque pas contre toutes les impossibilités.

Né le 29 juin 1798, mort à Naples le 14 juin 1837, flétri dans son corps, arrivant à peine à être un homme après avoir été à peine un enfant, ne vivant que par l'esprit, violenté dans tous ses instincts, Leopardi, dès les premiers jours de sa jeunesse, ne songe plus qu'à attendre sa dernière heure, l'accusant d'être trop lente à venir, l'invoquant sans cesse comme l'heure de la délivrance. Pendant vingt-cinq ans, il ne vit pas autrement qu'en disputant un souffle vacillant et en répétant sous toutes les formes le mot d'un des personnages de ses dialogues : « Je suis mûr pour la mort! » Je ne sais pas pourquoi, lorsque son nom commençait à se dégager de l'obscurité, vers 1832, Leopardi a tenu un jour à se défendre d'avoir subi dans sa pensée, dans son imagination, dans ce qu'il appelle lui-même « ses sentimens envers la destinée, » l'influence de ses tortures individuelles, comme si les hommes étaient de pures abstractions, de froides idéalités passant à travers le monde, comme si leur intelligence devait être insensible aux douleurs et aux joies terrestres, et enfin comme si ce qu'il y a de meilleur dans leurs écrits n'était pas cette vivante et transparente personnalité humaine perçant dans sa sincérité. Leopardi s'enveloppait dans une sorte de stoïcisme qui plaisait à son âme fière, et qui n'était peut-être après tout qu'une noble pudeur, comme un refus de laisser pénétrer le vulgaire dans

l'intimité de ses souffrances. Ce qu'il ne voulait pas qu'on sût ou ce qu'il voulait du moins laisser sous le voile de la forme poétique et philosophique, ses *lettres* le disent après lui avec une ingénuité austère. Il écrit à son père, à son frère, à sa sœur, à l'avocat Brighenti, au libraire Stella, l'éditeur du *Spectateur Milanais*, surtout à Giordani, et il se peint tout entier sans songer que ces fragmens dispersés, intimes, se rassembleront un jour sous la main d'un divulgateur zélé qui les rendra à la lumière. N'a-t-on pas livré à une curiosité frivole trop de détails familiers et pénibles? Je l'ignore, je ne le recherche pas. Toujours est-il que dans ces lettres on peut suivre la trace de ce supplice permanent et obscur à travers lequel se dévoile un esprit toujours viril sans doute, mais assurément assombri par l'habitude de la douleur.

Le mal de Leopardi est le mal du temps certainement, c'est le mal du temps arrivé par un prodige d'électricité morale jusqu'à un lieu perdu de la Marche d'Ancône, jusqu'à l'âme d'un enfant inconnu; mais comment se développe-t-il? Il vient d'une jeunesse fatalement comprimée et altérée dans sa source. Cette jeunesse de Leopardi fut un vrai duel contre des obstacles qui n'eussent été rien pour d'autres peut-être, qui étaient tout pour lui, parce qu'il les ressentait violemment, parce qu'il s'épuisait à les vaincre et ne réussissait qu'à les aggraver. Il était né à Recanati, entre Macerata et Loreto, dans ce pays qui a été, il y a quelques mois, ensanglanté par la guerre. Recanati était assurément une honnête petite ville de province, qui de loin, du haut de sa montagne, avait assisté à ce grand drame du commencement du siècle où l'Italie avait un rôle, et qui n'en était pas restée moins paisible, moins endormie. Ce fut le premier supplice de Leopardi. Quand il commença à se sentir vivre, cette paix opaque lui pesa horriblement. Il n'en était pas de cette partie de la Marche comme de la Romagne, de Bologne, du nord de l'Italie, où il y avait du moins un certain mouvement d'esprit, même après la restauration. Dans la Marche, tout était mort. On ne parlait pas plus de littérature que de politique à Recanati, et peu s'en faut, je pense, que Leopardi, dans son amertume refoulée, ne vît dans tous ses compatriotes des sauvages vivant de la vie de nature. Il prit en haine cette indifférence pour toutes les choses de l'esprit, cette existence monotone dans une solitude sans écho, et il n'aspira qu'à secouer sa captivité. « Ne me parlez pas de Recanati, disait-il; elle m'est si chère qu'elle me fournirait de belles idées pour un traité de la haine de la patrie! » Et un jour que Giordani cherchait à le réconcilier un peu avec sa ville natale, ou tout au moins à calmer son impatience, il lui répondait : « Qui aurait jamais pensé qu'un Giordani dût prendre la défense de Recanati? Oh! *carissimo*, cela

me fait souvenir du *si Pergama dextra;* la cause est si désespérée qu'il ne lui suffit pas d'un bon avocat, et cent ne lui suffiraient pas. C'est bon à dire que Plutarque et Alfieri aimaient Chéronée et Asti. Ils aimaient leur pays, et ils n'y restaient pas. De cette manière j'aimerai encore ma patrie quand j'en serai loin. C'est une bonne et douce chose que de se rappeler les lieux où s'est passée l'enfance. Il fait beau dire : « Là tu es né, là te veut la Providence. » Dites à un malade : « Si tu cherches à guérir, tu troubles la Providence; » dites à un pauvre : « Si tu cherches à t'enrichir, tu te mets en lutte avec la Providence... » — Qu'y a-t-il donc à Recanati? Aujourd'hui Dieu a fait le monde si beau, et les hommes ont fait tant de grandes choses, et il y a tant d'hommes, que celui-là n'est pas un insensé qui aspire à voir et à connaître. La terre est pleine de merveilles, et moi, à dix-huit ans, devrai-je dire que je vivrai dans cette caverne, que je mourrai où je suis né? Croyez-vous que ce soient là des désirs injustes, extravagans?... » Leopardi avait le malheur de vivre dans un monde où ses instincts d'enfant supérieur étaient peu compris, où tout était piqûre pour lui, et où, lorsqu'on le voyait s'enfermer dans la bibliothèque de son père, on le regardait en riant. Alors il s'irritait de se voir traité en enfant, de n'avoir pas même un compagnon de tous les jours à qui confier ses rêves : il se sentait étouffer dans cette atmosphère, et il se disait à lui-même, il écrivait à Giordani, oubliant Recanati : « Ma patrie est l'Italie, pour laquelle je brûle d'amour, et je rends grâce au ciel de m'avoir fait Italien; » cri étrange, presque prophétique, retentissant dans une âme solitaire d'enfant, au milieu de l'Italie muette et divisée de 1817, au sein d'une petite ville inconnue de l'état de l'église!

L'air et l'espace, un horizon plus étendu, une atmosphère plus vivifiante, c'était là ce que demandait la nature élevée, délicate et ardente de Leopardi. Il s'agissait seulement pour lui de savoir comment se frayer une issue, quel moyen trouver, et ici commençait une lutte pleine de froissemens intimes, où la sévérité paternelle était la complice involontaire de cette œuvre de compression morale. Le père, le comte Monaldo Leopardi, n'était ni un cœur dur ni un esprit vulgaire et inculte; il avait quelque littérature, il a même fait quelques ouvrages dans sa vie de gentilhomme de campagne. Il a illustré Recanati d'une histoire, sa bibliothèque était une des plus riches du pays; mais c'était l'homme des vieilles opinions et des vieilles mœurs, naïvement imbu de son autorité de chef de famille, ingénument despote, n'ayant nulle idée du caractère de son fils et ne comprenant pas qu'on pût désirer autre chose que de vivre à Recanati, à moins d'être employé du gouvernement ou prélat. Le comte Monaldo Leopardi fit sans y songer un grand mal en laissant peser sur cet enfant d'une timidité

farouche, d'une ardeur contenue, un joug qui le tuait, en le retenant enchaîné sur son rocher, en lui refusant enfin les plus petites ressources matérielles pour aller se familiariser un peu avec la vie et prendre au moins l'air du monde. Leopardi l'écrit à chaque page de sa correspondance; il l'écrit à Giordani : « Mon père est décidé à ne pas me donner une demi-baïoque hors de la maison. Il me permet bien de chercher une manière de sortir d'ici, et je dis qu'il me le permet, quoiqu'il ne remue pas un doigt pour m'aider; il le remuerait plutôt pour m'empêcher. Vous voyez donc ce que je puis faire, inconnu de tous, ayant toujours vécu dans un lieu dont vous ne connaîtriez pas la situation sans le dictionnaire, méprisé comme un enfant... » Il le dit à Brighenti : « Vous n'avez pas une idée de mon père. Il ne veut pas m'entretenir hors d'ici, et il ne remuerait pas une paille pour me procurer un moyen de subsistance qui pût m'arracher à ce désespoir. Il serait plus facile de remuer une montagne que de l'amener à faire quelque chose pour moi... » Leopardi cherche sans doute par lui-même, il essaie de s'affranchir, il voit luire un espoir, quelque petit moyen de vivre à Bologne ou à Milan; puis aussitôt il retombe dans sa déception, voyant l'horizon se fermer de nouveau. Il ne manque jamais de respect à son père dans ses lettres les plus intimes: on sent pourtant percer l'amertume de ce jeune cœur froissé et agité d'un précoce instinct d'indépendance. « Entre ne rien avoir et demander, finit-il par dire, mon choix est fait; je ne demande rien... » Avec une autre nature, cette lutte aurait été peut-être un stimulant et eût fécondé sa virilité. Pour Leopardi, il s'enfermait en lui-même, il se dévorait, il s'isolait dans l'étude, dans un travail étrange, incroyable, qui de sa dixième à sa vingtième année faisait de lui un helléniste des plus éminens, un esprit qui abordait tout, qui sondait tout, et qui par malheur aussi allait au bout de tout.

Ce fut là pour Leopardi la source d'une double et désastreuse altération dans son être moral et dans son être physique. Son premier malheur, c'est le développement prématuré de l'intelligence aux dépens de toutes les autres facultés. Qu'on imagine un jeune homme, un enfant, qui, par un travail obstiné aidé d'un puissant instinct de divination, sans avoir eu d'autre maître que lui-même après les premiers maîtres de son enfance, arrivait à pénétrer les secrets de l'antiquité hellénique au point de faire illusion aux érudits étonnés. De son obscure solitude de Recanati, il envoyait à un journal de Milan un *hymne à Neptune* qu'il attribuait à Callimaque, et on crut un instant à cette innocente supercherie. A seize ans à peine, il traduisait et annotait la *Vie de Plotin* par Porphyre; il recueillait et commentait les *Fragmens des pères grecs du second siècle*, il écrivait un *Essai sur les erreurs populaires des anciens*. Que

sais-je? ce jeune critique de moins de dix-huit ans allait de Virgile à Hésiode, de Jules Africain à Horace. Sur tous ces points obscurs de l'antiquité, il multipliait les dissertations, les notes, les commentaires, et partout il portait un mélange singulier de hardiesse, de pénétration et de sûreté. Ce n'était là encore qu'une préparation, car avec le philologue naissait le poète, le penseur, qui faisait les *canzoni* sur *l'Italie*, sur *le monument de Dante*, qui émettait dans ses lettres les vues les plus lumineuses sur les conditions d'une littérature italienne moderne.

Étranger au monde extérieur, traité comme un enfant bizarre, froissé de tout ce qui l'entourait à Recanati, frémissant sous la discipline paternelle, Leopardi ne se sauvait de l'ennui qu'en se livrant à ce travail dévorant, en s'absorbant avec la plus étrange passion dans l'étude. On ne passe pas impunément par ces crises de violente tension intellectuelle qui rompent à jamais l'équilibre dans une existence humaine, et ne font grandir l'esprit qu'en donnant à cette croissance le caractère d'un douloureux effort, en altérant toutes les autres sources, tous les autres élémens d'activité. Leopardi y trouva cette souffrance qui naît de la fixité prématurée de l'intelligence, de l'abus de la contemplation solitaire. « Ce qui me rend malheureux, c'est la pensée, écrivait-il à Giordani. Je crois que vous savez, mais j'espère que vous n'avez jamais éprouvé de quelle façon la pensée peut crucifier et martyriser une personne qui pense un peu différemment des autres, quand cette personne n'a d'autre distraction que l'étude... Pour moi, la pensée m'a donné et me donne de tels martyres par cela seul qu'elle me tient entièrement en son pouvoir, qu'elle m'a nui évidemment, et elle me tuera si je ne change de condition... La solitude n'est point faite pour ceux qui se brûlent et se consument eux-mêmes... »

Ce n'est pas tout. Une si frêle nature ne pouvait tenir longtemps à cette dévorante activité intérieure, à cette vie de claustration et de surexcitation d'esprit, à « cette furie de pensée et d'étude, » pour parler son énergique langage. La santé de Leopardi y périt bientôt, la maladie envahit son organisation tout entière et la laissa sous le coup d'irrémédiables atteintes. Ses nerfs s'irritèrent, sa vue s'affaiblit, et ses forces s'épuisèrent. Il était obligé parfois d'interrompre tout travail, ne pouvant pas même lire, passant les jours à se promener lentement sans parler à personne et sans trouver le repos dans l'inaction. Leopardi n'y succomba pas, mais il se vit dès lors condamné à n'être qu'une ombre d'homme, à vivre comme s'il devait mourir à tout instant. Chacune de ses lettres porte la trace de cette préoccupation douloureuse; à chaque page, il parle de son mal, de tous les maux dont il est assailli. Il n'avait aucune illusion, et au

sortir de cette crise de croissance comprimée qui dura plus d'une année, il écrivait lui-même à son ami Giordani : « J'ai cru longtemps que je devais mourir au plus tard d'ici à deux ou trois ans. Depuis huit mois, c'est-à-dire depuis que j'ai touché à ma vingtième année, j'ai pu m'apercevoir, sans me flatter et sans me rien dissimuler, ce qui serait impossible, qu'il n'y a point réellement en moi de raison nécessaire de mourir si vite, et qu'avec des soins infinis je pourrai vivre. Je pourrai vivre en traînant la vie par les dents, en me refusant la moitié de ce que peuvent faire les autres hommes, et toujours exposé au plus petit accident, au plus léger abus qui peut me tuer, parce qu'enfin je me suis ruiné par sept années d'étude insensée et désespérée à l'âge où la complexion se forme et s'affermit. Je me suis ruiné misérablement et sans remède pour toute la vie; je me suis fait une apparence misérable dans toute cette grande partie de l'homme que le plus grand nombre considère seule et qui nous met en rapport avec le monde... » Leopardi n'aspirait qu'à sortir de Recanati, et il ne le pouvait; il cherchait à se consoler dans l'étude, et l'étude était ce qui le tuait, et dans l'oisiveté forcée comme dans le travail mortel il buvait à longs traits « cette noire, horrible et barbare mélancolie » qui le lime et le dévore, bien différente de cette « douce mélancolie qui enfante les belles choses, plus douce que l'allégresse, qui est comme un crépuscule, tandis que l'autre est une nuit épaisse, un poison destructeur... » Et c'est ainsi que de cette crise obscure et poignante d'une enfance tourmentée il sortait viril par l'esprit, philologue éminent par instinct et par l'effort de l'étude, poète par l'imagination, penseur par la puissance de la réflexion solitaire, mais prématurément usé, dévoué à toutes les souffrances du corps, assombri par tous les dégoûts et jetant sur le monde un long regard désespéré.

Ainsi s'avançait dans la vie ce jeune homme, qu'un de ses plus fidèles amis, celui qui a vu sa dernière heure, Antonio Ranieri, peint en quelques traits. « Il était de taille moyenne, courbée et frêle, dit-il, d'un teint blanc tournant au pâle; il avait la tête grosse, le front carré et large, les yeux bleus et languissans, le nez fin, les traits extrêmement délicats, la parole modeste et voilée, le sourire ineffable et presque céleste. » L'être physique chez Leopardi est le reflet de l'être moral, ou plutôt les deux ne font qu'un, exprimant la souffrance. On croit le voir apparaître au loin dans cette attitude tragique où il se représente lui-même un jour où la douleur avait dépassé la mesure. « Je suis comme étourdi du néant qui m'environne, écrit-il à Giordani au mois de novembre 1819... Si en ce moment je devenais fou, je crois que ma folie serait de m'asseoir, les yeux étonnés, la bouche ouverte, les mains entre mes genoux, sans

sourire, sans me plaindre, et sans me mouvoir autrement que par force. Je ne peux plus concevoir un désir, pas même celui de la mort : non que je la redoute, mais je ne vois plus de différence entre la mort et ma vie telle qu'elle est... C'est la première fois que l'ennui non-seulement m'opprime et me remplit de lassitude, mais me trouble et me déchire comme une douleur aiguë, et je suis si épouvanté de la vanité de toute chose, de la condition des hommes, de la mort de toutes les passions dans mon âme, que j'en suis hors de moi, considérant comme un néant mon désespoir lui-même... » Et celui qui parlait ainsi, ce Manfred d'une petite ville de la Marche, avait à peine vingt ans! Il renonçait à toute espérance et s'asseyait sur la borne, n'appelant plus que la mort comme la suprême consolatrice.

Assurément, dans cette existence si courte, à l'aube de cette jeunesse désenchantée et flétrie, il y eut, il dut y avoir quelque jour moins sombre où la vie apparaissait comme une fête, avec ses illusions, ses rêves et ses espérances, avec ces deux chers compagnons de l'âme entrant dans le monde, le sentiment et l'enthousiasme; mais ce jour, qui brilla en effet pour Leopardi, et qui était pour lui dans ses douleurs une amertume de plus, selon la parole de Dante, ce jour fut sans lendemain. Il y eut sans doute aussi un moment où cet esprit fatalement précoce subissait moins le tourment de la pensée et se reposait doucement dans une atmosphère de religion domestique et de croyances traditionnelles. Il avait commencé, comme on commence toujours, par croire naïvement et simplement : il avait même, encore enfant, conçu tout un plan d'hymnes chrétiennes; mais ce moment fut court, et une circonstance servit peut-être à accélérer le déclin de la foi religieuse chez Leopardi, à le précipiter dans le plus amer scepticisme : je veux parler d'une de ces amitiés que, du fond de sa retraite, il noua avec quelques-uns des personnages célèbres de l'Italie. L'obscur enfant de Recanati, impatient de se répandre et subissant la fascination de l'esprit, s'était adressé à Pietro Giordani, comme à l'un des écrivains les plus renommés de la péninsule. Giordani avait été frappé de tant de génie et d'une si précoce science chez un enfant. Ce fut l'origine d'une amitié nouée par le hasard, suivie d'abord de loin, et resserrée bientôt par une connaissance mutuelle dans un voyage que Giordani fit à Recanati. Malheureusement Giordani était l'homme le moins propre à ce rôle de père spirituel qui s'offrait à lui. C'était un des écrivains les plus éloquens de l'Italie, un des plus habiles artistes de la langue. Il ne pouvait voir en Leopardi qu'un esprit à cultiver, une grande promesse pour l'Italie; il ne voyait pas une âme à soutenir. Moine émancipé, il avait recueilli les idées du XVIIIe siècle, et sa pensée

n'allait pas au-delà d'un scepticisme peu profond. Il ne pouvait entretenir chez un autre cette flamme de croyance qu'il n'avait pas en lui-même. Ce fut une influence négative. Giordani prodigua à Leopardi les encouragemens, les conseils, et même les marques d'un dévouement sincère, d'une sollicitude attentive; mais il le laissa moralement dans cette solitude qui était son danger, et où, livré à lui-même, sous la pression de ses malheurs, entraîné aussi par l'étude à s'absorber dans les conceptions de l'esprit antique, il se détachait insensiblement d'une forte croyance religieuse qui aurait pu le relever ou adoucir ses amertumes.

Pour tous ceux qui ont passé par ces luttes de l'esprit et de l'âme, il y a en quelque sorte un moment précis où la crise éclate dans toute son intensité et finit par se dénouer, où l'on s'aperçoit tout à coup, le cœur serré d'effroi, qu'on vient de franchir la redoutable limite entre la foi et le doute, qu'une révolution intérieure vient de s'accomplir, et ce moment a un caractère singulièrement dramatique. Vous souvenez-vous de ces pages émouvantes et pleines d'une tristesse infinie où l'un de nos penseurs, Jouffroy, raconte qu'une nuit, à la clarté de la lune, à la lueur vacillante des étoiles, contemplant vaguement la grande ville endormie, il sentit soudain défaillir dans son âme la croyance de sa mère, et fit cette cruelle découverte qu'un homme malheureux de plus venait de naître à la vie morale? Ce fut une crise de ce genre qu'éprouva le jeune Italien de Recanati, et cette crise a, elle aussi, son moment unique, précis, que Leopardi marque lui-même dans une lettre du 6 mars 1820 à Giordani. « Un de ces soirs, écrit-il, la fenêtre de ma chambre étant ouverte, voyant le ciel pur, un beau rayon de lune, respirant un air tiède, et entendant les chiens qui aboyaient au loin, je crus voir m'apparaître d'anciennes images, et je sentis une secousse dans mon cœur. Je poussai un cri comme un forcené, demandant miséricorde à la nature, dont il me semblait entendre la voix. En ce moment, jetant un regard sur ma condition passée, je restai glacé d'épouvante, ne pouvant comprendre comment on peut supporter la vie sans illusions et sans affections, sans imagination et sans enthousiasme, enfin sans tout ce qui un an auparavant remplissait mon existence, et me rendait encore heureux malgré mes épreuves. Aujourd'hui je suis desséché comme un roseau; aucune passion ne trouve plus l'entrée de cette pauvre âme, et la puissance éternelle et souveraine de l'amour est elle-même annulée en moi à l'âge où je me trouve... » Ce qu'éprouvait Leopardi en ce moment, ce que Jouffroy éprouva après lui, c'était tout le contraire de ce qu'avait éprouvé Pascal dans cette nuit fameuse, où lui aussi, avant tous les héros de l'inquiétude moderne, il subit les angoisses de la passion spirituelle, et d'où il sortait en

s'écriant comme un triomphateur effaré, comme s'il eût craint que quelque génie invisible ne lui disputât sa victoire : « Certitude, certude, sentiment, joie, paix! » Le souvenir de cette nuit funèbre était resté vivant dans l'âme de Leopardi. Plus tard, ayant lié amitié avec Gioberti à Florence et allant avec lui à Recanati, il aimait à revenir vers ce temps avec son compagnon; il lui marquait pour ainsi dire l'heure de la première atteinte du scepticisme, des premières impressions de tristesse inspirées à son adolescence par le spectacle ironique des beautés de la nature, et il me semble retrouver comme un écho lointain de ces impressions, un écho transformé par la poésie et idéalisé, dans un fragment, *le Coucher de la Lune*, qui est le chant large et ému de la jeunesse éclipsée, des illusions à jamais évanouies.

« Ainsi, dit-il, dans la nuit solitaire, au-dessus des campagnes argentées et des eaux où un souffle se joue, où les ombres lointaines prennent mille vagues aspects et des formes trompeuses, entre les ondes tranquilles, les feuillages, les haies, les collines et les maisons des champs, la lune arrivée aux confins du ciel descend derrière l'Apennin ou les Alpes, ou dans le sein infini de la mer Tyrrhénienne, tandis que le monde se décolore, que les ombres disparaissent, qu'une même obscurité remplit la vallée et la montagne, que la nuit reste seule et que le charretier en chantant salue d'une triste mélodie le dernier reflet de cette lumière fuyante qui fut son guide; ainsi la jeunesse s'en va et laisse la vie mortelle : les ombres et les apparences des délicieuses chimères s'enfuient, et s'en vont aussi les lointaines espérances où s'appuie l'humaine nature. La vie reste abandonnée, obscure, et en promenant son regard, le voyageur égaré cherche en vain le terme ou la direction du chemin qu'il parcourt... — Vous, collines et plages, à la chute de la lumière qui à l'occident argentait le voile de la nuit, vous ne resterez pas longtemps orphelines : à l'autre extrémité, vous verrez bientôt le ciel blanchir de nouveau et surgir l'aube suivie du soleil, dont les flammes puissantes vous inonderont de torrens lumineux; mais la vie mortelle, après que la belle jeunesse a disparu, ne se colore plus jamais d'aucune autre lumière et d'aucune autre aurore. Elle est veuve jusqu'à la fin, et à la nuit qui obscurcit les autres âges les dieux ont mis pour terme le tombeau! »

C'est la même pensée de deuil étendue à la vie entière et marquée à la fin du sceau antique. C'est la traduction élargie et généralisée de l'impression première qui éclatait dans cette nuit fatale de 1820.

Leopardi cependant réussit enfin à secouer ses liens sans avoir épuisé tous les déboires. La sévérité paternelle céda un peu, il put quitter Recanati en 1822 et partir pour Rome. Deux ans après, il allait à Bologne et de là à Milan, puis à Florence, puis à Naples, ne revenant plus que par intervalle à Recanati; mais il était trop tard. Le théâtre de la vie était changé, l'homme ne l'était pas. C'é-

tait du moins la liberté tant rêvée, le mouvement, la connaissance faite avec le monde et avec les hommes, la possibilité de l'indépendance par le travail et du retentissement d'un nom par les œuvres de l'esprit. Leopardi commença donc par Rome son pèlerinage hors de Recanati. Pour la première fois il semblait entrer dans la région des vivans. Malheureusement l'ennui le suivait; il ne subit pas le charme de la ville éternelle, ce charme intime et mystérieux qu'on ne ressent, dit-on, qu'avec le temps, et qui alors devient souverain et irrésistible. Ce qui le frappe au contraire dès le premier moment, c'est le vide universel, le vide de la cité même, colossale, spacieuse et inanimée, le vide des esprits, le vide de la société et des mœurs. Ce sentiment du vide est son tourment. La Rome de 1822, cette Rome du pape Chiaramonti et du cardinal Consalvi, apparaît à travers ses impressions comme la ville des prélats et des archéologues. « La frivolité passe toutes les limites du croyable, écrit-il. Si je voulais te raconter tout ce qui sert de matière aux conversations et ce qui en est le thème favori, je n'en finirais pas. Ce matin, j'ai entendu discourir gravement et longuement sur la belle voix d'un prélat qui a chanté la messe avant-hier. On lui demandait comment il avait fait pour acquérir ce beau maintien, si au commencement il ne s'était pas trouvé embarrassé, et autres choses semblables. Le prélat répondait qu'il s'était formé en suivant les chapelles, que c'était une école nécessaire à ses pareils, qu'il n'avait pas été du tout embarrassé, et mille choses aussi spirituelles. Des cardinaux et d'autres personnages se sont réjouis avec lui de l'heureuse issue de sa messe. Et songe bien que tous les discours romains sont de ce goût!... — Quant aux littérateurs, je n'en ai véritablement connu qu'un petit nombre, et ceux-là m'ont ôté le désir de connaître les autres. Tous prétendent arriver à l'immortalité en carrosse, comme les mauvais chrétiens en paradis. Selon eux, le dernier mot du savoir humain, la seule et vraie science, est la science de l'antiquaire. Je n'ai pu voir encore un littérateur romain qui entende sous le nom de littérature autre chose que l'archéologie. Philosophie, morale, politique, science du cœur humain, éloquence, poésie, philologie, tout cela est étranger à Rome et est tenu pour jeu d'enfant auprès de la question de savoir si un morceau de pierre appartient à Marc-Antoine ou à Marc-Agrippa. Tout le jour ils bavardent, ils se disputent, ils se houspillent dans les journaux, et font des cabales et des partis. Ainsi vit et progresse la littérature romaine! » Mettez à côté la visite bien autrement féconde en émotions de Leopardi au petit tombeau du Tasse, dont l'humilité et la nudité contrastent avec la grandeur du poète, avec la magnificence des autres monumens romains; il a, comme il le dit, un tressaillement de consolation en songeant que

cette pauvreté suffit à intéresser les hommes là où tant d'édifices magnifiques sont vus d'un œil indifférent.

Ce qui charme Leopardi à Rome, ce n'est pas Rome même avec ses souvenirs et ses magnificences, c'est une société choisie d'hommes représentant en quelque sorte l'esprit de l'Europe ou la vraie science, et pour lesquels il était autre chose qu'un petit helléniste, — le savant Niebuhr, alors ministre de Prusse à la cour pontificale, M. Bunsen, le ministre de Hollande M. Reinhold, l'aimable et érudit bibliothécaire Angelo Maï. Le malheur est que, fêté, accueilli dans ce monde d'élite où il entre aussitôt comme un égal, Leopardi ne trouve pas ce qu'il cherche, une situation fixe et à demi indépendante par un emploi ou par le travail. Il a voulu la liberté; mais cette liberté, il faut qu'il l'achète au prix de nouvelles épreuves, en trouvant au moins un moyen de subvenir à ses premiers besoins sans recourir à son père, qui consent bien à le laisser partir, pourvu qu'il se suffise à lui-même et ne demande rien. Son ambition n'est pas grande, elle se borne au strict nécessaire; telle qu'elle est pourtant, elle n'est pas facile à satisfaire. Un emploi, il l'aurait eu peut-être, s'il avait voulu entrer dans la prélature; il le pouvait comme noble, le cardinal Consalvi donnait quelque espérance. On lui aurait facilité un emprunt pour son début, et il y a un moment où il rit presque lui-même de sa figure de délégat de province. Au fond, il répugne visiblement à ce parti. « Ici tout est pour les prêtres et les *frati*, » dit-il découragé, et au bout du compte il épuise inutilement toutes les combinaisons. Il songe un instant à suivre quelque riche étranger, un Allemand ou un Russe; il fait en passant le catalogue des manuscrits grecs de la bibliothèque Barberine; il écrit quelque morceau de philologie dans les *Éphémérides* de Rome; il s'engage presque à traduire pour le libraire de Romanis les œuvres de Platon, et s'il eût accompli son projet, l'Italie aurait eu une traduction du philosophe grec rivale de celles d'Allemagne et de France. Le pauvre Leopardi n'a point de chance vraiment. Il ne voit pas qu'il est à la fois trop faible et trop fier pour jouer avec la fortune. S'il ne veut aller s'enfouir de nouveau et pour toujours à Recanati, il n'a plus d'autre ressource que de chercher une demi-indépendance dans des travaux ingrats, sinon vulgaires, placé entre la nécessité qui le presse et la maladie qui ne lui laisse de temps à autre quelque intervalle de repos que pour ressaisir bientôt sa victime. Il fait des éditions de Cicéron, de Pétrarque, des chrestomathies.

C'est là sa vie désormais, à dater de son premier séjour à Rome, vie incertaine et occupée, partagée pendant quelques années entre Bologne, Florence et Recanati, entre le travail de ses éditions et le travail libre d'une imagination ardente, d'une pensée obstinée. A

Bologne, il fut presque heureux un moment, vers 1826. Ce n'est pas qu'il fût dans l'abondance; il avait une petite somme mensuelle que lui assurait le libraire Stella, de Milan, et il y ajoutait deux leçons qui lui donnaient dix écus par mois. Il vit ainsi très pauvre, nullement aimé des dieux, comme dit le poète grec, mais aimé des hommes et déjà recherché, dans un pays où le goût des choses de l'esprit est plus vif et plus répandu qu'à Rome ou dans la Marche d'Ancône. A Florence, il se trouve bientôt mêlé à ce mouvement de l'intelligence italienne qui faisait alors de la Toscane un rayonnant et paisible foyer, et qui avait en quelque sorte son expression dans l'*Anthologie*. Là se rencontraient, réunis par les liens du monde et de l'esprit, le libéral Gino Capponi, Niccolini, l'auteur de *Jean de Procida*, le vigoureux publiciste Forti, des réfugiés d'élite comme l'historien napolitain Colletta; Manzoni paraissait dans ce monde brillant, et Giordani y venait souvent. C'est là que Leopardi connut Gioberti, qui n'était alors qu'un jeune prêtre inconnu. La vie du poète de Recanati n'est pas plus heureuse et surtout plus à l'abri des nécessités à Florence qu'à Bologne; mais elle commence à sortir de l'obscurité, et elle correspond à l'essor viril de son talent comme au premier retentissement de son nom.

C'était le moment en effet où commençaient à se révéler en Italie les *Canzoni* et les *Opuscules moraux* de Leopardi, ces fragmens poétiques et ces dialogues où éclate la pensée ardente et sombre de l'homme, qui sont comme l'essence amère de son être, et qu'on ne comprendrait pas entièrement sans ces *lettres* où l'idéalité s'éclaire de tous les détails de la vie réelle. Ce qu'a dit, ce qu'a pensé Leopardi, a en quelque façon sa racine dans cette vie, dans ces *lettres* où il se dévoile, où il se peint et s'analyse lui-même avec une ingénuité inquiétante, et par le fait il ne dit rien dans ses vers ou dans ses dialogues moraux qu'il n'ait cent fois remué dans son esprit et commenté dans ses plus intimes confidences à ses amis, arrivant sans cesse au même résultat, au bord du même abîme. Quel est donc le dernier mot de cette pensée, qui prend à la fois la poésie et la philosophie pour complices? On le sait presque déjà : le mystère de la vie humaine est l'obsession de Leopardi; partout il voit le malheur et le désespoir maîtres du monde. L'homme est sous le poids d'une inexorable fatalité qui l'opprime et ne le laisse pas respirer. Il se crée à lui-même, pour se donner le change, de nobles et séduisantes chimères qu'il décore de noms magnifiques, qu'il appelle la vertu, la justice, la gloire, le bonheur, l'amour, et même quelquefois le progrès; mais ce ne sont que des chimères. Il n'y a qu'une réalité, c'est le malheur, sous le joug duquel l'homme s'agite vainement en présence de l'indifférente et ironique sérénité

du ciel et de la nature tranquillement impassible,— un malheur sans remède et sans autre consolation possible que le repos souverain et éternel de la mort.

Aux deux extrémités de la vie de Leopardi, on peut voir ce même sentiment de la fatalité du malheur, de l'irrémédiable impuissance humaine, dans la funèbre *canzone* de *Bruto minore* et dans le chant sur *l'Amour et la Mort*. A chaque page, on sent l'amertume des illusions trompées, la vanité de toute chose, l'attrait suprême et irrésistible de la mort. C'est la pensée dominante qui est partout, qui tantôt se revêt de la plus éclatante poésie, comme dans les *Ricordanze* et *la Ginestra*, tantôt prend la forme de l'ironie socratique, comme dans quelques-uns des *Opuscules moraux*, et même devient quelquefois un jeu, comme dans le dialogue du *passant* et du *marchand d'almanachs*. Il y a d'ailleurs dans cette éloquente révolte contre le destin, dans ce scepticisme douloureux de Leopardi, un caractère particulier. Quand l'âge vient, le doute naît aussi quelquefois dans l'âme, il est le fruit amer de la vie. La multiplicité des spectacles humains, la mobilité des passions, les insolences de la fortune, le caprice des événemens, produisent je ne sais quel désabusement, aiguisé d'observation et mêlé d'indulgence, qui se tourne moins contre les choses et contre le monde lui-même que contre les hommes. Il y a dans le scepticisme de Leopardi toute l'âpreté, toute la verdeur de la jeunesse trompée avant d'avoir vécu, et prenant à partie le destin. C'est avec une candeur redoutable que le jeune infortuné savoure ce désespoir, qu'il croit être une déception, et qui n'est qu'une espérance inassouvie.

Cette fixité de tristesse finit sans doute par ressembler à une mélopée lugubre, d'une monotonie oppressive. A ne considérer que les apparences, à ne saisir la nature d'un homme que dans le sentiment et pour ainsi dire dans le cri dominant, Leopardi serait le type italien de ce héros de M. de Sénancourt, de ce triste Obermann dont le désespoir se perd dans un stoïcisme morne et finit par prendre je ne sais quelle teinte grise et uniforme. Ce serait une négation vivante et sombre se promenant dans un monde vide et désolé. A considérer la réalité de plus près, l'histoire intérieure de cette âme apparaît sous un bien autre jour, et ce scepticisme même s'éclaire de singulières lueurs. Leopardi doute il est vrai, il met une inexorable puissance à dépouiller la vie de tout ce qui l'ennoblit ou en fait l'attrait; mais, si profond que soit ce doute, il est combattu encore par un instinct qui s'élève incessamment sans arriver à triompher, et c'est ce qui donne un caractère si tragique au scepticisme désespéré de ce pauvre grand esprit. Il proclame éteintes en lui toutes les facultés d'aimer, de sentir et de s'exalter, et au même instant il écrit à son frère en suppliant : « Aime-moi pour Dieu; j'ai besoin d'amour,

amour, amour, feu, enthousiasme, vie! » Il a beau souffler sur les illusions comme sur un songe de la nuit, les illusions se réveillent dans son cœur endolori. Il a beau vouloir déraciner les espérances de l'âme humaine : ces espérances, il les invoque encore et en subit le charme. Vainement il proclame le néant de la gloire, il croit à la gloire d'un instinct fier et élevé. Il parle fort mal quelque part, j'en conviens, des dames de Florence et de Rome, et même il dit un jour qu'il n'est plus bon qu'à être un eunuque dans un sérail; nul cependant n'a parlé de l'amour d'un accent plus vibrant : il fait de lui un dernier messager de bonheur envoyé par les dieux auprès des hommes. « Quand il vient sur la terre, dit-il, il choisit parmi les personnes les plus généreuses et les plus magnanimes les cœurs les plus tendres et les plus délicats, et là il se repose, et il répand en eux une douceur si étrange, si merveilleuse, qu'ils éprouvent une chose toute nouvelle pour le genre humain, plutôt la vérité que l'apparence du bonheur. » Celui qui parle ainsi n'est point un sceptique vulgaire, c'est un souffrant dont la poésie est un combat permanent entre les instincts de son cœur et les désabusemens prématurés de son esprit. Il est de cette race des lutteurs de la vie pour qui tout est sérieux, tout est passion.

Les hommes de cette race ne peuvent trouver le bonheur dans le repos et n'ont jamais connu cet heureux équilibre de sentimens ou de pensées qui se résout quelquefois en indifférence ou en calme superbe. Ce que d'autres prennent légèrement en restant maîtres d'eux-mêmes, ils le prennent avec une inextinguible ardeur, en y engageant leur âme tout entière; leur vie morale est un drame permanent plein de péripéties et de crises. L'un sort victorieux de la lutte, comme Pascal, et garde son trouble jusque dans sa victoire; l'autre plie sous la défaite, comme Leopardi, et justifie merveilleusement ce mot de l'auteur des *Pensées :* « La misère persuade le désespoir. » L'issue du combat est différente; la nature des deux hommes est la même. Leopardi était de cette famille; il était le frère dernier né de Pascal, à qui il ressemblait par les anxiétés de son âme, par les souffrances de sa jeunesse et jusque par les crises caractéristiques de l'existence; il a été pour l'Italie de ce temps la pathétique expression de l'un de ces drames de la vie morale qui se dénouent par la foi victorieuse ou par le scepticisme désespéré. L'indifférence, je ne sais où elle est, elle n'est pas dans ces âmes éternellement agitées d'un sentiment que Leopardi appelle « le plus sublime des sentimens humains, » celui qui est « le signe le plus éclatant de grandeur et de noblesse dans la nature mortelle, » l'ennui, pour l'appeler par son nom, — l'ennui qui naît du sein des choses, l'ennui, tourment des esprits supérieurs que rien ne peut satisfaire, et qui, au spectacle des mondes, de l'espace infini et de l'univers,

sentent le poids du vide, aspirent encore. C'est là pourtant ce que représentait un petit être souffreteux en Italie, à Florence, vers 1830; il personnifiait l'inquiétude moderne. Il se faisait illusion à lui-même; il croyait être un ancien, il l'était par la précision, par la beauté de la forme et par un certain goût de stoïcisme en face du malheur : il était au fond plus chrétien qu'il ne le croyait, justement parce qu'il souffrait.

C'est là ce que disent les lettres de Leopardi, où apparaissent les traits de l'homme, à côté de ses œuvres, où apparaît le penseur. Il se proposait, dit-il, d'écrire l'histoire d'une âme, un roman qui n'aurait point d'aventures ou qui n'aurait que des aventures ordinaires, et qui raconterait les révolutions intérieures d'une âme née noble et tendre depuis ses premiers souvenirs jusqu'à la mort. C'est là son histoire. Toujours livré à ce travail intérieur d'un cœur solitaire et replié sur lui-même par la douleur, Leopardi n'a-t-il jamais touché à la politique? Ne fait-il jamais une trouée dans cette réalité des faits extérieurs qu'il voit autour de lui? Il semble s'inquiéter peu des événemens, et même à Rome, quand il voit se fermer devant lui toute carrière parce qu'il ne veut pas être prélat, il ne parle pas contre le gouvernement exclusif des prêtres. Il sait sous quels pouvoirs ombrageux il vit. Ce qu'il pense, on le sent bien; il ne le dit pas directement, et tout au plus laisse-t-il entrevoir son secret dans quelque saillie à demi ironique, comme le jour où son père avait écrit un ouvrage pour la défense des plus purs principes conservateurs et n'en avait pas été mieux récompensé par les gouvernemens. « Il m'est pénible d'apprendre, écrit-il à son père, que la légitimité se montre si peu reconnaissante de ce que votre plume a fait pour sa cause. C'est pénible, dis-je, mais non étrange, parce que c'est la coutume des hommes de tous les partis, parce que les *légitimes*, permettez-moi de dire cela, n'aiment pas que leur cause soit défendue par la plume, attendu qu'avouer que sur le globe terrestre il y a quelqu'un qui mette en doute la plénitude de leurs droits est chose qui excède de beaucoup la liberté concédée à la plume des mortels, sans compter qu'ils préfèrent sagement aux raisons, auxquelles on peut toujours répliquer bien ou mal, les argumens du canon et du *carcere duro*, auxquels leurs adversaires, pour le moment, n'ont rien à répondre. » Leopardi n'est point un homme fait pour la politique et pour l'action, il y serait arrêté dès le premier pas; il a bien assez d'ailleurs de sa fièvre intérieure. Sa politique, elle est dans le sentiment qu'il a de la patrie italienne, dans ses appels à une résurrection morale, dans cette nécessité de résurrection qu'il fait jaillir du sein des ruines, lorsque, dans sa *canzone à l'Italie*, il montre les arcs, les colonnes, les statues des aïeux, la gloire ancienne partout, et partout aussi la misère présente. La politique

de Leopardi, elle est dans l'idée qu'il se fait d'une littérature nouvelle pour l'Italie, d'une littérature adaptée à notre âge, reflet des sentimens et des idées de ce siècle, expression originale d'une nationalité transformée. « Tout est à créer, dit-il dès sa jeunesse; il est vain de prétendre édifier, si on ne commence par les fondemens. Quiconque voudra faire du bien à l'Italie devra lui enseigner avant tout une langue philosophique, sans laquelle elle n'aura jamais une littérature moderne propre, et n'ayant point une littérature moderne à elle, elle ne sera jamais une nation... » Sa politique enfin, il l'exprime lorsqu'il dit, en élevant son esprit et en étendant son horizon : « Ne me parlez pas de Recanati; je suis citoyen de l'Italie, et je ne connais qu'elle. » Voilà la politique, non de l'action, puisque l'heure de l'action n'était point venue et que Leopardi eût certes reculé devant elle, mais de la pensée indépendante cherchant à refaire l'âme et l'intelligence d'une nation appelée à revivre.

La vie fut jusqu'au bout ingrate et amère pour Leopardi. Elle ne lui donnait pas la satisfaction de lui-même, elle lui refusait un rôle brillant; ne lui réserva-t-elle pas du moins quelqu'un de ces sentimens intimes, profonds, mystérieux, qui élèvent le cœur en le troublant et lui rendent la force de croire avec la puissance d'aimer? C'est l'un des points les plus délicats assurément dans l'existence d'un homme dont son fidèle ami Ranieri a dit « qu'il porta intacte au tombeau la fleur de la virginité. » Il n'est pas de spectacle plus triste que celui d'un cœur jeune et chaud se débattant dans une nature défaillante. Quoi qu'il en dît, Leopardi avait dans toute son intégrité la puissance morale d'aimer, et s'il n'en était ainsi, comment ressentirait-il une émotion si vive, à Bologne, auprès d'une dame « qui n'était plus jeune, mais avait une grâce et un esprit qui suppléaient à la jeunesse et créaient une illusion merveilleuse? » Comment écrirait-il à son frère : « Dans les premiers jours que je l'ai connue, j'ai vécu dans une espèce de délire et de fièvre. Nous n'avons jamais parlé d'amour, si ce n'est en badinant, mais nous vivions dans une amitié tendre et sensible avec un abandon qui est l'amour sans inquiétude... Cette connaissance forme et formera une époque bien marquée de ma vie, parce qu'elle m'a *désenchanté* du désenchantement; elle m'a convaincu qu'il y a vraiment au monde des joies que je croyais impossibles, que je suis encore capable d'illusions, et que mon cœur est ressuscité après un sommeil semblable à une mort complète de tant d'années... » Comment écrirait-il encore à son frère plus tard, un jour où il quittait précipitamment Florence et faisait une échappée à Rome : « Dispense-moi, je te prie, de te raconter un long roman, beaucoup de douleurs et beaucoup de larmes. Si un jour nous nous revoyons, j'aurai peut-être la force de te raconter tout. Pour aujourd'hui, sache que mon séjour à Rome est

comme un exil amer... » Malheureusement c'étaient des éclairs ou des illusions de l'amour. Leopardi reçut deux de ces visites mystérieuses de la passion, et il est certain que la dernière l'agita profondément. L'illusion avait beau être chère, la réalité reparaissait, et la réalité, c'était l'infirmité croissante. Le mal de Leopardi était indéfinissable, il était aux sources de la vie. Ses os se ramollissaient et se déformaient, ses chairs macilentes laissaient entrevoir le trouble profond des organes. Il ne digérait plus, respirait avec peine, et sentait dans ses veines se promener lentement un sang froid et appauvri. Il en vint à ce point qu'il ne pouvait plus travailler, et que le ciel de la Toscane n'était plus assez doux pour lui; mais ici il retombait en face de la nécessité, du dénûment. C'était le problème de vivre ou de ne pas vivre.

Une chose remarquable, c'est la délicatesse morale et la fierté de Leopardi dans ces épreuves obscures, la dignité avec laquelle il supportait son malheur. Il voulait bien subir les rigueurs de la fortune, il ne voulait pas abaisser son âme devant elle. Un jour ses amis, pour lui créer des ressources, lui avaient proposé je ne sais quel moyen, je ne sais quel recours au public, et il répondait à Colletta : « Je vous confesse que je ne me résoudrai jamais à publier ainsi ma mendicité. Ne croyez pas que cette répugnance naisse de mon orgueil; mais d'abord cela m'avilirait à mes propres yeux et me priverait de toutes les facultés de mon esprit, puis cela ne me conduirait pas à mon but, parce que, restant dans une grande ville, je n'oserais paraître dans aucune compagnie, regardé que je serais et montré au doigt par tous avec compassion. » A toute extrémité, Leopardi préféra encore essayer de fléchir son père, et on ne peut s'empêcher d'être ému de cet appel navrant qu'il lui adressait avec une sorte de honte, avec une humilité fière. « Je crois, écrivait-il, que vous êtes persuadé de tous les efforts que j'ai faits pendant sept années pour me procurer les moyens de subsister par moi-même. Vous savez que la destruction totale de ma santé est venue des fatigues de ces quatre ans de travaux pour Stella. Réduit à ne plus pouvoir ni lire, ni écrire, ni penser, je n'ai point perdu courage, et j'ai essayé encore de trouver quelque autre moyen... Aujourd'hui tout est fini... Je ne sais si la situation de la famille vous permettra de m'assigner une petite somme de douze écus par mois. Avec douze écus, on ne vit pas humainement; mais je ne cherche pas à vivre humainement. Je m'imposerai de telles privations que douze écus me suffiront. Mieux vaudrait la mort; mais la mort, il faut l'attendre de Dieu... Si elle était dans ma main, je prends Dieu à témoin que je ne vous aurais pas fait cette demande... »

Ce triste appel fut heureusement entendu, et Leopardi put aller essayer de revivre sous un climat plus doux. Il partit pour Naples

en 1833 avec son ami Ranieri, et il y passa trois ans. Ce fut la dernière période de cette existence, période à demi voilée, où l'esprit seul survivait dans la plénitude de sa puissance, et s'exhalait de temps à autre dans des fragmens comme *la Ginestra* (*le Genêt*). Leopardi prenait le pauvre arbuste des flancs du Vésuve pour confident de ses hautes pensées et de ses plaintes amères. « Et toi aussi, lui disait-il, tu céderas à la cruelle puissance du feu souterrain, tu plieras sous le fardeau mortel, sans que ta tête innocente résiste; mais tu ne te courberas pas en lâche suppliant devant l'oppresseur, et tu ne te tourneras pas contre le ciel avec un orgueil insensé... » Ce n'est pas que le ciel de Naples fût inclément pour cette organisation débile; il la ravivait au contraire un instant de sa chaleur féconde, de sa sereine et gracieuse lumière. Leopardi passait quelques mois de l'année à Capodimonte et quelques mois dans un petit casino sur la pente du Vésuve. Il se promenait lentement dans ce beau paysage, à la Mergellina, à Pausilippe, à Pozzuoli; mais ce n'était qu'une trève, il le sentait lui-même, et il laissait échapper de son âme une de ses dernières et plus puissantes inspirations, *l'Amour et la Mort*. Le choléra s'abattit sur Naples. Ce n'est pas de cela qu'il mourut cependant. Et de quoi mourut-il donc? D'une multitude d'impossibilités de vivre aggravées au dernier moment par une crainte superstitieuse du fléau. Le 14 juin 1837, Leopardi s'éteignait sans se plaindre, en souriant à son ami Ranieri, qui l'assistait à cette dernière heure. Son corps est resté à Naples, dans la petite église de San-Vitale, sur la route de Pozzuoli, renfermé sous une humble pierre où une simple croix est gravée au-dessus de son nom.

Je ne sais comment il faudra appeler cette vie. Ce fut bien aussi une passion dans le sens élevé du mot, — la passion d'un homme qui portait en lui le drame non-seulement de ses souffrances personnelles, mais encore des anxiétés morales de son temps et des luttes intimes de son pays. Là est le triple nœud de cette existence. Leopardi souffre du mal de sa propre nature, il souffre du mal de son siècle, il souffre du mal de son pays, toujours agité entre ses souvenirs et ses espérances, entre sa condition contrainte et fausse et ses aspirations idéales; mais dans ces angoisses mêmes et dans cette attitude de douleur où il apparaît, n'est-il pas comme une image de l'Italie obscure et travaillée d'il y a trente ans, envoyant un fier et triste sourire à ceux qui, plus heureux, voient se dégager et se former cette autre Italie, qu'il ne connut que par ses pressentimens et ses rêves?

CHARLES DE MAZADE.

LES

VOYAGEURS EN ORIENT

VIII.

DE LA CONDITION DES CHRÉTIENS EN TURQUIE.

I. *Papers relating to the condition of christians in Turkey, printed for the use of the Foreign Office*, 25 octobre 1860; *confidential*. — II. *Voyage dans la Cilicie et dans les montagnes du Taurus*, par M. Victor Langlois, 1861. — III. *La Syrie avant 1861*, par M. de Salverte, 1861. — IV. *La Question de Syrie traitée par un Syrien*, traduction de l'arabe, Athènes 1861.

Nous entendons les ministres anglais dire sans cesse dans le parlement que le gouvernement turc est capable d'assurer la sécurité des chrétiens d'Orient, qu'il en a la volonté et la puissance. Nous ne savons pas où les ministres anglais prennent leurs renseignemens sur ce point; mais à coup sûr ce n'est pas dans l'enquête ouverte sur l'état des chrétiens en Orient par sir Henri Bulwer l'année dernière (1). Il n'y a pas un seul des rapports des consuls anglais qui ne se plaigne de la faiblesse ou de la malveillance de l'administration turque. Je citerai tout à l'heure des témoignages de ce que je viens de dire, et je les prendrai dans les rapports des consuls anglais de la Turquie d'Asie; mais avant d'en venir à ces témoignages, qu'il me soit permis de faire une réflexion. Qui donc a raison sur la condition des chrétiens en Orient? Sont-ce les ministres anglais parlant au parlement ou les consuls anglais répondant aux questions que sir Henri Bulwer leur adresse de Constantinople? Quels

(1) Voyez déjà sur cette enquête la *Revue* du 15 février 1861.

sont ceux qui se trompent, ceux qui sont sur les lieux et qui voient de près les choses et les hommes de l'administration turque, ou ceux qui sont à Londres et qui probablement n'ont pas lu l'enquête confidentielle *printed for the use of the foreign office?* Comment croire en effet que si les ministres anglais avaient lu les rapports de leurs consuls, ils parleraient comme ils parlent? Comment penser que, sachant ce que disent leurs consuls, sachant par conséquent l'impuissance de l'administration turque, sa mauvaise volonté et sa mauvaise foi, ils puissent prendre sur eux de dire à l'Europe : Laissez la Syrie aux Turcs, fiez-vous à leur pouvoir et à leur vouloir pour assurer la sécurité des chrétiens, pour empêcher les massacres de recommencer? Un pareil engagement pris au nom de l'Angleterre, en face de l'Europe, aurait déjà de quoi faire trembler, quand bien même tous les consuls anglais témoigneraient de la force et de la justice de la Porte-Ottomane dans la Turquie d'Asie; mais quand ils témoignent contre, quand leurs rapports sont sous les yeux des ministres anglais, qui peuvent, il est vrai, ne point les lire, afin de ne pas se troubler l'esprit, que penser et que dire du langage de ces ministres? Nous trouvons tout naturel qu'ils se défient du rapport des agens français sur l'état de la Syrie et de l'Orient; mais pourquoi se défier du rapport des agens anglais? Pourquoi parler contre leurs témoignages? Pourquoi laisser croire au monde que la diplomatie anglaise en Orient n'a plus ni yeux, ni oreilles? Non, les consuls anglais en Orient ont, malgré leurs préjugés antifrançais, les yeux clairvoyans, les oreilles équitables, et cette langue sincère que donnent la conscience du devoir et l'amour de la vérité. C'est à Londres, c'est dans le cabinet anglais que sont les aveugles et les sourds volontaires.

Voici d'abord quelques-unes des réponses que fait le consul anglais de Jérusalem, M. James Finn (1), lorsque l'administration est bonne ou seulement médiocre, aux questions de sir Henri Bulwer : « A considérer la régularité de l'administration, le développement de la richesse publique et privée, les moyens de communication, la province est bien en arrière des pays de l'Europe, et même, autant que je puis le savoir, en arrière de l'Égypte, quoique la population rurale y soit plus forte et plus riche que celle de l'Égypte. Les frontières orientales et méridionales sont dévastées par les Bédouins, qui sont devenus plus insolens et plus redoutables dans ces derniers temps. Cependant ils sont fort lâches, et on pourrait aisément les repousser. La Palestine se dépeuple sérieusement, et il y a de vastes espaces autrefois cultivés qui se changent en désert. »

(1) 17 juillet 1860.

La dépopulation et l'empiétement progressif du désert sur la terre cultivée sont un des résultats les plus tristes de l'administration turque, qui ruine les cultivateurs par la rapacité de ses agens, et ne peut pas, à cause de son impuissance et de son insouciance, les protéger contre les incursions des Bédouins. Il y a là un double mal, celui qu'elle fait et celui qu'elle n'empêche pas. Prenons sur ce point, dans le rapport du consul anglais d'Alep, M. Skene, quelques détails curieux (1). Il parle d'abord de la fertilité de la province : « malheureusement, dit-il, les cultivateurs ne peuvent pas jouir en paix des fruits de leur travail; une portion leur est enlevée par les incursions des Arabes nomades ou par les extorsions des fermiers des dîmes. Des plaines immenses dans le plus fertile pays du monde restent désertes à cause de l'invasion des Bédouins, qui poussent la population agricole vers l'ouest pour assurer la libre pâture de leurs moutons et de leurs chameaux. J'ai vu vingt-cinq villages dévastés et dépeuplés par une seule incursion du cheik Mohammed-Dukhy à la tête de deux mille cavaliers de la tribu des Béni-Sachar. J'ai parcouru un district très fertile qui, il y a vingt ans encore, possédait cent villages, et je n'y ai trouvé que quelques fellahs... J'ai visité des villes dans le désert, ayant des rues bien pavées, des maisons bien couvertes, avec leurs portes roulant sur leurs gonds, prêtes à être occupées et tout à fait inhabitées. Des milliers d'acres d'excellente terre labourable s'étendent autour de ces villes avec des traces d'anciens travaux d'irrigation; ils ne donnent maintenant qu'une maigre pâture aux moutons et aux chameaux des Bédouins. Cet empiétement du désert sur la terre cultivée a commencé il y a quatre-vingts ans, quand les tribus des Anezi émigrèrent de l'Arabie centrale, cherchant des pâturages plus étendus, et qu'ils envahirent la Syrie. Le désert atteint maintenant la mer sur deux points, près de Saint-Jean-d'Acre et entre Latakié et Tripoli. »

Sont-ce seulement les consuls anglais qui témoignent ainsi de l'envahissement progressif du désert sur la terre cultivée, ou n'est-ce qu'en Syrie que cela se voit? Je lisais récemment le voyage fort intéressant de M. Victor Langlois dans la Cilicie. Ce voyage scientifique et archéologique contient cependant des détails sur l'état actuel du pays. « C'est le jardin de l'Asie, dit M. Langlois, qu'entourent le Taurus et la mer, que les anciens connaissaient sous le nom de Cilicie, qui au moyen âge perdit sa parure de fleurs et son aspect grandiose, pour se transformer en un champ de bataille dont les Byzantins et les Arméniens se disputèrent la possession, que les Égyptiens saccagèrent à plusieurs reprises sans pitié ni merci, et

(1) 4 août 1860.

qui enfin, sous la domination turque, s'est converti en un vaste désert que parcourent des tribus de Turcomans et de Kurdes issus des bandes conquérantes des Gengis-Khan et des Timour-Leng. Dans cette contrée jadis si belle, aujourd'hui couverte de ronces et de marais infects, la fièvre décime une population chaque année moins nombreuse, qui n'oppose aux envahissemens du fléau que son incurable apathie et finira par disparaître, si l'Europe ne vient un jour planter son drapeau civilisateur sur les sommets neigeux du vieux Taurus et dans les plaines dévastées de l'antique Cilicie (1). »

En lisant ces témoignages des empiétemens du désert sur la civilisation, je ne puis pas me défendre d'une réflexion. En Amérique, grâce aux travaux de l'homme, le désert recule; en Orient, grâce à l'insouciance et à la rapacité des Turcs, le désert avance. Si c'était là l'accomplissement d'une loi de la nature, si c'était la mer qui avançât d'un côté et qui reculât de l'autre, il faudrait se soumettre au destin; mais l'homme ici-bas fait lui-même son destin et sa demeure. Voilà un pays où il y avait autrefois plus de cent villages, et qui n'a plus que quelques pauvres habitans. A quoi tient ce changement? Le gouvernement de ce pays n'a pas su défendre les habitans paisibles et laborieux contre le pillage de ses voisins vagabonds, ou même il les a livrés à la rapacité de ses agens. Alors le vide s'est fait; en moins de quatre-vingts ans, la terre s'est convertie en désert. Les ronces et les broussailles ont remplacé les moissons. La nature n'est pour rien dans cette triste métamorphose; l'homme a fait tout le mal. Au lieu d'un gouvernement impuissant et avare, mettez dans ces pays venus de la civilisation à la barbarie, mettez une administration active et vigilante, alors ces beaux et tristes pays retourneront de la barbarie à la civilisation. Et ne croyez pas que ces vicissitudes qui s'accomplissent ici-bas par les fautes et par les mérites de l'homme ne profitent qu'aux individus qui de misérables deviennent heureux, de pauvres deviennent riches, ou à la beauté extérieure de la terre, qui de vide et désolée devient gaie et riante, et s'anime du mouvement paisible et doux de l'agriculture. Les peuples, les états, les mondes ne s'élèvent et ne grandissent, ne s'abaissent et ne se rapetissent les uns en face des autres que par l'effet même de ces vicissitudes qui, à leur origine, dépendent d'une charrue mal défendue, d'un pillage mal repoussé, d'une concussion mal réprimée ou mal punie. Il y a encore cent cinquante ans, l'Amérique n'était qu'une colonie ou un comptoir de l'Europe : aujourd'hui c'est un monde rival du monde européen. A quoi tient cette grandeur soudaine de l'Amérique? En Amérique, la terre a été défrichée, cultivée, civili-

(1) *Voyage dans la Cilicie et dans les montagnes du Taurus*, page 65.

sée; où il n'y avait que des forêts épaisses, des eaux stagnantes, des animaux sauvages, l'homme a mis des moissons, des canaux, des arrosemens féconds, des maisons, des villes. Chaque jour, les générations d'hommes laborieux et actifs, d'animaux utiles et domestiques, croissent et se multiplient; chaque année, l'Amérique arrive au concours des nations entre elles avec plus de bras, plus de richesses, plus de puissance. Pendant ce temps-là, que fait l'Europe? Assurément elle ne décline pas; elle est grande et florissante. Qu'il nous soit cependant permis de dire qu'il y a une portion de l'Asie qui depuis longtemps appartient à l'Europe, une Asie qui, dans les siècles primitifs, a colonisé et civilisé l'Europe, et que l'Europe plus tard a conquise et civilisée : c'est l'Asie-Mineure, la Syrie, l'Égypte. Qu'a fait l'Europe de cet Orient qui lui sert de dépendance? Elle l'a laissé dépérir et se dépeupler sous le pouvoir des Turcs; elle l'a sacrifié, elle l'a abandonné à la barbarie. En Amérique, il se bâtit chaque jour des villes qui prennent le nom des anciennes cités grecques. Il y a des Antioche, des Smyrne, des Palmyre, des Éphèse, qui datent d'hier ou d'avant-hier, et pendant ce temps-là les villes qui en Asie portaient ces noms pleins de souvenirs ne sont plus que des ruines inhabitées. Nous laissons périr les noms sur les lieux mêmes qui les ont enfantés, et qui méritaient de les garder. L'Amérique les prend, les transporte sur son sol plein d'avenir, et leur donne une nouvelle vie et un nouveau séjour.

Que gagne l'Europe à ce respect qu'elle professe pour les œuvres de la barbarie, c'est-à-dire à cette superstition qu'elle a pour l'intégrité de l'empire turc? Ces déserts qu'elle laisse se faire à sa porte et sous ses yeux la condamnent et l'affaiblissent. Pourquoi se croit-elle obligée à livrer à la paralysie un de ses membres? Pense-t-elle que ses autres membres en seront plus puissans et plus robustes? L'Angleterre veut-elle donc mettre des déserts entre son vaste empire des Indes et l'Europe? Est-ce là le rempart qu'elle préfère? Est-elle donc si peu orgueilleuse qu'elle ne comprenne pas qu'étant une des nations les plus civilisées de l'Europe, elle n'a rien à craindre et tout à gagner de la civilisation même des pays qu'elle doit traverser pour aller de Londres à Calcutta? Qu'elle ne dispute plus à la civilisation chrétienne l'Asie-Mineure, la Syrie, la Mésopotamie! qu'elle cesse de se faire la gardienne et la patronne de la barbarie dans la vallée de l'Euphrate ou dans celle du Nil! C'est un crime contre l'humanité et contre la Providence. Je m'imagine parfois que les nations doivent, comme les individus, avoir leur jugement dernier, et que Dieu ce jour-là demandera compte aux peuples de la terre qu'il leur a distribuée. Qu'avez-vous fait de vos immenses solitudes? dira Dieu aux Américains. — Seigneur, nous les avons dé-

frichées et fertilisées; nous y avons mis des maisons et des villes; nous y avons fondé des sociétés qui ont suivi bien imparfaitement votre loi divine, mais qui, toutes faillibles qu'elles sont, valent mieux cependant à vos yeux que les générations de bêtes sauvages qui se succédaient dans ces déserts. — Et vous, dira Dieu aux Européens, qu'avez-vous fait de ces belles contrées où j'ai mis l'homme aux premiers jours du monde, où ont vécu mes patriarches et mes prophètes? — Seigneur, pour ne pas déranger l'équilibre de l'Europe et pour ne pas nous brouiller avec l'Angleterre, nous avons laissé vos terres promises se convertir en déserts; nous avons laissé les villes se dépeupler, les champs se désoler, les eaux se changer en marais! — Je ne sais pas quel sera le jugement que Dieu prononcera sur l'Europe; je sais seulement que l'Évangile condamne celui qui dit seulement *raca* à son frère. Qu'est-ce donc que de le livrer de gaieté de cœur à la ruine et à l'anéantissement?

M. Victor Langlois, dans son voyage en Cilicie, voyant cette stérilité que font les hommes là où Dieu avait mis la fécondité, s'écrie en vrai Français, en homme épris surtout des idées générales : « Quand donc l'Europe viendra-t-elle enfin planter son drapeau civilisateur sur les sommets neigeux du vieux Taurus et dans les plaines dévastées de l'antique Cilicie? » Le consul anglais d'Alep n'a pas ces impatiences romanesques, mais il note les progrès du désert, qui atteint déjà les bords de la Méditerranée; il nous dit combien de villages et combien de villes ont disparu ou se sont dépeuplés depuis seulement quatre-vingts ans. D'autres consuls anglais, voyant tant de bonnes terres laissées en friche et livrées à la vaine pâture, font des plans de colonisation et d'exploitation. Nous trouvons à ce sujet de curieux détails dans *la Turquie contemporaine* de M. Senior. Et qu'on ne croie pas que nous voulions nous plaindre de ces projets de colonisation anglaise en Asie-Mineure ou ailleurs; nous y applaudissons de grand cœur. « Prendrez-vous des actions, si je fonde une société de colonisation troyenne? disait M. Senior à M. Calvert, frère du consul anglais des Dardanelles. — Certainement, répondit M. Calvert, qui déjà aussi bien a acheté deux mille acres de terre en Troade, si vous avez l'appui du gouvernement turc. » — Quant à moi, humble écrivain, je suis prêt pourtant à prendre une action dans la société de colonisation troyenne de M. Senior, non pas s'il a l'appui du gouvernement turc, mais s'il a l'appui du gouvernement anglais. Cet appui me suffit pour risquer mon argent. « Une colonisation en masse serait impossible dans ce pays, continue M. Senior. — Elle pourrait s'effectuer graduellement, dit le consul (M. Calvert). Une propriété magnifique, près de Cyzique, appartenant aux héritiers d'Halem-Pacha, était tout dernièrement

en vente. Elle contient vingt mille acres, et on aurait pu l'avoir pour 5,000 livres sterling. C'eût été une affaire admirable. Mes terres sont au nom de Mme Calvert. Lorsque je les achetai il y a dix ans, nul Européen ne payait les dîmes ou les taxes. Les consuls appuyaient dans leurs refus les récalcitrans, et les Turcs n'osaient pas les contraindre. Je donnai un meilleur exemple; je payai fidèlement mes propres dîmes et mes taxes, et j'invitai toutes les personnes placées sous la protection britannique à faire comme moi. Elles suivirent mon conseil (il est vrai qu'elles n'avaient pas le choix), et tous les autres sujets européens des Dardanelles nous eurent bientôt imités. C'en fut assez pour diminuer la répulsion qu'éprouvent les Turcs à nous voir posséder des terres; mais elle n'est pas détruite pour cela. Il s'agit d'une innovation, et un Turc ne peut supporter rien de ce qui est nouveau. Ils pressentent tous vaguement que, si nous prenons fortement pied dans le pays, nous achèterons toutes les terres, ou que nous les en expulserons violemment (1). »

A Smyrne, conversation sur le même sujet et du même genre entre M. Senior et M. Whittall, un Anglais établi à Smyrne. « Je crois, dit M. Whittall, que si nous forçons l'exécution du *hatt-humayoun*, et si nous mettons les Européens à même d'acheter des terres, la côte de l'Asie-Mineure deviendra une colonie anglaise et allemande. L'Angleterre et l'Allemagne sont les deux seules nations colonisatrices. L'Asie-Mineure est pour elles un meilleur champ que l'Amérique: il y a bien plus de terres inoccupées. On peut les acheter des particuliers à raison de 1 ou 2 shillings l'acre, et du gouvernement pour les frais d'acte de concession. Le premier et le plus important des progrès serait la construction de chemins de fer; des Anglais en auraient l'entreprise, la propriété, l'exploitation : ils rapporteraient énormément, et ils rendraient productives des provinces actuellement sans culture, par ce seul motif que 2 hectolitres 90 litres de blé coûtent à transporter sur la côte cinq fois le prix auquel ils reviennent quand on les achète au producteur. Les compagnies de chemins de fer et les colonies européennes deviendraient de petites républiques; elles diraient aux Turcs : « Nous voulons bien vous payer des dîmes et des taxes vingt fois au-dessus de celles que vous avez perçues jusqu'à présent; mais nous administrerons nos propres affaires, nous aurons nos autorités locales, nos tribunaux, notre police, nos routes, nos taxes particulières, applicables aux besoins spéciaux des localités... Seulement il faudrait que nous fussions toujours bien représentés. Lorsqu'un consul anglais est un homme de talent et d'énergie, lorsqu'il sait gouverner les masses et

(1) *La Turquie contemporaine*, page 157.

qu'il peut parler la langue du pays, les occasions de faire le bien, ou plutôt d'empêcher le mal, se présentent pour lui à tout instant (1). »

Ces petites républiques que souhaite l'interlocuteur de M. Senior, ces petits états dans un état, ne sont pas chose tout à fait nouvelle dans l'empire turc. Je vois dans le voyage de M. Langlois « qu'il existe dans les villes de la province d'Adana quarante fabriques d'huile de sesame, cinquante de tissus de coton, vingt-deux d'imprimeries de toile, quarante teintureries, deux corroieries et dix fabriques de feutres. Ces établissemens forment une espèce d'association dirigée par un président ou nazir, dont l'action est indépendante de l'autorité civile. Il juge les différends qui surviennent entre ses administrés, les condamne à l'emprisonnement, et ferme leurs fabriques pour un temps déterminé, lorsque quelque délit y est commis. Le pouvoir administratif du nazir s'étend sur tous les autres corps de métiers sans exception (2). » M. Langlois ne dit pas si le nazir est élu par l'association. Quoi qu'il en soit, cette association ressemble à une petite république, et je ne suis pas étonné de rencontrer un état de ce genre dans l'organisation quasi féodale de l'ancienne Turquie. L'organisation féodale avait l'avantage d'être compatible avec beaucoup de libertés locales. Comme l'idée de l'état, tel que nous l'entendons de nos jours, existait à peine, il y avait dans la société beaucoup de pouvoirs secondaires qui y vivaient à l'aise. Les sociétés modernes au contraire ont pris plaisir à se concentrer dans l'état et à y absorber toutes les libertés individuelles et tous les pouvoirs locaux. La Turquie moderne voulant s'organiser à l'instar des états modernes de l'Europe et faire prévaloir le pouvoir central sur tous les pouvoirs locaux, je doute qu'elle comporte aussi aisément qu'autrefois ces petites républiques industrielles et commerciales dont parle M. Whittall; mais je reconnais qu'avec la volonté du gouvernement anglais elles seraient possibles, et par conséquent souhaitables, car nous sommes de ceux qui tiennent plus au retour de la civilisation en Orient qu'à la question de savoir quels seront ceux qui l'y ramèneront, les Anglais, les Français ou les Russes.

Quel serait l'effet de cette colonisation progressive de l'Orient par les Anglais ou par les Européens en général? « La possession des terres turques par les étrangers régénérera-t-elle les Turcs? demande M. Senior à un de ses interlocuteurs de Constantinople. — Je ne cherche pas à régénérer les Turcs, dit-il, mais à régénérer les raïas. La terre est si fertile et à si bon marché en Bulgarie et en Roumé-

(1) *La Turquie contemporaine*, pages 197 et 198.
(2) *Ibidem*, page 35.

lie, que les émigrans s'y rendraient, non de France ou d'Angleterre, mais des provinces slavones de l'Autriche, de la Russie et peut-être de la Pologne. Protégés par les capitulations, ils formeraient une aristocratie; autour d'eux se rallieraient les chrétiens de la Turquie d'Europe, qui sont quatre fois aussi nombreux que les Turcs. La puissance turque, plus qu'aucune autre, dépend d'une illusion. C'est la domination du peuple le plus grossier sur le plus civilisé. Quatre siècles d'oppression ont fait croire au Bulgare que le Turc est naturellement le maître; montrez-lui ce maître bravé et défié par l'émigrant que la loi protége : il commencera lui-même à penser à la résistance. On en eut bien la preuve pendant que les alliés étaient en force à Constantinople. Les Grecs virent les soldats français traiter les Turcs avec mépris : ils furent d'abord étonnés; mais quand on leur eut donné l'exemple pendant quelques mois, ils commencèrent à le suivre; ils prirent des airs d'égalité, presque de supériorité, et à la fin, à Galata comme à Péra, les Turcs baissèrent pour un temps l'oreille. Il en serait ainsi en Bulgarie et en Roumélie, si l'émigration, aussi nombreuse qu'elle le serait, j'en suis sûr, formait un noyau de résistance contre les déprédations et l'oppression des Turcs. Les Turcs d'Europe ne produisent pas; ce n'est qu'une population parasite qui vit exclusivement du pillage des chrétiens. Rendez le pillage impossible ou au moins difficile, les Turcs émigreront à leur tour et iront mourir ailleurs. Le pouvoir turc en Bulgarie et en Roumélie tombera ainsi de lui-même, sans conquête, comme cela s'est déjà virtuellement effectué en Servie et dans les principautés (1). »

Je sais bien que cette fois l'interlocuteur de M. Senior est un Français, et à ce titre prompt à concevoir et à pratiquer les révolutions; mais il est visible que, soit dans l'esprit des Anglais pour l'Asie-Mineure, soit dans l'esprit des Français pour la Bulgarie et pour la Roumélie, le plan de colonisation aboutit à l'expulsion des Turcs. Ce sont les Européens substitués aux ottomans. La colonisation ainsi entendue est un procédé anglo-américain. L'achat du sol amène la conquête du pays, et je ne suis pas étonné que les Turcs soient assez mal disposés pour ces colonisateurs qui ne cachent pas le désir fort naturel qu'ils ont d'être les maîtres du pays qu'ils défricheront et qu'ils peupleront.

Nous venons de voir que le gouvernement turc est impuissant à repousser les incursions des Bédouins, à défendre les laboureurs, à garantir la terre cultivée contre l'envahissement progressif du désert. Est-il plus fort contre les éruptions du fanatisme musulman? Est-il plus capable de protéger la vie, l'honneur, la propriété des

(1) *La Turquie contemporaine*, pages 30 et 31.

chrétiens? En a-t-il la volonté? Est-ce malgré lui, malgré ses efforts, qu'ont lieu ces affreux massacres qui épouvantent et irritent de temps en temps l'Europe? Les pachas peuvent-ils et veulent-ils maintenir l'ordre? C'est là ce que prétendent les ministres anglais dans le parlement; c'est en vertu de la confiance qu'ils ont dans la bonne volonté et dans la puissance des pachas turcs qu'ils demandent à la France de retirer ses troupes de Syrie et de laisser les chrétiens à la merci de leurs meurtriers. Écoutons ce que le consul anglais de Jérusalem, M. Finn, répond à la question de sir Henri Bulwer : « Lorsqu'il y a des actes d'oppression contre les chrétiens, faut-il les attribuer à la conduite du gouvernement ou au fanatisme de la population? » — « L'oppression des chrétiens commence ordinairement par la populace fanatique; mais ces violences fanatiques ne sont ni réprimées ni punies par le gouvernement,... et même le fanatisme populaire n'éclate que lorsque la tendance fanatique du gouverneur s'est manifestée. » Les observations du consul anglais d'Alep ne sont pas moins significatives; je me borne à dessein aux rapports des consuls de Syrie : « L'état de la population musulmane dans le cercle de mon consulat est fort différent de celui des autres provinces de l'empire ottoman, qui ont plus de contact avec les idées de l'Europe. Ici la race dominante est encore ce qu'elle était partout il y a trois ou quatre siècles, orgueilleuse et intolérante. On ne trouve point ici ce mélange produit par l'envahissement du commerce européen et les résultats d'une prétendue civilisation greffée sur le vieux tronc musulman. Le commerce de la Grande-Bretagne, de l'Autriche, de la France et de la Suisse a pris beaucoup d'extension; mais c'est un élément à part dans la société, et il exerce peu d'influence sur l'esprit musulman. Les descendans de l'aristocratie arabe et des conquérans turcs vivent sans savoir et sans comprendre les empiétemens de la civilisation européenne, et ferment les yeux à l'accroissement de la prépondérance chrétienne. — Les glorieuses traditions des deux partis qui divisaient autrefois la société turque, et qui partout ailleurs sont oubliées, sont encore vivantes à Alep. L'association des janissaires n'a jamais été détruite ici, et les membres de cette association se réunissent en secret pour entretenir la mémoire de leur vieille prépondérance. Les chérifs en turban vert réclament et reçoivent ainsi qu'autrefois les hommages du peuple, comme descendans du prophète. C'est en vain qu'on essaie de leur parler de la décadence de l'islam; ils n'y croient pas. Vivant dans le cercle étroit de leur dédaigneux isolement, ils ne s'occupent que de leurs rivalités de personnes et de partis. Leur religion, fondée sur l'orgueil, n'admet pas qu'une religion fondée sur l'humilité soit compatible avec la puissance et la

prospérité; tout ce qu'ils entendent dire de la force de la chrétienté, ils le regardent comme un conte. C'est ainsi que la condition des musulmans de Syrie est un reste de ce qu'était autrefois la Turquie plutôt qu'un exemple de ce qu'elle est aujourd'hui. — Les chrétiens de Syrie sont une population fine, cherchant avant tout à s'enrichir, habile dans le commerce, mais misérablement avare à l'intérieur, basse et abjecte quand elle n'a pas d'appui, insolente quand elle se croit soutenue et protégée. La plus grande partie de cette population vit dans un état de terreur chronique. C'est l'effet naturel de ce qu'elle a souffert dans le massacre de 1850, et sa terreur s'est encore augmentée par les catastrophes du Liban et de Damas. Cependant les mesures adoptées pour prévenir l'explosion des massacres ont réussi jusqu'ici, et si elles continuent à réussir, ce ne sera pas pour moi une médiocre satisfaction d'avoir pu coopérer au maintien de l'ordre. » Voilà de belles et nobles paroles; elles sont dignes d'un consul anglais. Celui-là n'a pas borné son rôle à contrecarrer la France, à se rendre influent auprès des musulmans, à conniver à leur fanatisme, de telle sorte qu'au jour du massacre général des chrétiens il pût trouver près des meurtriers un respect qui ressemblât à une complicité.

Lord Palmerston a été accusé dernièrement dans le parlement d'avoir fait des extraits infidèles des dépêches de M. Burnes, l'habile et brave agent de l'Angleterre dans l'Afghanistan. Je ne crains pas que pareille chose arrive aux rapports des consuls britanniques en Turquie. Le ministère anglais a promis que ces rapports, qui devaient rester confidentiels et réservés pour l'usage exclusif du *foreign office*, seraient publiés et communiqués au parlement. Peut-être la confidence qui nous a été faite de ces rapports, et dont nous avons fait part au public, n'a pas été étrangère à la promesse du ministère anglais. Pourquoi en effet faire un mystère de ce qui n'est plus un secret? Notre indiscrétion a prévenu peut-être l'habileté des citateurs officiels. Ils ne peuvent plus faire d'adroits extraits qui changent les non en oui et les oui en non. Le parlement anglais, l'Angleterre saura, par les rapports de ses consuls, quel est le véritable état de l'Orient, quelle est la confiance que l'on doit avoir dans les Turcs, dans leur puissance, dans leur bonne volonté, dans leur justice. Elle comparera le langage impartial de ses agens, très Anglais d'esprit et de cœur, mais en même temps très honnêtes de conscience et incapables de trahir la vérité, elle comparera ce langage avec celui de lord Palmerston; elle verra si lord Palmerston ne se moque pas à la fois de la vérité et de l'Angleterre en soutenant que, de tous les états de l'Europe, la Turquie est celui qui, depuis vingt ans, a fait les plus grands progrès dans la civilisation.

Elle verra si elle doit, sur l'assurance de ses ministres, démentis par les rapports de leurs agens les plus éclairés, continuer à faire du maintien intégral de l'empire ottoman le principe fondamental de sa politique en Orient. Elle verra si c'est son intérêt (et je ne lui demande pas de suivre une autre règle) de soutenir à tout prix un empire qui s'écroule et tombe de tous côtés, un empire qu'il faut gouverner pour faire vivre, — lord Stratford a montré que c'était là le seul moyen de salut pour la Turquie, — un empire par conséquent qu'il faut que l'Europe ou l'Angleterre paie et nourrisse, l'armée, l'administration, le sultan, la cour, le harem, les ulémas, la marine, tout enfin, en haut et en bas, si elle veut le perpétuer. Elle a fait la guerre pour lui; il faut qu'elle lui fasse maintenant une armée, une marine, une administration, une justice, un gouvernement.

Je me trompe : il y a quelque chose encore de plus qu'il faut que l'Europe fasse à l'empire turc, il faut qu'elle lui fasse une population, et, entendons-nous bien, une population turque, car c'est cette population turque qui meurt et qui dépérit chaque jour, tandis qu'au contraire la population chrétienne s'accroît et se multiplie de jour en jour. Est-ce par hasard que le gouvernement anglais voudrait faire un empire turc avec une population chrétienne seulement? Je laisse de côté la question de savoir si cette population chrétienne le souffrirait; je ne demande pas s'il ne serait point étrange de voir le gouvernement anglais soutenir si vivement en Italie le vœu des populations et le combattre si vivement en Orient : on me répondrait sur ce point que c'est là précisément ce que fait le gouvernement anglais dans les Iles-Ioniennes. Mauvaise réponse, selon moi. Si la politique ionienne du gouvernement anglais contredit sa politique italienne, au moins il se contredit pour lui-même et dans son intérêt. En Orient, il se contredit pour le Grand-Turc et pour une cause perdue. Je me hâte au surplus de quitter ces questions de détail, et, allant au fond de la question, je dis hautement : Oui, vingt Anglais dans les Indes peuvent gouverner deux millions d'hommes; oui, vingt Anglais dans les Indes peuvent résister à vingt mille révoltés, et ils l'ont montré; mais ce sont des Anglais! Vingt Turcs ne pourront plus en Orient ni gouverner ni combattre vingt chrétiens; ils l'ont pu autrefois, et ils ont pu bien davantage encore; ils ne le peuvent plus aujourd'hui. Leur race s'abâtardit et dépérit au moral comme au physique. L'ascendant du petit nombre sur la foule est possible et même facile, quand le petit nombre est une élite; mais quand le petit nombre n'est plus qu'un reste et un débris, que faire?

Est-il donc vrai que la population turque dépérisse et s'éteigne? Écoutons les consuls anglais. Je me bornerai pour cette fois aux

rapports des consuls de la Turquie d'Asie que j'ai déjà interrogés, ceux de Jérusalem et d'Alep; j'y joindrai celui de Smyrne. Écoutons d'abord le consul de Jérusalem, M. James Finn.

M. Bulwer demandait, dans la sixième question, « si, dans les villages chrétiens, les paysans chrétiens sont généralement aussi à leur aise que les musulmans, et si ce n'est pas, à quoi tient la différence? » Et dans la huitième question : « La population chrétienne est-elle en général plus à son aise, plus considérée et mieux traitée qu'elle l'était il y a cinq, dix, quinze ou vingt ans auparavant? » M. Finn répond à la sixième question : « Il y a bien plus d'activité et d'esprit d'entreprise chez les paysans chrétiens que chez les paysans musulmans, et les effets s'en font voir dans leurs maisons, dans leurs vêtemens et dans leur nourriture. » Il répond à la huitième question qu'il faut distinguer plusieurs périodes différentes dans la condition des chrétiens de son consulat : « Avant l'occupation égyptienne, la condition des chrétiens était la plus basse et la plus dégradée qu'il soit possible d'imaginer. Pendant l'occupation égyptienne, les chrétiens avaient plus de liberté et de bien-être qu'aujourd'hui. Il y eut une réaction en faveur des musulmans après l'expulsion des Égyptiens. Cependant cette réaction fut tempérée par l'influence croissante des consuls et des Européens en général. Pendant la guerre de Russie, la condition des chrétiens s'améliora, et il y eut plusieurs exemples de chrétiens qui se conduisirent insolemment envers les chefs musulmans, parce qu'ils s'appuyaient sur les consuls européens. Depuis la guerre, il y a eu une autre réaction, sous beaucoup de rapports anti-chrétienne, et de la part des gouverneurs anti-européenne. » Que de remarques à faire sur ces curieuses paroles! Je les résume en quelques mots. Toutes les fois que les chrétiens d'Orient ont été laissés à la merci de l'administration turque toute pure, leur sort a été déplorable. Toutes les fois que l'administration turque a été contrôlée et contenue par l'intervention ou seulement par l'influence des Européens, leur condition s'est améliorée et adoucie. Avant l'occupation des Égyptiens, la condition des chrétiens en Syrie et en Palestine est la plus triste du monde: c'est que l'administration turque est livrée à elle-même. Arrivent les Égyptiens. Ceux-ci représentent jusqu'à un certain point l'Europe ou l'influence européenne, et, pourquoi ne le dirions-nous pas? l'influence française. Les chrétiens ont plus de liberté et de bien-être; ce n'est pas un consul français qui le dit, c'est le consul anglais, c'est M. Finn. Les Égyptiens sont expulsés; l'influence française est vaincue avec eux en Orient par une coalition européenne, faite par deux haines étourdies et violentes contre la France, celle de lord Palmerston et celle de l'empereur Nicolas contre la dynastie d'Orléans: à l'instant, les musulmans reprennent en Orient contre les

chrétiens leurs habitudes de violence et de tyrannie. La guerre de Crimée a lieu, c'est-à-dire l'Occident veut empêcher le territoire ottoman de tomber au pouvoir de la Russie; la Turquie croit et on lui laisse croire que le maintien de sa puissance est la condition fondamentale de l'équilibre européen. Cependant, sauvée et défendue par les armées de l'Europe, la Turquie est bien forcée de laisser l'influence européenne pénétrer dans son empire. Les chrétiens en profitent; leur condition devient meilleure, grâce à l'appui respecté de nos consuls, et respecté nécessairement, puisque nos soldats sont tout près de nos consuls. On peut bien être ingrat pour ses défenseurs et ses libérateurs; mais l'ingratitude attend ordinairement que les libérateurs soient partis, à moins qu'elle n'en demande elle-même le départ. Les Turcs attendirent le départ des armées libératrices de l'Occident, et aussitôt, c'est M. Finn qui le dit, commence *une réaction anti-chrétienne sous beaucoup de rapports et anti-européenne de la part de l'administration turque*, c'est-à-dire de l'administration que nous avons sauvée. Est-ce clair?

Le consul d'Alep reconnaît aussi que c'est aux Égyptiens qu'il faut attribuer le changement qui s'est fait en faveur des chrétiens depuis vingt ans. Les Turcs ont continué ce que les Égyptiens avaient commencé. M. Skene est plus favorable aux Turcs, on le voit, que ne l'est M. Finn. « Il y a dix ans, dit-il, les chrétiens ont cruellement souffert sous la main des musulmans (c'est le grand massacre d'Alep de 1850); mais cette explosion avait des causes particulières, et elle n'a point laissé de traces. La condition des chrétiens (je continue à laisser parler M. Skene) s'est même améliorée de manière à devenir dangereuse pour eux; les musulmans sont jaloux de leur prospérité commerciale et exaspérés par l'arrogance des chrétiens, quand ceux-ci sont protégés par les consuls européens. »

M. Skene pousse encore plus loin son optimisme musulman, et je trouve dans une seconde dépêche de lui, du 20 août 1860, que, « quel que soit l'état des provinces de Bulgarie, de Bosnie et d'Herzegovine, il est certain que, dans la Syrie du nord au moins, l'absence totale de crimes de toute sorte est un des traits les plus remarquables du pays, et ce trait ne se retrouve au même degré dans aucun état d'Europe. Il y a, il est vrai, des conflits entre les sectes: ainsi le massacre des chrétiens à Alep en 1850 et ceux du Liban et de Damas cet été; mais un observateur impartial et sans passion ne peut prendre ces incidens (*such incidents*) comme tenant à la constitution sociale du pays. Ils sont plutôt les signes du déclin d'une prépondérance qui fait encore explosion et qui a des momens de recrudescence à mesure que l'introduction d'un autre ordre social se fait plus sentir. Ces choses (les massacres d'Alep en 1850 et du Liban et de Damas en 1860), *these things*, n'arrivent que lorsque la

lutte s'établit entre la prépondérance et l'égalité. Elles prouvent que le changement en faveur des chrétiens prend racine; elles ne prouvent pas uniquement que les chrétiens sont opprimés par les Turcs. »

Si j'avais eu le goût de faire une édition des documens anglais *ad usum delphini* ou du parlement, j'aurais supprimé ce passage, qui paraît contraire à la cause que je défends. Je m'en suis bien gardé; il est important dans le débat. Que dit en effet M. Skene? Qu'un grand changement en faveur des chrétiens s'est accompli depuis vingt ans dans la province d'Alep; est-ce aux Turcs qu'on le doit? Non, c'est aux Égyptiens. Depuis l'occupation égyptienne, les chrétiens ont été plus libres et mieux traités. Les Turcs ont continué ce que les Égyptiens avaient commencé. Est-ce par bienveillance, est-ce l'effet des inspirations d'un gouvernement juste et bienfaisant? Non; les Turcs sont jaloux de la condition qu'ont obtenue les chrétiens, de leurs succès, de leurs richesses, de la protection que leur donnent les consuls européens. M. Skene craint même que l'amélioration du sort des chrétiens ne devienne un danger pour ceux-ci. Un danger! d'où viendra donc le danger? De la haine et de la cruauté des Turcs. N'y a-t-il pas en effet, à dix ans de distance, d'épouvantables massacres des chrétiens, à Alep en 1850, dans le Liban et à Damas en 1860? Il est vrai que, selon M. Skene, *ces incidens* ne sont point des crimes qu'on puisse imputer à la constitution sociale du pays. La Syrie est le pays du monde où il se commet le moins de crimes. On y massacre et on y pille, il est vrai, les chrétiens tous les dix ans, et il est possible, soyons justes, qu'il y ait moins de crimes privés, grâce à ces grands crimes publics qui ont pris et employé à leur service tout ce que la nature humaine peut fournir de mal pendant dix ans. Je suis porté à croire qu'on a peu volé et peu assassiné d'une manière privée à Paris le jour de la Saint-Barthélemy ou pendant le massacre des prisons en 1792. Les choses se faisaient en grand, et ces choses, pour parler toujours comme M. Skene, sont seulement les signes d'une prépondérance qui, sentant qu'elle se détruit, s'irrite de sa destruction; ce sont les symptômes de la révolution qui se fait en faveur des chrétiens, révolution qui *prend racine*, selon M. Skene, mais qui prend racine dans le sang même des chrétiens. Or cette révolution, qui réclame seulement l'égalité de droits entre tous les sujets du sultan, ce ne sont point assurément les Turcs qui la font, puisqu'ils cherchent à l'empêcher par des massacres périodiques. Elle se fait donc malgré les Turcs et malgré leurs affreux procédés de résistance; elle se fait par la force des choses, et par deux choses surtout qui rendent cette révolution inévitable, l'accroissement matériel et moral de la population chrétienne en Orient, le dépérissement matériel et moral de la population turque.

Je vais revenir sur ces deux points en examinant le rapport

de M. Ch. Blunt, consul anglais à Smyrne; mais je m'arrête un instant, parce que je m'aperçois avec plaisir que ce que vient de dire M. Skene me permet d'expliquer d'une façon moins pénible le langage ordinaire de lord Palmerston sur l'Orient.

Je pense en effet que lorsque le noble lord parle des grands progrès que la Turquie a faits depuis vingt ans dans la civilisation, il veut parler non pas des progrès de la population turque, mais de ceux de la population chrétienne; il veut parler de cette inévitable révolution qui se fait en Orient, et que M. Skene nous a indiquée : c'est là vraiment qu'il y a de grandes améliorations en Turquie; mais elles ne se font point par les Turcs : elles se font malgré les Turcs et contre les Turcs; elles se font par les efforts intelligens des chrétiens d'Orient et par l'intervention ou par l'influence de l'Europe. Qu'y a-t-il en tout cela qui soit à l'honneur ou au profit des Turcs? Lord Palmerston s'est donné à résoudre un problème insoluble, celui de faire un empire turc avec une population chrétienne. Il aura beau faire, il ne le résoudra pas. Pour le résoudre en effet, il faudrait deux choses : la première, que la population chrétienne s'abattît, se dégradât, se détruisît par la misère ou par l'apostasie : or c'est le contraire qui arrive; la seconde, que la population turque s'accrût et se développât : c'est encore ici le contraire qui arrive.

Je prends la preuve de ces deux faits décisifs dans le rapport de M. Ch. Blunt, consul à Smyrne : « En dépit du système très imparfait et très vicieux de l'administration, en dépit des abus désastreux de la perception des impôts par les fermiers des dîmes, dit-il, la condition générale de la province s'améliore chaque jour. Cette amélioration est généralement au profit des races chrétiennes, qui empiètent et avancent sans cesse sur les Turcs. » C'est du *hatti-sherif* de Gulhané que M. Blunt fait dater l'amélioration du sort des chrétiens et de l'état général de la province. Auparavant les grands propriétaires turcs de l'intérieur vivaient d'un système d'oppression et de brigandage auquel le *hatti-sherif* mit un temps d'arrêt. « Alors les chrétiens commencèrent à prendre les devans comme cultivateurs; leur nombre augmenta, grâce à des nouveau-venus. Leur vie n'était plus comme auparavant à la merci de la moindre autorité turque. Les propriétaires turcs en même temps commencèrent à décliner; la population turque décrut visiblement : les propriétés ne leur donnaient plus un revenu suffisant. Les propriétaires turcs ont à fournir leur part pour la conscription, et beaucoup de Turcs, disons même un très grand nombre des descendans des familles autrefois les plus grandement possessionnées, quand ils reviennent chez eux, après avoir fait leur temps de service dans l'armée, trouvent tout changé : la population turque, autrefois prédominante, remplacée par la population chrétienne, leurs domaines devenus des champs incultes. Ils

se sentent changés eux-mêmes, n'ayant plus ni le moyen ni le goût de suivre l'état auquel ils s'étaient habitués dès leur jeunesse, avant leur entrée au service. Si par hasard quelques-uns d'entre eux veulent recommencer à cultiver leur domaine et reprendre la vie de leur famille, ils tombent ordinairement dans les filets de quelque banquier chrétien, grand usurier qui s'approprie bientôt tout le domaine. Ceux qui reviennent sans avoir le goût de se refaire agriculteurs vendent leurs propriétés comme ils peuvent, et les acquéreurs sont presque toujours des Arméniens ou des Grecs. Quelques domaines ont été achetés par des Francs; il y a parmi eux sept sujets anglais qui ont acquis de grandes fermes dans l'intérieur et qui les cultivent avec succès. Dans le voisinage le plus prochain de Smyrne, il n'y a plus que quelques Turcs qui soient restés propriétaires; dans les principaux villages où la population franque et chrétienne va habiter l'été, tous les propriétaires turcs ont dernièrement vendu leurs propriétés.

« Ce changement de mains de la propriété a amené un accroissement considérable dans la production du pays. »

Ainsi, par l'effet naturel de ces ventes faites par les Turcs et de ces achats faits par les chrétiens, l'expulsion des Turcs est commencée. La révolution chrétienne est déjà à moitié faite. Quelques chiffres significatifs, cités par M. Ch. Blunt, montrent la marche rapide de cette révolution. « En 1830, la population turque de Smyrne était de 80,000 âmes; elle est aujourd'hui de 41,000. La population grecque était à Smyrne, en 1830, de 20,000 âmes; elle est aujourd'hui de 75,000 âmes. »

On peut ajouter, dit M. Ch. Blunt, que, « quelque rapide que soit l'accroissement de la population chrétienne, le déclin de la population turque est encore plus rapide. Visitez les villes et les villages où la population turque et chrétienne se trouve mêlée; dans les quartiers turcs, on ne voit personne, point d'enfans dans les rues, tandis que les rues des chrétiens en sont pleines. » M. Ch. Blunt attribue cette diminution singulière de la population turque à plusieurs causes : au service militaire, qui enlève une partie de la population mâle, à l'affreux et criminel usage de l'avortement, au vice contre nature.

Voilà, d'après les rapports des consuls anglais, l'état de la population et de la société turques, et cela dans les provinces mêmes de la Turquie d'Asie. J'ai vu en effet des partisans de la Turquie qui passaient condamnation sur l'état de la Turquie d'Europe; ils avouaient que là les chrétiens avaient la majorité et la prépondérance, mais ils se rattrapaient sur la Turquie d'Asie. Là, disaient-ils, les Turcs n'ont rien perdu de leur force et de leur puissance; là, ils sont nombreux et riches. Voyez le tableau que fait M. Ch. Blunt! Où donc

alors, nous pouvons le demander, où donc est la Turquie, où donc sont les Turcs? Est-ce que la première condition d'un empire, d'un état, n'est pas d'avoir une population? Serait-ce par hasard en Syrie que sont les Turcs? Est-ce à ce titre que l'Angleterre veut qu'on abandonne cette province à l'administration turque? La Syrie n'est pas turque. « L'élément turc s'aperçoit à peine en Syrie, dit un jeune et très judicieux voyageur, M. George de Salverte (1). Cette population y devient de plus en plus étrangère; elle y est sensiblement moins nombreuse que dans les villes de l'Asie-Mineure (on vient de voir qu'à Smyrne, en trente ans, la population turque a diminué de 20,000 âmes). Au-delà des chaînes du Taurus et dans toute la Syrie, à Latakié, à Tripoli, à Beyrouth, les Turcs sont aussi étrangers et moins nombreux peut-être que les Européens. Le contraste apparaît plus frappant encore dans les campagnes environnantes. Sans pousser jusqu'aux tribus arabes du désert, ne voit-on pas l'Anti-Liban peuplé de Metoualis presque sauvages, et le Liban placé par la Porte elle-même sous l'autorité d'un caïmacan chrétien? D'un côté, les Druses, tour à tour idolâtres, turcs ou protestans, suivant les besoins de leur cause; de l'autre, un grand nombre de chrétiens dissidens? Enfin les Grecs unis, les Arméniens, les Maronites, que ni les persécutions ni les séductions de toute sorte n'ont pu détacher encore de l'église romaine? »

Je répète malgré moi ma question : où sont les Turcs? Qu'est-ce que l'empire turc? L'empire turc est dans les discours de lord Palmerston; il n'est que là, car il n'est pas même dans les cartons du *foreign office*, puisque c'est dans ces cartons que se trouvent les rapports véridiques et instructifs des consuls anglais que j'ai tâché d'analyser.

Je viens de lire dans l'extrait d'un vieil ouvrage arabe intitulé *la Seconde arrivée de Mahomet sur la terre*, et cité dans le premier numéro de la *Revue d'Orient* que publie à Londres le prince Pitzipios, je viens de lire ces paroles qu'on peut prendre, si l'on veut, pour une prophétie, elles en ont le vague ordinaire; on peut cependant les appliquer sans effort à notre temps. « Longtemps après il naîtra un homme dans le pays appelé jadis *Getboosufyan* en Arabie. Il massacrera les *Syads*, propagera ses propres doctrines dans les environs de la Syrie et de l'Égypte. A cette époque, une guerre éclatera entre une nation chrétienne et la Turquie, et cependant celle-ci sera en bonne intelligence avec une autre nation européenne. L'ennemi s'emparera de la ville de Constantinople, d'où le sultan de Turquie se sauvera en Syrie, et, avec l'aide d'une nation chrétienne, fera une guerre terrible contre une autre nation hostile à l'Europe.

(1) *La Syrie avant 1860*, pages 43-46.

Après un grand massacre, les musulmans sortiront vainqueurs de la lutte. A ce moment-là, un chrétien criera à haute voix que *la croix sainte a triomphé;* mais un musulman le battra en disant : *Non, la religion mahométane l'emporte.* Ensuite les chrétiens et les Turcs réuniront leurs forces et se livreront une bataille dans laquelle le prince turc perdra la vie et sera réputé martyr. Les chrétiens, après avoir pris possession de la Syrie, entreront en arrangement avec leurs adversaires. Ceux des musulmans qui n'auront pas été passés au fil de l'épée viendront à Médine comme dans un asile sûr, et la juridiction des chrétiens s'étendra alors jusqu'au Khyber. »

A Dieu ne plaise que j'essaie d'interpréter exactement cette prophétie! Il est curieux cependant de voir dans cette prophétie l'empire ottoman ne plus agir et ne plus se défendre qu'à l'aide des nations chrétiennes qui le soutiennent contre d'autres nations chrétiennes. Nous y retrouvons aussi l'opinion qu'ont, dit-on, tous les Turcs de la prise prochaine de Constantinople, de leur retour en Asie; ici, c'est en Syrie qu'ils se sauvent, et ils ne s'y maintiennent même d'abord qu'à l'aide d'une nation chrétienne. Pourtant ils ne peuvent pas rester en Syrie même; les chrétiens qui les ont aidés et sauvés disent que c'est la croix qui a triomphé, et les Turcs disent que c'est le Coran. Dans un dernier accès de fanatisme mahométan, ils maltraitent les chrétiens, qui alors les vainquent dans une grande bataille et prennent possession de la Syrie. Les Turcs se réfugient à Médine, la ville sainte.

Je ne sais pas si à mesure que je considère la vieille prophétie, je m'y attache et deviens crédule; mais je ne voudrais pas répondre qu'il n'arrivera point, même en Syrie, quelque chose de semblable, et qu'après y avoir soutenu les Turcs pendant quelque temps, la nation chrétienne qui s'était prise de goût pour eux ne se brouillera point avec eux, ne les vaincra pas et ne s'emparera pas de la Syrie, surtout si cette nation chrétienne croit que la Syrie est une des routes de l'Inde. En attendant les obscurs événemens cachés dans la prophétie, il est toujours bon de savoir de la bouche de témoins éclairés et véridiques quel est l'état actuel des pays qui doivent tomber un jour entre les mains de l'Europe selon la croyance presque partout répandue en Orient et déjà en train de se vérifier, que l'Occident doit prévaloir sur l'Orient, et que l'Europe va étendre ses conquêtes sur l'Asie.

Tel est le but des recherches que j'ai faites et que j'aurai peut-être encore l'occasion de faire à l'aide des rapports, qui ne sont plus désormais confidentiels, des consuls anglais en Turquie.

SAINT-MARC GIRARDIN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 mars 1861.

Le curieux épisode de la discussion de l'adresse dans nos assemblées est enfin terminé. Nous n'avons pas lieu de rétracter, après ces longs débats, le jugement que nous portions d'avance sur la stérilité des discussions de l'adresse. L'importance qu'on leur donnait autrefois était un des côtés les plus contestables du régime parlementaire tel qu'on s'était habitué à le pratiquer chez nous depuis la restauration. C'était assurément la formalité parlementaire que les libéraux, dans leurs projets et leurs espérances sur l'avenir, se proposaient le plus expressément d'atténuer et de réduire. Aux yeux de ceux qui aiment le régime parlementaire, le principal défaut de cette formalité, c'est de donner une apparence de raison aux détracteurs des institutions représentatives. Les discussions de l'adresse font en effet une consommation stérile de temps : elles sont le prétexte de débordemens de paroles qui n'aboutissent, pour les affaires, à aucun résultat positif. On peut juger de l'abus de cette prodigue dépense de temps par ce qui vient de se passer. La session est ouverte depuis deux mois : qu'a-t-on fait au sénat et au corps législatif? On a discuté les adresses.

Nous nous plaindrions vivement, en d'autres circonstances, de tout ce temps perdu; mais les adresses de 1861 et les manifestations de vie politique auxquelles elles ont donné lieu échappent au reproche général que nous faisons à la pratique habituelle de cette formalité parlementaire. Elles marquent en effet la première heure du réveil de la vie politique, depuis neuf ans endormie en France; elles sont la première épreuve de l'expérience politique dont le décret du 24 novembre a donné le signal; elles ont mis les corps qui ont pour fonction de représenter la France en demeure de se prononcer sur les graves questions extérieures qui agitent l'Europe et semblent ouvrir une des plus grandes révolutions que notre civilisation européenne ait encore ressenties. A tous ces points de vue, les discussions de

l'adresse qui viennent de se terminer présentaient un attrait exceptionnel. Que de choses intéressantes n'avaient-elles pas à nous apprendre! Où retrouverions-nous la vie politique en France après neuf ans de sommeil et de songes? Que présager, d'après la première application, du décret du 24 novembre et de ses développemens nécessaires? Quel parti la France voudra-t-elle suivre dans cette ère de rénovation générale qui paraît commencer pour l'Europe?

La première de ces questions nous arrache un humble aveu. La belle au bois dormant que le décret du 24 novembre, ou pour mieux dire la révolution italienne, vient de réveiller chez nous, a quitté sa couche avec des idées et des manières qui, durant son sommeil, étaient passées de mode dans le monde des vivans. On a toujours remarqué qu'un des défauts des corps politiques est de s'accommoder difficilement au mouvement qui s'opère autour d'eux dans les idées et dans les choses. Si telle est la commune loi pour les corps politiques lors même qu'ils demeurent en communication avec la vie extérieure, qu'ils peuvent y puiser des inspirations et y réagir directement eux-mêmes, n'est-il pas naturel que nos assemblées représentatives aient dû, dans les circonstances où elles étaient placées, s'immobiliser dans une sorte de vétusté intellectuelle? Elles partageaient notre sort commun. Les ressorts ordinaires qui renouvellent la vie politique dans un pays étaient arrêtés aussi bien pour elles que pour nous. Plus d'initiative et d'activité dans la presse! Pas de communications entre l'opinion publique et les chambres au moyen de la reproduction des discours et de la participation des journaux aux discussions parlementaires! Plus d'action directe sur la politique du gouvernement, et principalement sur sa politique extérieure! L'action qui mêle les hommes et les modifie sans cesse par leur mutuel contact faisant défaut, chacun se cloîtrait dans sa petite Chine, sans laisser assouplir et façonner ses idées par les événemens et les idées d'alentour. Nous sommes convaincus que toute responsabilité entraîne avec elle des grâces d'état. Là où la responsabilité cesse avec l'action, ces grâces particulières sont bientôt évanouies. L'intelligence se rétrécit, la sagacité s'émousse; il ne reste bientôt plus rien qu'une obstination sénile. Nous avons avoué avec franchise la fâcheuse influence que cette stagnation forcée avait exercée sur une fraction autrefois importante du parti libéral, sur des hommes que nous aimons et que nous respectons. Les discussions de l'adresse ont prouvé qu'à bien peu d'exceptions près, on est dans tous les camps devenu tardigrade. L'éducation politique s'était arrêtée, et la première manifestation de notre vie publique, observée avec une attentive curiosité par les étrangers, nous a montrés singulièrement arriérés. Nous nous sommes réveillés tels que nous nous étions endormis; nous avons donné à l'Europe en 1861 l'exhibition d'hommes de 1851. Où se sont montrées l'énergie, la passion? Au sénat, au corps législatif, dans ce qu'il y a de plus vieux, de plus usé, de plus contradictoire à l'état actuel de l'Europe en fait d'in-

térêts, d'aspirations et d'idées. Protectionistes comme sous la restauration, papistes comme au temps de l'expédition de Rome, anglophobes comme aux beaux jours de Pritchard, tels nous sommes apparus, par l'organe de nos assemblées, à l'Europe étonnée et railleuse. Qu'on ne se trompe point à cette bizarre contradiction : il n'y faut voir que l'effet d'une interruption de dix ans dans la vie politique du pays. En quelques bonds, nous nous serons remis au courant.

C'est un fait curieux assurément, le contraste qui s'est ainsi révélé entre le sentiment dominant d'une assemblée représentative élue, telle que notre corps législatif, et les nécessités de la situation qu'ont créée de récens événemens. Ce contraste prouve-t-il, comme quelques-uns le pensent, que la dissolution du corps législatif soit nécessaire? La question ne nous regarde point, et, nous le confessons, nous intéresse médiocrement. Au point de vue de l'application du décret du 24 novembre, les débats du corps législatif ont fourni matière à des observations qui nous paraissent plus attachantes. On a vu pour la première fois l'effet que devaient produire sur le corps législatif la publication intégrale de ses séances et la mise en œuvre du système des ministres sans portefeuille. Les faits n'ont point trompé nos prévisions. Il est évident que le corps législatif, parlant plus directement à la fois au gouvernement et au public, a pris un sentiment plus vif de sa double responsabilité et de son importance. Cette première application du décret du 24 novembre a positivement agrandi la situation du corps législatif auprès du gouvernement et dans le pays. On l'a bien vu au ton des discours, aux mouvemens de l'assemblée, à la combinaison des votes. Nous sera-t-il permis de dire, avec ceux du reste qui ont pris part ou qui ont assisté aux discussions de l'adresse, que cette situation, bien qu'agrandie, n'est pourtant point nettement réglée encore? Comment se définira-t-elle? Il nous semble que le décret du 24 novembre a posé des principes, et qu'il abandonne le développement des conséquences à la pratique et à la tendance naturelle des choses : de là le sentiment qui porte un grand nombre de députés à regarder la situation présente comme transitoire. Déjà, à les entendre, des changemens notables s'annoncent dans les habitudes intérieures du corps législatif. Il en est un par exemple qui méritait d'être remarqué, car sous un fait matériel on y peut voir l'indice d'une tendance morale qui peut avoir une véritable signification politique : nous faisons allusion à la façon dont les divers groupes d'opinions ont commencé à se répartir sur les siéges de la chambre. Jusqu'à présent, les députés au corps législatif avaient pris leurs siéges sans se préoccuper de la distinction des opinions : les relations d'intimité ou de société décidaient seules les députés dans le choix de leurs places; mais lorsque les discussions politiques se passionnent et peuvent aboutir à des votes graves, il est naturel qu'on aime mieux se placer auprès de ceux auxquels on se sent lié par une communauté d'opinions qu'à côté de ceux auxquels on n'est uni que par des relations personnelles.

Les hommes qui partagent la même opinion éprouvent le besoin de se rapprocher matériellement, de se grouper sur les mêmes bancs, de former un faisceau par lequel chacun se sent soutenu dans le débat et dans le vote. C'est ce qui est arrivé cette année dans le corps législatif. On y a vu surtout les défenseurs les plus décidés du pouvoir temporel du pape se rapprocher et s'établir dans la même partie de la salle. Une droite s'est formée. Un ministre a eu beau dire qu'il ne pouvait y avoir dans le corps législatif ni droite, ni centre, ni gauche, dans le sens qui s'attachait à ces désignations sous le régime parlementaire : on ne peut aller contre la nature des choses, on ne peut empêcher ceux qui pensent de même de se réunir dans un même groupe. Il faut prévoir que ce rapprochement matériel, qui a une cause toute morale, produira à son tour des conséquences politiques qui ne seront pas moins naturelles. Après avoir été réuni par les idées, on prendra l'habitude de concerter les conduites; on se constituera et on agira en partis. La force des choses n'est-elle pas plus puissante que l'esprit de système? S'il était nécessaire d'apporter une démonstration nouvelle de cette vérité, on la trouverait précisément dans la conduite même des ministres sans portefeuille pendant la discussion. Si l'on raisonnait d'après la théorie des institutions actuelles, on devrait voir dans le corps législatif une assemblée consultative : l'adresse ne serait que la formule des conseils donnés par cette assemblée à l'empereur, pouvoir responsable; la discussion de l'adresse devrait s'engager entre les membres mêmes de l'assemblée; les ministres sans portefeuille ne devraient y intervenir que pour apporter sur les points contestés les éclaircissemens officiels nécessaires. En dehors des explications et des justifications qu'ils auraient à présenter, leur attitude entre les opinions opposées qui se manifesteraient dans la chambre devrait être celle de la neutralité. Voilà, nous le croyons, ce qu'indique la théorie bien entendue des institutions actuelles. L'événement a pourtant montré, par le rôle que les ministres sans portefeuille ont joué dans le débat, que les entraînemens et les nécessités de la pratique s'accordent mal avec la théorie. Des opinions contraires à la politique suivie par le gouvernement ont été soutenues avec feu et avec talent par des députés. Qui, avec une égale ardeur et une égale éloquence, a tenu tête à ces députés? D'autres membres de l'assemblée, leurs propres collègues?... Non, ce sont des ministres. Les ministres ont pris part à la discussion, comme autrefois les ministres, à la tête d'une majorité dont ils étaient les représentans et les organes, faisaient front contre les chefs et les organes de l'opposition.

Comment M. Billault et M. de Morny, qui ont pris dans la conduite de ces débats une part si distinguée, ont-ils posé le vote sur lequel les quatre-vingt-dix membres du parti catholique se sont comptés? Comme une question de confiance. Nous dirons à M. Billault et à M. de Morny, et sans les offenser, qu'ils n'ont point dépouillé le vieil homme, qu'ils ont agi là en véritables parlementaires. On ne pose dans une chambre des questions de

confiance que lorsqu'on y peut poser des questions de cabinet, et il ne saurait y avoir de questions de cabinet lorsqu'il n'y a pas de ministère responsable. Dans les adresses des chambres, l'empereur ne peut chercher que des approbations pour sa politique passée, des conseils pour sa politique future. Où en serait-on si la chambre avait à voter des questions de confiance, le vote contraire impliquant un acte de défiance? La chambre ne pourrait émettre ce vote contraire sans créer un conflit redoutable, sans prononcer sa propre dissolution. Où en serait-on si l'opposition à la politique suivie devait être considérée comme dirigée personnellement contre l'empereur, si la personne de l'empereur était toujours ainsi prise à partie et mise en jeu et par les adversaires et par les défenseurs des mesures du gouvernement? Ces façons d'agir nous conduiraient inévitablement à la résurrection de ces fictions constitutionnelles que M. de Pierre regrettait avec une spirituelle bonhomie, et non peut-être sans à-propos. Mais nous en avons assez dit pour montrer par ces tâtonnemens ce qu'il y a d'incertain, de transitoire, dans la première application du décret du 24 novembre.

Quoi qu'il en soit, la nouveauté du spectacle, l'intérêt excité par les perspectives de la situation politique ont tenu la France et on peut dire l'Europe attentives aux récentes discussions du corps législatif. Les plus grandes questions du présent ont été abordées. Hâtons-nous de dire que toutes n'ont point été traitées avec les développemens que réclamait leur importance. Nous n'en sommes point surpris. Les assemblées politiques sont ainsi faites qu'il leur est difficile d'avoir à la fois plus d'une grande préoccupation. Or, devant la préoccupation de la révolution italienne, toutes les autres questions devaient pâlir. Nous regrettons cependant que les membres libéraux de la chambre aient laissé échapper cette occasion d'ouvrir une large discussion sur la législation qui régit les journaux, et d'exposer les raisons manifestes qui classent la liberté de la presse parmi les premiers et les plus obligatoires principes de 1789. M. Jules Favre et M. Émile Ollivier ont dit sans doute de bonnes choses sur cette question; mais nous regrettons qu'ils ne l'aient point approfondie, qu'ils ne l'aient point éclairée et épuisée par une de ces argumentations complètes, décisives, qui font doctrine, et qui assurent par leur autorité le triomphe d'une juste cause. La question de la presse est la question vitale pour la liberté en France. Voilà pourquoi nous n'hésitons point à y revenir si souvent, sans redouter les ennuis que peut nous susciter notre persévérance. Parmi ces ennuis, le plus fâcheux pour nous serait la méprise dont nos paroles pourraient être l'objet de la part d'esprits prévenus. La réponse que nous avons adressée au discours par lequel M. Dupin étendait à la presse actuelle la solidarité des excès de la mauvaise spéculation a donné lieu à une méprise de ce genre. On a vu, dans un passage de cette réponse, une vague incrimination contre certains agens de l'administration. C'était méconnaître, on nous permettra de le dire, les habitudes que nous apportons dans la presse. Si nous avions le droit

d'accuser des agens du gouvernement, et si le rôle de délateur était à notre convenance, ce n'est point à de flottantes insinuations que nous voudrions recourir. Nous n'avons donc entendu répondre qu'en termes généraux aux accusations générales aussi que M. Dupin avait dirigées au sénat contre la presse. L'honorable sénateur, à propos de la catastrophe d'une maison de banque, reprochait aux journaux de n'avoir point en quelque sorte devancé l'action de la justice, et de n'avoir pas dévoilé au public des opérations qui lui paraissent dangereuses et répréhensibles. M. Dupin assignait ainsi à la presse une mission de tutelle sociale, et il lui reprochait de ne pas l'avoir remplie. Nous étions d'autant plus à l'aise pour répondre à M. Dupin que nous sommes de son avis sur la mission qu'il assigne à la presse, sur l'action bienfaisante qu'il attend d'elle. Nous croyons qu'en des matières où l'intervention du gouvernement est dangereuse ou impossible, la meilleure police préventive qui puisse exister est la liberté des journaux. Seulement, pour remplir ce rôle, pour porter la responsabilité que M. Dupin lui impute, il faut que la presse ait le courage et la puissance que lui donne le sentiment de sa sécurité, il faut qu'elle soit dans le droit commun, il faut qu'elle soit libre. Nous avons donc rappelé à l'illustre procureur-général les diverses entraves qui affaiblissent aujourd'hui les journaux, depuis l'autorisation administrative, sans laquelle aucune feuille ne peut être créée, jusqu'aux pénalités administratives ou judiciaires qui peuvent en amener la suppression, et dont la perspective agit sur les propriétaires de journaux comme une intimidation permanente. Enfin nous avons signalé aussi le danger de la pratique des avertissemens officieux. Certes, nous le reconnaissons, les avertissemens officieux partent d'un bon sentiment. C'est pour épargner à un journal les sévérités de la législation actuelle qu'un ministre honnête homme et indulgent peut juger utile de donner à ce journal le conseil de s'abstenir de telle polémique, de ne point toucher à telle question. Cette façon de gouvernement paternel, cet emploi de l'influence ministérielle nous ont cependant toujours paru pleins de périls; le moindre de ces périls n'est point à nos yeux d'exposer la bonne foi et les intentions loyales d'un ministre aux piéges que pourraient lui tendre, avant qu'ils ne fussent démasqués, des gens tels que ceux dont M. Dupin a flétri les manœuvres. L'honorable sénateur, reconnaissant comme nous les devoirs qui sont imposés à la presse, devrait donc aussi reconnaître que l'inaction qu'il lui reproche est plus imputable à sa faiblesse qu'à sa connivence : s'il la veut vigilante et forte contre les perfidies des intérêts malsains de la spéculation, qu'il se joigne à nous pour obtenir qu'elle soit libre.

Après la discussion à peine ébauchée de la législation de la presse, où l'on a négligé l'argument fourni par la verte attaque de M. Dupin, la question la plus importante qui ait été touchée est la situation financière. Si sur ce point le débat a été écourté, il n'y a pas lieu de s'en plaindre, puisqu'il sera repris avec toute l'ampleur nécessaire dans la discussion du budget. Un résultat a d'ailleurs été obtenu, M. Magne ayant donné à entendre qu'il serait

fait droit dans la prochaine session au vœu de la chambre réclamant avec une manifeste unanimité le vote du budget par chapitre. Mais tout l'intérêt de la discussion devait se concentrer sur la question italienne, sur ce problème du pouvoir temporel du pape et de l'unité de l'Italie, dont la solution entraîne ou l'avortement de la révolution au-delà des Alpes, ou l'accomplissement d'une révolution religieuse.

Chose étrange, le corps législatif n'a point voulu envisager avec décision l'une et l'autre face de cette question émouvante. Le *statu quo* actuel n'est point tenable à Rome, personne n'oserait affirmer le contraire. Le pape n'étant plus que le possesseur nominal de Rome et du patrimoine de saint Pierre sous la protection de vingt mille Français, le pouvoir temporel pontifical n'existe plus en réalité. Il n'y a que deux partis à prendre : ou reconquérir pour le pape les provinces qui formaient autrefois les états de l'église, ou se mettre d'accord avec la réalité, être conséquent avec les principes mis en avant par la politique du gouvernement français, cesser notre intervention, évacuer Rome. Le premier parti est tellement contredit par les faits et par l'esprit de la guerre que nous avons soutenue en Italie, que personne n'ose le conseiller nettement. On sent que la France ne peut plus retirer les Romagnes, les Marches, l'Ombrie au Piémont, sans replonger l'Italie dans le désordre volcanique que nous avions eu la prétention de faire cesser en rendant l'indépendance à la péninsule. Les partisans les plus ardens du pouvoir temporel du pape ne vont pas eux-mêmes jusqu'à demander que la restauration du souverain pontife soit accomplie par les Autrichiens sous les yeux de la France. Il semblerait donc que, devant ces impossibilités, les esprits indifférens, les opinions peu convaincues de la nécessité du maintien du pouvoir temporel dussent facilement se rallier au second parti, au parti logique et pratique de l'évacuation immédiate de Rome. Loin de là, l'amendement qui exprimait cette conclusion nécessaire de notre intervention en Italie, l'amendement qui concernait l'avenir et qui suggérait une solution nette n'a réuni que cinq voix. Au contraire, l'amendement qui demandait la suppression d'un membre de phrase de l'adresse où l'on voulait voir un blâme de la politique papale, un amendement rétrospectif qui impliquait un jugement sur le passé, n'indiquait aucune solution, laissait l'avenir dans le vague, a obtenu 90 voix. Au demeurant, le corps législatif, tout en laissant voir sa préférence pour la durée de l'occupation de Rome, s'en est tenu à la continuation d'un état de choses impossible. Il n'a fourni au gouvernement aucune indication nette de la politique à suivre. Il attend les événemens en fataliste, après avoir adressé à Dieu et à l'empereur le pieux *in manus tuas, Domine*. Il n'est donc sorti aucune lumière de ces débats sur la conduite immédiate et future de la France. Le gouvernement aura seul la responsabilité et l'embarras de la résolution à prendre. Nous louvoierons, nous attendrons jusqu'à ce qu'un accident nous ouvre la route où nous devrons entrer.

Puisque c'est hors de France que l'accident doit se produire, il faut sortir

de France pour essayer de le prévoir et en épier l'explosion. Si nous regardons du côté de l'Angleterre, nous y verrons toujours le vent souffler vers l'unité de l'Italie. Lord Palmerston, investi de ce gouvernement des cinq ports qui a été l'attribut honorifique de plusieurs grands hommes d'état anglais, de Pitt et de Wellington par exemple, lord Palmerston, qui a dû à cette occasion faire renouveler son mandat de membre de la chambre des communes, vient de comparaître devant ses électeurs et a célébré, à leur applaudissement, les actes de sa politique. Entre le tableau pompeux et vrai des progrès du gouvernement constitutionnel en Europe, où il voit une diffusion merveilleuse du génie de ces institutions que l'Angleterre possédait seule il y a soixante ans, et une fanfare en l'honneur des volontaires, le noble lord n'a pas manqué de saluer l'unité à peu près consommée de l'Italie; en bon collègue, il a fait honneur de ce résultat à l'habileté et à la fermeté de lord John Russell. Nous espérons que les Italiens n'accepteront pas ce compliment sans réserve, et consentiront à compter la France pour quelque chose dans l'établissement de leur indépendance et de leur unité politique. Les discours prononcés au parlement de Turin prouvent que les Italiens ne sont point ingrats envers nous; mais avouons que, s'ils gardent de la reconnaissance pour les services que la France leur a rendus, ce n'est point la faute des orateurs que le corps législatif a écoutés avec le plus de faveur et des politiques capricieux qui ont affiché une si bizarre hostilité contre la révolution italienne. Un des griefs de ceux-ci contre cette révolution, c'est qu'elle sert, suivant eux, les intérêts anglais; mais, tandis que l'Angleterre se proclame franchement italienne, que font des Français influens qui se montrent en toute circonstance prévenus contre l'Italie, hostiles à ses aspirations, contraires à l'unité, où elle veut trouver la force de constituer et de défendre son indépendance? Ne travaillent-ils pas eux-mêmes à nous enlever le fruit des services que nous avons rendus à l'Italie? Ne sont-ils pas les auxiliaires inconséquens de cette politique anglaise qu'ils dénoncent? Ne livrent-ils pas l'Italie à l'influence anglaise? Quant à nous, nous ne pouvons voir sans regret l'Angleterre, à laquelle l'émancipation de la péninsule n'a rien coûté, profiter de nos hésitations maladroites, prendre sur nous l'avance auprès des Italiens, et les encourager à cette unité dont nous leur marchandons le couronnement.

Malgré les bruits qui se sont récemment accrédités en Italie sur les projets belliqueux de l'Autriche, nous sommes persuadés que cette puissance, qui est pourtant l'adversaire née de l'unité italienne, songe moins que jamais à porter la guerre dans la péninsule. L'Autriche paraît décidée à rester sur la défensive; les mouvemens militaires qui ont été opérés derrière le Pô et le Mincio sont de simples mesures de défense. Entre l'Angleterre qui l'applaudit, l'Autriche qui la laisse faire, la France pour laquelle l'évacuation de Rome n'est plus qu'une affaire d'échéance incertaine, la politique de l'unité italienne a beau jeu, si elle ne se laisse point compromettre par les

impatiens et les imprudens. Nous ne sommes point étonnés de la vive confiance avec laquelle M. de Cavour s'est expliqué devant le parlement de Turin. La faiblesse de sa situation a quelquefois imposé à M. de Cavour des contradictions fâcheuses. Nous sommes certains que M. de Cavour a dû souffrir de ces ambiguïtés de conduite plus que ses adversaires ne l'imaginent. Parmi les hommes d'état contemporains, nous n'en connaissons pas au tempérament de qui la franchise aille autant qu'à M. de Cavour, et qui aient tiré un aussi grand parti de déclarations hardies jusqu'à la témérité. Affermi par sa foi dans la cause italienne et par sa confiance dans le succès, M. de Cavour prend volontiers l'opinion publique pour confidente de sa pensée. Cette sincérité courageuse est un des plus sûrs ressorts de l'empire qu'il a pris sur elle. Rien n'est efficace pour l'action comme ces déclarations saisissantes, imprévues, qui surprennent les esprits, les font travailler et gagnent leur complicité aux grands desseins auxquels on les associe. M. de Cavour vient d'exécuter un de ses plus étonnans et de ses plus osés coups de théâtre : il a déclaré que Rome est la capitale nécessaire de l'unité de l'Italie, et en même temps il s'est en quelque sorte moralement emparé de Rome en promettant à l'église, pour prix du pouvoir temporel, la liberté religieuse absolue. Que de simples écrivains comme nous aient soutenu, en se plaçant au cœur de l'intérêt religieux, que le pouvoir temporel était loin d'être nécessaire au pouvoir spirituel du pontife et aux intérêts religieux du catholicisme : cette opinion, bien qu'elle ait été défendue avec éclat après 1830 par une illustre école, pouvait être accueillie comme une illusion théorique et comme une thèse paradoxale. Nous-mêmes, en demandant la cessation du pouvoir temporel et en y voyant l'affranchissement véritable du gouvernement spirituel de l'église, nous ne considérions point cet affranchissement comme immédiat, nous pensions qu'il serait le prix des efforts qu'aurait à faire la vitalité religieuse au sein du catholicisme pour acquérir sa propre liberté par le progrès de la liberté générale. Nous pensions que les catholiques, n'étant plus liés par ces traités avec l'état, par ces concordats que les convenances ou les nécessités du pouvoir temporel imposaient aux papes, ne pouvant plus dès lors invoquer auprès de l'état leur liberté religieuse qu'au même titre que leur liberté civile et politique, seraient tenus par les obligations de leur foi, comme ils le sont dans les pays où un culte différent est la religion de l'état, de faire prévaloir auprès des gouvernemens les garanties de la liberté politique. Le succès dans cette voie aurait dépendu de l'énergie du sentiment religieux au cœur des catholiques, et devait être à nos yeux l'œuvre du temps. Or c'est cette liberté dont la conquête eût été laborieuse, soumise aux chances et aux lenteurs des luttes politiques, que M. de Cavour offre tout de suite et complétement au pape et à l'église catholique en échange du principat temporel de Rome.

La concession est si énorme qu'elle est peu comprise encore hors d'Ita-

lie. Elle est faite pour surprendre en France toute cette école de légistes qui ont hérité des traditions et des défiances de l'ancien régime, qui sont disposés à donner à l'église de grands avantages temporels, mais qui lui cherchent éternellement chicane sur son domaine, interviennent le plus qu'ils peuvent dans son organisation et sa discipline, et en lui faisant une part énorme dans l'état lui contestent ses prérogatives légitimes dans la sphère de la morale et de la foi. Ces légistes tomberont partout à la renverse, eux qui croient l'état toujours menacé par les empiétemens de Rome malgré les droits dont le pouvoir laïque est armé, droit d'*exequatur*, de présentation et de nomination des évêques, d'appel comme d'abus, et ils accuseront M. de Cavour, ou de manquer de sincérité, ou de trahir par une extravagance les intérêts de la puissance laïque. Cette concession est pourtant comprise en Italie; elle y est d'une plus facile application que dans tout autre pays. Elle éveillera de sérieux scrupules dans l'âme d'un pape. Pour peu que l'on connaisse l'histoire de l'église, on n'ignore point les tortures qu'ont causées aux papes pieux les concessions qu'ils ont dû faire dans les concordats sur des matières qu'ils considéraient comme appartenant au domaine spirituel. En proposant au pape la liberté de l'église, M. de Cavour fait une attaque violente et respectueuse à la conscience de Pie IX. Une partie de la cour de Rome verra sans doute un piége dans cette offre; mais il y a aussi en Italie et à Rome de nombreux membres du clergé attachés à la cause nationale, et qui n'ont pas peur de la liberté : il y en a même chez les jésuites. Le père Passaglia est un représentant distingué de ces jésuites libéraux. Ceux-ci ne cachent point leur sympathie pour cette solution de la question romaine. Il leur semble que le pape, mis en demeure de choisir entre le bien spirituel de l'église et ses propriétés territoriales, ne saurait hésiter. Ils espèrent qu'à Rome le parti religieux opposé au parti politique, qui a pour chefs le cardinal Antonelli et M. de Mérode, l'emportera et fera pencher le pape du côté de la jeune Italie. Ils font valoir aux yeux du saint-père l'influence que la liberté de l'église établie en Italie aurait sur l'organisation catholique dans les autres pays. Partout le catholicisme tendrait à obtenir les libertés qui lui seraient accordées dans la péninsule, et qu'après un tel exemple il serait difficile de lui refuser ailleurs. Ils font entrevoir au pape qu'une ère nouvelle s'ouvrirait ainsi à la religion, que ce serait la fin des servitudes que le concordat, le gallicanisme et le joséphisme lui avaient infligées.

Quelle sera l'issue de ce grand combat de conscience qui va se livrer au sein de la cour de Rome? Nous n'essaierons point de le prédire. La dernière allocution consistoriale prononcée par le pape n'est point de nature à donner de grandes espérances à la solution libérale dont M. de Cavour a pris l'initiative avec une calme intrépidité, en dépit du violent langage du saint-père. Quant à ceux qui douteraient de la sincérité avec laquelle M. de Cavour présente à l'église cette transaction, le ministre italien leur a ré-

pondu par les opinions connues de toute sa vie. M. de Cavour n'a point attendu la question romaine pour se déclarer ami de la liberté religieuse; il s'est même opposé dans le parlement piémontais à l'*incamération* des biens de l'église. Ceux qui, comme M. de Cavour, ont trempé leur esprit dans une forte éducation libérale, bien loin de douter de sa sincérité, s'associeront à sa confiance. Il nous semble que les catholiques ne pourraient refuser les conditions qui leur sont offertes sans paraître douter de la vitalité et de la puissance de leur foi. Il n'est pas plus permis aux libéraux de douter des vertus de la liberté et d'affecter des craintes sur l'emploi qu'en pourrait faire l'organisation catholique. Il faut laisser à la tyrannie ces hypocrisies et ces lâchetés. Pour notre part, nous félicitons M. de Cavour de la persévérance avec laquelle il réclame la capitale de l'Italie et du grand acte de foi en la liberté par lequel il ouvre à la cour de Rome une large voie de conciliation.

Une des vertus ordinaires des temps de trouble et de rénovation tels que ceux que nous traversons est de susciter des hommes d'initiative et des caractères énergiques. S'il en est ainsi, il n'est pas de pays qui soit plus que l'Autriche dans les conditions où se produisent les hommes de cette trempe. La diète hongroise et les diètes provinciales de l'empire vont se réunir. Nous touchons donc au moment où, suivant les prédictions pessimistes, doivent éclater les déchiremens intérieurs de l'Autriche. Nous ne savons si les fâcheuses prévisions s'accompliront; les luttes, les conflits paraissent pourtant inévitables. Quels sont les hommes qui, dans cette mêlée, prendront la direction des esprits? — Du côté du gouvernement, on ne voit que M. de Schmerling. Le ministre d'état autrichien a plusieurs des qualités qu'exige la situation de l'Autriche. Il a déjà montré en 1848 qu'il a l'esprit ouvert aux pensées d'innovation, de réforme et de progrès, qu'il n'est point esclave des routines, et il a fait preuve aussi à Francfort de décision et d'énergie dans l'action. Il est plus difficile de dire quels chefs en définitive suivra la Hongrie. A côté de ce grand respect du droit historique qui distingue les nations conservatrices et libérales, et dont elle est pénétrée plus qu'aucune autre, la Hongrie semble exposée aux inspirations d'une sorte de génie chimérique et inquiet. Plus que jamais nous souhaitons qu'elle se tienne en garde contre les tentations de ce mauvais génie, auquel elle peut imputer la plupart de ses malheurs passés. Le mouvement de rénovation nationale et libérale que la révolution italienne a inauguré en Europe s'est distingué jusqu'à présent par une modération à la fois généreuse et habile. Tous les amis des peuples et de la liberté doivent souhaiter, pour le succès final, que ce caractère de modération soit conservé jusqu'au bout à l'œuvre commune. La première violence, la première maladresse brutale pourraient donner le signal d'une réaction qui s'étendrait aussi généralement que nous avons vu se propager le mouvement réformateur. La Pologne donne en ce moment un exemple touchant de cette modération. Qui ne sent en Europe

la force de cette nation désarmée et suppliante, qui n'attend que de l'attitude de sa muette douleur la restauration de ses droits? L'influence de la revendication polonaise agit puissamment sur la Russie. On assure que le tsar n'est point éloigné de rendre à la Pologne les institutions que le traité de Vienne lui avait garanties; mais de son côté aussi la Russie a reçu la contagion libérale. L'empereur Alexandre comprend que le jour où un gouvernement constitutionnel sera rendu à la Pologne, il sera impossible de refuser un gouvernement semblable à la Russie. La cour de Saint-Pétersbourg trouve que c'est assez pour le moment d'avoir sur les bras cette affaire de l'émancipation des serfs, qu'elle a noblement entreprise, et qu'elle voudrait avant tout mener à fin. Il y a là peut-être une timidité qui calcule mal les nécessités politiques du moment. Ne doit-on pas à la noblesse russe une compensation de l'abolition du servage, et la compensation la plus naturelle, la plus logique, la plus honorable, n'est-elle point l'élévation des classes propriétaires et éclairées à la liberté politique?

Le mouvement des nationalités qui, sur tant de points, autorise d'heureuses espérances a sa note dissonante dans cette chicane sempiternelle engagée entre l'Allemagne et le Danemark à propos du Holstein d'abord, et subsidiairement du Slesvig. La diète holsteinoise d'une part a rejeté les concessions que lui offrait le gouvernement danois; de l'autre, le délai de six semaines que la diète germanique avait accordé au Danemark est expiré, et la diète, dans la première séance après les vacances de Pâques, devra s'occuper des mesures relatives à l'exécution fédérale. Nous n'avons plus à parler du fond de cette fâcheuse question : nous n'examinerons pas si l'interprétation littérale des traités donne raison à l'Allemagne contre le Danemark à propos du Holstein. Ce qui est constant, c'est que le Danemark est plus libéral que les hobereaux du Holstein, ses adversaires. Les délais prescrits par les lois de la confédération germanique retarderont encore quelque temps l'exécution fédérale. Les ministres anglais ont dit dans le parlement que ces délais pourraient ajourner à six mois un regrettable conflit entre le Danemark et l'Allemagne. Nous craignons que, malgré les lenteurs allemandes, la situation actuelle ne puisse être prolongée encore plus de trois mois. Espérons que ce temps sera mis à profit et permettra d'arriver à un arrangement amiable.

Mais qu'est-ce que cette querelle ingrate de la vaste Allemagne et du petit Danemark auprès de la crise qui partage en ce moment les États-Unis en deux confédérations? — Dans cette révolution américaine, une première épreuve est heureusement traversée. L'inauguration du nouveau président, M. Lincoln, a pu se faire paisiblement à Washington malgré toutes les prédictions qui avaient annoncé que cette cérémonie serait traversée ou empêchée par la violence. M. Lincoln a reçu au Capitole le pouvoir présidentiel des mains de son prédécesseur. Le lendemain, M. Buchanan partait pour son domaine. Arrivé à Lancaster, l'ancien président a prononcé quel-

ques paroles pour remercier la foule venue au-devant de lui. Il a fait ses adieux à la vie politique et a demandé pardon à ceux qu'il aurait pu, dans sa longue carrière, avoir offensés par ses actes ou par son langage; il a annoncé qu'il allait consacrer ses derniers jours à distribuer ses bienfaits aux veuves et aux orphelins, et a terminé sa harangue en priant le ciel de maintenir l'union américaine. C'était bien de prières qu'il s'agissait pour M. Buchanan, s'il avait énergiquement et sincèrement voulu la conservation de l'union! Les derniers actes de son administration ont, on peut le craindre, rendu irrévocable la dissolution de la confédération. M. Buchanan n'a employé aucun des moyens nécessaires pour conserver les forteresses fédérales dans les états séparatistes. Il n'a pris aucune mesure défensive contre la séparation. Les forces maritimes des États-Unis ont été dispersées par lui dans des stations éloignées; les forces militaires qu'il a laissées à son successeur sont d'une insuffisance ridicule; il n'a pas même ravitaillé le fort Sumter, dont M. Lincoln est obligé d'ordonner l'évacuation parce qu'aucun navire ne pourrait l'approcher sans s'exposer au feu des batteries que les Caroliniens ont pu élever à leur aise. Il n'est donc point surprenant que les débuts de la présidence républicaine soient faibles, hésitans, comme l'ont été les derniers momens de l'administration de M. Buchanan. Celui-ci n'a légué à M. Lincoln qu'un pouvoir sans puissance. Tandis que le gouvernement de Washington est ainsi frappé de paralysie, le sud déploie au contraire, sous la conduite de son président, M. Jefferson Davis, une grande activité, et fait des préparatifs vigoureux de défense. Ces ardens Américains du sud affectent de ne point craindre que la guerre servile fasse diversion à la guerre civile et la complique à leur détriment. Ils se proposent de recruter des soldats parmi leurs esclaves. Pendant que les hommes du sud ne respirent que guerre, les états intermédiaires, qui ont à leur tête la Virginie, interdisent aux états du nord l'emploi de moyens coercitifs contre la confédération séparatiste en les menaçant, s'ils ne sont point écoutés par eux, de se joindre au sud. Cette tactique par laquelle on s'efforce d'intimider le nord a pour organe dans le sénat M. Douglas. Ce sénateur s'est hâté de commenter le manifeste de M. Lincoln dans un sens pacifique, comme pour lier le président à la paix. Si ces efforts réussissent à maintenir l'union et préviennent l'effusion du sang américain, il faudra les louer; mais qui peut dire, s'ils facilitent au contraire la séparation, qu'ils auront conjuré toute chance de guerre entre deux républiques divisées par des intérêts contraires et des passions si violentes? E. FORCADE.

REVUE MUSICALE.

Le *Tannhäuser*, de M. Richard Wagner.

Il vient de se passer sur le théâtre de l'Opéra l'événement musical le plus curieux de l'année. Le *Tannhäuser* de M. Richard Wagner y a été représenté le 13 mars devant un public immense et en présence du chef de l'état. Paris a pu non-seulement juger enfin avec connaissance de cause le mérite d'une œuvre qui a été fort discutée en Allemagne depuis une quinzaine d'années, mais apprécier aussi le système sur lequel s'est appuyé l'auteur pour défendre le produit de son imagination; car on n'ignore pas que M. Richard Wagner est à la fois le poète, le compositeur et le philosophe d'une nouvelle forme de drame lyrique qui a soulevé au-delà du Rhin d'interminables débats. L'apparition du *Tannhäuser* sur le grand théâtre de l'Opéra de Paris aura au moins ce bon résultat de mettre fin à des controverses oiseuses.

Le sujet de la pièce est tiré d'une légende allemande du XIIIe siècle, et se rattache à une institution nationale de cette époque, à l'existence des *minnesinger*, ces poètes chanteurs du moyen âge qui ont précédé la première renaissance littéraire, qui date du XIVe siècle. Le fond de cette pieuse légende, qui porte bien l'empreinte de l'époque où elle a été conçue et du peuple dont elle exprime les naïves croyances, c'est la lutte, toujours persistante dans notre nature, du paganisme et du christianisme, de l'amour des sens qu'inspire Vénus et de celui qui vient de l'âme, et qui se contente de l'émotion divine que nous procure l'idéal. C'est la même question qu'ont traitée si souvent les cours d'amour et les troubadours de la langue d'oc. Tannhäuser, un beau et vaillant chanteur de la Thuringe, s'est égaré, on ne sait trop comment, dans une contrée lointaine qu'on appelle le Venusberg, c'est-à-dire la montagne de Vénus. Il est là, dans une grotte enchantée, sous le charme de la déesse des voluptés, qui l'enivre de plaisirs, comme Armide s'efforce d'endormir Renaud de ses magiques séductions. Cependant Tannhäuser soupire, et le souvenir de sa poétique jeunesse s'élève dans son cœur et empoisonne les voluptés dont on l'abreuve. Il veut partir, et Vénus ne fait pas moins d'efforts pour retenir sa conquête qu'Armide pour convaincre Renaud de rester son esclave heureux; mais, après une lutte absolument semblable à celle qui a lieu entre Armide et Renaud, Tannhäuser s'échappe du Venusberg. Il se trouve tout à coup, on ne sait encore de quelle manière, au milieu d'une grande et belle vallée où il est reconnu par ses anciens confrères les chanteurs et par le landgrave de Thuringe. On le questionne, on lui demande d'où il vient, ce qu'il a fait, et pourquoi il a

quitté ses amis, qui étaient si heureux de le posséder. Sans répondre d'une manière bien nette, Tannhäuser dit qu'il a commis une grande faute, et qu'il faut qu'il l'expie en s'éloignant de tout ce qu'il aime. Un ami, Wolfram, lui dit alors tout bas : « Tu oublies donc Élisabeth, la noble nièce du landgrave, qui a perdu les grâces et l'enjouement de sa jeunesse depuis que tu nous as quittés? » A ce nom adoré, Tannhäuser se décide à revenir à la cour du landgrave de Thuringe. Ainsi finit le premier acte.

Le second acte transporte la scène à la Wartbourg, dans la grande salle des chanteurs, où Tannhäuser, conduit par Wolfram, pénètre et retrouve Élisabeth, le cœur tout rempli de son souvenir. Après la reconnaissance des deux amans et les explications qui s'ensuivent a lieu la fête des chanteurs, commandée par le landgrave pour célébrer une date glorieuse de l'histoire nationale. Le landgrave est un grand protecteur de l'art de bien dire et du gai savoir. En présence des seigneurs et des grandes dames de la Thuringe, le landgrave déclare du haut de son trône que celui qui aura le mieux approfondi la nature de l'amour et son influence sur la destinée de l'homme recevra pour récompense la main d'Élisabeth. A cette proposition, qui excite l'ambition de tous les poètes chanteurs, Wolfram d'Eschenbach se lève, prend sa lyre, et chante les merveilles du véritable amour, de l'amour idéal, *qui est chose si haute,* comme le disait un poète français de la même époque, Chrétien de Troyes. L'assemblée applaudit chaudement aux nobles paroles de Wolfram, ce qui pique la vanité de Tannhäuser, qui se lève brusquement, et, sur sa lyre frémissante, se met à célébrer une passion moins chaste et moins contenue, celle qui aspire tout simplement à la possession de l'objet aimé. Élisabeth, qui est partiale pour Tannhäuser, qu'elle aime secrètement, paraît approuver cette manière d'envisager l'amour; mais le reste de l'assemblée en est scandalisé. Un troisième chanteur, Walther, réplique à Tannhäuser que l'amour véritable est comme la vertu, qui se fortifie par la lutte et l'abstinence, et succombe par la satiété, et que c'est dans le cœur seul que fleurit cette belle fleur de l'idéal. Tannhäuser, qui n'a pas oublié le séjour qu'il a fait au Venusberg, persiste à dire qu'il ne comprend rien à cet amour abstrait de l'intelligence, et que, pour lui, il ne connaît d'autre amour que celui qui a peuplé l'univers. Ces paroles excitent dans l'assemblée une profonde indignation. Tout le monde s'écrie : « Il est perdu! il est damné! il a laissé son âme au Venusberg! » Élisabeth le défend, au péril de sa vie, contre ses ennemis acharnés, qui tous ont mis l'épée à la main. Le landgrave, d'un front sévère, ordonne alors que Tannhäuser soit expulsé de sa cour et du pays de la Thuringe. Tannhäuser, revenu un peu à de meilleurs sentimens, prend la résolution d'aller en pèlerinage à Rome pour y reconquérir la grâce du baptême, qu'il a perdue. Le troisième acte offre aux regards la vallée de la Wartbourg, où la pauvre Élisabeth est agenouillée au pied d'une image de la vierge Marie, dont elle invoque l'intercession pour le salut de Tannhäuser, qu'elle attend en vain depuis si longtemps. Tannhäuser apparaît bientôt sous un costume de pèlerin, et il raconte à Wolfram, qui se trouve là sur la route, le résultat de son voyage à Rome. Le pape n'a pas exaucé sa prière, et il lui a répondu que, tant qu'il ne pousserait pas des feuilles sur le bout de sa crosse, Tannhäuser n'obtiendrait

pas le pardon de sa faute. « Que vas-tu faire? lui demande Wolfram. — Je retourne au Venusberg, répond Tannhäuser. — Insensé, réplique Wolfram, tu es perdu à jamais! » Une lutte s'engage alors entre Wolfram, qui représente le bon principe, et Vénus, qui apparaît, comme un rêve au fond du théâtre, à son cher Tannhäuser, qu'elle tire tant qu'elle peut de son côté. Enfin le christianisme l'emporte sur la volupté païenne, et Tannhäuser, en voyant le corps inanimé de la pauvre Élisabeth, expire près d'elle en s'écriant : *Sainte Élisabeth, prie pour moi!*

Par cette analyse, que nous avons rendue aussi claire que possible, on peut se convaincre que la légende du *Tannhäuser,* telle que M. Wagner l'a traitée, ne contient pas l'étoffe d'un drame lyrique. Aucun caractère n'y est dessiné, aucune passion n'y est fortement accusée, et les personnages qu'on y voit apparaître semblent moins des êtres humains, soumis comme nous aux vicissitudes de la vie, que des symboles métaphysiques plus dignes de figurer dans un dialogue de Platon que dans une action dramatique. La langue poétique de M. Wagner est d'une obscurité, d'une densité, si je puis m'exprimer ainsi, qui serait propre à transmettre la pensée équivoque d'un oracle; mais pour exprimer les sentimens finis, les passions déterminées du cœur humain que la musique doit revêtir de ses magiques couleurs, il faut à la fois une langue claire et flottante qui dessine l'objet, sans trop l'étreindre. Les *étoiles,* le *ciel bleu,* les *harpes célestes,* les *espaces immenses des cieux,* les *phalanges divines,* tout le galimatias de la poésie lyrique d'un ordre très inférieur, dont l'imagination de M. Wagner est empêtrée, ne peut faire illusion à un public français qui veut tout comprendre, même ce qu'on lui chante. En un mot, le *Tannhäuser* est un conte bleu mal disposé pour la scène, sans action, sans caractères et sans intérêt, un thème banal et enfantin, une de ces questions précieuses de métaphysique sentimentale qu'on traitait volontiers dans les cours d'amour du moyen âge, dans les académies de la renaissance ou à l'hôtel de Rambouillet.

M. Wagner est bien un artiste de son pays et de son temps qui a les qualités et les défauts d'une époque de décadence : c'est un quasi-poète enté sur un critique, un musicien issu d'une théorie qu'il a fabriquée lui-même, pour venir en aide à sa propre cause. Tout est factice en lui, tout est voulu, prémédité dans son œuvre, où manquent les premières qualités du génie, qui sont la spontanéité de l'imagination et la sincérité du sentiment. On dirait un sophiste cherchant à abuser le public sur la nature des choses et s'efforçant de trouver des raisons spécieuses pour masquer ses propres infirmités. M. Wagner, qui a plus d'ambition dans la volonté que de souplesse dans le talent, plus de théorie dans l'esprit que de véritable émotion dans le cœur, M. Wagner vise au compliqué, au grandiose, quelquefois et plus souvent au monstrueux, et il semble méconnaître tout ce qu'il y a de sublime et de divin dans la simplicité. Dans une lettre qui sert de préface à la traduction de quatre poèmes d'opéra publiée à Paris il y a peu de mois, l'auteur du *Tannhäuser* jette un coup d'œil rapide sur l'histoire de la musique. Dans cette lettre curieuse dont un musicien allemand d'un talent solide et reconnu, M. Ferdinand Hiller, a déjà réfuté les fausses doctrines avec une verve piquante dans deux articles de la *Gazette de Cologne,*

M. Wagner se donne libre carrière et refait l'histoire de l'art au profit de ses prétentions de réformateur. Il y méconnaît complétement cette loi de progression qui se manifeste dans tous les travaux de l'esprit humain, et fait une querelle à la mélodie des opéras italiens de n'avoir pas revêtu, au commencement du XVIIIe siècle, les formes compliquées qu'elle a pu recevoir de nos jours! C'est absolument comme si M. Wagner voulait que les Cimabuë, les Giotto et les Fra Angelico n'eussent pas précédé et préparé l'avénement des Raphaël et des Michel-Ange. Si la mélodie italienne, sous la main de Pergolese, de Leo, de Jomelli, de Piccinni et de Cimarosa, est *bâtie sur une base harmonique si misérable qu'on peut à son gré la priver de tout accompagnement,* comme l'affirme M. Wagner, c'est qu'alors cette mélodie savante était une grande nouveauté dans l'art, et qu'on était charmé d'entendre exprimer, par une voix humaine bien exercée, un sentiment vrai sous un chant facile qui en doublait la puissance. L'orchestre et l'harmonie de Jomelli ne sont déjà plus l'orchestre et l'harmonie de Pergolese, qui n'étaient pas aussi simples qu'on serait tenté de le croire, comme l'orchestre, les morceaux d'ensemble et les harmonies de Rossini ne ressemblent plus aux formes de Jomelli et de Piccinni. C'est le temps et le génie particulier de chaque maître qui ont amené successivement ces transformations dans l'art musical appliqué au drame et à la comédie lyrique, et il est aussi insensé d'exiger que *le Mariage secret* de Cimarosa ressemble au *Freyschütz* que de s'étonner que les symphonies d'Haydn et de Mozart ne contiennent pas les magnifiques développemens et l'inépuisable fantaisie qu'on admire dans les poèmes symphoniques de Beethoven. En général, la critique de M. Wagner manque de justesse, d'étendue et d'impartialité. Il confond les époques, les genres, aussi bien que le génie de chaque peuple, qui imprime à l'art cette variété de tendances qu'il faudrait créer, si elle n'existait pas dans la nature et dans l'histoire, car où est la nécessité que les productions compliquées de Sébastien Bach, ses vastes oratorios, ressemblent aux messes et aux madrigaux de Palestrina, que les oratorios bibliques de Haendel reproduisent les motets, les messes et les cantates de Scarlatti, que les opéras de Glück ne se distinguent pas profondément de ceux de Jomelli et de Piccinni? Ne vaut-il pas mieux que la France ait donné le jour aux charmans génies qui ont exprimé ces sentimens, tels que Grétry, Dalayrac, Méhul, Boïeldieu, Hérold et M. Auber, plutôt que d'imiter servilement les maîtres italiens ou ceux de l'école allemande? Avec une érudition suspecte et une science plus que légère, M. Wagner tranche des questions importantes, comme celle de la non-existence de l'harmonie chez les Grecs, qui est encore l'objet de plus d'un doute de la part des hommes compétens qui l'ont approfondie, et, de ces prémisses tout arbitraires, M. Wagner tire des conséquences qui ne le sont pas moins.

Une des idées les plus contestables de la théorie de M. Wagner, c'est de prétendre que la poésie qui s'allie à la musique et qui lui sert de fil conducteur doit avoir au moins une part égale d'importance dans la fusion harmonieuse des deux élémens. Comme l'a très bien remarqué M. Hiller dans les deux excellens articles que nous avons déjà cités, cette égalité d'influence est impossible dans le drame lyrique, où la musique joue le principal

rôle, et où elle absorbe nécessairement dans la langue qui lui est propre le sens purement logique de la parole. Ce serait retourner à l'enfance de l'art, aux opéras de Monteverde et de ses successeurs, aux tragédies lyriques de Lulli, où les vers de Quinaut sont à peine revêtus d'une maigre sonorité et traduits par un récitatif continuel qui s'épanouit rarement en une mélodie franche et développée. Cela suffisait alors pour charmer et pour émerveiller la cour de Louis XIV et les beaux esprits de son grand siècle, parce que, la musique ne faisant que de naître, on était ravi de la voir s'allier pour la première fois à la poésie dans une action noble, accompagnée d'un grand spectacle; mais il serait aussi impossible, aussi absurde de se priver des immenses richesses, des ressources infinies accumulées dans l'art musical par deux cents ans de travaux et une nombreuse succession de beaux génies, que de se contenter de nos jours des maigres paysages des van Eyck, qui les premiers ont essayé de rendre sur la toile l'aspect de la nature et du monde extérieur. Je sais bien que M. Wagner ne repousse pas les immenses ressources de l'art moderne pour produire les effets qu'il médite, et qu'il veut au contraire que le drame de l'avenir soit une mélopée inhérente à l'action accompagnée par la grande mélodie symphonique. Qu'entend M. Wagner par la grande *mélodie?* Laissons-lui un instant la parole pour expliquer sa pensée : « La grande mélodie telle que je la conçois, dit-il page 64 de sa préface, est celle qui enveloppe l'œuvre dramatique tout entière. Le détail infiniment varié qu'elle présente doit se découvrir, non pas seulement au connaisseur, mais au profane, à la nature la plus naïve, *dès qu'elle est arrivée au recueillement nécessaire.* Elle doit produire d'abord dans l'âme une disposition semblable à celle que produit une belle forêt au soleil couchant sur le promeneur qui vient d'échapper aux bruits de la ville. Cette impression, *que je laisse au lecteur à analyser, selon sa propre expérience, dans tous ses effets psychologiques,* consiste dans la *perception d'un silence de plus en plus éloquent...* Celui qui se promène dans la forêt, subjugué par cette impression générale, s'abandonne alors au recueillement: ses facultés, délivrées du tumulte et du bruit de la ville, se tendent et acquièrent un nouveau mode de perception; doué pour ainsi dire d'un sens nouveau, son oreille devient de plus en plus pénétrante;... il entend ce qu'il croit n'avoir jamais entendu;... les sons deviennent de plus en plus retentissans; à mesure qu'il entend un plus grand nombre de voix distinctes, de modes divers, il reconnaît dans ces sons qui s'éclaircissent, s'enflent et le dominent,... la grande, l'unique mélodie de la forêt... Cette mélodie laissera en lui un éternel retentissement; mais la redire lui est impossible;... il faut qu'il retourne dans la forêt, et qu'il y retourne au soleil couchant, car, sans cela, que pourrait-il entendre, *si ce n'est quelque mélodie italienne?* » Berlioz, Berlioz, pends-toi, tu es dépassé, et jamais tu n'en as dit autant dans tes feuilletons les plus drolatiques. Vivent l'avenir et la grande mélodie de la forêt vierge! Il y a beaucoup de cette mélodie-là dans la partition du *Tannhäuser,* que nous allons enfin analyser.

L'ouverture de ce drame symbolique est bien connue : elle a été exécutée l'année dernière aux trois concerts donnés par M. Wagner au Théâtre-Italien. C'est un grand corps mal bâti, où l'on remarque une interminable

phrase, dessinée par les violons, qui dure plus de cent mesures. Sur ce trai persistant qui paraît avoir un sens profond, puisque l'auteur le fait revenir plusieurs fois dans le cours de sa légende, les instrumens à vent, particulièrement les trombones, jettent une sorte de clameur accentuée qui forme la péroraison de cette mystérieuse préface. L'ouverture en soi n'est pas bonne; le coloris en est terne, et la charpente défectueuse. L'ouverture du *Freyschütz*, celles d'*Oberon* et d'*Euryanthe*, les ouvertures de *Don Juan* et de *la Flûte enchantée*, les quatre ouvertures de *Fidelio*, celle de *Guillaume Tell*, l'ouverture de *Médée*, de Cherubini, celle du *Jeune Henri*, de Méhul, qui est si connue, sont des morceaux de musique instrumentale qui portent avec eux leur signification, des raccourcis éclatans et vigoureux qui n'ont pas besoin d'un commentaire psychologique pour être facilement compris de tous. On sent tout d'abord que M. Wagner est un esprit confus qui embrasse plus qu'il ne peut étreindre.

Au lever du rideau, on aperçoit une vaste grotte où Vénus est couchée mollement ayant à ses pieds Tannhäuser assouvi et soupirant, songeant à je ne sais quel autre bonheur plus salutaire à son âme énervée; des nymphes, des faunes, des bacchantes, tout le personnel du vieil olympe danse autour du couple amoureux. Vénus s'inquiète de la taciturnité hébétée de Tannhäuser, et lui demande : —A quoi songes-tu, ô toi que j'aime?—Un rêve que j'ai fait, répond Tannhäuser, m'a rappelé les jours de ma jeunesse et les *joyeux tintemens de la cloche matinale*.—On ne peut pas s'imaginer de quelle espèce de musique M. Wagner a enveloppé cette scène de volupté, qui est un des lieux-communs les plus usés de la poétique de l'opéra. Ni la danse des nymphes, ni l'interminable dialogue des deux amans, qui se querellent sans se comprendre et sans que jamais les deux voix parviennent à s'étreindre et à former un ensemble tolérable, n'ont inspiré au compositeur un rhythme, une harmonie, une idée musicale quelconque qui fasse saillie au-dessus d'un vaste grouillement de sons où l'oreille éperdue ne sait à quel accident se prendre. Je n'exagère pas, et je prie le lecteur de croire que j'atténue l'expression de la vérité en disant que toute cette première scène du *Tannhäuser*, qui a été écrite à Paris et qui révèle la dernière manière du maître, ne peut se comparer à rien de ce qui existe en musique. C'est le chaos, c'est le néant, mais le chaos et le néant scientifiques; c'est cette grande *mélodie de la forêt* qui n'a rien de commun avec la mélodie italienne et qu'on ne peut goûter qu'au *soleil couchant*. Vous croyez peut-être que je plaisante? Écoutez plutôt ces beaux vers que Tannhäuser chante à Vénus :

..... Malgré ce vif délire,
Les doux parfums qu'ici j'aspire,
Tout me rappelle avec regret
L'air frais et pur de la forêt...

Le second tableau du premier acte transporte la scène dans une grande vallée pleine de lumière d'où l'on aperçoit le château féodal de la Wartbourg. Un jeune pâtre, assis sur une éminence, chante et sans accompagnement une espèce de cantilène étrange dont il répète le refrain sur son chalumeau :

Du ravin sortait dame Holda.

Ce chant vague, monotone, qui vise à l'archaïsme d'une vieille chanson de ménestrel, a excité un sourire gaulois qui s'est changé en hilarité générale au refrain du chalumeau. L'arrivée de Tannhäuser, sa rencontre avec le landgrave et ses camarades Walther, Bitterolf et Wolfram, poètes-chanteurs comme lui, toute cette scène de reconnaissance où le héros de la légende mystique raconte son séjour au Venusberg, ses égaremens et ses remords, ne donne lieu à aucun morceau qu'on puisse classer ni définir. Ce sont des récits interminables, une mélopée à une, deux, trois et quatre voix, que ne fixe aucun dessin saisissable, une mêlée de sons, de voix et d'instrumens qui n'éveille pas dans l'auditoire cette impression générale, vague, confuse, mais profonde, dont nous parle le théoricien, et qu'ont voulu produire le poète et le musicien réunis en la personne de M. Wagner. Soit que M. Wagner se trompe comme critique, soit qu'il ne puisse réaliser comme poète et comme compositeur l'idéal de la *grande mélodie de la forêt* qu'il conçoit pour l'avenir, il est certain que le premier acte du *Tannhäuser* n'a excité dans le public de l'Opéra que les éclats d'un rire rabelaisien.

Le second acte se passe tout entier dans la grande salle de la Wartbourg, où les poètes-chanteurs tiennent leurs assises. Élisabeth, nièce du landgrave, qui aime secrètement le chevalier Tannhäuser, y évoque les souvenirs de sa jeunesse :

Salut à toi, noble demeure!

dans une espèce de récit qu'on ne sait encore comment qualifier. Ce n'est point un air, ce n'est point un de ces beaux récitatifs tragiques comme il y en a dans *Don Juan*, dans *Fidelio*, dans le *Freyschütz*, dans *la Vestale* et dans les chefs-d'œuvre de Glück, qui a presque créé cette forme intermédiaire entre le chant pur et développé et la déclamation notée de Lulli et de Rameau. Le chant d'Élisabeth n'a point de nom et ne saurait en avoir. Survient alors Tannhäuser, conduit par Wolfram, qui joue dans cette affaire un rôle bien singulier. Tannhäuser se jette aux pieds d'Élisabeth. L'entrevue des deux amans donne lieu à une longue scène dialoguée où les deux voix ne se réunissent que vers la conclusion, et forment alors ce que dans le vieux style on appelle un duo, qui ne manque pas d'animation. Le landgrave vient annoncer à sa nièce la fête qu'il a ordonnée et la lutte des chanteurs-poètes qu'elle présidera avec lui. C'est pendant l'entrée des seigneurs et des nobles dames de la Thuringe dans la grande salle de la Wartbourg qu'on exécute la marche avec chœur, qui est le morceau le plus remarquable de toute la partition du *Tannhäuser*. Cette marche est belle, quoique peu originale, largement dessinée, et produit l'effet voulu par le poète et le compositeur, qui, par cette page de musique franche et vraie que le public a vivement applaudie, ont réfuté les misérables sophismes du réformateur. De deux choses l'une : si M. Wagner a raison comme théoricien et initiateur d'une musique nouvelle, il a été infidèle à ses propres doctrines dans la marche et le chœur que nous venons de citer, qui sont conçus et traités

selon les règles connues de l'art; mais nous ne sommes pas la dupe des subterfuges de la vanité impuissante. Le landgrave se lève de son siége souverain et déclare dans un récit pompeux, déclamatoire et peu musical, que celui qui aura le mieux compris le mystère de l'amour recevra sa récompense de la main d'Élisabeth. Alors commence une interminable psalmodie sur des vers burlesques où il est impossible de saisir la trace d'une idée ou d'un sentiment caractérisé. Ce triple galimatias mystique que débitent tour à tour les trois chanteurs Wolfram, Bitterolf et Tannhäuser, appuyés par le chœur qui intervient dans le débat par de courtes interjections, comme le chœur de la tragédie antique sans doute; cette scène, qui a été fort raccourcie, et où l'on ne peut louer que de rares accens dans l'hymne de Wolfram en l'honneur de l'amour idéal, précède une prière qu'Élisabeth adresse aux rivaux de Tannhäuser, déclamation sèche qui va aboutir à un assez bel ensemble choral :

Un ange nous vient apparaître
Pour proclamer l'arrêt des cieux.

Mais à ce court moment de répit, où le compositeur, fidèle aux lois de son art, réfute de nouveau les erreurs du théoricien, succède un effroyable déchaînement de sons discordans qui constitue le finale du second acte, et dans lequel le critique novateur reprend sa revanche sur l'artiste et le musicien. C'est ainsi que dans cette œuvre étrange on voit tour à tour l'instinct de l'homme de talent avoir raison du sophiste, et le réformateur malheureux triompher du poète et du musicien.

Le troisième acte transporte de nouveau la scène dans la vallée de la Wartbourg. Il fait nuit, et Wolfram, qui vient errer là on ne sait trop pour quel motif, y rencontre Élisabeth agenouillée devant une image de la Vierge. Il plaint le sort de cette noble fille, qui attend avec anxiété l'arrivée des pèlerins qui viennent de Rome, et parmi lesquels elle espère voir son cher Tannhäuser. En effet, une troupe de pèlerins traverse alors le théâtre en chantant une prière en chœur :

Salut à vous, ô beau ciel! ô patrie!

et dont le motif se développe et s'épanouit en un *crescendo* d'un très bel effet. Admirablement accompagné par une phrase tirée de l'ouverture, ce chœur a été vivement applaudi comme il méritait de l'être, ce qui prouve que le public n'avait aucune prévention contre le talent et la personne de M. Wagner. La prière d'Élisabeth qui suit le chœur des pèlerins :

O Vierge sainte! que ta grâce
Enfin m'élève jusqu'à toi!

forme encore un chant vague et inarticulé, une sorte de prose liturgique qui semble n'appartenir à aucune tonalité précise, mais dont la couleur générale et le caractère semi-religieux ne me déplaisent pas. J'en dirai autant de la partie symphonique qui accompagne la sortie d'Élisabeth, et qui dure

jusqu'à ce qu'elle ait disparu dans les hauteurs de la montagne. C'est dans cette scène et dans l'hymne du soir que chante Wolfram bientôt après :

O douce étoile, feu du soir,
Toi que j'aimai toujours revoir!

que M. Wagner me semble avoir le mieux réussi à réaliser cette mélodie flottante qui se dégage lentement, vous *envelopve* comme d'un nuage de poésie et vous communique une émotion calme, mais élevée et noble. Toutes les fois qu'une œuvre d'art produit cette émotion désirée qui dilate notre âme et élève notre esprit à la hauteur d'une situation poétique, il faut en savoir gré à l'artiste et ne pas trop le chicaner sur les moyens qu'il a employés pour obtenir un si bon résultat. Le troisième acte ne contient plus qu'une longue déclamation de Tannhäuser racontant à Wolfram son voyage à Rome, et où l'on peut remarquer quelques élans, quelques accens heureux au milieu d'une mélopée informe, terne et assourdissante, qui vous accable d'un ennui mortel.

Telle est cette œuvre étrange, que nous avons eu le courage d'entendre quatre fois avec une abnégation qui doit nous mériter quelque indulgence. Nous nous sommes appliqué, et cela nous arrive souvent, à plaider la cause de M. Wagner, à ne pas nous éloigner de son point de vue et à juger le résultat de ses efforts d'après ses propres doctrines. Nous nous sommes dit intérieurement : Ce n'est pas assez pour un critique de comprendre et d'aimer les belles choses, il faut encore savoir affronter la laideur avec calme et résolution. Où est le mérite d'admirer Mozart, le plus divin et le plus exquis des musiciens, d'admirer avec mesure Haydn, Beethoven, Weber, Mendelssohn, Schubert et le grand Sébastien Bach, ce dernier des scolastiques; de connaître le prix des chefs-d'œuvre de Glück, de Haendel, de Palestrina, de Jomelli, de Cimarosa, de Rossini, de Meyerbeer, de Spontini, Méhul, Hérold et de M. Auber? Ce sont là de vrais musiciens, des artistes créateurs, aussi différens que le temps et le pays où ils se sont produits et qui ont su être originaux en respectant les lois éternelles de l'art, novateurs sans rompre la chaîne de la tradition. Tout le monde apprécie les œuvres de ces hommes admirables, qui ont pu être contestés un moment sans avoir été jamais entièrement méconnus. Ce n'est point se distinguer de la masse des esprits cultivés que de dire tout bonnement que Corneille et Racine sont de grands poètes et qu'*Athalie* est le plus parfait chef-d'œuvre qui existe dans aucune langue. — Prouve le contraire, élève-toi au-dessus de ces lieux-communs! me suis-je écrié dans un élan tout lyrique, dis avec M. Wagner que la musique de Mozart n'est bonne qu'à *faciliter la digestion* des convives d'un banquet royal, traite Rossini de petit garçon qui n'a pas fait, comme M. Wagner, des études de contre-point, parle avec hauteur et pitié des maîtres français, de l'école italienne et de sa *petite mélodie;* plonge-toi, *au soleil couchant,* dans *la grande mélodie de la forêt* inventée par M. Wagner, donne la main à MM. Listz, Brendel, Hans de Bulow, et affirme que le *plain-chant* que débite la pauvre Élisabeth au troisième acte du *Tannhäuser* est aussi beau que le trio de *Guillaume Tell!* Enfin sois digne des circonstances, confonds ton

subjectif avec l'*objectif* de M. Wagner, élève-toi à cette haute synthèse de la philosophie de l'absolu dont il a été si bien parlé récemment dans la *Revue*, et quand tu seras parvenu au sommet de cet idéal du néant, *in cima del campanile*, tu n'y verras plus goutte, et tu comprendras alors que le blanc et le noir, la nuit et le jour, le chaud et le froid, le vrai et le faux, le juste et l'injuste, le beau et le laid, *Guillaume Tell* et le *Tannhäuser*, ce n'est qu'une seule et même chose; tu seras considéré comme un grand esprit alors, et tu passeras pour le phénix des critiques de l'avenir!

Malgré tous les avantages qu'il y aurait pour notre amour-propre à poursuivre ce rêve d'ambition, nous sommes forcé de convenir que le *Tannhäuser* a été fort bien jugé par le public de Paris, et que la chute de ce mauvais ouvrage nous paraît être irrévocable. Nous croyons avoir le droit de nous réjouir d'un événement que nous avons prévu et ardemment désiré. Il y a dix ans que nous combattons ici les doctrines funestes propagées par M. Wagner et ses partisans, qui sont pour la plupart des écrivains médiocres, des peintres, des sculpteurs sans talent, des quasi-poètes, des avocats, des démocrates, des républicains suspects, des esprits faux, des femmes sans goût, rêvasseuses de néant qui jugent les beautés d'un art de sentiment, qui doit plaire à l'oreille avant de toucher le cœur, à travers un symbolisme creux et inintelligible. Il y a dans la partition du *Tannhäuser* trois morceaux de musique écrits dans les conditions ordinaires de l'art, qui ont été compris immédiatement par le public et applaudis plus qu'ils ne méritent de l'être : c'est l'ouverture, cadre symphonique mal dessiné, où l'on ne peut saisir qu'une immense spirale des violons que l'auteur ramène incessamment dans le cours de sa légende; c'est la marche du second acte et le chœur des pèlerins au troisième. Nous serons plus généreux que ne l'a été le public en tenant compte à M. Wagner de l'ensemble choral que nous avons déjà signalé au second acte : *Un ange nous vient apparaître,* — de la couleur religieuse de la prière d'Élisabeth, — du mouvement symphonique qui accompagne sa sortie et de l'hymne du soir que chante Wolfram par l'organe exercé de M. Morelli. Ces fragmens de vague mélopée et de récit symphonique, auxquels on ne saurait donner une qualification plus précise, ne sont pas à dédaigner, puisqu'ils éveillent dans le cœur un frémissement généreux et communiquent à l'imagination un ébranlement poétique. Quand M. Wagner a des idées, ce qui est rare, il est loin d'être original; quand il n'en a pas, il est unique et impossible.

L'exécution du *Tannhäuser* a été ce qu'elle pouvait être. M. Niemann, attaché au théâtre royal de Hanovre, que M. Wagner avait désigné lui-même comme l'artiste le plus capable d'interpréter le rôle du chevalier chanteur, est un blond, grand et jeune Germain qui possède une forte voix de ténor élevé qui n'a pas été soumise à une bonne discipline vocale. M. Niemann, qui ne manque pas de sentiment dramatique, car il est à bonne école, ayant épousé Mlle Seebach, la première tragédienne de l'Allemagne, M. Niemann n'a pas succombé à sa tâche difficile, et il a su garder son aplomb en face d'un public qui ne ménageait pas les manifestations de son mécontentement. Toutefois que M. Niemann profite de la leçon pour apprendre à mieux diriger un organe vigoureux qui n'est pas sans défauts. Mme Tedesco dans

le rôle de Vénus, Mlle Sax dans celui d'Élisabeth, ont fait preuve de bonne volonté en faisant entendre leurs belles voix, et il n'y a que M. Morelli qui, dans le rôle de Wolfram, se soit complétement sauvé de la déroute générale, en prêtant à la mélopée métaphysique de M. Wagner un accent musical qui ne s'y trouve pas. Quant à l'orchestre, si bien dirigé par M. Dietsch, il a fait des miracles. En résistant aux prétentions incroyables de M. Wagner, qui voulait prendre lui-même le bâton du commandement, ce qui eût été contraire aux règlemens et à la tradition, M. Dietsch a prouvé qu'il a le sentiment de sa dignité aussi bien que le talent nécessaire pour bien remplir le poste qu'il occupe.

Il était grandement temps que le public parisien arrêtât par un coup vigoureux les prétentions de l'auteur du *Tannhäuser*. Sans avoir jamais douté de l'inanité de ses efforts pour donner le change au goût et au bon sens de la France, nous n'espérions pas que M. Wagner, son système et son œuvre seraient aussi promptement jugés et mis hors de discussion. Cet événement aura d'heureux résultats, même en Allemagne, où les partisans du réformateur superbe ne sont pas aussi nombreux qu'on a voulu le faire croire. M. Wagner aura perdu dans cette bataille décisive jusqu'à sa réputation d'homme systématique, intrépide et plein de foi en la bonté de sa cause, car il a consenti à toutes les coupures, à toutes les mutilations de son œuvre qu'on lui a proposées! C'était bien la peine de faire tant de bruit, de se donner les airs d'un Galilée qui souffre et ne cède pas, d'organiser une société de propagande, de lancer des programmes, des préfaces insultantes, des biographies menteuses et des portraits où M. Wagner est représenté une plume à la main, méditant ses chefs-d'œuvre,... pour venir échouer misérablement devant les éclats de rire d'un public en belle humeur! Il fallait vaincre ou se retirer fièrement avec sa partition intacte, en disant aux Parisiens : « Vous n'êtes pas encore dignes de comprendre les profondeurs philosophiques de la musique que je destine aux générations futures! »

Qu'on ne s'y trompe pas cependant, M. Wagner n'est point un artiste ordinaire. Esprit ambitieux, imagination troublée qui n'entrevoit que confusément l'idéal où elle aspire, organisation nerveuse et forte où la volonté domine la grâce et le sentiment, l'auteur du *Tannhäuser* et du *Lohengrin* est un type exagéré de certains défauts particuliers à son pays et au temps où il s'est produit. Un peu poète, un peu littérateur, démocrate et grand sophiste, M. Wagner a voulu tirer de l'art musical ce qu'il ne saurait contenir sans altérer son essence : des idées pures et des symboles. Au lieu de viser à la beauté, premier but de tous les arts, de viser à la forme, sans laquelle l'esprit humain ne peut rien comprendre, puisque rien n'existe pour lui qu'à la condition de se limiter, M. Wagner, qui a du talent et n'a pas d'invention, s'est jeté à corps perdu dans quelques rêveries métaphysiques, et il a essayé de faire de la philosophie avec des sons, ne pouvant créer des chants expressifs, accessibles à tous les mortels qui ont un cœur et des oreilles. Parce que les mauvais compositeurs italiens abusent des formules banales, des cadences plates, des *cabalettes* vulgaires, des fioritures et des accompagnemens de guitare, comme les mauvais compositeurs allemands s'enivrent de combinaisons harmoniques sans issue, de modulations inci-

dentes et de divagations symphoniques, M. Wagner méconnaît la puissance créatrice du génie italien, génie sain et grandiose, qui a su réunir l'ordre à l'inspiration la plus haute, et qui a eu de l'imagination jusque dans les sciences mathématiques et dans le droit; il méconnaît les dons de cette race privilégiée qui a civilisé l'Europe et enseigné la musique à l'Allemagne! Poussé, exalté par une petite cabale de Teutons furieux, qui ont pris certaines parties malades des dernières productions de Beethoven pour l'arcane d'une nouvelle évolution de l'art musical, M. Wagner a rompu tout lien avec le sens commun et la grande tradition de l'école allemande, et il s'est constitué le prophète obscur d'un avenir impossible. La leçon qu'il vient de recevoir à Paris est rude, mais juste et salutaire. On dit vulgairement que, *si le ciel tombait, il y aurait beaucoup d'alouettes de prises!* Nous pouvons assurer que la chute du *Tannhäuser* a tué en germe un grand nombre d'imitateurs de M. Wagner, qui eussent été heureux de masquer leur impuissance en professant de mauvais principes. Il y en a jusqu'à trois que je pourrais citer qui déjà se disposaient à se frapper le front en s'inclinant devant la *grande mélodie de la forêt,* dont leurs propres œuvres portent plus d'une trace. Ils se raviseront maintenant et crieront : *Haro sur le baudet!* car ce sont d'habiles politiques.

Quant à nous, humble adorateur des belles choses, qu'il nous soit permis encore une fois de nous réjouir d'un événement qui confirme la vérité des doctrines que nous professons ici depuis une quinzaine d'années. Ces doctrines, nous ne les avons pas inventées, nous les avons dégagées de l'histoire et des chefs-d'œuvre du génie, et on est fort quand on peut s'appliquer ces belles paroles de l'évangéliste : « Celui qui parle de soi-même cherche sa propre gloire, mais celui qui cherche la gloire de celui qui l'a envoyé est véridique, et il n'y a point d'injustice en lui (1). »

Au cinquième concert du Conservatoire, l'un des plus intéressans de l'année, on a exécuté, entre autres morceaux, des fragmens de l'*Alceste* française et de l'*Alceste* italienne de Glück. Les *soli* étaient chantés par M. Cazaux, de l'Opéra, et par Mme Viardot. Cette musique prodigieuse d'un maître qui n'a pas été surpassé ni même égalé dans l'expression pathétique des passions royales, si j'ose m'exprimer ainsi, a produit sur le public un effet extraordinaire. Mme Viardot surtout y a été admirable, et dans les différens morceaux qu'elle a chantés, elle a déployé une intelligence et un style dignes de l'œuvre qu'elle interprétait. Jamais peut-être cette grande artiste ne s'est élevée plus haut par l'élan du sentiment et la pénétration du goût; son succès a été éclatant et général. L'orchestre a joint ses suffrages à ceux de toute l'assemblée, et Mme Viardot peut considérer l'ovation qu'elle a reçue à cette séance comme l'un des beaux triomphes de sa carrière. Ah! qu'il est consolant de voir le vrai génie toujours jeune et toujours adoré, pendant que les Titans voient s'écrouler l'échafaudage au moyen duquel ils s'étaient promis d'escalader le ciel!

P. SCUDO.

(1) « Qui a semetipso loquitur gloriam propriam quærit; qui autem quærit gloriam ejus qui misit eum, hic verax est, et injustitia in illo non est. » (Saint Jean.)

ESSAIS ET NOTICES.

LE SYSTÈME PÉNITENTIAIRE IRLANDAIS.[1]

Nous ne voulons pas laisser passer sans en dire quelques mots une excellente publication qui touche à une partie à peine connue, et cependant très importante, de l'histoire pénitentiaire. Il y est question des *prisons intermédiaires* qui, depuis quatre ans, ont été établies en Irlande, et qui ouvrent une phase tout à fait neuve dans la manière de traiter les détenus. En un petit nombre de pages, M. le baron von Holtzendorff a réussi à nous donner un aperçu non-seulement de cette remarquable innovation, mais encore du plan général qu'elle complète, et, sans être un écrivain de profession, il n'a pas laissé échapper ce que le système irlandais présentait d'intérêt pour le penseur. M. von Holtzendorff est un esprit sage, capable d'envisager plusieurs idées à la fois, et par là même il était naturellement propre à bien apprécier une méthode dont le mérite consiste à ne pas être exclusive, à partir en même temps de plusieurs principes pour arriver en même temps à plusieurs fins. Même en Irlande, son travail a été jugé digne d'être traduit, et le traducteur anglais y a joint des notes qui fournissent quelques documens nouveaux et qui rectifient aussi deux ou trois légères inexactitudes.

Malgré la sévérité draconienne que l'Angleterre a longtemps maintenue dans ses lois, il faut reconnaître qu'en matière pénitentiaire comme en matière judiciaire, c'est elle qui a montré la première tout ce qu'une pensée de générosité pouvait amener de progrès. Encore à l'heure qu'il est et presque partout, la législation, dans son désir d'assurer la punition des coupables, se permet sans trop de scrupule tout ce qui peut la rapprocher de son but. Elle ne s'inquiète pas si, pour s'armer davantage contre un mal, elle n'en crée pas un autre en attribuant à certains agens un pouvoir arbitraire d'arrêter et d'emprisonner préventivement. Elle ne s'inquiète pas si le juge, en harassant de questions le prévenu, n'abuse pas de la position d'un homme qui n'est que soupçonné et ne manque pas à la moitié de son devoir, qui est aussi d'empêcher que l'innocence soit condamnée. Elle ne s'inquiète pas si le ministère public, en fouillant le passé de l'accusé pour prévenir contre lui le jury, ne viole pas l'équité, qui veut qu'un malfaiteur même ne soit pas déclaré coupable d'un délit spécial qu'il n'a pas commis. Jusqu'ici l'Angleterre est le seul pays, je crois, où la société, tout en tâchant de se saisir des criminels, n'oublie pas ce qu'elle doit à la liberté indivi-

(1) *The Irish Convict System*, par le baron von Holtzendorff, docteur en droit et professeur à l'université de Berlin, traduction anglaise; Dublin, W. B. Kelly, 1860.

duelle; c'est le seul où le président ait la chevalerie d'avertir l'accusé qu'il n'est point tenu de déposer contre lui-même, et où il lui dise en quelque sorte : « Garde-toi; c'est moi qui t'attaque, c'est à moi de prouver ce que je te reproche. » C'est le seul où l'accusateur public ne se permette pas d'en appeler à d'anciennes fautes pour obtenir indirectement, et sans preuves suffisantes, le succès de son accusation. Aussi l'Angleterre a-t-elle trouvé une méthode judiciaire qui n'est pas seulement un moyen de faire tomber le châtiment sur la tête des criminels, mais qui garantit encore d'autres intérêts sociaux non moins précieux : le respect de l'équité, la sûreté de l'innocence, et la liberté du citoyen.

Le système pénitentiaire de l'Angleterre, et plus particulièrement celui de l'Irlande, nous offre quelque chose d'analogue : c'est le châtiment éclairé et dirigé par un sentiment de bienveillance, par un sincère désir de contribuer au bien du prisonnier. Il ne s'agit pas de cette philanthropie qui prétendrait substituer l'intention de convertir à l'intention de punir. Il n'y a pas progrès quand une pensée n'entre dans l'esprit que pour en chasser une autre, pas plus qu'il n'y a liberté quand un pouvoir nouveau renverse celui de la veille pour régner seul à sa place. Après n'avoir songé qu'à châtier, si on ne songe qu'à réformer, on n'aura point avancé, on aura seulement changé de route; au lieu d'un système pénal qui réprimait sans rien faire pour amender et même sans craindre de dégrader, on aura un système d'éducation forcée qui, en visant à améliorer, ne donnera aucune satisfaction au sentiment de la justice et au besoin de réprimer par l'exemple. Le vrai progrès, c'est d'apprendre sans oublier : c'est d'apporter à la solution d'une question plusieurs pensées qui tiennent compte l'une de l'autre, c'est de chercher à punir en se gardant de dégrader, et de s'appliquer autant que possible à réformer sans cesser de frapper la faute d'une peine qui puisse servir de menace et qui entretienne chez tous le sentiment que tout méfait doit se payer; mais peut-être ces conditions ne sont-elles pas également faciles à remplir dans tous les pays. Avec des codes ou des règlemens conçus d'un seul coup, avec un régime de centralisation sous lequel tout est décidé par un ministre qui n'exécute pas, tandis que tous ceux qui exécutent ne peuvent rien décider, il est presque impossible d'éviter la monomanie dans les méthodes. Le système irlandais au contraire a grandi peu à peu comme un arbre; il a été suggéré par les circonstances, préparé par un concours d'idées qui ne pouvaient venir qu'à des esprits différens, modifié sous l'empire de plusieurs préoccupations qui ne pouvaient régner à la fois, et en dernier lieu c'est un homme d'expérience et de cœur, le capitaine Crofton, qui a terminé l'œuvre en ajoutant sa pensée individuelle à celle du parlement.

Le principe de l'emprisonnement cellulaire, comme celui du travail forcé pour l'état en Angleterre, à Gibraltar ou aux Bermudes, s'était déjà développé sous le régime de la déportation, et la facilité avec laquelle les libérés trouvaient à s'employer en Australie avait aussi suggéré l'idée des *billets de tolérance* (*ticket of leave*). — Le billet de tolérance, c'est la libération révocable que le pouvoir est autorisé à accorder, avant l'expiration de la peine, aux condamnés qui s'en montrent dignes. — Plus tard, quand les

réclamations des colonies entraînèrent le parlement à admettre conjointement la servitude pénale et la déportation, la comparaison des deux systèmes fit bientôt ressortir un côté de la question qui, durant la défaveur momentanée de la déportation, avait été quelque peu perdu de vue. Tandis que les déportés, leur temps une fois fini, s'absorbaient sans peine dans les populations coloniales, les détenus, en sortant de prison dans la mère-patrie, se voyaient repoussés de toutes parts et comme contraints de reprendre pour vivre leur existence de parias et de voleurs. Comment remédier à ce danger? Que faire pour diminuer les obstacles qui fermaient à la bonne volonté tout retour à la vie honnête? Ce fut sous l'influence de ces préoccupations que passa l'acte de 1857, destiné à amender la législation votée en 1853. La nouvelle loi abolissait entièrement la déportation; mais en même temps elle cherchait à en conserver en partie les avantages en reproduisant une disposition de l'acte antérieur, disposition d'après laquelle la servitude pénale pouvait être subie soit en Angleterre, soit dans les pénitenciers que le gouvernement était autorisé à établir dans telles colonies qu'il désignerait. Le même acte de 1857 décidait que le principe des *billets de tolérance* serait appliqué à la servitude pénale, et bientôt une circulaire vint compléter la loi à cet égard, en réglant que les condamnés dont la peine serait au moins de sept ans pourraient être transportés dans un pénitencier colonial après avoir fait en Angleterre la moitié de leur temps, que des billets de tolérance pourraient leur être accordés peu après leur arrivée dans l'Australie occidentale, enfin que s'ils continuaient à se bien conduire, ils pourraient recevoir une grâce conditionnelle en s'engageant à se fixer dans la colonie.

Telle est l'origine du régime pénitentiaire qui fonctionne en ce moment en Angleterre, et qui est aussi, avec un rouage de plus, celui de l'Irlande. Ce qui le distingue essentiellement, c'est l'absence de tout esprit de système : il admet simultanément la détention cellulaire, le travail en commun dans les prisons, le travail forcé en plein air; mais tous ces moyens, il les envisage au double point de vue de la punition qu'ils infligent et de l'effet moral qu'ils peuvent avoir, et il en tire un système gradué de châtimens qui offre sans cesse une prime à la bonne volonté du condamné, et qui laisse beaucoup à la discrétion des gouverneurs et des directeurs de prisons. La durée de la peine telle qu'elle est prononcée par le juge est d'abord divisée en deux parties inégales : la première, qui doit être entièrement subie pour satisfaire à la justice; la seconde, qui peut être remise en tout ou en partie, suivant que les gouverneurs ou directeurs le croient convenable. Pour une condamnation à trois ans, la période obligatoire est de deux ans et six mois; pour une condamnation à quinze ans, elle est de dix ans. — Cette période d'ailleurs n'embrasse pas moins de cinq degrés de châtimens. En premier lieu, tout condamné doit passer par un emprisonnement cellulaire qui ne peut durer moins de huit mois, mais qui n'a pas la sévérité systématique de la méthode pensylvanienne. A cette épreuve de l'isolement, dont le but est de dompter le criminel, succède le travail forcé en commun dans les prisons ordinaires, et dès lors le détenu commence à avoir une influence plus directe sur son propre sort, car avant qu'il ait chance de voir raccourcir la

partie de sa peine qui peut lui être remise, il faut qu'il ait traversé successivement trois *classes*, et quelquefois quatre, qu'il ne peut franchir que par sa bonne conduite. La catégorie la plus basse est la *classe d'épreuve* où les prisonniers sont autant que possible soumis à l'isolement et où ne passent que ceux qui se sont mal comportés pendant leur détention cellulaire; puis viennent les trois classes qui sont pour tous les condamnés les degrés réguliers et nécessaires de la servitude pénale. Le travail est à peu près le même pour ces trois catégories; mais dans chacune d'elles les prisonniers ont un costume différent et portent au bras une plaque distinctive où leur conduite individuelle est également indiquée par des marques. Suivant l'élévation de la classe, ils peuvent aussi recevoir une gratification qui varie de 10 centimes par semaine à 40 centimes. De même d'ailleurs qu'ils n'obtiennent leur avancement qu'en le méritant, ils sont à chaque instant exposés à le perdre par leurs fautes. Ils peuvent être rejetés dans une classe inférieure, et par là même éloignés du moment où ils auraient l'espoir d'être libérés conditionnellement.

Malgré sa complexité apparente, tout ce système repose sur un principe si simple, si évidemment juste, qu'on s'étonne qu'il ait pu être méconnu pendant tant de siècles. Cela prouve une fois de plus que ce n'est pas l'esprit qui voit clair et qu'une bonne intention fait soudain découvrir des multitudes de vérités qui pour la raison seule seraient demeurées à tout jamais inconcevables. De fait, l'étrange barbarie où la science pénitentiaire était restée jusqu'à nos jours ne peut s'expliquer que par une indifférence absolue pour le sort des condamnés. On les jetait en prison pour s'en débarrasser et on ne songeait plus même à se demander ce qu'ils pouvaient devenir. Si on eût pris seulement la peine d'y penser, on aurait vite compris que tout emprisonnement cellulaire ou autre, et en général que tout châtiment, quand il doit se prolonger sans variation et sans chance aucune d'abrégement jusqu'au bout du terme fixé par la sentence, ne saurait guère aboutir qu'à exaspérer la malice et à enraciner davantage la dépravation. L'isolement pendant un certain temps peut avoir une grande puissance pour vaincre la violence des caractères et pour amener une disposition aux bonnes réflexions; mais à la longue, si le détenu ne tombe pas dans l'idiotisme, il n'emploiera ses loisirs forcés qu'à comploter pour le temps où il sera libre des projets de vengeance. Donnez-lui au contraire une chance de soulagement, une occasion de faire quelque chose pour lui-même; qu'il lui soit possible, s'il veut remplir certaines conditions, d'alléger ou d'abréger sa peine et surtout d'obtenir un bon renom : c'en est assez pour mettre en jeu ce qui peut rester en lui de bonne volonté. C'est là une espérance sur laquelle il peut placer ses pensées, c'est là un but à la poursuite duquel il peut employer son activité. Éveiller ainsi le sentiment de la responsabilité personnelle, offrir à chaque instant au détenu un objet d'ambition immédiate et l'habituer à donner lui-même une bonne direction à sa volonté, voilà toute la philosophie du système anglais.

Quant au perfectionnement que ce système a reçu en Irlande, il consiste en un dernier degré d'épreuve qui vient encore s'interposer entre la première classe de la servitude pénale et la libération avec billet de tolérance.

L'acte de 1857, ou plutôt de 1853, avait beau accorder au gouvernement le droit de transporter les condamnés dans des pénitenciers coloniaux, une forte partie des prisonniers devaient achever leur peine dans la mère-patrie, et à leur égard le problème des libérés était loin d'être résolu. Malgré tout le succès que la discipline des prisons pouvait obtenir en s'appliquant à les réformer, malgré tout ce qu'elle pouvait faire indirectement pour les aider à trouver du travail en leur donnant vraiment la volonté de revenir au bien, le public ne persistait pas moins à les repousser, et en Irlande surtout le mal avait une gravité toute particulière; car outre que les préventions y étaient plus tenaces, l'Irlande n'avait point de sociétés privées comme celles qui s'étaient fondées en Angleterre pour favoriser l'émigration des libérés. Cette terrible proscription lancée par la défiance générale, il s'est trouvé des hommes qui n'ont pas désespéré de la vaincre; à leur tête, il faut citer le capitaine Crofton, et là encore le désir de combattre le mal a suffi pour suggérer le remède.

Suivant les paroles du capitaine Crofton, c'était en vain que les directeurs engageaient le public à accepter les services des condamnés qu'ils jugeaient réformés : le public ne voulait pas croire à leur témoignage; les bonnes notes obtenues en l'absence des tentations que le détenu aurait à rencontrer plus tard dans le monde ne semblaient point une garantie suffisante pour l'avenir. En conséquence, le rapport du capitaine concluait à l'établissement de *prisons intermédiaires*, c'est-à-dire d'un régime mixte, qui tiendrait encore de la détention, mais qui tiendrait déjà de la liberté, et qui serait combiné tout exprès pour exposer les prisonniers à des tentations et pour donner ainsi au public l'occasion de se convaincre qu'ils étaient vraiment changés, vraiment laborieux, vraiment capables de se bien comporter par eux-mêmes. Dans les prisons intermédiaires, on laisse donc aux détenus une grande latitude d'action; on les emploie comme commissionnaires; on les envoie seuls, et souvent à de grandes distances, exécuter des travaux; on leur permet d'avoir des rapports avec la population, et on leur abandonne même, pour qu'ils la dépensent comme ils l'entendent, une partie de leurs gratifications hebdomadaires. En un mot, on veut qu'ils aient eux-mêmes à se vaincre et qu'ils soient obligés de faire acte de volonté pour se conformer à leurs devoirs. C'est une vérité universelle, remarque M. von Holtzendorff, que la contrainte n'enseignera jamais l'usage de la liberté. Notre expérience le prouve chaque jour à l'égard des enfans, comme l'histoire à chacune de ses pages le prouve à l'égard des peuples : pour apprendre à bien vouloir, il faut avoir l'occasion de vouloir, il faut avoir la liberté de se mal décider; mais le système irlandais ne se contente pas de mettre à profit cette vérité, qui jusqu'ici n'était jamais entrée complétement dans la science pénitentiaire, il ne néglige rien de ce qui peut influer sur la volonté des futurs libérés pour lui donner une bonne direction. Durant cet apprentissage de la prison intermédiaire, la crainte qui retient et l'espoir qui encourage sont sans cesse mis en jeu. En même temps qu'on émancipe à demi le prisonnier, on fait en sorte que partout il garde le sentiment d'une surveillance qui ne se relâche jamais, tout en se rendant invisible. En même temps qu'on lui donne toute facilité pour violer ses devoirs, on exige de lui qu'il se con-

forme encore plus strictement aux moindres parties de la discipline, et pour peu qu'il y manque, on le punit avec un surcroît de sévérité. Il n'y a pas de peines disciplinaires dans les prisons intermédiaires. La plus légère infraction aux règlemens entraîne le renvoi dans une prison ordinaire. L'épreuve est si rude que plusieurs détenus ont demandé eux-mêmes à être replacés sous le régime de la contrainte. Comme encouragement, les gratifications sont plus fortes que dans la servitude pénale, et le chiffre de ces gratifications dépend en partie du degré de bonne conduite, en partie de la quantité du travail exécuté. La plus forte portion de cet argent sert à former un fonds pour aider plus tard le libéré à se procurer des moyens de travail.

A cela se joint une instruction toute pratique. C'est par un homme de haut mérite, M. Organ, que cet enseignement a été organisé. Il roule avant tout sur les connaissances qui peuvent être utiles aux condamnés à leur rentrée dans le monde. Il s'applique à les renseigner sur les colonies où ils peuvent émigrer, à leur donner de saines notions sur les rapports des maîtres et des ouvriers, à combattre enfin chez eux les erreurs qui viennent à l'appui des mauvais penchans, et encore plus à les éclairer sur leurs devoirs moraux, en leur faisant comprendre l'intérêt qu'ils ont à être honnêtes. En raison de l'âge des prisonniers, l'instruction leur est donnée sous forme de *cours;* on les encourage à prendre des notes, et le samedi soir est consacré à des examens qui développent une grande émulation : les sujets traités par le professeur, et en particulier les questions morales, sont discutés pendant les heures de travail et les heures de loisir. M. Organ a eu d'ailleurs l'admirable idée d'établir un fonds de secours mutuels pour les libérés et les libérés sous condition, qui deviennent caution les uns pour les autres et sentent mieux ainsi la nécessité de l'honnêteté. Un dernier trait ne doit pas être passé sous silence. Dans la manière de traiter les prisonniers, on fait une large place au principe d'individualisation; on étudie les caractères et on s'efforce de donner à chacun une direction en rapport avec les bonnes dispositions que la discipline antérieure a pu éveiller chez lui. J'ajouterai seulement que l'expérience a pleinement confirmé la justesse de ces principes, et que le succès a dépassé tout ce qu'on pouvait espérer. Déduction faite des résultats qui peuvent être dus à d'autres causes, il reste certain que le nombre des récidives a grandement diminué, que les préventions du public ont fait place à la confiance, et qu'en général les libérés sous condition ont prouvé par leur conduite la réalité de leur réformation. En d'autres termes, le système irlandais est en voie de démontrer que l'idée de réformer n'est point une chimère tant qu'elle s'allie sagement à l'intention de punir. J. MILSAND.

V. DE MARS.

our
s de
rac-
uve
ncés
ons
ica-
an-
un
.
naut
tout
trée
vent
des
des
aux,
son
urs;
des
le
lant
mi-
bé-
tent
assé
rge
orce
ons
nent
que
ré-
bre
fait
uvé
sys-
une
.